

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ

COLLECTION D'ECONOMIE ET POLITIQUE RÉGIONALE

**2. PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT
ET DE RECONVERSION**

VI

ÉTUDE SUR LA ZONE DE CARBONIA

**Les conséquences sociales
de la crise minière dans le bassin
du Sulcis (Sardaigne)**



LUXEMBOURG 1966

COLLECTION D'ECONOMIE ET POLITIQUE REGIONALE

1. *La conversion industrielle en Europe*

Rapports et communications à la Conférence intergouvernementale sur « la reconversion industrielle des régions touchées par la fermeture des mines », organisée en commun par le Conseil spécial de ministres et la Haute Autorité de la C.E.C.A., du 27 septembre au 1^{er} octobre 1960 à Luxembourg.

(En quatre volumes)

- I. Les politiques nationales de développement régional et de conversion *paru en 1961*
- II. Voies et moyens de la conversion industrielle *paru en 1961*
- III. Le financement des investissements et les aspects sociaux de la reconversion *paru en 1963*
- IV. La conduite sur place des opérations de conversion industrielle *paru en 1963*

Auteurs divers:

- V. Le bâtiment industriel dans la politique de développement régional *paru en 1966*
- VI. Les organismes d'action régionale *paru en 1966*
- VII. Localisation et aménagement de terrains industriels
 - Volume 1: Expériences dans les pays de la Communauté européenne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis *en préparation*
 - Volume 2: Complexes industriels planifiés aux Etats-Unis *paru en 1966*
- VIII. Analyse comparative des structures socio-économiques de régions minières et sidérurgiques *en préparation*
- IX. Inventaire des opérations de reconversion dans les régions minières et sidérurgiques de la Communauté *en préparation*
- X. Le financement de la reconversion industrielle *paru en 1965*
- XI. Fabrications nouvelles *paru en 1965*

EN VENTE CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

ETUDE SUR LA ZONE DE CARBONIA

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ

COLLECTION D'ECONOMIE ET POLITIQUE RÉGIONALE

**2. PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT
ET DE RECONVERSION**

VI

ÉTUDE SUR LA ZONE DE CARBONIA

**Les conséquences sociales
de la crise minière dans le bassin
du Sulcis (Sardaigne)**

Centre de recherches industrielles et sociales
CRIS - TURIN

par

Magda Talamo
Flavia Zaccone Derossi



LUXEMBOURG 1965

PRÉFACE

L'enquête sociale sur Carbonia, que la Haute Autorité publie aujourd'hui dans sa collection d'Economie et de Politique Régionale, est la première d'une série d'études sur la Sardaigne qui doivent prendre place dans le cadre plus vaste d'une collaboration en cours depuis un certain temps déjà entre le gouvernement italien, la région sarde et la Haute Autorité.

Cette dernière n'ignorait nullement la gravité du problème du bassin charbonnier du Sulcis, sur le plan économique et sur le plan social. Qu'il suffise de rappeler les mesures de sauvegarde prévues dans le traité instituant la C.E.C.A. en faveur des mines du Sulcis et, surtout, les aides de réadaptation que la Haute Autorité, de concert avec le gouvernement italien, a accordées à plus de 5.000 mineurs licenciés entre 1955 et 1959.

C'est précisément cette opération qui rendit la Haute Autorité pleinement consciente de la gravité du problème sur le plan social: les secours de réadaptation se révélèrent peu efficaces et leur but — qui est de faciliter le passage des travailleurs dans d'autres activités — ne fut pas atteint, en raison de la pauvreté du contexte économique de la Sardaigne.

Pour les ouvriers contraints d'abandonner la mine, il n'y avait pratiquement pas d'autre solution que l'émigration ou, quand c'était possible, un emploi réduit dans des activités agricoles ou artisanales.

Le problème social était donc étroitement lié au développement économique de l'île, tandis qu'à plus brève échéance, le sort des mineurs encore au travail dans la mine dépendait de la possibilité de surmonter le handicap d'une production de qualité médiocre, dépourvue de marché intérieur et grevée de frais excessifs de main-d'œuvre et de transports.

A ce besoin répondit pleinement le projet visant à construire une grande centrale thermo-électrique, qui devait brûler toute la production à l'état brut. Le projet mis au point, après de longues études et recherches, par la « Società mineraria carbonifera sarda », prévoyait un investissement de plus de 50 milliards de lires, pour lequel le gouvernement italien sollicita et obtint la participation financière de la Haute Autorité, parfaitement consciente de

l'apport décisif que le programme constituerait non seulement en sauvant les mines et l'emploi des ouvriers, mais aussi en permettant de créer de nouvelles activités industrielles et de nouveaux emplois dans l'île grâce à l'abondance de l'énergie disponible.

D'autre part, le plan de renaissance de la Sardaigne élaboré par le gouvernement italien offrait à la Haute Autorité une autre occasion de s'acquitter dans l'île des tâches que lui assigne le traité, en participant techniquement et financièrement à un programme d'études destinées à orienter et à coordonner les initiatives en vue d'atteindre les objectifs du plan.

La première et la plus urgente de ces études était une enquête sociale sur la zone de Carbonia, visant à analyser l'évolution amorcée depuis maintenant trente ans dans une zone et dans une ville qui avaient surgi presque artificiellement autour de la mine, dans le cadre d'une politique autarcique, et qui étaient ensuite devenues une réalité humaine et sociale dépassant les limites du déterminisme économique.

Il ne faut pas oublier que, dans la commune de Carbonia, depuis dix ans, face à une diminution de 22 % de la population résidente, phénomène déjà imposant par rapport à une évolution normale, la main-d'œuvre dans l'industrie a baissé de plus de 60 %, avec une très lourde perte de revenu par tête, malgré une augmentation spécifique des salaires de l'industrie minière, la seule présente.

Si l'on remonte plus loin dans le temps, on peut traduire les oscillations des effectifs employés dans les mines par un diagramme qui révèle une grave maladie sociale, provoquée par des flux et reflux continuels de mineurs, avec tout le cortège de souffrances et de drames humains qu'ils comportent.

Ce n'était donc pas une tâche de peu d'importance que d'effectuer une enquête dans la zone de Carbonia: cette tâche a été parfaitement accomplie par les valeureux spécialistes du Centre de recherches industrielles et sociales, que la Région sarde et la Haute Autorité avaient chargés de l'étude qui voit aujourd'hui le jour. La vaste et abondante documentation, la rigueur scientifique apportée à l'organisation de l'enquête n'ont pas manqué de faire ressortir l'importance du facteur humain dans le problème de Carbonia. La Haute Autorité souhaite que cette publication puisse accroître l'intérêt pour les initiatives déjà en cours dans une zone destinée — par sa situation géographique et par la présence de la grande centrale thermo-électrique de Porto Vesme — à jouer un rôle de premier plan dans le processus d'industrialisation de la Sardaigne.

Roger REYNAUD
Membre de la Haute Autorité

S O M M A I R E

<i>Avant-Propos</i>	9
Chapitre I — <i>La situation démographique</i>	11
1. L'immigration à Carbonia	11
2. L'émigration	18
3. Attitudes de la population à l'égard de l'émigration	25
4. Problèmes inhérents à l'émigration	28
Appendice	30
Chapitre II — <i>La ville</i>	43
1. Les zones d'habitation	45
2. L'infrastructure urbaine	50
Habitations	53
Densité d'occupation	55
Services	56
Biens de consommation	57
Services sociaux	58
Écoles	58
Appendice	65
Chapitre III — <i>Le travail</i>	75
1. L'emploi: secteurs et situation actuelle	75
2. Le revenu	78
3. Les mineurs	80
Provenance et revenu	81
Mobilité professionnelle	82
Attitudes à l'égard du travail	85
Les relations avec l'entreprise	88
Rapports avec les compagnons de travail et avec la ville	88
4. Caractéristiques de la population en fonction du travail et du développement économique	92
Le travail des jeunes	93

Le travail des femmes	96
Attitudes à l'égard du travail	99
Aspirations au travail industriel	104
5. Problèmes liés à l'industrialisation	107
Appendice	110
Chapitre IV — <i>La crise</i>	129
1. La ville face à la crise	129
2. Sensibilisation des habitants à la crise	129
3. L'étendue et les types des interventions réclamées	132
4. Les effets de la crise sur la communauté	142
Appendice	148
Chapitre V — <i>La structure sociale</i>	155
1. Aspects culturels	156
2. Carbonia, communauté industrielle	156
L'instruction	161
La bibliothèque	163
L'information	166
Le modernisme	171
3. Groupes sociaux, sociabilité et attitude politico-syndicale	171
Les classes sociales	173
La participation sociale	177
Le mouvement ouvrier	180
L'attitude politique	183
Appendice	188
<i>Conclusions</i>	197
<i>Notes sur le déroulement de l'enquête</i>	203
Annexe 1 — <i>Situation scolaire</i>	211
Annexe 2 — <i>Equipements sociaux et d'assistance</i>	227
Annexe 3 — <i>Situation sanitaire</i>	243

AVANT-PROPOS

La présente étude a pour objet de fournir une analyse de la communauté de Carbonia, en fonction non seulement de la situation actuelle, mais aussi des directions dans lesquelles elle semble évoluer. La ville a été étudiée avant tout quant aux éléments objectifs qui la constituent, tels que la composition de la population, la situation de l'emploi, la structure urbanistique; en second lieu, quant aux éléments qualitatifs de cette communauté, tels que les attitudes, les comportements, les valeurs sociales, les aspirations. Une attention particulière a été accordée à la situation de crise que traverse Carbonia et aux programmes d'industrialisation prévus.

S'agissant d'une enquête sociologique, les renseignements de caractère démographique et économique qu'elle apporte ont été élaborés dans cette perspective: ils ont fourni le cadre général dans lequel l'enquête elle-même s'est déroulée.

Comme toute étude scientifique, une enquête sociologique représente, pour qui la mène, une expérience intellectuelle: l'enquête sociologique, toutefois, surtout si elle est menée « sur le terrain », constitue aussi une expérience humaine, d'autant plus riche que l'apport de la population, objet de l'étude, aura été plus grand. De ce point de vue, Carbonia aura été une expérience extrêmement utile. Nous sommes particulièrement reconnaissants à ses habitants de l'extraordinaire générosité et de la chaleur humaine avec lesquelles ils ont répondu aux exigences de l'enquête.

Si l'étude a pu avoir lieu, c'est avant tout grâce à la collaboration que la ville lui a apportée par l'intermédiaire de sa population et de ses organisations. Aussi tenons-nous à remercier tous les citoyens de Carbonia et, comme la ville semble trouver son expression la plus directe chez les mineurs, c'est aux mineurs que nous tenons à dédier plus particulièrement les pages qui vont suivre.

Turin, janvier 1965

CHAPITRE I

LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE

1. L'immigration à Carbonia

Le 5 novembre 1937, un décret-loi royal créait la commune de Carbonia, située dans le sud-ouest de la Sardaigne, province de Cagliari, dans une zone faiblement habitée.

Mise à part une minorité d'habitants de petits centres englobés dans la nouvelle commune (comme Serbariu), Carbonia fut peuplée par des gens venus de l'extérieur.

La formation de la nouvelle collectivité apparaît aux habitants actuels comme la fusion de groupes ethniques disparates, provenant de toute l'Italie et surtout de régions très différentes les unes des autres, telles que la Sicile, la Vénétie, la Toscane. Dans ses premières années d'existence, la ville est décrite comme caractérisée par un grand désordre dans le domaine du bâtiment, et surtout par un mélange ethnique, presque une ville de l'Ouest américain ou de « ruée vers l'or », où prédominent les jeunes de sexe masculin et où les règles de comportement sont plutôt élastiques.

Les renseignements recueillis révèlent, en revanche, dès le début, une forte majorité de Sardes (88,5 % en 1937).

Sur les 2.774 Sardes arrivés en 1937, 54,7 % provenaient de centres situés dans la province de Cagliari, comme Gonnese, Iglesias et de Cagliari elle-même, mais aussi de très nombreuses autres petites localités de la zone, telles que Guspini, Siliqua, Santadi, toutes peu éloignées de Carbonia.

Ce fractionnement peut expliquer en partie le sentiment éprouvé par les divers groupes d'immigrés entre eux, se sentant étrangers les uns aux autres; impression encore accrue par la forte différence ressentie à l'égard des groupes provenant d'autres régions, surtout dans le cas des immigrés Siciliens, qui constituaient alors le groupe régional relativement le plus important et qui représentent encore aujourd'hui 2,6 % de l'échantillon prélevé.

Population de Carbonia en 1937, selon les régions d'origine

Région		%
Sardaigne		88,9 <i>Sardaigne</i>
Sicile	2,9	} 5,6 <i>Sud</i>
Campanie	0,1	
Abruzzes et Molise	0,9	
Basilicate	0,7	
Calabre	1,0	
Piémont	0,3	} 3,3 <i>Nord</i>
Ligurie	0,4	
Lombardie	1,0	
Vénétie	0,7	
Emilie et Romagne	0,9	
Marches	0,5	} 1,9 <i>Centre</i>
Toscane	0,9	
Ombrie	0,2	
Latium	0,3	
Étranger		0,3 <i>Étranger</i>
Total	{ % numérique	100,0 (3.120)

Population de Carbonia en 1937, selon la province sarde d'origine

Province	Nombre	%
Cagliari	1.517	54,7
Nuoro	821	29,6
Sassari	436	15,7
Total	2.774	100,0

Source : Commune de Carbonia.

Au cours des années suivantes également, c'est la Sardaigne qui a continué à fournir la majorité des immigrants (1).

(1) Cf. Diagramme A (page 13) : Immigrés, selon leur origine.

Population de Carbonia en 1937, selon la commune d'origine (province de Cagliari)

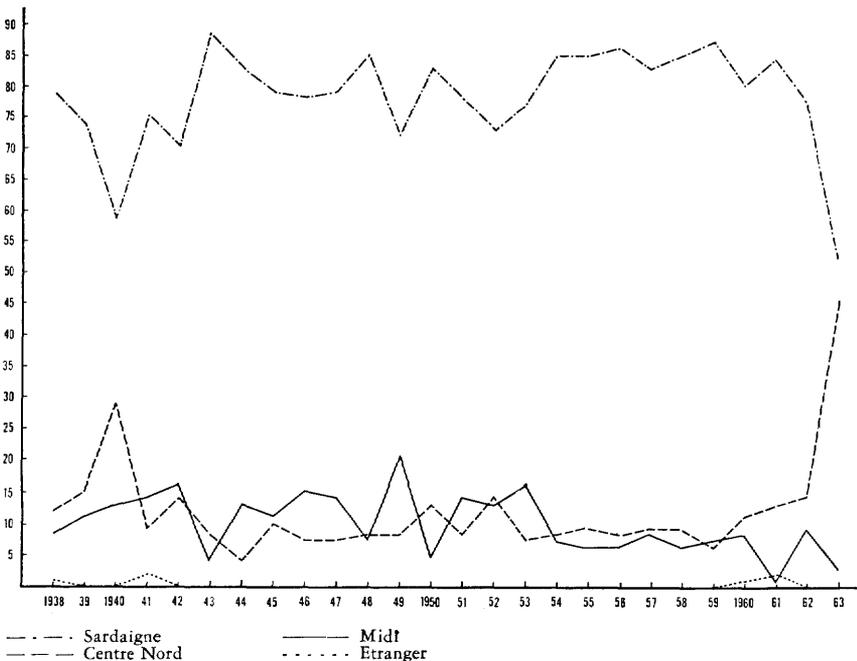
Communes	N.	%
Gonnesa	212	14,0
Iglesias	167	11,0
Cagliari	151	10,0
Narcao	106	7,0
Palmas S.	91	6,0
Santadi	76	5,0
Siliqua	61	4,0
Guspini	61	4,0
Autres	592	39,0
Total	1.517	100,0

Source: Commune de Carbonia

DIAGRAMME A

Immigrés, selon leur origine

Pourcentages



L'analyse de la provenance régionale de l'échantillon prélevé pour l'étude révèle, elle aussi, une très forte majorité de Sardes.

Lieu de naissance de l'interviewé

Sexe	Carbo- nia	Caglia- ri	Autres commu- nes sardes	Total Sar- dai- gn ^e	Nord	Centre	Sud	Etran- ger	Total		
									%	Numér.	
Hommes	16,7	52,4	15,6	84,7	3,8	3,1	6,1	2,3	100,0	(263)	
Femmes	21,2	54,6	13,4	89,2	2,0	2,8	5,6	0,4	100,0	(246)	
Tot.	%	18,9	53,1	14,5	86,8	2,9	3,0	5,9	1,4	100,0	—
	num.	(96)	(272)	(74)	(442)	(15)	(15)	(30)	(7)	—	(509)

S'il est vrai que Carbonia fut une ville entièrement nouvelle, ses environs n'étaient pas absolument déserts: il existait aux alentours de petits centres agricoles, dont quelques-uns furent incorporés dans la commune (qui est assez étendue: 143,58 km²). Il convient avant tout de souligner que les nouveaux habitants de la ville furent originaires, non seulement pour une forte majorité, de Sardaigne mais, pour plus de 50 %, de centres situés dans la province, dans un rayon maximum de 140 km.

75 % des immigrés de 1938 et 85 % de ceux de 1939 étaient mariés (1), mais n'ont pas fait suivre immédiatement leurs familles, avec lesquelles ils ont d'ailleurs certainement continué à entretenir des rapports, favorisés par la proximité relative.

L'âge moyen des immigrés jusqu'à 1950 (2) reste plutôt bas; jusqu'à 1943, il est d'environ 31 ans. C'est surtout pendant ces années de développement qu'un grand nombre de jeunes travailleurs ont afflué sur place.

En effet, l'impression que, dans ses premières années, la ville était habitée essentiellement par des hommes jeunes est conforme à la réalité. En 1938, les hommes représentent, en effet, 90 % des immigrés. La disproportion entre hommes et femmes reste très forte, toujours en faveur des hommes, jusqu'à 1947, et ce n'est qu'en 1950 que la composition de la population s'équilibre (3).

Eu égard aux fins industrielles explicites qui ont motivé la création de la ville, la majorité des immigrés qui s'y déversent, au moment de déclarer à

(1) Cf. Diagramme 3 (page 32) : Immigrés, d'après l'état civil.

(2) Cf. Diagramme 2 (page 31) : Age moyen des immigrés.

(3) Cf. Diagramme 1 (page 30) : Immigrés, par sexe.

l'Office du travail l'activité qu'ils désirent exercer dans leur nouvelle résidence, s'inscrivent dans le secteur industriel. L'agriculture est peu développée dans la commune; le travail agricole, effectué avec des moyens arriérés, est aléatoire et peu rétribué. Le pourcentage des immigrés qui entendent s'y consacrer est donc très bas.

D'après ce que l'on a pu reconstituer, toutefois, une bonne partie des immigrés provenait, à l'origine, d'activités agricoles: sur le marché du travail de Carbonia se présentait donc, en très forte majorité, une main-d'œuvre non qualifiée pour le travail industriel. Le caractère arriéré des systèmes d'extraction fut ainsi en partie justifié par la nécessité de s'accommoder de manœuvres, ainsi que par l'urgence qu'il y avait à produire immédiatement, ce qui amena à exploiter les couches superficielles mais pauvres, dans lesquelles il n'eût pas été possible d'utiliser des machines.

Le nombre des préposés aux services semble plutôt faible jusqu'en 1952; cela est dû au fait qu'à l'origine, la gestion des services est centralisée et assurée directement par la Société minière elle-même. Après 1948, l'immigration de main-d'œuvre industrielle semble nettement inutile et Carbonia ne peut attirer, par quelques perspectives d'emploi, que des travailleurs d'autres secteurs, non industriels (1).

Le rythme d'accroissement de la population est très rapide: au cours des dix premières années, la ville sextuple le nombre de ses habitants (2). Simultanément, il se produit un phénomène particulier, qui caractérise Carbonia tout au long de son histoire: un flux et reflux continuels d'habitants. Situation particulière, du fait des dimensions considérables du phénomène, non seulement dans la statique Sardaigne, mais aussi pour l'Italie, tout au moins pendant la période antérieure à 1958 (3). Ces mouvements ont entraîné un renouvelle-

Année	Mouvements %	Année	Mouvements %	Année	Mouvements %
1938	1,6	1947	4,2	1956	3,3
1939	2,5	1948	5,5	1957	2,7
1940	4,7	1949	4,2	1958	2,4
1941	6,2	1950	2,4	1959	4,1
1942	7,2	1951	2,5	1960	3,1
1943	6,2	1952	2,8	1961	1,7
1944	9,6	1953	4,0	1962	3,5
1945	18,0	1954	3,2	1963	3,6
1946	7,4	1955	2,5		

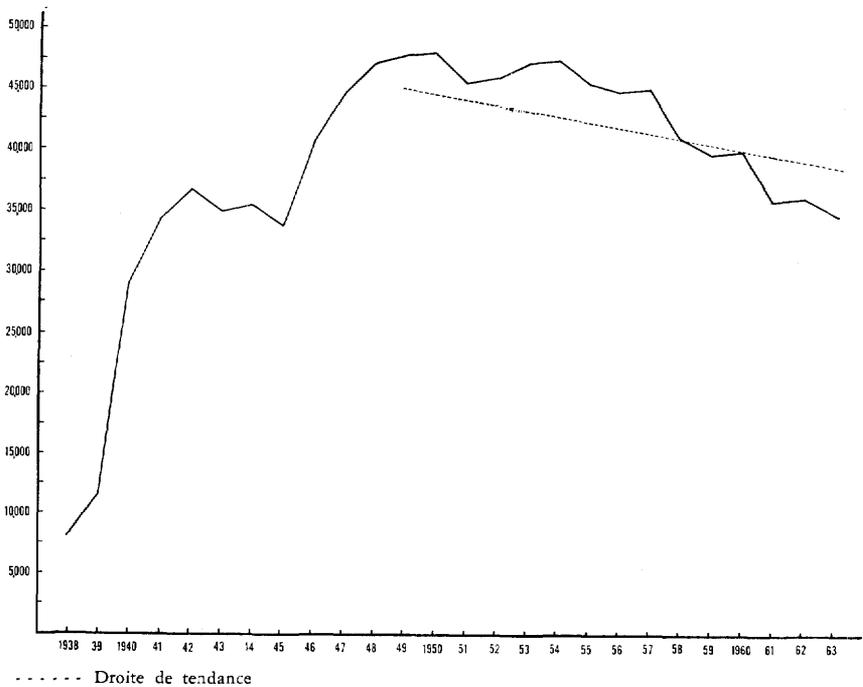
(1) Cf. Diagramme 4 (page 33): Immigrés exerçant une profession par secteur d'activité économique.

(2) Cf. Diagramme B (page 16): Population résidente, de 1938 à 1963.

(3) Cf. Diagramme C (page 17): Mouvement migratoire.

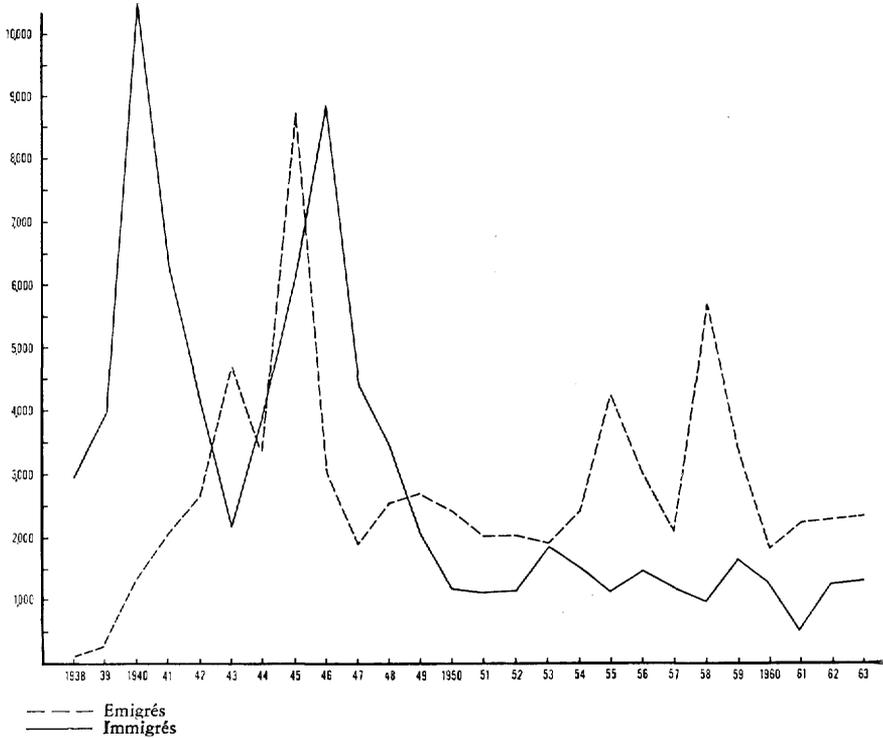
ment presque total de la population en l'espace de quelques années. Le calcul des mouvements démographiques révèle un renouvellement de 67,6 % pendant les dix premières années et de 33,1 % pendant les dix suivantes. Cela équivaudrait à un renouvellement total de la population en vingt ans. Il est probable, toutefois, qu'un certain courant de reflux a ramené à la ville des personnes qui l'avaient quittée.

DIAGRAMME B
Population résidente, de 1938 à 1963



Le renouvellement le plus fort (18 %) s'est produit vers la fin de la guerre, quand les mines furent contraintes de suspendre leur activité d'extraction, du fait qu'il était impossible d'envoyer sur le continent le charbon produit: la Sardaigne est pratiquement isolée par les bombardements; beaucoup d'ouvriers sont transférés à des travaux de défense sur la côte, d'autres rentrent dans leurs villages d'origine, où la difficulté d'approvisionnement est moins grave; Carbonia, implantée dans une zone où l'agriculture est peu développée, a de notables difficultés de ravitaillement. Après la conquête de l'île par les Alliés,

DIAGRAMME C
Mouvement migratoire



les mines sont rouvertes et, au bout de quatre ans, le nombre des salariés atteint des chiffres vertigineux (de moins de 4.000, il monte à plus de 17.000) : ce sont maintenant surtout les anciens mineurs en chômage du bassin métallifère du Sulcis qui affluent à la ville, main-d'œuvre qui a déjà l'expérience du travail industriel. La pointe très élevée d'émigration de 1945 est aussitôt suivie d'une très forte vague d'immigration. La ville accuse de nouveau, après un arrêt très bref, le rythme rapide de développement économique qui la distingue entre tous les autres centres sardes.

Ce sont les années pendant lesquelles le charbon du Sulcis est pratiquement l'unique combustible disponible, tant pour les entreprises italiennes que pour les particuliers : la nécessité immédiate d'en extraire de grandes quantités contraint la Société à engager de plus en plus de main-d'œuvre. En 1947, quand les effectifs de la S.M.C.S. (1), atteignent plus de 17.000 salariés, Carbonia dépasse 44.000 habitants, qui dépendent tous de la mine. C'est le

(1) Società Mineraria Carbonifera Sarda, entreprise d'Etat pour l'exploitation des mines.

« boom » du charbon, qui fait de la ville une zone riche par rapport à la plupart des centres sardes, lesquels vivent au contraire d'une économie agricole, arriérée de surcroît. Les nouveaux habitants, originaires de zones agricoles ou des centres miniers du Sulcis dont l'expansion a été moindre, se rendent compte qu'ils se trouvent en un lieu plus favorisé que leurs villages d'origine.

La conjoncture favorable dure assez longtemps pour que les mineurs, d'abord venus seuls, se fassent rejoindre par leurs familles et considèrent la ville comme un lieu de résidence stable. Du point de vue démographique, c'est seulement après la guerre, après le renouvellement intervenu dans les salariés de la mine et avec l'immigration de femmes, venant probablement de villages voisins et toujours pour la plupart sardes, que la population trouve son équilibre. Et c'est au cours de ces années qu'un agglomérat de personnes disparates s'installe à demeure et constitue une communauté.

La population a l'impression d'une situation de développement économique rapide, apparemment sans limites dans le temps; elle ne peut se rendre compte des limitations inhérentes à l'évolution du marché international; d'autre part, il est difficile de dire si, à cette époque, les responsables de l'entreprise eux-mêmes auraient pu prévoir ces limitations, talonnés qu'ils étaient par des nécessités immédiates de production.

Vue à distance, la situation de l'emploi à Carbonia immédiatement après la guerre apparaît semblable à ces activités qui se concentrent pendant un laps de temps limité autour de la construction d'une digue: un phénomène économique temporaire; Carbonia, par contre, n'est pas un baraquement, mais une véritable ville et apparaît à ses habitants comme l'endroit le plus heureux de toute l'île. L'implantation qui, du point de vue économique approche de sa phase critique, a pris, au contraire, du point de vue social, tous les caractères de la stabilité.

2. L'émigration

A partir de 1948 apparaissent les premiers indices de la crise, d'autant plus sensible dans un bassin houiller où la qualité du produit et le coût des transports constituent deux obstacles presque insurmontables à la compétitivité sur les marchés; en effet, l'ouverture des marchés internationaux et la reprise de la production dans les mines européennes et américaines introduisent un facteur de concurrence, du point de vue de la qualité (1) et du prix, que la

(1) La phrase du discours prononcé par Benito Mussolini à l'inauguration de Carbonia: « ... l'immense richesse du charbon autarcique italien, qui n'est pas inférieur aux charbons étrangers... » (18 décembre 1938), se révélait inexacte à l'épreuve des faits.

situation politique et économique du pays avait permis de négliger jusqu'alors; l'utilisation massive d'autres types de combustibles vient encore aggraver le problème.

C'est au cours de cette période que se renverse la tendance des flux migratoires et que commence l'exode, de plus en plus important, de Carbonia.

La situation particulièrement désavantageuse du bassin de Carbonia est reconnue au cours des négociations qui aboutirent à la signature du traité instituant la C.E.C.A. (Paris 1952), par lequel on décidait de créer le Marché commun du charbon et de l'acier. Dans les dispositions transitoires annexées au traité, on a prévu une protection douanière et le bénéfice de la péréquation houillère, accordée aux mines les plus défavorisées afin de leur permettre, en l'espace de cinq ans, de se moderniser et de s'outiller pour faire face à la nouvelle situation résultant du marché commun (1).

Pour ce qui est du bassin du Sulcis, la mécanisation introduite dans l'extraction du charbon et la réorganisation de l'entreprise comportent une forte réduction de la main-d'œuvre, qui frappe plus de 60 % des effectifs de la SMCS (2).

D'autre part, le traité instituant la C.E.C.A. prévoyait des dispositions spéciales destinées à atténuer la gêne des ouvriers contraints d'abandonner la mine et de chercher une autre occupation; ces dispositions établissaient des indemnités d'attente, de transfert, de réinstallation (3); dans le cas de la S.M.C.S. ces secours n'eurent malheureusement qu'une efficacité toute relative, la situation du marché de la zone s'opposant au transfert effectif des ouvriers licenciés à d'autres activités.

Les mesures prévues en faveur des mineurs atteints par la réorganisation se traduisent, dans la pratique, par une indemnité forfaitaire, dite « super-liquidation » (4).

L'amenuisement de l'emploi devait donc provoquer une nouvelle émigration des habitants de Carbonia et de la Sardaigne. Toutefois, l'espoir, l'incertitude, l'attachement à la nouvelle ville, font que l'exode se révèle moins visible que la situation décrite ci-dessus ne le laissait prévoir. A part la période d'arrêt de 1943, la ville a joui, depuis ses origines, pendant onze ans, d'une période pratiquement ininterrompue de bien-être; cela a constitué une

(1) Cf. par. 25 et 27 de la convention relative aux dispositions transitoires.

(2) Cf. Diagramme A (page 77) : Evolution de l'emploi à la SMCS.

(3) Cf. par. 23 de la convention.

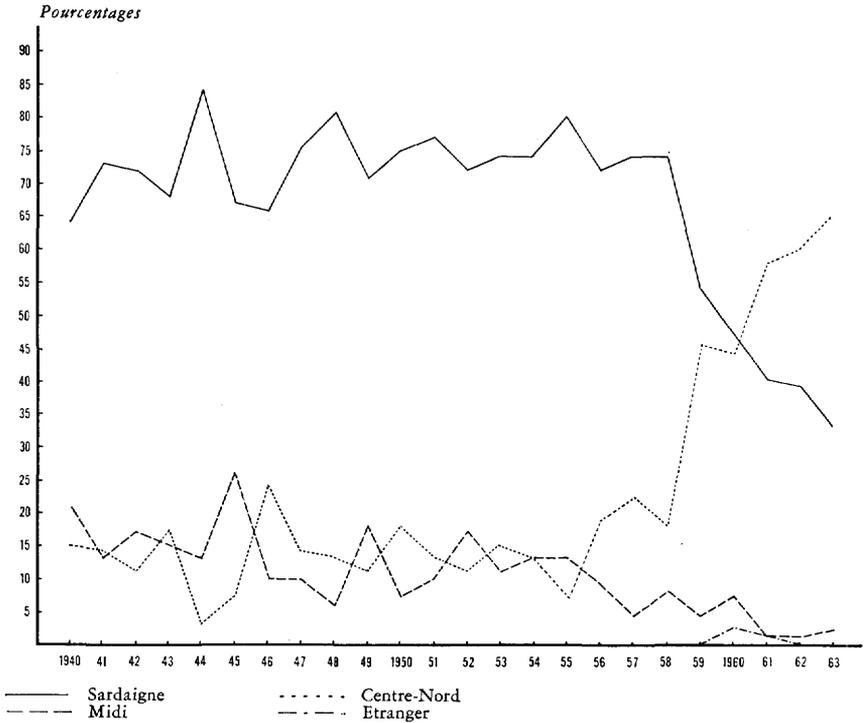
(4) Le terme de « super-liquidation » désigne par abréviation un ensemble d'interventions, prévues dans trois accords successifs conclus entre le gouvernement italien et la Haute Autorité de la C.E.C.A. et portant sur une période de cinq ans, de 1955 à 1960: ces accords, qui servaient à déterminer les modalités d'application des aides de réadaptation, prévues au § 23 de la convention, ont intéressé au total 5.532 mineurs, pour une charge globale d'environ 3 milliards de lires, supportée pour moitié par le gouvernement italien et pour moitié par la Haute Autorité.

expérience importante pour la population, le plus souvent habituée — que l'on songe aux petits centres sardes d'où elle provient en majorité — à des restrictions économiques. Il ne faut donc pas s'étonner qu'elle ait répugné à s'éloigner de la ville, parce que l'alternative était de rentrer dans les pauvres villages d'origine, pour se consacrer de nouveau au travail agricole, aléatoire et peu rentable, ou d'émigrer sur le continent ou à l'étranger, en des lieux très éloignés, ce qui équivalait donc à assumer une situation tout aussi incertaine.

Les pointes maximales d'émigration correspondent naturellement aux deux périodes (1955-1958) au cours desquelles la réduction du personnel de la S.M.C.S. est la plus sensible.

Ce sont surtout les hommes qui émigrent des secteurs de l'industrie qui est en régression et, depuis quelques années, également du secteur des services, devenus critiques, eux aussi, du fait du marasme économique général (1).

DIAGRAMME D
Émigrés, selon la destination



(1) Cf. Diagramme 7 (page 36) : Emigrés par sexe, et Diagramme 10 (page 39) : Emigrés exerçant une profession, par secteurs d'activité économique.

Pendant dix ans, jusqu'à 1958, l'émigration de Carbonia est dirigée avant tout vers l'intérieur de la Sardaigne, probablement vers les villages d'origine. En 1958, le développement industriel du Nord de l'Italie et la forte demande de main-d'œuvre qui s'ensuit exercent une forte attraction sur la Sardaigne également. Le flux migratoire dirigé de Carbonia vers le Nord s'insère dans la migration plus vaste qui intéresse toute l'île (1).

Seul un infime pourcentage d'immigrés se dirige vers l'étranger. L'hypothèse, souvent répétée, selon laquelle les anciens mineurs de Carbonia seraient surtout allés vers les mines belges ou allemandes, serait donc infirmée. Si cela a été le cas, c'est sans doute au cours d'une seconde étape de l'émigration, quand, la tentative de réinstallation dans le village d'origine ou dans d'autres centres ayant échoué, la seule solution possible était l'émigration vers l'étranger.

En 1963, un phénomène nouveau se dessine: l'apparition soudaine d'un flux d'immigrants en provenance du Centre-Nord, qui doit être interprété non pas tant comme l'arrivée d'habitants de ces zones, que comme le retour d'habitants de Carbonia, lesquels, attirés par les possibilités plus grandes que leur offrait après 1958 le développement économique du Nord, se sont ensuite ressentis de la conjoncture défavorable, qui l'est toujours actuellement, et sont rentrés du continent.

Au cours de la période pendant laquelle a été menée l'enquête, le phénomène migratoire n'apparaît épuisé qu'en partie. Il subsiste un filet d'émigration constante, d'environ 2.000 personnes par an, du fait que les jeunes classes, ne trouvant pas de possibilités d'emploi sur le marché local du travail, abandonnent la ville (2).

L'émigration a, naturellement, eu une incidence sur les groupes de population en âge de travailler: la comparaison entre les deux recensements (3) révèle, dans les groupes d'âge de 25 à 45 ans, une diminution très supérieure à la diminution moyenne totale. En outre, l'exode des hommes est beaucoup plus important. La baisse du nombre des enfants (0-6 ans) est extrêmement sensible; elle tient probablement à ce que la population qui a quitté la ville faisait partie des groupes d'âges ayant les taux de natalité les plus élevés et que beaucoup d'émigrés ont emmené leurs enfants avec eux.

Malgré la contraction notable des classes d'âges de 25 à 45 ans et de 0 à 6 ans, la population de Carbonia est encore en majorité une population jeune. Il y a eu, en effet, l'exode de la population en âge de travailler, mais

(1) Cf. Diagramme D (page 20): Emigrés, selon la destination.

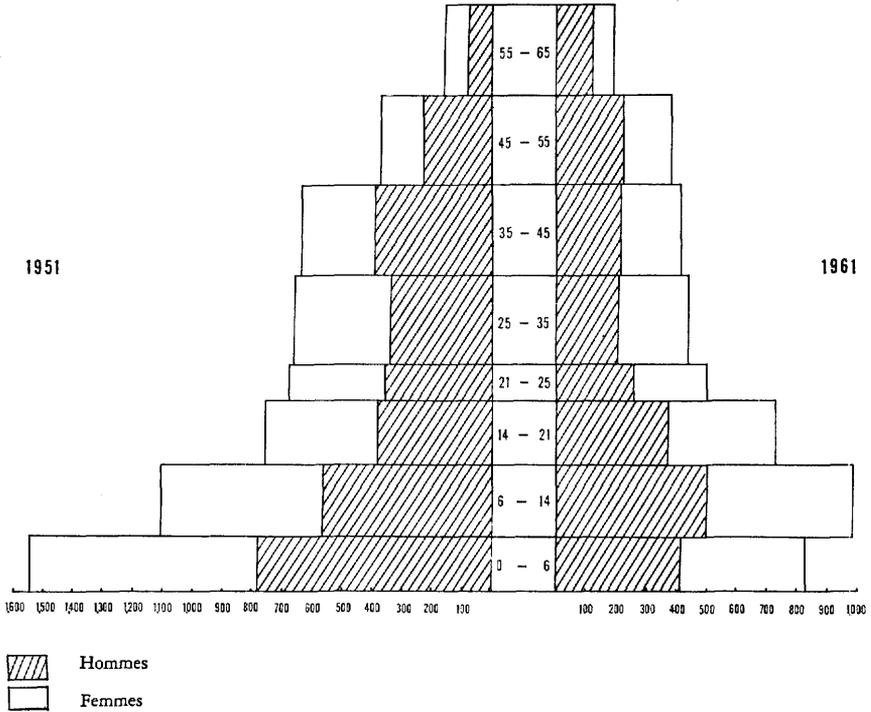
(2) La droite de tendance à partir de 1949 est très significative ($dr. = 0,91$): sauf intervention de faits économiques nouveaux, la diminution doit continuer au cours des prochaines années également: cf. Diagramme B (page 16): Population résidente, de 1938 à 1963.

(3) Cf. Diagramme E (page 22): Répartition de la population par groupes d'âge, d'après les recensements de 1951 et 1961.

DIAGRAMME E

Population résidente, par classes d'âge

Nombre moyen d'individus, pour chaque année d'âge, dans le cadre de la classe



Variation en pourcentage dans les groupes d'âge

Comparaison entre 1951 et 1961 (1)

Sexe	Age								Total	
	0-6	6-14	14-21	21-25	25-35	35-45	45-55	55-65		plus de 65
Hommes	-47,6	-12,0	-2,5	-24,4	-42,3	-45,9	+ 5,2	+ 24,3	+ 42,4	-24,7
Femmes	-46,8	- 6,6	-5,6	-27,9	-30,9	-18,5	+ 11,1	+ 28,7	-23,5	-18,4
Total	-47,2	- 9,4	-4,1	-26,2	-35,6	-34,6	+ 7,6	+ 26,2	- 9,3	-21,7

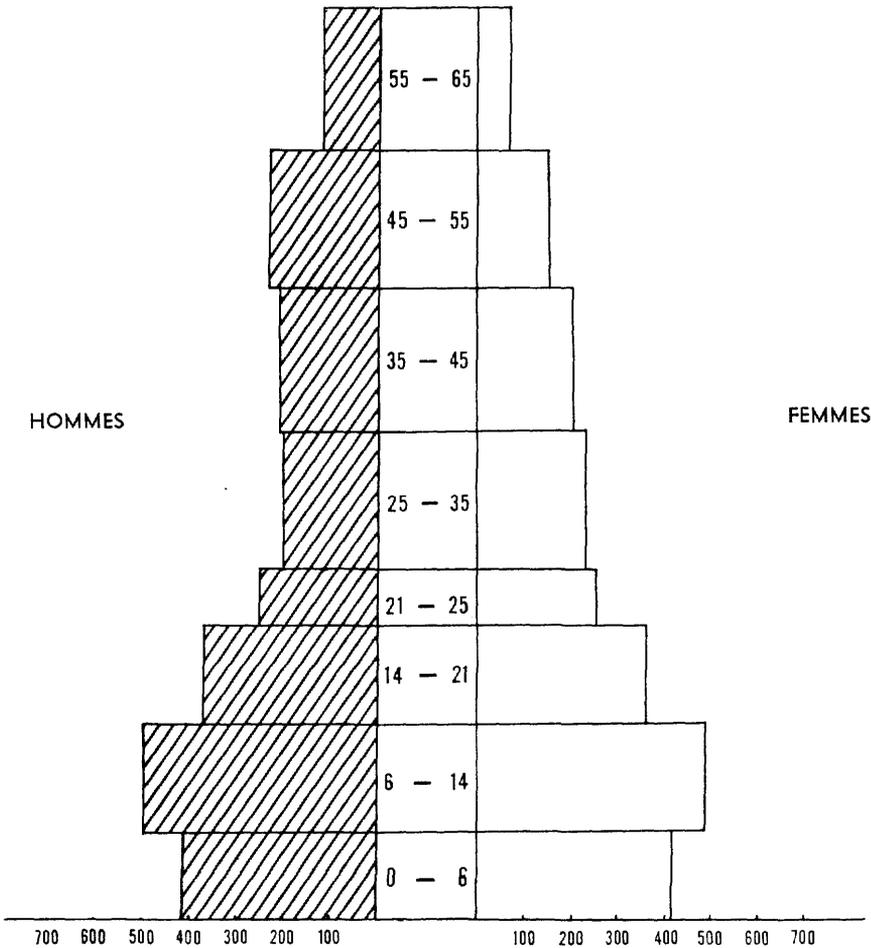
(1) Elaboration d'après les IX^e et X^e recensements généraux de la population.

il reste une réserve importante de classes jeunes et très jeunes qui représentent un potentiel de main-d'œuvre utilisable à long terme.

DIAGRAMME F

Population résidente, par classes d'âge, selon le sexe

Nombre moyen d'individus, pour chaque année d'âge, dans le cadre de la classe



51 % de la population actuelle ont moins de 21 ans (alors qu'en Italie, 33,6 % seulement de la population sont dans ce cas). On peut distinguer deux grands groupes de population jeune: les classes d'âge immédiatement utilisables pour le travail — c'est-à-dire de 14 à 25 ans, qui constituent 20,1 % de toute la population — et le groupe des petits enfants.

A propos du premier groupe, celui qui est déjà, virtuellement du moins, en âge de travailler, il convient de noter qu'il est très important: il s'agit, en effet, de 7.120 personnes; si, à l'heure actuelle, la situation du chômage à Carbonia n'est pas des plus inquiétantes (à l'Office du travail sont inscrits 754 chômeurs et 419 jeunes gens qui attendent leur premier emploi), elle doit s'aggraver très rapidement du fait que de nouvelles classes de travail se présenteront sur le marché par vagues assez importantes, sans y trouver aucun débouché. Le flux migratoire, qui constituerait la réaction naturelle au chômage, se trouverait ainsi augmenté par les couches les plus jeunes de la population: il en résulterait la perte d'une main-d'œuvre en puissance assez nombreuse, et le vieillissement de la population. A supposer, par contre, que l'actuelle conjoncture, qui a stoppé le processus d'absorption de main-d'œuvre dans l'industrie, dissuade de l'émigration, il y aura des groupes nombreux de jeunes dont le

Incidence, en pourcentage, des groupes d'âge sur le total de la population (*)

Sexe	Age									Total
	0-6	6-14	14-21	21-25	25-35	35-45	45-55	55-65	Plus de 65	
<i>Carbonia</i>										
1951										
Hommes	20,2	19,2	11,1	5,6	14,1	15,8	8,6	3,7	1,7	100,0
Femmes	21,5	19,9	12,5	6,5	15,1	12,2	6,7	3,1	2,5	100,0
Total	20,8	19,6	11,8	6,0	14,5	14,1	7,7	3,4	2,1	100,0
<i>Carbonia</i>										
1961										
Hommes	14,0	22,5	14,5	5,6	10,8	11,4	12,1	5,9	3,2	100,0
Femmes	14,0	22,8	14,4	5,8	13,1	12,2	9,2	5,0	3,5	100,0
Total	14,0	22,6	14,4	5,7	12,0	11,8	10,7	5,4	3,4	100,0
<i>Italie</i>										
1961										
Hommes	10,4	13,4	11,2	6,7	15,3	12,8	12,7	9,2	8,3	100,0
Total	10,0	12,8	10,8	6,4	15,1	12,9	12,8	9,6	9,6	100,0

(*) Elaboration d'après le X^e recensement général de la population.

légitime espoir de trouver une place sur le marché du travail sera frustré. L'état de tension qui en résultera sera, sans aucun doute, des plus graves.

Pour les très jeunes (0-14 ans), le problème n'est différé qu'en apparence; leur exode dépend de la situation, en matière de travail, des classes d'âge adulte, qui comprennent leurs parents.

L'importance numérique, supérieure à la moyenne italienne, des classes d'âge très jeunes n'est pas due seulement au taux élevé de natalité, mais probablement aussi au fait que les familles de beaucoup d'émigrés sont restées à Carbonia — en effet, dans les classes d'âge de 25 à 45 ans, le nombre des femmes a moins diminué que celui des hommes. Toutefois, il est à prévoir que les émigrés feront leur possible pour se faire rejoindre dans leur nouvelle résidence tout au moins par leur femme et leurs enfants, ne laissant à Carbonia que les vieux.

3. Attitudes de la population à l'égard de l'émigration

L'émigration a rompu bien des liens de famille et d'amitié: des interviewés en pourcentage notable (54,2 %) ont des parents qui ont émigré, pour une bonne partie vers le Nord de l'Italie (44,0 %), surtout pour des raisons de travail (89,4 %). Le thème de l'émigration revient régulièrement dans de nombreux commentaires sur la crise et motive bien des suggestions d'intervention. On la considère comme la conséquence directe de la crise: « Il n'y a pas de travail et tous se sont sauvés », commente un retraité, qui complète ses maigres ressources en se faisant marchand ambulant. « On a faim et tous cherchent à émigrer, parce qu'il n'y a pas de travail », dit une fille de mineur.

Pour tous, l'émigration n'est pas un choix spontané, mais un acte auquel on est contraint: « Nous vivons dans la misère. Dans notre famille, les miens sont obligés de s'en aller sur le continent chercher du travail. C'est ainsi dans beaucoup d'autres familles », dit une couturière, fille de mineur.

L'émigration éloigne les parents, divise les familles. Ce sont surtout les femmes qui déplorent l'éloignement forcé des parents et des enfants: « Il n'y a pas de travail et il nous faut envoyer nos enfants au loin. » « Nous sommes trop mal en point. Tous ceux qui sont au loin devraient rester ici à travailler; au lieu de cela, nous voyons nos enfants s'en aller chercher du travail au dehors », disent deux femmes de mineurs. « C'est une crise de travail terrible et c'est celui qui a des parents au loin pour cette raison qui la ressent le plus », dit la fille d'un cordonnier, dont la sœur est domestique sur le continent.

C'est encore des émigrés que parlent ceux qui réclament du travail afin que leurs parents puissent revenir dans leur famille: « ... pour faire travailler les Sardes en Sardaigne », dit un salarié de la S.M.C.S.

Intention d'émigrer, selon le revenu

Revenu familial mensuel	Non	Oui	Total	
			%	Numérique
Inférieur à L. 50.000	60,0	40,0	100,0	(135)
L. 50-70.000	60,5	39,5	100,0	(147)
L. 70-100.000	59,6	40,4	100,0	(136)
L. 100-150.000	66,7	33,3	100,0	(54)
L. 150-200.000	31,3	68,7	100,0	(16)
Supérieur à L. 200.000	40,0	60,0	100,0	(15)
Total	59,2 (298)	40,8 (205)	100,0 —	— (503)

Intention d'émigrer

Sexe et âge	Non	Oui				Total	
		pour raisons de travail	pour mode de vie	pour l'avenir des enfants	pour d'autres raisons	%	Numérique
18-25 ans	34,8	55,8	4,7	—	4,7	100,0	(43)
26-35 ans	60,4	25,6	2,3	4,7	7,0	100,0	(43)
36-45 ans	65,6	20,9	3,0	6,0	4,5	100,0	(67)
46-60 ans	65,1	19,3	1,8	4,6	9,2	100,0	(109)
Total Hommes	59,5	26,7	2,7	4,2	6,9	100,0	(262)
18-25 ans	56,1	27,3	13,6	—	3,0	100,0	(66)
26-35 ans	53,1	26,6	3,1	9,4	7,8	100,0	(64)
36-45 ans	63,1	18,5	4,6	6,1	7,7	100,0	(65)
46-60 ans	60,8	9,8	7,8	5,9	15,7	100,0	(51)
Total Femmes	58,1	21,1	7,4	5,3	8,1	100,0	(246)
Total	58,9 (299)	24,0 (122)	4,9 (25)	4,7 (24)	7,5 (38)	100,0 —	— (508)

Plus de la moitié de ceux qui sont restés (58,9 %) ne désirent pas émigrer et n'y ont jamais songé: cela peut être dû, non seulement à un attachement à la ville (et ce sont, en effet, surtout les plus intégrés qui ne veulent pas s'en aller), mais à une appréciation réaliste des faibles possibilités de réemploi pour les vieux; certains font valoir, en outre, l'impossibilité matérielle de quitter Carbonia: «... Nous ne pouvons pas nous éloigner d'ici, parce que nous n'en avons pas les moyens». L'émigration, quand elle ne se limite pas à l'individu, mais implique toute la famille, exige un certain investissement financier. Ce n'est pas par hasard que les plus grandes perspectives d'émigration se trouvent aux niveaux de revenu les plus élevés.

Avant tout, la décision d'émigrer présuppose de l'initiative, la faculté d'adaptation, de l'espoir, c'est-à-dire des caractéristiques que l'on rencontre plus facilement chez les jeunes — et c'est chez eux, en effet, que l'on relève le pourcentage le plus élevé de projets d'émigration.

En outre, ce sont les plus instruits qui tendent à émigrer.

Intention d'émigrer et degrés d'instruction

Degré d'instruction	Non	Oui	Total	
			%	Numérique
Analphabètes	62,8	37,2	100,0	(62)
Sans titre	63,7	36,3	100,0	(157)
Certificat d'études primaires	60,1	39,9	100,0	(178)
Premières classes secondaires	51,9	48,1	100,0	(54)
Etudes secondaires complètes	46,3	53,7	100,0	(57)
Université	31,2	68,8	100,0	(16)
Total { % numérique	58,7 (298)	41,3 (210)	100,0 —	— (508)

Ceux qui ont envisagé d'émigrer s'orienteraient vers les régions ci-après, les femmes préférant un déplacement plus limité.

Sexe	Nord Italie	Autres centres sardes	Pays d'ori- gine	Etran- ger	Centre Italie	Indécis	Total	
							%	Numérique
Hommes	34,9	12,3	17,0	20,7	5,7	9,4	100,0	(106)
Femmes	31,1	22,3	16,5	11,6	10,7	7,8	100,0	(103)
Total { numérique	% 33,0	17,2	16,8	16,3	8,1	8,6	100,0	—
	(69)	(36)	(35)	(34)	(17)	(18)	—	(209)

4. Problèmes inhérents à l'émigration

En dehors des renseignements sur l'âge, le sexe, la situation professionnelle, les charges de famille et la direction du déplacement (1), il n'a pas été possible de recueillir d'autres informations qui eussent permis de porter un jugement qualitatif sur l'émigration (comme, par exemple, le renseignement concernant l'instruction scolaire).

Très souvent, les émigrations appauvrissent les zones de départ, non seulement numériquement ou parce qu'elles leur enlèvent la partie active de la population, mais aussi parce qu'elles attirent les plus instruits, les plus capables, les plus doués d'initiative, de dynamisme. Il y a donc souvent un appauvrissement qualitatif de la population restée sur place, qui compromet le succès des initiatives que l'on entreprendra pour sortir de la crise. Les renseignements objectifs — tirés de l'échantillon et des recensements — nous apprennent que les émigrés sont en majorité des jeunes; le sondage fait ressortir que la propension à l'émigration est plus grande chez les plus instruits, ainsi que chez ceux qui sont relativement plus aisés.

Carbonia semble se trouver aujourd'hui à un moment crucial et des plus délicats: le flux migratoire qui en partie est voué non seulement à continuer, mais à augmenter, à mesure que les nombreux jeunes qui l'habitent se heurteront à l'impossibilité de trouver place sur le marché local du travail. La persistance du marasme actuel, ou, ce qui est pire, l'aggravation du chômage, modifiera la structure démographique en l'espace de quelques années, accentuant le vieillissement déjà en cours de la population, jusqu'à appauvrir dramatiquement la ville.

Actuellement, toutefois, Carbonia est encore, du point de vue démographique, dans une situation positive. Malgré l'exode, elle a reçu un certain apport de sang neuf, du fait du taux élevé de la natalité (l'excédent des naissances sur les décès a toujours été important) (2) et de la persistance d'un certain flux d'immigration. On peut supposer que, dans la forte dépression qui affecte le milieu sarde, la ville continuera à constituer, quoique en crise, un pôle d'attraction, surtout pour les zones agricoles sous-développées qui l'entourent, et qu'il existe, en outre, un pourcentage d'immigration de retour, dû à des personnes qui, étant rentrées dans leurs villages d'origine ou ayant émigré vers le Nord après avoir perdu leur emploi

(1) Recueillis à travers un échantillon approprié; cf. Diagramme 9 (page 38), et suivants.

(2) Le taux de natalité était, en 1962, de 23,6 pour mille, contre 18,4 en Italie. Il importe, toutefois, de noter qu'il est en diminution. L'accroissement naturel, toujours en 1962, était de 16,7 pour mille, contre 8,4 pour l'Italie.

à la S.M.C.S., préfèrent retourner à Carbonia pour exercer éventuellement une autre activité dans le secteur des services.

La situation démographique se présente donc d'une manière très favorable, au cas où l'on mettrait en œuvre un programme d'industrialisation — rappelons que très souvent, la faiblesse numérique de la population en âge de travailler fait obstacle au développement économique des zones méridionales —, mais grosse d'implications négatives si le marasme économique devait se prolonger ou, pis encore, si le chômage devait s'aggraver.

On ne saurait donc ignorer l'urgence d'interventions promptes et efficaces, constituées par les nouvelles initiatives en matière de production, d'ailleurs déjà inscrites au programme, mais dont il conviendrait d'accélérer la réalisation.

APPENDICE AU CHAPITRE I

- 1 — Immigrés, par sexe
- 2 — Age moyen des immigrés
- 3 — Immigrés, selon l'état civil
- 4 — Immigrés exerçant une profession, par secteurs d'activité économique
- 5 — Immigrés sans profession
- 6 — Charges familiales moyennes des immigrés
- 7 — Emigrés, par sexe
- 8 — Age moyen des émigrés
- 9 — Emigrés, selon l'état civil
- 10 — Emigrés exerçant une profession, par secteurs d'activité économique
- 11 — Emigrés n'exerçant pas de profession
- 12 — Charges familiales moyennes des émigrés.

DIAGRAMME 1
Immigrés par sexe

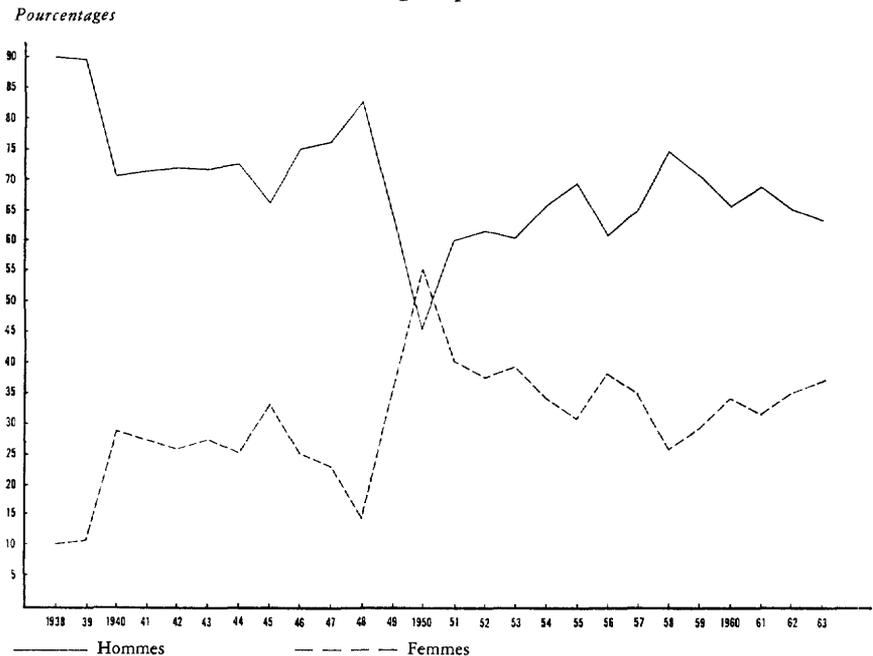


DIAGRAMME 2
Age moyen des immigrants

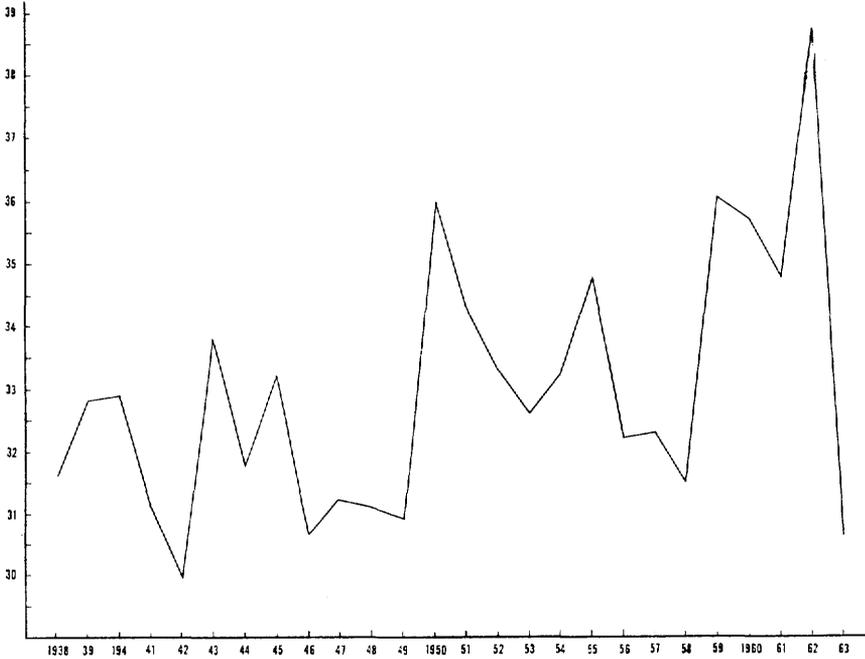


DIAGRAMME 3
Immigrés, selon l'état civil

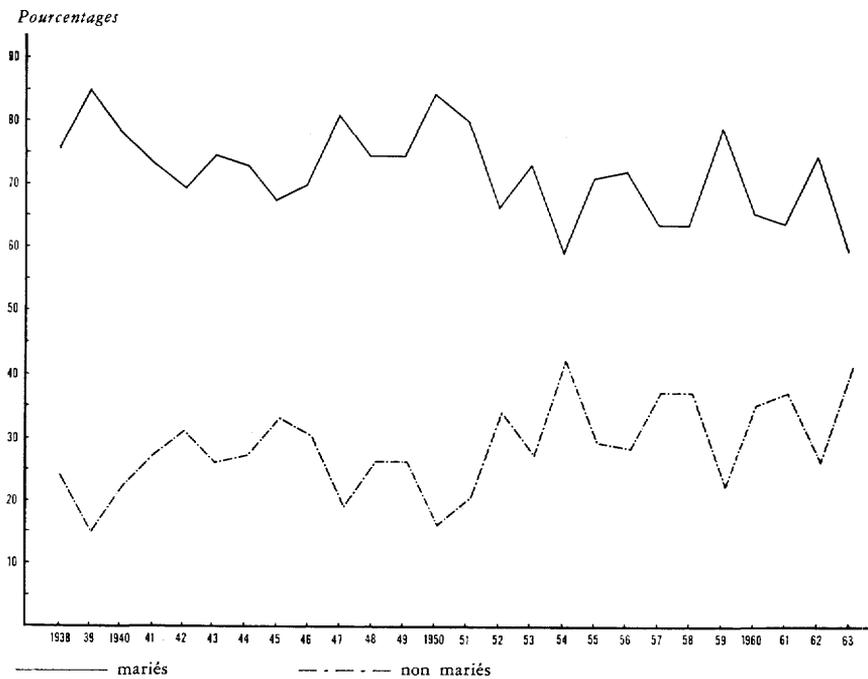


DIAGRAMME 4
Immigrés exerçant une profession, par secteurs d'activité économique

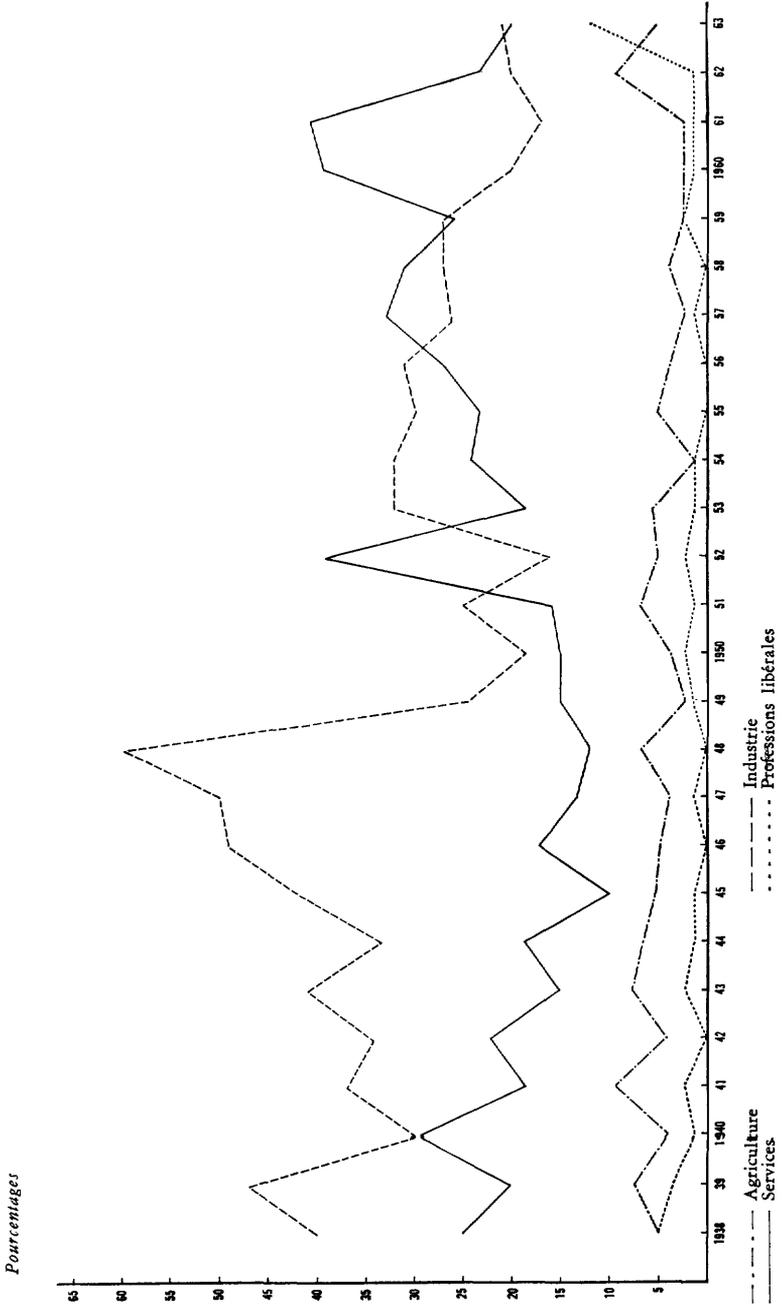


DIAGRAMME 5
Immigrés sans profession

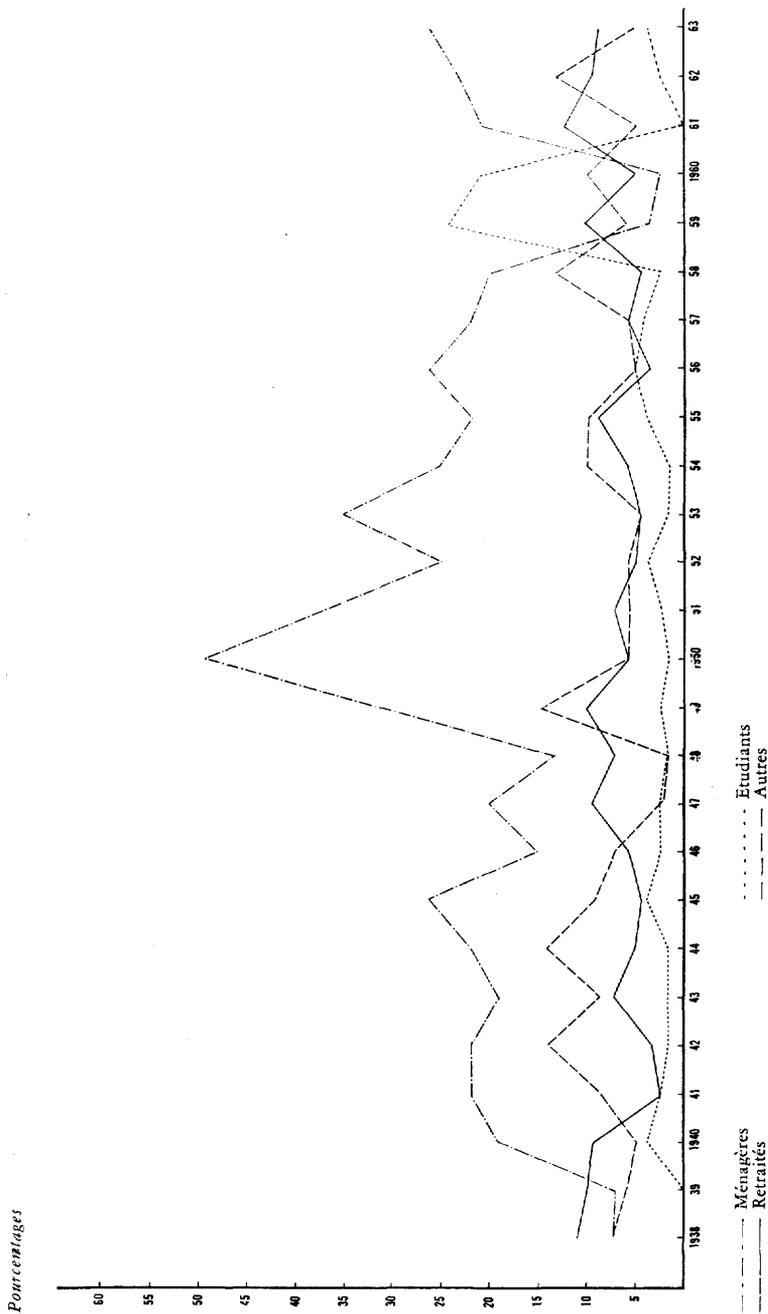


DIAGRAMME 6
Charges familiales moyennes des immigrés

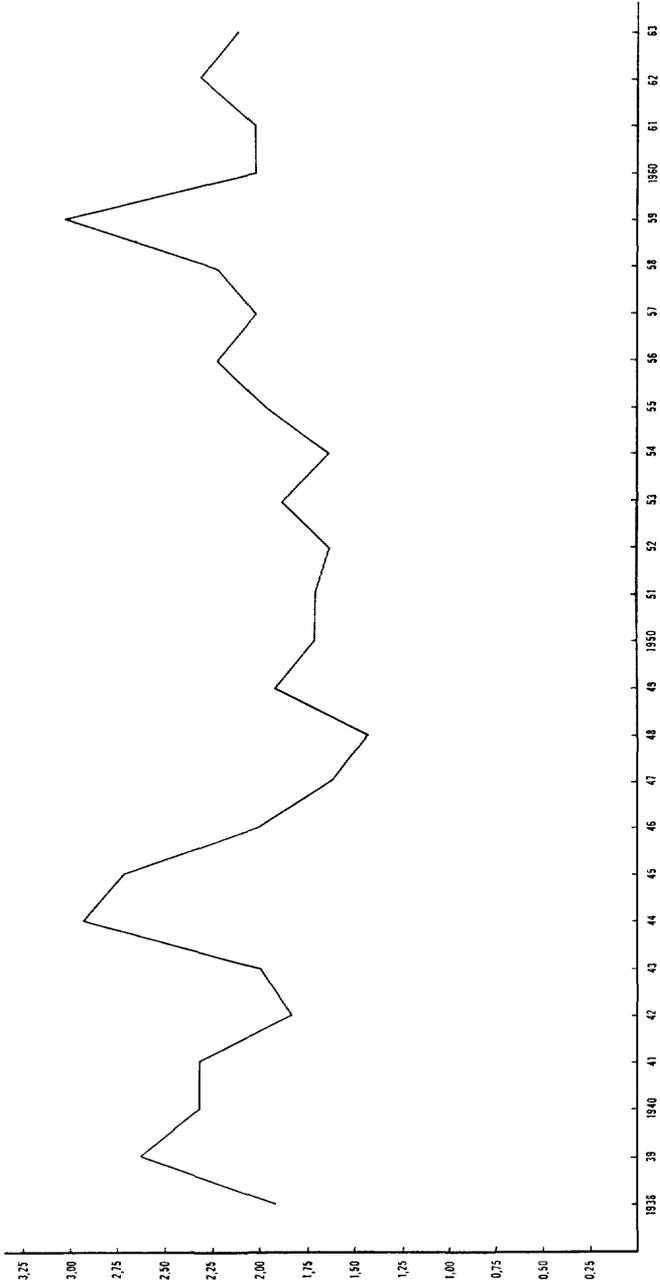


DIAGRAMME 7
Emigrés, par sexe

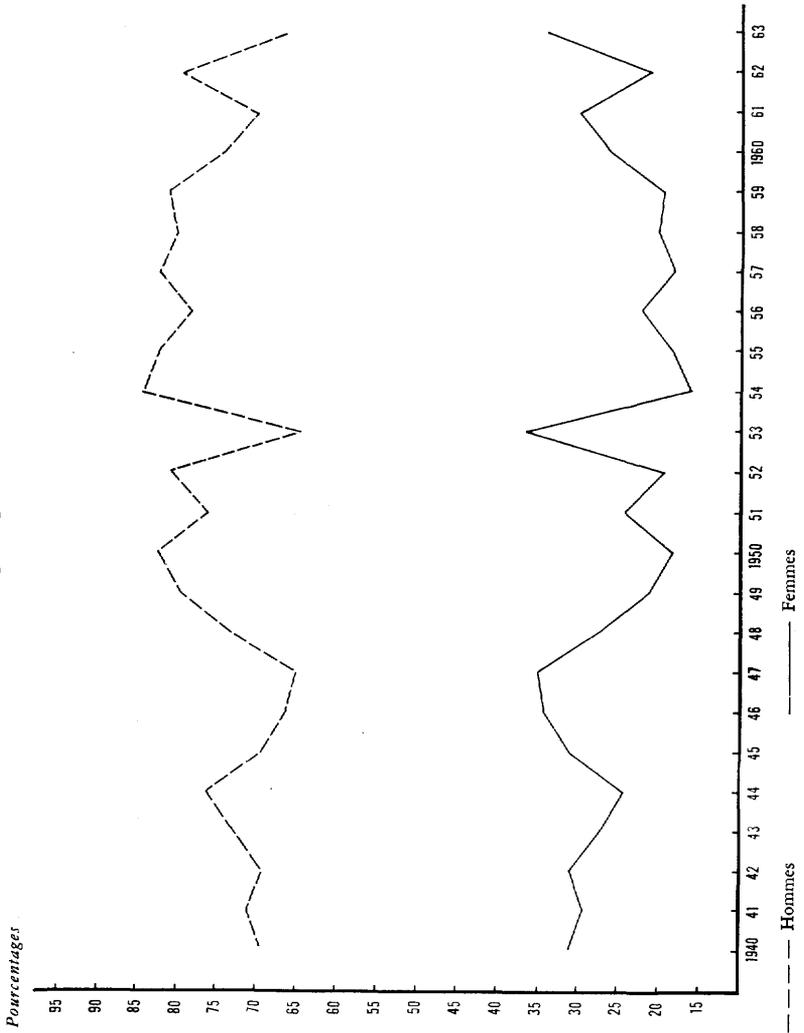


DIAGRAMME 8
Age moyen des émigrés

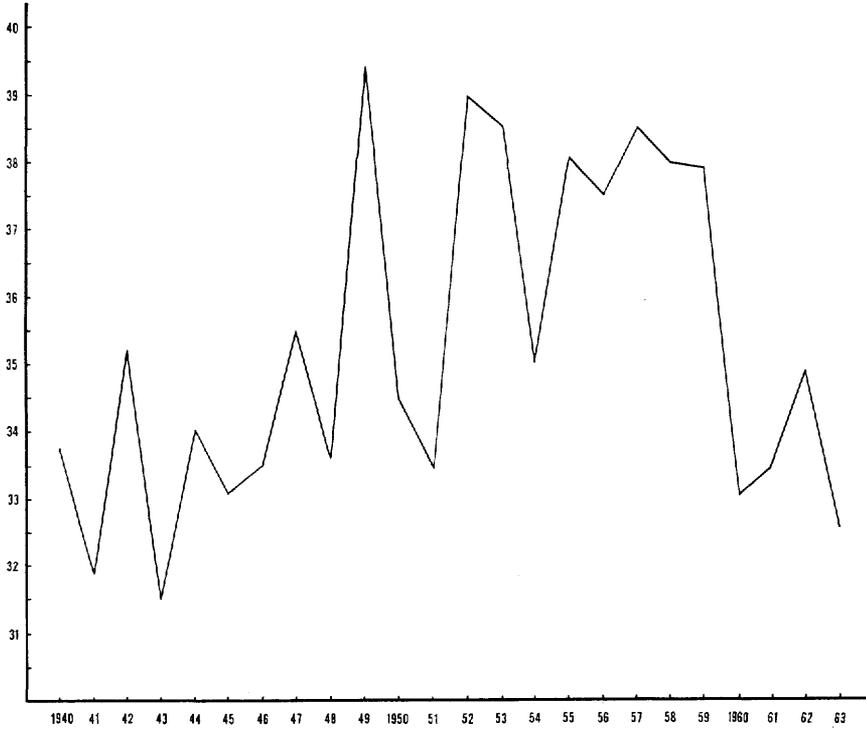


DIAGRAMME 9
Emigrés, selon l'état civil

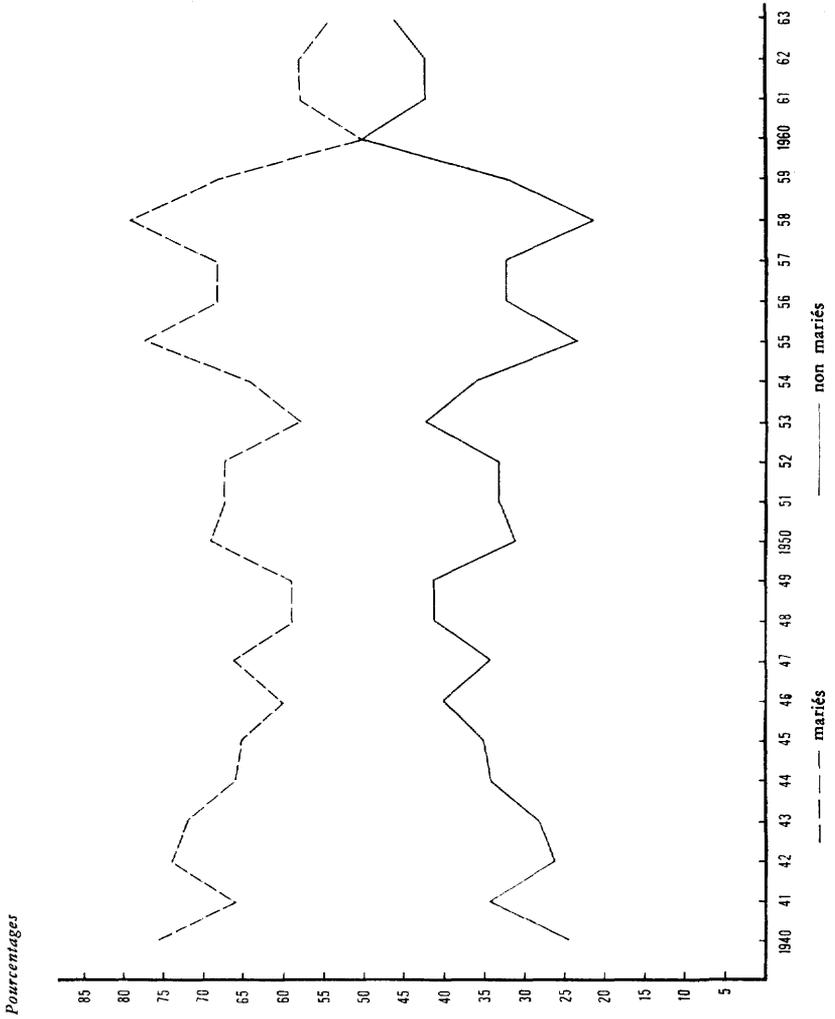


DIAGRAMME 10

Emigrés exerçant une profession, par secteurs d'activité économique

Pourcentages

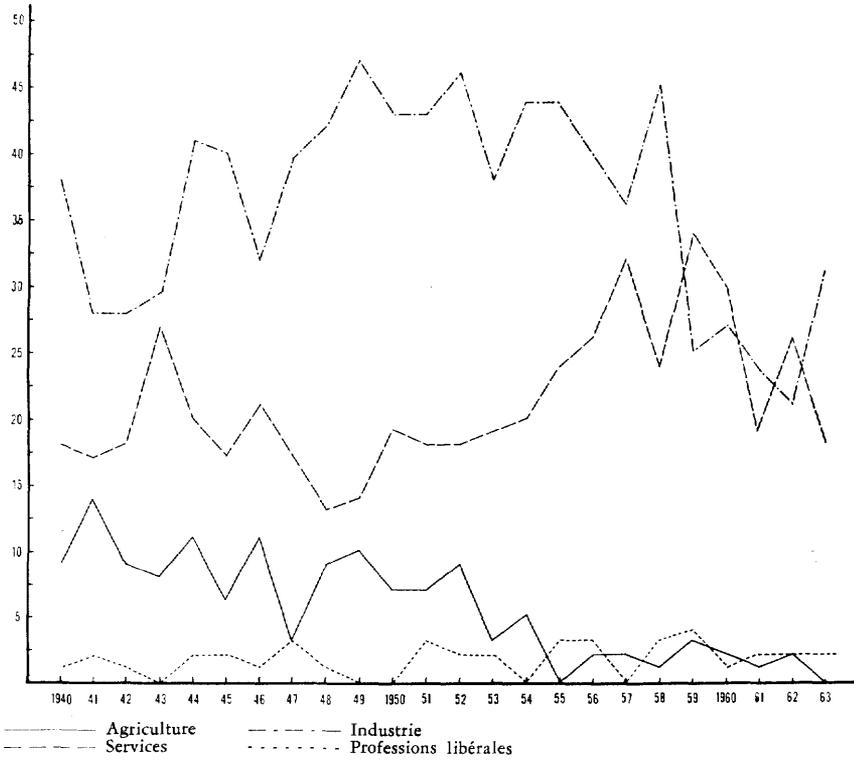


DIAGRAMME 11
Emigrés sans profession

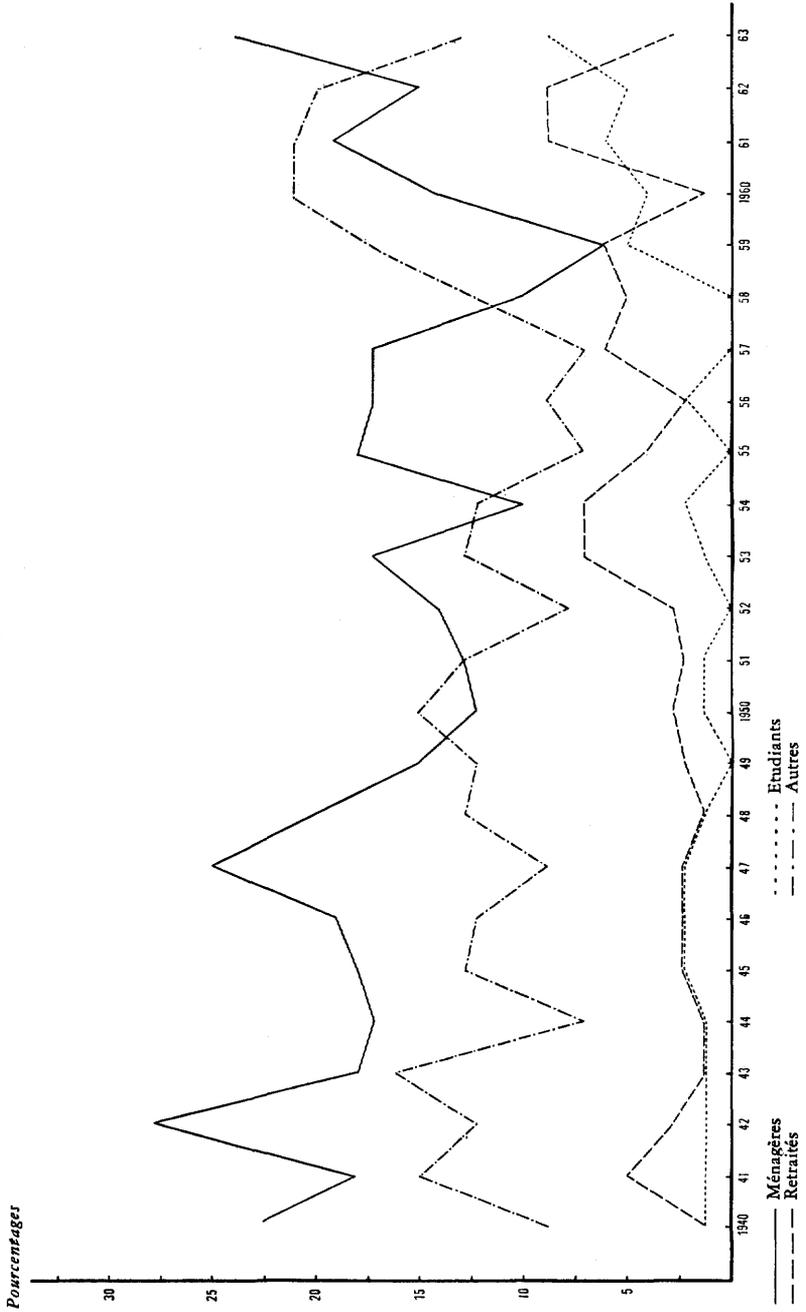
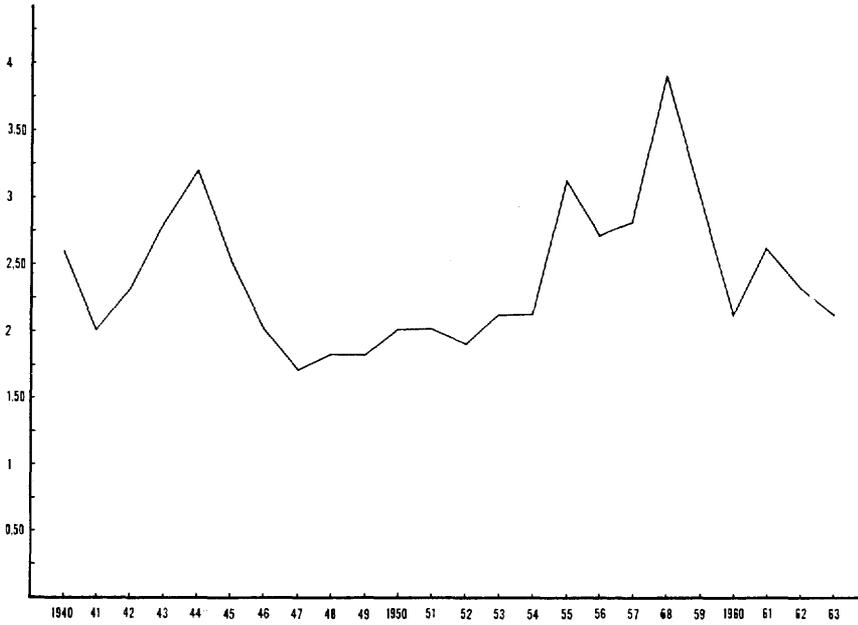


DIAGRAMME 12
Charges familiales moyennes des émigrés





CHAPITRE II

LA VILLE

Le 18 décembre 1938, apparaissant au balcon de la tour de style fasciste de la ville, devant cinquante mille personnes « en formations militaires disciplinées », Benito Mussolini annonçait la naissance de Carbonia. Ayant surgi en douze mois « d'une lande presque complètement déserte, sans un homme, sans une maison, sans un sentier, sans une goutte d'eau », Carbonia devait témoigner dans les siècles à venir « du pouvoir vraiment formidable de réalisation et d'organisation de l'Italie fasciste » (1).

Trente ans environ après sa fondation, le paysage urbain de Carbonia porte la marque, non seulement d'une époque historique, mais aussi des intentions de celui qui l'a conçue. Les raisons qui l'ont faite telle qu'elle apparaît encore aujourd'hui représentent une partie de son histoire sociale. Sa structure urbaniste survit pour témoigner de ces raisons. Carbonia devait être un peuplement humain en fonction de ce qui préoccupait le plus à l'époque, à savoir l'extraction du minerai, dans le cadre d'une politique autarcique. C'est pourquoi on la construisit à la va-vite et sans se préoccuper de la qualité : lors de son inauguration, les maisons étaient des boîtes vides derrière les seules façades, les rues étaient tracées dans la terre battue, les services n'existaient pas (2).

Conçue pour l'établissement d'une masse ouvrière et non comme ville au sens d'ensemble fonctionnel, Carbonia fut, en outre, construite sans souci de l'organisation sociale qui devait s'y développer, en vue, dirait-on même, d'une conception de classes, visant à favoriser l'isolement des habitants plutôt que la communication entre eux. La ville fut divisée, d'après des critères de

(1) Tiré du discours inaugural de Benito Mussolini dans *Scritti et Discorsi* (Ecrits et Discours), vol. XII, Hoepli, Milan 1940, pp. 110-111.

(2) Le quotidien *l'Unione Sarda* du 15 décembre 1938 énumère les éléments d'infrastructure existant au moment de l'inauguration de la ville :

Campanile	Hôtel des Postes	Caserne RR CC
Dopolavoro (Organisation officielle des loisirs)	Café public	Hôtels et maisons ouvrières
Cinéma-Théâtre	Coopérative	Réseau routier et égouts
Hôtel de Ville	Hôtel pour les employés	Adduction d'eau

symétrie plutôt que de caractère fonctionnel, en zones résidentielles éloignées les unes des autres, dans lesquelles s'alignent les files de maisons.

Le noyau le plus articulé est constitué par une zone centrale limitée, zone de « représentation », relativement bien desservie et habitée, dès le début, par le petit nombre de personnes appartenant aux classes les plus élevées : dans la pratique, les cadres de la mine. Tout autour, sur une superficie assez vaste, surgissent les quartiers résidentiels, tous périphériques, non équipés et difficilement équipables. En effet, étant donné leur dispersion, leur urbanisation nécessite d'importants moyens techniques et financiers. C'est ici qu'a toujours vécu la masse des mineurs. Outre ces quartiers, vers la campagne et très proches des mines, quelques gros écarts, ainsi qu'une centaine de groupes de quelques masures, d'origine plus ancienne, mais englobés dans le territoire communal de Carbonia.

La disposition de la ville s'oppose à l'établissement de rapports sociaux, car non seulement elle est discontinue, mais on n'y a prévu, même à l'intérieur des diverses zones résidentielles, aucun espace où les habitants pourraient se rencontrer ou stationner. En outre, rejoindre la place centrale, où convergent tous ceux qui désirent se retrouver, comporte pour la majorité des citoyens un déplacement de quelques kilomètres.

On dirait que l'on a construit Carbonia de cette manière en vue de faire obstacle aux rapports sociaux et, par conséquent, à la formation de groupes spontanés, peut-être parce qu'elle était habitée par une population qui pouvait être hostile à la ligne politique de l'époque, étant constituée surtout par le prolétariat ouvrier.

L'installation des mineurs immigrés présente, dès le début, un caractère de stabilité : ils amenèrent à Carbonia ou y fondèrent leur famille ; leurs enfants y naquirent ; ici commencèrent à se décanter les valeurs du groupe ; ici, enfin, se constitua ce tissu humain à ce point intégré aujourd'hui encore, après des années de crise, qu'il représente une des caractéristiques les plus positives de la ville.

Si la structure d'une ville n'est pas facile à modifier, il est naturel de se demander comment il se peut que, vingt ans après la chute du fascisme, les administrations communales successives n'aient pas cherché à assainir la situation du bâtiment et à ajuster le niveau des équipements aux besoins de la population.

En réalité, Carbonia n'a jamais appartenu à l'administration communale mais, par le canal d'un institut pour les maisons populaires à gestion spéciale, qui possède actuellement les habitations et une bonne partie du sol, elle appartient à l'entreprise : c'est une ville d'entreprise, bien qu'il s'agisse d'une entreprise d'Etat.

De fait, l'administration communale n'a aucun pouvoir économique, ne disposant ni de biens immeubles, ni de recettes fiscales — le siège social de l'entreprise se trouve en dehors du territoire communal et la majeure partie des citadins est exonérée de l'impôt; elle n'a donc pas la possibilité d'intervenir.

Il existe des projets et des états prévisionnels de dépenses élaborés par l'administration communale, surtout en matière de services et d'installations essentielles, mais la demande visant à obtenir les prêts nécessaires n'a pas eu de suite, de même qu'une loi spéciale pour la ville n'a pas été approuvée. Même la loi n° 167, bien connue, sur la construction populaire est difficile à appliquer à Carbonia, la commune ne disposant pas des fonds nécessaires pour procéder aux opérations d'expropriation.

Paradoxalement donc, cette ville qui est propriété de l'Etat, quoique par l'intermédiaire de l'entreprise, n'appartient pas à la collectivité: les citadins continuent à vivre dans les structures préparées lors de sa fondation et dans une ambiance d'où il est difficile d'éliminer l'impression de précarité. Et pourtant, c'est précisément ici que les habitants ont su retrouver la dimension de la continuité: ils se sont battus pour que cette ville puisse continuer à vivre. Dans ce sens, on peut dire que Carbonia appartient à la collectivité: la collectivité l'a rachetée.

1. Les zones d'habitation ⁽¹⁾

La partie de la ville la plus mouvementée du point de vue urbanistique et la plus variée du point de vue social est constituée par le centre. Les

(1) Cf. Plan de la ville.

Aux fins de l'étude, le territoire communal de Carbonia a été subdivisé en 5 secteurs ou « zones d'habitation ». 3 d'entre elles constituent le corps urbain; 2 sont à l'extérieur de ce corps. Voici ces zones:

Centre. Le secteur central considéré par l'étude est plus étendu que le centre au sens strict, que le noyau de la ville, où se trouvent normalement les bureaux non décentralisables et les sièges principaux des activités tertiaires. Ce secteur comprend également les quartiers résidentiels situés dans le voisinage immédiat. Le centre est entouré par les autres zones, sauf du côté sud-ouest qui, étant donnée la structure urbaine, coïncide avec la limite extrême de la ville.

Zones périphériques. Elles sont étudiées globalement d'un point de vue sociologique. On a, par contre, fait la distinction entre zones périphériques dotées de services et zones périphériques sans services, quand il s'agit plutôt de l'équipement que de la population qui y réside. Par rapport au centre, les zones périphériques dotées de services, c'est-à-dire d'écoles, de dispensaires et de crèches, constituent deux secteurs, l'un au nord-ouest, l'autre au sud. Les zones périphériques sans services, constituées elles aussi, de deux secteurs, se trouvent, au contraire, l'une au nord-est, l'autre à l'est.

Zones marginales. Elles constituent des îlots situés au nord, à l'est et au sud-est, qui s'étendent au delà des zones périphériques, jusqu'aux extrêmes limites de la ville. On peut les considérer comme marginales, tant du point de vue de la géographie et de l'urbanisation que du point de vue sociologique, c'est-à-dire par rapport à la population qui y réside.

Gros écarts, comprenant les trois agglomérations de Cortoghiana, Burbusi et Bacu Abis. Ils sont dotés des quelques équipements essentiels.

Écarts dispersés, comprenant les divers groupes de masures disséminés dans la campagne autour de la ville. On en compte une centaine. L'étude n'a évidemment tenu compte que de ceux dans lesquels résident des habitants inclus dans l'échantillon. Ces écarts ne sont pas urbanisés: ils sont donc tributaires du corps urbain pour les équipements et les services.

constructions elles-mêmes, en dépit de la place principale restée si désagréablement fasciste, semblent briser ici, en partie, le moule original, grâce à la présence de bâtiments modernes et d'un peu de verdure — en réalité plus privée que publique, à part un jardin.

Le centre est habité par une population mixte: on trouve surtout, parmi ses habitants, des personnes exerçant une profession libérale, des éléments d'encadrement, des employés, des commerçants et des enseignants, mais aussi des ouvriers spécialisés. Par contre, les manœuvres ⁽¹⁾ n'y sont que faiblement représentés. Parmi les zones considérées, c'est la seule où une partie considérable de la population ait obtenu le diplôme de fin d'études secondaires et celle où l'on trouve le pourcentage le plus élevé, bien que modeste dans l'absolu, de titres universitaires. En même temps, on y relève les pourcentages les plus bas d'analphabètes et de personnes n'ayant pas obtenu leur certificat d'études primaires ⁽²⁾.

Le centre est aussi la seule zone où il arrive plus souvent qu'en moyenne deux membres d'une même famille travaillent ⁽³⁾. Cela est probablement dû à la présence de la classe moyenne, donc de familles d'employés et de commerçants, dans lesquelles l'épouse, elle aussi, peut trouver à s'employer. A Carbonia, en effet, au niveau des ouvriers, les femmes ont du mal à trouver du travail, la seule industrie opérant dans la ville ne comportant pas de main-d'œuvre féminine.

C'est pourquoi, dans le centre, le revenu familial déclaré, pour un tiers environ de la population qui y réside, oscille entre 100 et plus de 200.000 livres par mois, bien que les familles dont le revenu varie de 70 à 100.000 livres par mois ⁽⁴⁾ forment la majorité.

Parmi les caractéristiques qui contribuent à faire des habitants du centre le groupe culturellement le plus urbanisé, on note l'habitude d'utiliser, comme source d'information, la presse plutôt que d'autres moyens d'information de masse, par le canal desquels l'information est diffusée de manière à exiger moins de fatigue cérébrale. C'est aussi dans le centre que l'on trouve le plus grand nombre de personnes qui s'informent tous les jours en lisant des quotidiens. Une autre caractéristique propre à la culture urbaine est constituée par le choix des amis dans le cadre d'organisations complexes, telles que

(1) Dans l'échantillon prélevé, les professions libérales et les éléments d'encadrement sont faiblement représentés, étant donné l'importance limitée qu'ils ont dans le total de la population. Pour la raison opposée, les employés et les ouvriers spécialisés sont fortement représentés.

Cf. Tableau 1 (page 65): Emploi du chef de famille, selon les zones d'habitation.

(2) Cf. Tableau 3 (page 66): Titre d'études, idem.

(3) Cf. Tableau 4 (page 67): Nombre des personnes qui travaillent, dans la famille selon les zones d'habitation.

(4) Cf. Tableau 5 (page 67): Revenu familial mensuel, idem.

l'organisation productive et les organisations politiques, plutôt que dans le milieu familial⁽¹⁾.

Les rapports avec les parents et avec les amis y sont plus développés que dans d'autres zones urbaines — moins, toutefois, que dans les écarts dispersés. Simultanément, la participation à des groupes de voisinage et à des associations, négative pour toute la population, est légèrement supérieure à la moyenne ⁽²⁾. De fait, la structure du centre met les habitants dans la situation la plus favorable du point de vue de la communication sociale également.

Le centre est aussi la zone où l'on relève le plus fort pourcentage d'habitants qui ont confiance dans l'organisation structurale de la société et dans le pouvoir de l'action politique. Ces attitudes sont probablement dues à la concomitance de causes différentes: depuis une meilleure structure urbanistique et un meilleur niveau d'équipements qui permettent une plus grande participation, jusqu'à un niveau moyen plus élevé de revenu et d'instruction et à une aptitude plus développée à l'information, qui permet de sortir de quelque manière de la situation périphérique de la communauté. C'est ici, enfin, que l'on a le plus le sentiment d'appartenir à la bourgeoisie, classe représentée, de fait, dans cette zone plus que dans d'autres ⁽³⁾.

Le passage du centre aux zones périphériques est souligné, avant tout, par une plus grande homogénéité de construction dans ces dernières: ici, en effet, à part quelques îlots de grandes bâtisses dont l'état de conservation est inférieur à celui des bâtiments du centre, les habitations les plus fréquentes sont les maisons pour quatre familles, toutes pareilles et alignées en files. A mesure que l'on avance vers la périphérie, en outre, les équipements et les services principaux diminuent jusqu'à manquer complètement, comme c'est le cas pour l'éclairage public et pour le pavage des rues.

A la différence du centre, la population qui vit dans ces quartiers est composée en majeure partie de manœuvres; viennent ensuite les ouvriers spécialisés. C'est ici et dans les gros écarts qu'habitent, dans la pratique, les mineurs. Changent aussi, par rapport au centre, les niveaux de revenu et d'instruction: les premiers oscillent entre 50 et 100.000 livres par mois pour 60 % environ de la population — mais pour bon nombre d'habitants, le revenu mensuel est inférieur à 50.000. La scolarité la plus répandue ne dépasse pas

⁽¹⁾ Cf. Tableau 8 (page 69): Utilisation des moyens d'information de masse, *idem*.

Cf. Tableau 9 (page 69): Type de quotidiens préférés, *idem*.

Cf. Tableau 10 (page 70): Sources de nouvelles, *idem*.

Cf. Tableau 12 (page 71): Choix des amis, *idem*.

⁽²⁾ Cf. Tableau 6 (page 68): Participation primaire, selon les zones d'habitation.

Cf. Tableau 7 (page 68): Participation secondaire, *idem*.

⁽³⁾ Pour l'explication de l'usage fait ici de la notion d'anomie. Cf. chapitre IV: *La crise*, par. 4.

Cf. Tableau 14 (page 72): Anomie, selon les zones d'habitation.

Cf. Tableau 13 (page 71): Attitude politique, *idem*.

Cf. Tableau 15 (page 72): Définition, par l'interviewé, de sa classe sociale, *idem*.

le certificat d'études primaires; pour la majeure partie de la population, elle s'arrête même plus tôt (1).

La première source de nouvelles est représentée par les moyens d'information de masse; l'approfondissement de ces nouvelles, en revanche, se fonde aussi sur la presse, après les canaux familiaux. Toutefois, la lecture n'est pas une habitude constante. La moitié de la population, en effet, ne lit pas régulièrement les journaux. L'intérêt pour les informations de caractère national est limité. Cela n'implique pas un état d'esprit plus fermé que celui des habitants du centre, qui, on l'a vu, sont plus instruits et plus enclins à s'informer. L'indice de modernisme, en effet, présente des valeurs analogues pour les deux zones (2). En général, les membres de la classe ouvrière sont plus disposés que ceux de la petite bourgeoisie à accepter des valeurs nouvelles par rapport à la tradition. La présence en masse d'ouvriers dans les zones périphériques, par rapport au centre, pourrait agir dans ce sens.

On trouve des emplois et des niveaux d'instruction analogues à ceux des zones périphériques dans les gros écarts. Ces noyaux, détachés du corps urbain, présentent une plus grande homogénéité. D'autre part, comme ce sont de petites agglomérations possédant un centre propre, il est probable qu'elles donnent aux habitants l'impression de résider dans des zones moins périphériques que celles qui se trouvent aux limites du tissu urbain. Pour ce qui est de l'habitation, le degré de satisfaction est plus grand ici qu'à la périphérie. En même temps, le désir de se transplanter vers le centre est moindre (3). De même, d'autres états d'esprit, tels que la confiance dans l'organisation de la société et dans l'action politique, ou le goût de la lecture, sont ici, ne fût-ce que très légèrement, plus positifs que dans les zones périphériques (4).

En revanche, l'indice de participation sociale dans le cadre de la famille est ici plus bas que dans toutes les autres zones d'habitation. C'est probablement l'émigration qui est à l'origine de ce comportement — ces écarts, en effet, situés à proximité des mines, ont toujours été habités surtout par des mineurs, provoquant la désagrégation des groupes de parents et d'amis. On y relève, par contre, l'indice d'une sociabilité élargie supérieure à la moyenne (5).

(1) Cf. Tableau 1 (page 65) : *cité*.

Cf. Tableau 3 (page 66) : *cité*.

Cf. Tableau 5 (page 67) : *cité*.

(2) Cf. Tableau 10 (page 70) : *cité*.

Cf. Tableau 11 (page 70) : Etude plus approfondie des nouvelles reçues, selon les zones d'habitation.

Cf. Tableau 9 (page 69) : *cité*.

Cf. Tableau 16 (page 73) : Traditionalisme et modernisme selon les zones d'habitation.

(3) Cf. Tableau 1 (page 65) : *cité*.

Cf. Tableau 3 (page 66) : *cité*.

(4) Cf. Tableau 13 (page 71) : *cité*.

Cf. Tableau 14 (page 72) : *cité*.

Cf. Tableau 9 (page 69) : *cité*.

(5) Cf. Tableau 6 (page 68) : *cité*.

Cf. Tableau 7 (page 68) : *cité*.

Quelques caractères propres à la dépression sociale et aux formes culturelles moins urbanisées sont communs aux écarts dispersés et aux zones marginales.

Citons avant tout la scolarité; les deux zones accusent, en effet, le plus grand nombre d'analphabètes. Puis, le revenu familial, inférieur à 50.000 livres par mois pour la majeure partie de la population. Enfin, l'emploi: dans ces deux zones vivent surtout des manœuvres et des journaliers — travailleurs agricoles dans les écarts dispersés, situés dans la campagne. Dans une zone comme dans l'autre, on trouve aussi le plus grand nombre de familles dont aucun membre n'a un travail fixe (1).

En second lieu, il y a l'attitude à l'égard de l'information et la participation sociale. 80 % des habitants de chacune des deux zones ne lisent pas de quotidiens. Dans les écarts marginaux, plus que dans toute autre zone, l'information se fonde sur l'usage exclusif de la radio et de la télévision. Dans les écarts dispersés, plus de 70 % des habitants ou bien ne s'informent d'aucune manière (38,5 %), ou bien n'utilisent que la radio et la télévision (2). Ce sont là les zones dans lesquelles la circulation des nouvelles et leur étude plus approfondie se déroulent dans le contexte social le plus limité, c'est-à-dire en famille. Dans la même sphère, on choisit ses amis dans des proportions plus importantes que dans les autres zones étudiées. C'est dans les zones marginales que la participation sociale à des groupes plus étendus que le groupe primaire, négative pour toute la ville, atteint la valeur la plus basse et, simultanément, on note dans les écarts dispersés l'indice le plus fort de participation primaire. Les habitants des écarts dispersés, appartenant pour la plupart au monde paysan, représentent le groupe où se cultivent des valeurs traditionnelles. En outre, la situation de ces écarts, disséminés dans la campagne, c'est-à-dire loin de toute forme d'organisation citadine, favorise ce type restreint de rapports sociaux — ou les relations de voisinage —, à défaut duquel il ne resterait que l'isolement total (3).

L'état d'esprit plus traditionaliste que moderniste se manifeste enfin, pour les deux zones, tant par le choix de l'emploi désiré pour le fils — les choix se concentrent sur les activités traditionnelles — que par l'indice qui révèle des valeurs de traditionalisme supérieures à la moyenne (4).

(1) Cf. Tableau 3 (page 66) : *cité*.

Cf. Tableau 5 (page 67) : *cité*.

Cf. Tableau 1 (page 65) : *cité*.

Cf. Tableau 4 (page 67) : *cité*.

(2) Cf. Tableau 9 (page 69) : *cité*.

Cf. Tableau 8 (page 69) : *cité*.

(3) Cf. Tableau 10 (page 70) : *cité*.

Cf. Tableau 11 (page 70) : *cité*.

Cf. Tableau 12 (page 71) : *cité*.

Cf. Tableau 6 (page 68) : *cité*.

Cf. Tableau 7 (page 68) : *cité*.

(4) Cf. Tableau 16 (page 73) : *cité*.

C'est ici, enfin, que l'on note le maximum de défiance à l'égard de l'action politique, le sentiment le plus aigu d'impuissance personnelle en face de la société et l'incapacité à en comprendre les fonctions. A ces attitudes semble se rattacher l'autodéfinition, par les interviewés, de la classe sociale à laquelle ils appartiennent: les uns, en effet, donnent le plus grand nombre de définitions émotives, qui traduisent la situation marginale qu'ils occupent en réalité dans la société; les autres se définissent de la manière conceptuellement la plus simple et dénuée de références idéologiques, en indiquant comme classe d'appartenance le genre d'emploi qu'ils exercent (1).

D'un point de vue socio-urbanistique, on peut synthétiser comme suit la situation de Carbonia:

Il existe des différences, dues à la situation des zones d'habitation et au niveau économique et social de leurs habitants. Toutefois, ces différences ne semblent pas introduire de cassures notables dans la population, du moins pour ce qui concerne le centre de la ville, les zones périphériques et les gros écarts

La situation est différente pour les zones marginales et les écarts dispersés. Les premières constituent, toutefois, des îlots en partie destinés à disparaître. L'administration communale projette, en effet, de faire évacuer quelques habitations de fortune, installées dans ces zones, tout au moins celles dont les habitants vivent dans les conditions les plus précaires.

Pour ce qui est des écarts dispersés, le problème est plus compliqué. Il s'agit, en effet, nous l'avons vu, de hameaux minuscules, pour la plupart agricoles, qui ont leur raison d'être. Les frais d'urbanisation de ces zones sont évidemment importants; d'autre part, étant donné leur situation, le problème de leur liaison avec le corps de la ville demeure.

D'un point de vue plus strictement urbanistique, l'observation la plus importante, déjà soulignée du reste, a trait aux difficultés de communication. Cela s'applique tant à la liaison de la ville avec les gros écarts qu'à la continuité à l'intérieur du corps urbain. L'installation d'équipements sociaux dans des zones de convergence opportunément choisies pourrait probablement constituer un premier moyen d'obvier à la discontinuité actuelle.

2. L'infrastructure urbaine

Selon le programme prévu dans le plan de renaissance pour les zones homogènes de développement, Carbonia devrait devenir le centre résidentiel de la

(1) Cf. Tableau 13 (page 71): *cité*.
Cf. Tableau 14 (page 72): *cité*.
Cf. Tableau 15 (page 72): *cité*.

nouvelle zone industrielle, ce qui porterait, d'ici à 1970, l'accroissement de la population actuelle jusqu'à 60.000 habitants et, par voie de conséquence, l'adaptation de l'équipement urbain aux nouveaux besoins (1).

En réalité, une prévision d'une telle portée, d'autant plus si l'on considère les perspectives réelles du développement industriel, semble optimiste, du moins dans le délai indiqué. Le problème de l'adaptation des structures urbaines aux besoins de la population reste de toute manière posé, même par rapport à la population actuelle.

Comme on a pu l'observer, Carbonia ne dispose pas, sauf dans la zone centrale, d'équipements répondant aux besoins des citoyens. La plupart des habitants déclarent devoir se rendre dans le centre plusieurs fois par semaine, et ce, non seulement pour occuper leurs loisirs, mais aussi et surtout pour faire des achats, fréquenter les écoles et remplir des formalités administratives. En outre, certaines installations essentielles font défaut.

Pour savoir quels étaient, de l'avis des citoyens, les équipements à améliorer, on leur a demandé de choisir trois types d'équipement, sur une liste en comportant neuf. Les tableaux ci-après donnent les résultats de cette enquête. Le premier indique les trois types d'équipement choisis par zone d'habitation, considérés comme si chaque type avait la même valeur et non selon un ordre de priorité. Chaque chiffre correspond donc au nombre de fois que chaque type d'équipement a été choisi, abstraction faite de tout classement du type choisi. On relève deux groupes de desiderata formulés par plus de la moitié des citoyens, et relatifs l'un aux écoles (331), l'autre à l'hôpital (264). Trois autres types d'équipement ont fait l'objet de vœux formulés par un tiers environ des citoyens: transports publics (177); crèche (173); dispensaire (153).

Le deuxième tableau, en revanche, a trait au classement des choix effectués par les interviewés, selon le sexe et globalement. Les variations entre hommes et femmes sont minimes: par rapport à ces dernières, les hommes font passer le dispensaire avant les transports publics et la crèche (2).

(1) Cf. Rapport du maire Piero Doneddu au comité pour la zone homogène du Sulcis-Iglesiente, approuvé par le Conseil à sa séance du 4 janvier 1963. A ce même rapport sont également empruntés les renseignements ci-après sur l'état actuel des équipements principaux:

Habitations: Il existe actuellement à Carbonia 8.047 habitations, pour un total de 23.804 pièces; comme, toutefois, environ 10 % des habitations ne sauraient être considérées comme utilisables, les pièces effectivement disponibles sont au nombre de 20.424.

Réseau routier: Sur les 53 kilomètres actuels de routes intérieures, environ 25 kilomètres sont dotés d'un revêtement et ceux-ci présentent les caractéristiques nécessaires pour une bonne viabilité; sur les 28 kilomètres restants, 7 sont dotés d'empierrement normal, 3,5 de fondations seulement, 6,5 sont à fond naturel.

Réseau d'adduction et de distribution d'eau: Le réseau actuel subvient aux besoins d'environ 35.000 habitants, mais pourrait répondre à ceux de 45.000 habitants.

L'éclairage public est incomplet et même là où il fonctionne, dans la pratique au centre de la ville, il est insuffisant. Il manque le service de *transports publics*.

(2) Pour ce qui est de la situation de l'équipement sanitaire et des équipements culturels et des loisirs, cf. note 1, page 230.

Equipements à améliorer:
somme des trois types d'équipement désignés par chaque interviewé

Zones	Equipements											Total	
	Ecoles	Hôpital	Transports publ.	Crèche	Dispensaire	Gymnases Terrains sports	Centre social	Bibliothèque	Eclairage rues	Autres	Sans opinion		
Ecartés dispersés	16	24	20	13	17	5	11	2	5	4	—	117	
Zones marginales	17	18	9	11	13	1	1	3	4	1	—	78	
Gros écarts	34	33	17	19	31	20	7	15	29	12	—	237	
Périphériques sans services	43	30	24	24	28	14	13	12	6	4	—	198	
Périphériques avec services	110	97	70	65	37	50	48	32	26	5	6	546	
Centre	91	62	37	41	27	36	29	19	10	2	—	354	
Total	%	21,6	17,3	11,6	11,3	10,0	8,3	7,1	5,4	5,2	1,8	0,4	100,0
	num.	(331)	(264)	(177)	(173)	(153)	(126)	(109)	(83)	(80)	(28)	(6)	(1.530)

Classement des types d'équipement désignés comme étant à améliorer (en %)

Equipements	Hommes	Femmes	Total
Ecoles	23,0	20,3	21,65
Hôpital	16,7	17,8	17,25
Transports publics	10,1	13,1	11,60
Crèche	9,6	13,0	11,30
Dispensaire	10,8	9,2	10,00
Gymnases, Terrain de sports	8,0	8,5	8,25
Centre social	7,9	6,4	7,15
Bibliothèque	6,7	4,1	5,40
Rues, Eclairage	5,7	4,7	5,20
Autres	1,1	2,5	1,80
Sans opinion	0,4	0,4	0,40
Total	100,0	100,0	100,0

Dans les structures à réorganiser, il faudra comprendre les logements, surtout du point de vue de la conservation. En effet, le passage de ce patrimoine

à l'E.N.E.L. — Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (Société Nationale pour l'énergie électrique) — n'est pas prévu, et il n'est donc pas certain que l'Institut qui en continuera la gestion et ne sera plus directement relié à l'entreprise, puisse en assurer l'entretien, ce qui pourrait accentuer le mauvais état des immeubles de la ville.

Cette dégradation des structures urbaines pourrait corroborer la thèse selon laquelle il conviendrait de créer un nouveau centre d'habitation dans le voisinage immédiat des futures installations industrielles. Si tel était le cas, non seulement on perdrait un ensemble d'équipements immédiatement utilisables, bien qu'appelant des améliorations, mais Carbonia se transformerait, avec le temps, en une ville fantôme. En effet, la main-d'œuvre active serait amenée à se transporter dans les nouvelles zones d'habitation, et Carbonia serait ainsi privée de la partie la plus productive de sa population. Cela pourrait amorcer le processus de désagrégation du patrimoine culturel et social que les habitants eux-mêmes ont élaboré et qui a transformé le peuplement initial en cette organisation complexe qu'est une ville.

Habitations

Les types de constructions les plus fréquents à Carbonia sont les maisons pour quatre familles et les grands immeubles. L'état d'entretien différencie les immeubles centraux des périphériques. Les logements occupés par les interviewés se trouvent pour la plupart dans les grands immeubles, sauf dans les zones périphériques dotées de services, où ce sont, au contraire, les maisons pour quatre familles qui l'emportent, et dans les écarts dispersés, où tous

Type de maison, selon le revenu familial

Revenu familial mensuel	Logement de fortune	Maison individuelle	Maison pour 4 familles	Grand immeuble	Total	
					%	Numér.
Aucun revenu fixe	—	71,4	14,3	14,3	100,0	(7)
Inférieur à L. 50.000	3,2	33,8	43,3	19,7	100,0	(127)
L. 50-70.000	0,7	19,0	44,9	35,4	100,0	(147)
L. 70-100.000	—	21,3	50,0	28,7	100,0	(136)
L. 100-150.000	—	21,6	37,7	41,5	100,0	(53)
L. 150-200.000	—	31,2	12,5	56,3	100,0	(16)
Supérieur à L. 200.000	—	13,3	26,7	60,0	100,0	(15)
Total	{	1,0	24,6	43,1	31,3	—
	{	(5)	(123)	(216)	(157)	(501)
		%			100,0	
		numérique			—	

les habitants résident dans des maisons pour une seule famille, du fait qu'il s'agit d'habitations paysannes (1).

On rencontre plus fréquemment les maisons pour quatre familles aux niveaux de revenu compris entre 50 et 100.000 livres par mois. Quand le revenu dépasse 100.000 livres, les habitants tendent à vivre dans les grands immeubles qui, s'ils sont situés dans le centre, offrent plus de confort. Le type de maison à une seule famille est habité soit par ceux qui sont sans revenu fixe, soit par des gens dont le revenu est inférieur à 50.000 livres ou compris entre 150 et 200.000 livres par mois. Il s'agit dans ce dernier cas des petites villas centrales pour une famille.

Pour ce qui est du titre d'utilisation, le logement semi-gratuit prévaut dans les zones périphériques dépourvues de services, dans les gros écarts et parmi les interviewés dont le revenu oscille entre 50 et 100.000 livres par mois. Ce sont les logements des mineurs (2). Le rapport de location a une valeur en pourcentage supérieure dans les zones marginales, dans les zones périphériques pourvues de services et dans les zones centrales, ainsi qu'à un niveau de revenu inférieur à 50.000 livres — les habitants des zones marginales — et à des niveaux oscillant de 100 à plus de 200.000 livres par mois. La maison en propriété prévaut dans les écarts dispersés. Il s'agit, nous l'avons vu, d'habitations paysannes; cela explique que l'on rencontre dans ces maisons des habitants qui déclarent n'avoir pas de revenus fixes (3).

Parmi les titres d'utilisation des habitations, la location-vente n'existe guère que dans le centre, où quelques habitations nouvelles ont été construites par des sociétés et des coopératives qui le prévoient.

En réalité, 80 % des habitations qui sont propriété de l'Institut opérant à Carbonia sont disponibles pour la location-vente mais, vu le prix nominal des locations, il n'y a pas de demandes dans ce sens, sauf de la part de quelques citoyens qui ne sont pas des salariés de la S.M.C.S. et qui paient actuellement des loyers supérieurs au prix de la location-vente.

(1) Cf. Tableau 17 (page 73) : Répartition des interviewés par type de maison et titre d'utilisation des habitations.

(2) Les mineurs jouissent de logements semi-gratuits, du fait que l'entreprise verse le complément du loyer à payer à l'Institut. Les retraités bénéficient d'un loyer spécial, mais supérieur à celui des salariés. Pour parer au mécontentement et aux pressions, l'entreprise attribue les logements en fonction d'un ordre de priorité essentiellement fondé : 1) sur l'ancienneté professionnelle; 2) sur le poste de travail au fond; 3) sur le nombre des membres de la famille. Pour les habitants qui ne sont pas salariés de la SMCS, on procède sur la base d'un avis de concours: les logements sont en principe pour les salariés qui, évidemment, ont la priorité; les salariés d'organismes publics bénéficient de tarifs spéciaux. Le fait que l'ENEL ne reprend pas à son compte le patrimoine immeubles posera des problèmes de réajustement des loyers; problèmes qui, selon les responsables de ce secteur, se poseraient de toute façon, quoique dans des proportions différentes.

(3) Cf. Tableau 17 (page 73) : *ibid.*

Cf. Tableau 18 (page 74) : Titre d'utilisation des habitations, selon le revenu familial mensuel.

Densité d'occupation

Etant donné le phénomène de dépeuplement de la ville, Carbonia n'a pas de problèmes de caractère quantitatif, du point de vue des pièces disponibles pour la population actuelle. Il faut, toutefois, tenir compte des besoins futurs et du degré d'habitabilité de ces pièces, souvent au-dessous d'un niveau moyennement acceptable. Les logements les plus fréquents se composent de 4-5 pièces utiles, c'est-à-dire de 2-3 pièces principales, plus cuisine et dépendances.

Pour environ 40 % des interviewés, le noyau de cohabitants est constitué par au moins six personnes: le pourcentage le plus élevé se rencontre dans les écarts dispersés; le plus faible dans les zones marginales où, en revanche, les pourcentages les plus élevés se rapportent à des noyaux de trois personnes au maximum.

Nombre de pièces (¹), logement moyen, densité d'occupation

Zones	Nombre de pièces					Logement moyen	Nombre des cohabitants					N. moy. cohabit.	Indice de densité d'occupation par pièce
	1-2	3	4	5	6 et +		1-2	3	4	5	6 et +		
Écarts dispersés	21,1	21,1	29,0	10,5	18,3	4,0	17,9	2,5	17,9	15,4	46,3	5,5	1,38
Zones marginales	11,6	26,9	26,9	15,4	19,2	4,3	23,1	23,1	15,4	19,2	19,2	3,7	0,86
Gros écarts	5,0	11,4	40,5	19,0	24,1	4,7	3,9	15,4	17,9	19,2	43,8	5,4	1,15
Épiphériques sans services	1,5	7,7	30,3	50,0	10,5	4,7	7,6	12,1	16,7	21,2	42,4	5,3	1,11
Épiphériques avec services	0,5	9,4	47,6	25,4	17,1	5,0	8,3	12,1	16,6	19,3	43,7	5,4	1,09
Centre	2,6	10,2	19,6	34,2	33,4	4,9	10,3	11,2	22,4	16,4	39,7	5,0	1,01
Total { % numér.	3,9 (20)	11,4 (58)	35,3 (179)	28,0 (142)	21,4 (108)	4,8 —	9,5 (48)	12,2 (62)	18,2 (92)	18,6 (94)	41,5 (210)	5,2 —	1,09 —

¹) Le nombre total des pièces comprend la cuisine, considérée comme une pièce, plus les dépendances et l'entrée, dont l'ensemble constitue une pièce.

Dans l'ensemble, en tout cas, les moyennes relatives tant au nombre des pièces (4,8) qu'au nombre des personnes qui cohabitent (5,2) présentent des valeurs analogues pour les diverses zones d'habitation. Cette remarque est valable également pour l'indice de densité d'occupation (1,09), mise à part une diminution dans les zones marginales.

Services

La majeure partie de la population se chauffe à l'aide de poêles, évidemment à charbon. Le chauffage électrique est utilisé dans la zone centrale. Un quart environ de la population n'a absolument aucun moyen de se chauffer. C'est dans les écarts dispersés et dans les zones marginales que cette déficience atteint les pourcentages les plus élevés.

Les habitants des écarts dispersés dénoncent pour plus de 70 % le manque d'eau courante, carence qui s'étend aussi aux zones marginales, quoique dans des proportions différentes. L'emploi de l'eau courante chaude diminue quand on passe du centre — où un quart des citadins en bénéficie — à la périphérie, jusqu'à disparaître dans les zones marginales et dans les écarts dispersés.

Situation des services

Zones	Chauffage				Eau courante			Installations sanitaires						
	Aucun	Central ou particulier	Poêles		N'existe pas	Froide seulement	Chau-de	N'existent pas	Extérieures en commun	Extérieures particulières	Intér. sans bain ni douch.	Intér. avec bain ou douch.	Doubles services	
			A charbon	Électriques										
Écarts dispersés	53,8	—	43,6	2,6	73,7	26,3	—	57,9	7,9	15,8	10,5	7,9	—	
Zones marginales	50,0	3,8	31,6	11,6	11,5	88,5	—	16,0	4,0	4,0	64,0	12,0	—	
Gros écarts	5,1	10,3	78,2	6,4	1,3	96,1	2,6	—	2,5	5,1	73,4	19,0	—	
Périphériques sans services	18,5	1,5	70,8	9,2	6,1	92,4	1,5	1,5	—	4,5	77,3	16,7	—	
Périphériques avec services	27,6	3,3	59,1	10,0	2,2	92,8	5,0	—	—	0,6	69,0	29,8	0,6	
Centre	9,5	6,0	62,1	22,4	0,9	74,1	25,0	—	0,9	1,7	39,3	51,3	6,8	
Total {	%	22,0	4,6	61,7	11,7	8,1	83,8	8,1	5,3	1,6	3,1	59,3	28,9	1,8
numér.	(111)	(23)	(312)	(59)	(41)	(423)	(41)	(27)	(8)	(16)	(300)	(146)	(9)	

Le bain ou la douche constituent des éléments de confort qui existent dans 30 % des habitations. Plus de la moitié de la population dispose de blocs sanitaires intérieurs simples. Une forte proportion des habitants des écarts dispersés ne dispose d'aucune installation sanitaire, ou en dispose à l'extérieur et souvent en commun avec plusieurs familles. Seule la zone centrale présente de ce point de vue une situation satisfaisante, bien que, là aussi, 40 % de la population ne disposent ni de bains ni de douches.

Biens de consommation

Le nombre des postes de radio et de télévision et des frigidaires augmente à mesure que l'on progresse des zones extérieures vers le centre. Pour ce qui est de la radio, sauf dans les écarts dispersés et, dans une moindre mesure, dans les zones marginales, les diverses valeurs ne présentent pas entre elles de variations notables; elles sont, au contraire, constantes. Pour la télévision, les deux extrêmes sont les plus apparents, le minimum étant représenté par les écarts dispersés (18,0 %) et le maximum par le centre (70,3 %). L'allure des chiffres relatifs à la possession du réfrigérateur est analogue, mais le minimum et le maximum sont plus marqués (13,2 % dans les écarts dispersés et 76,3 % dans le centre).

Les interviewés de toutes les zones, hormis les habitants du centre, achète les biens de consommation dans l'ordre ci-après: radio, télévision, réfrigérateur. Ce n'est que dans le centre que le réfrigérateur précède la télévision: autrement dit, on y a tendance à s'assurer d'abord la possession d'un appareil ménager et ensuite celle d'un moyen d'évasion.

Pour ce qui est des moyens de transport, dans les écarts dispersés, les gros écarts et les zones périphériques pourvues de services, le plus répandu est la motocyclette: dans les zones périphériques dépourvues de services et dans les zones marginales, c'est la bicyclette. Dans le centre, c'est l'automobile. C'est dans les gros écarts et les dispersés que l'on rencontre les pourcentages les plus élevés de personnes ne possédant aucun moyen de transport. Ce manque

Possession de biens de consommation

Zones	Radio	T.V.	Frigo	Moyens de transport					Total	
				Aucun	Bicy- clette	Moto	Auto	Autre	%	Numé- rique
Écarts dispersés	43,6	18,0	13,2	43,6	17,9	25,6	10,3	2,6	100,0	(39)
Zones marginales	73,1	46,2	23,1	38,4	30,8	19,3	11,5	—	100,0	(26)
Gros écarts	81,0	53,2	35,9	43,0	20,3	25,3	11,4	—	100,0	(79)
Périphériques sans services	86,4	53,0	41,0	28,1	28,1	23,4	17,2	3,2	100,0	(64)
Périphériques avec services	83,9	56,0	54,1	34,7	20,3	30,7	14,3	—	100,0	(182)
Centre	88,8	70,3	76,3	34,7	10,2	21,2	33,9	—	100,0	(118)
Total { % numérique	80,9 (411)	55,1 (281)	50,1 (254)	36,0 (183)	19,3 (98)	25,8 (131)	18,3 (93)	0,6 (3)	100,0 —	— (508)

accentue l'isolement des habitants de ces zones, matériellement et socialement séparées du tissu urbain.

Services sociaux (1)

L'étude a pris en considération les diverses formes d'assistance et de prévoyance sociale présentes dans la communauté.

Si les activités ne s'écartent pas, par leur type, de celles que l'on rencontre partout en Italie, la présence de la S.M.C.S. a déterminé une situation qui caractérise Carbonia par rapport à d'autres communes sardes d'égale importance.

En effet, directement ou indirectement, la S.M.C.S. a stimulé les services, tant dans le secteur de la prévoyance que dans celui de l'assistance, ce qui a déterminé des habitudes et des expectatives difficiles à modifier.

On relève donc, avant tout, le nombre important des personnes inscrites à la prévoyance sociale et, parmi elles, de celles du secteur industriel. Sur 35.327 habitants, 20.063, soit 81 %, sont inscrits à l'I.N.A.M. (*Istituto Nazionale per l'Assicurazione contro le Malattie* — Institut national pour l'assurance contre les maladies). 21.429 de ces personnes, soit 63 % de la population, appartiennent au secteur industriel.

On note, en outre, la participation de la S.M.C.S. à des services et à des activités d'assistance sociale — depuis le logement jusqu'aux jardins d'enfants et aux colonies de vacances — dont bénéficient non seulement les familles des salariés de la Société, mais toute la population.

Cette situation mérite une étude particulière pour ce qui est de l'avenir de Carbonia.

Il serait indispensable, non seulement de maintenir, mais de développer par d'opportunes interventions de caractère éducatif l'habitude d'utiliser les services; il serait tout aussi opportun de prévoir les mesures à adopter afin que certaines formes utiles d'assistance, garanties par la présence de la S.M.C.S., ne viennent pas à disparaître du fait du passage de la Société à l'E.N.E.L., et de l'implantation d'autres activités industrielles.

Ecoles (2)

La situation scolaire, grave sur tout le territoire national, ne fait pas exception à Carbonia.

Au cours de ces dernières années, l'administration communale a fait un effort énorme du point de vue de la construction, en faisant bâtir une centaine de salles de classe nouvelles, qui ont amélioré la situation.

(1) La situation des services sociaux est exposée à l'annexe 2, *Equipements d'assistance et équipements sociaux*. La même annexe groupe les renseignements sur l'équipement sanitaire et sur les services culturels et récréatifs.

(2) La situation scolaire est exposée à l'annexe 1, *Situation scolaire*. Quelques aspects seulement en sont résumés dans le présent paragraphe.

Dans le secteur de l'école primaire, l'effort a surtout visé à résoudre les problèmes propres au corps de la ville par la construction de trois bâtiments. Néanmoins, il manque de nombreuses salles: beaucoup de classes n'ont pas de salle à elles. Il faut, en conséquence, s'en occuper à tour de rôle, en faisant les cours pour certaines classes le matin, pour d'autres l'après-midi. Cette pratique est d'ailleurs suivie en Italie, étant donné le problème général du manque de locaux, même dans une ville comme Turin.

On connaît les inconvénients qu'engendrent les rotations. Tout d'abord, du point de vue scolaire, l'enfant est plus réceptif le matin que l'après-midi. En deuxième lieu, la vie des enfants a besoin d'une organisation stable. Si donc l'horaire des cours est déplacé périodiquement du matin à l'après-midi, pour permettre la rotation des classes, tout son système de vie en souffre. Si, d'autre part, certaines classes sont prévues en permanence l'après-midi, elles se trouvent désavantagées par rapport à celles qui ont lieu le matin. La présence d'élèves dans les écoles l'après-midi complique aussi l'organisation des cours post-scolaires. Enfin, pour des raisons d'hygiène, il n'est pas bon que les salles soient occupées plus de dix heures par jour.

Dans les gros écarts, la situation est analogue à celle du corps de la ville quant aux rotations, mais elle est aggravée du fait que ces écarts n'ont pas été avantagés par l'effort de construction des dernières années.

Dans les écarts dispersés, par contre, le problème est constitué par les classes plures. Les écoles n'ont, en effet, qu'une ou deux salles pour les cinq classes. Chaque salle abrite donc nécessairement à la fois des enfants présentant de notables différences d'ancienneté scolaire et d'âge.

Sur tout le territoire national, les classes plures sont l'instrument à l'aide duquel on a cherché à apporter l'école à tous les citoyens, même perdus dans les villages les plus reculés. Depuis un certain nombre d'années, toutefois, on juge ce système dépassé. Actuellement, on tend plutôt à transporter tous les citoyens à l'école.

Cette nouvelle politique scolaire se fonde sur l'utilisation des « cars scolaires », c'est-à-dire des moyens de transport qui ramassent les élèves dispersés dans les diverses bourgades, pour les conduire au centre le plus voisin pourvu d'écoles équipées.

On pourrait adopter ce système à Carbonia pour les élèves habitant les écarts dispersés. Tout en respectant les principes didactiques, il entraînerait une économie de personnel et de frais d'entretien qui, selon toute probabilité, couvrirait les frais de transport des élèves.

L'école secondaire du premier cycle, unique et obligatoire pour tous les citoyens depuis quelques années, est présente dans le corps de la ville et dans

deux gros écarts. Même dans le corps de la ville, toutefois, la dispersion des bâtiments la rend difficilement accessible à beaucoup d'élèves. Cette dispersion est compréhensible si l'on considère que, pour bon nombre de ces écoles, on a aménagé des bâtiments initialement construits à des fins différentes. Le manque de salles, leur mauvais état d'entretien et leur volume insuffisant sont des facteurs négatifs importants.

Le problème des classes supérieures de l'enseignement secondaire réside, au contraire, dans le genre d'écoles disponibles. Carbonia possède des collèges classiques et des écoles commerciales, tandis qu'il n'y existe pas d'écoles industrielles. De fait, les écoles techniques exigent des équipements bien plus coûteux que les collèges classiques ou les écoles commerciales.

En Italie, on a éludé pendant des années les problèmes de l'instruction publique, en construisant des lycées classiques dans de petites communes où, au contraire, la présence d'écoles techniques et industrielles eût été indispensable.

Un jeune homme de Carbonia qui veut fréquenter les écoles industrielles doit se rendre à Cagliari. Cela l'oblige à partir à 4 heures du matin pour rentrer à 9 heures du soir, ce qui représente une journée de 17 heures, ainsi que le coût, non négligeable, de deux repas pris à l'extérieur et du transport.

Toutefois, la création d'une école technico-industrielle n'est pas du ressort de l'administration communale, mais bien, comme il s'agit d'une école secondaire, de celui de l'administration provinciale.

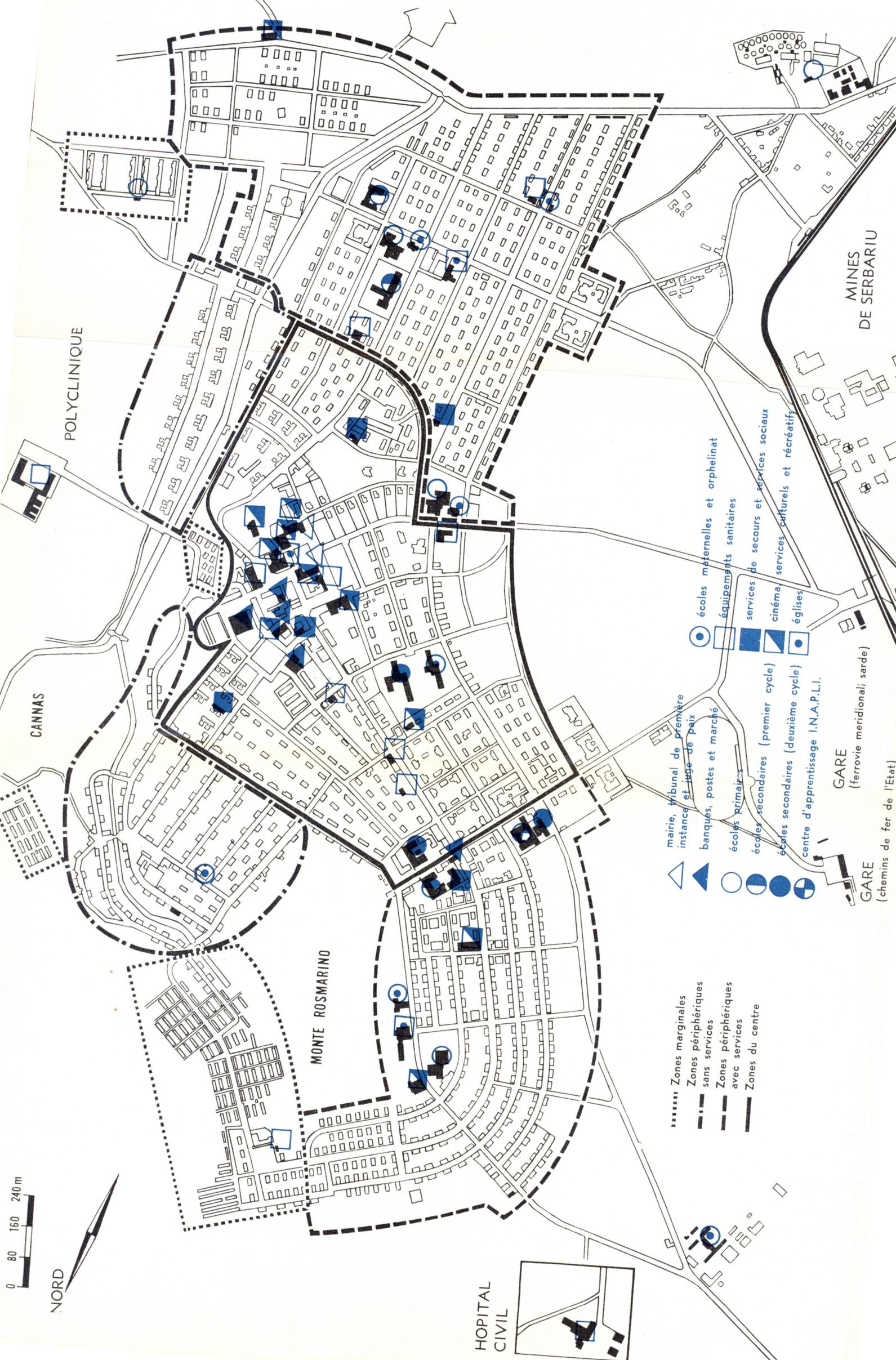
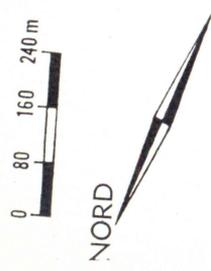
L'équipement didactique, pour ce qui est de l'école primaire, ressent les effets d'une organisation traditionnelle. L'équipement classique, en effet, tel que bancs et tableaux noirs, est bon et de fourniture récente, tandis que celui qu'appellent les nouveaux systèmes d'enseignement, les moyens audiovisuels, par exemple, sont à peu près inexistantes. Dans les écoles secondaires, en revanche, cet équipement est satisfaisant.

Un autre problème posé par l'école, à Carbonia, est celui des enseignants. Plus que les autres, il échappe à la possibilité d'une intervention locale. Les enseignants titulaires affectés par l'État aux écoles de Carbonia sont en nombre limité. Les autres enseignants, non titulaires, c'est-à-dire n'ayant pas un poste stable, sont recherchés tous les trois ans — ou d'année en année — soit par l'inspecteur d'académie de Cagliari, soit par les divers proviseurs locaux. Beaucoup d'enfants, surtout dans les écoles secondaires, sont aussi confiés à des enseignants souvent dépourvus des qualifications professionnelles nécessaires. Ces enseignants, en outre, n'ayant pas un poste stable, peuvent venir à manquer d'un jour à l'autre, privant les élèves de la continuité nécessaire de l'enseignement.

Cette situation n'est pas spéciale à Carbonia, mais intéresse tout le territoire national. Elle semble, toutefois, d'autant plus fâcheuse dans une communauté comme Carbonia, où l'attitude de la population à l'égard de l'école est extrêmement positive.

A Carbonia, en effet, les taux de fréquentation scolaire sont parmi les plus élevés de toute la nation. La fréquentation des classes supérieures de l'école secondaire est plus forte que dans d'autres parties de l'Italie. A Carbonia, enfin, un citoyen sur trois va à l'école. L'école n'y est pas considérée seulement comme un devoir auquel on ne saurait se dérober, mais comme un instrument de progrès social. C'est pourquoi la situation peu satisfaisante de l'école y semble particulièrement grave. Du reste, les citoyens eux-mêmes le soulignent : les écoles représentent l'équipement le plus réclamé par la population (1).

(1) Pour une étude plus poussée de ce sujet, cf. chap. V, *La structure sociale*, par. 2.



- Zones marginales
- - - - - Zones périphériques sans services
- · - · - Zones périphériques avec services
- Zones du centre

- ▲ mairie, tribunal de première instance et juge de paix
- ▲ banques, postes et marché
- écoles primaires
- ◐ écoles secondaires (premier cycle)
- ◑ écoles secondaires (deuxième cycle)
- ◒ centre d'apprentissage I.N.A.P.L.I.

- ◐ écoles maternelles et orphelinat
- ◑ équipements sanitaires
- ◒ services de secours et services sociaux
- ◑ cinéma
- ◒ services culturels et récréatifs
- ◒ églises

GARE
(ferroviaire meridional; sarde)

GARE
(chemins de fer de l'Etat)

MINES
DE SERBARIU

POLYCLINIQUE

CANNAS

MONTE ROSMARINO

HOPITAL
CIVIL

APPENDICE AU CHAPITRE II

- 1 — Emploi du chef de famille, selon les zones d'habitation
- 2 — Répartition des travailleurs de l'industrie extractive, selon les zones d'habitation
- 3 — Titre d'études, selon les zones d'habitation
- 4 — Nombre des personnes de la famille qui travaillent, selon les zones d'habitation
- 5 — Revenu familial mensuel, selon les zones d'habitation
- 6 — Participation primaire, selon les zones d'habitation
- 7 — Participation secondaire, selon les zones d'habitation
- 8 — Utilisation des moyens d'information de masse, selon les zones d'habitation
- 9 — Type de quotidiens préférés, selon les zones d'habitation
- 10 — Sources de nouvelles, selon les zones d'habitation
- 11 — Etude plus approfondie des nouvelles reçues, selon les zones d'habitation
- 12 — Choix des amis, selon les zones d'habitation
- 13 — Attitude politique, selon les zones d'habitation
- 14 — Anomie, selon les zones d'habitation
- 15 — Définition par les intéressés de leur propre classe sociale, selon les zones d'habitation
- 16 — Traditionalisme et modernisme, selon les zones d'habitation
- 17 — Répartition des interviewés par type de maison et titre d'utilisation des habitations.
- 18 — Titre d'utilisation de l'habitation, selon le revenu familial mensuel.

Tableau 1

Emploi du chef de famille, selon les zones d'habitation

Emploi	Ecart dispersés	Zones margi- nales	Gros écarts	Péri- phérie	Centre	Total	
						%	Numé- rique
Chômeurs	10,7	8,3	3,2	3,0	1,8	3,5	(16)
Retraités	14,3	25,0	6,3	13,1	10,6	12,3	(57)
Ménagères	—	—	3,2	1,3	0,9	1,3	(6)
Manceuvres, journaliers	32,1	37,5	36,5	36,7	11,5	30,3	(141)
Ouvriers spécialisés	7,2	16,7	33,3	26,6	23,7	25,6	(119)
Employés, cadres	—	—	9,5	10,5	33,6	14,8	(69)
Enseignants	—	—	3,2	0,4	5,3	1,9	(9)
Indépendants	35,7	12,5	4,8	8,4	10,6	10,3	(48)
Total	{ % numérique	100,0 (28)	100,0 (24)	100,0 (63)	100,0 (237)	100,0 (113)	— (465)

Tableau 2

Répartition des travailleurs de l'industrie extractive,
selon les zones d'habitation (Chefs de famille)

Personnes occupées dans l'industrie d'extraction	Ecart dispersés	Zones margi- nales	Gros écart	Péri- phérie	Centre	Total	
						%	Numé- rique
Chômeurs	25,0	12,5	25,0	37,5	—	100,0	(8)
Retraités	6,0	8,0	8,0	58,0	20,0	100,0	(50)
Manœuvres	3,5	2,6	15,8	69,3	8,8	100,0	(114)
Ouvriers spécialisés	—	—	22,6	51,2	26,2	100,0	(84)
Employés	—	—	12,5	33,3	54,2	100,0	(24)
Total	3,2 (9)	2,9 (8)	16,4 (46)	57,9 (162)	19,6 (65)	100,0	—
{ % numérique						—	(280)

Tableau 3

Titre d'études, selon les zones d'habitation

Zones	Anal- phabè- tes	Sans titre	Certif. études primai- res	Etudes secon- daires 1 ^{er} cycle	Etudes secon- daires complè- tes	Univer- sité	Total	
							%	Numé- rique
Ecart dispersés	35,9	33,3	23,1	5,1	—	2,6	100,0	(39)
Zones marginales	27,0	30,8	34,6	3,8	3,8	—	100,0	(26)
Gros écart	12,6	30,4	41,8	10,1	5,1	—	100,0	(79)
Périphérie	10,1	37,1	33,1	12,5	4,8	2,4	100,0	(248)
Centre	5,1	17,0	38,1	11,9	20,3	7,6	100,0	(118)
Total	12,2 (62)	30,8 (157)	34,9 (178)	11,0 (56)	8,0 (41)	3,1 (16)	100,0	—
{ % numér.							—	(510)

Tableau 4

Nombre des personnes de la famille qui travaillent,
selon les zones d'habitation

Zones	Aucune	1	2	3 et +	Total	
					%	Numérique
Écarts dispersés	12,8	59,0	18,0	10,2	100,0	(39)
Zones marginales	16,0	68,0	8,0	8,0	100,0	(25)
Gros écarts	6,3	78,5	13,9	1,3	100,0	(79)
Périphérie	8,9	69,5	15,9	5,7	100,0	(246)
Centre	4,3	61,5	25,6	8,6	100,0	(117)
Total { % numérique	8,1 (41)	68,2 (345)	17,6 (89)	6,1 (31)	100,0 —	— (506)

Tableau 5

Revenu familial mensuel, selon les zones d'habitation

Zones	Aucun revenu fixe	Moins de L. 50.000	L. 50-70.000	L. 70- 100.000	L. 100- 150.000	L. 150- 200.000	+ de L. 200.000	Total	
								%	Numérique
Écarts dispersés	7,9	68,4	7,9	7,9	5,3	2,6	—	100,0	(38)
Zones marginales	4,0	52,0	20,0	16,0	8,0	—	—	100,0	(25)
Gros écarts	—	22,8	41,8	25,4	7,6	1,2	1,2	100,0	(79)
Périphérie	1,3	24,1	31,8	29,0	9,0	2,4	2,4	100,0	(245)
Centre	—	10,2	24,0	33,5	18,9	6,8	6,6	100,0	(117)
Total { % numér.	1,4 (7)	25,4 (128)	29,2 (147)	27,2 (137)	10,7 (54)	3,1 (16)	3,0 (15)	100,0 —	— (504)

Tableau 6
Participation primaire, selon les zones d'habitation (1)

Zones	Négative	Positive	Total	
			%	Numérique
Ecarts dispersés	28,2	71,8	100,0	(39)
Zones marginales	50,1	49,9	100,0	(26)
Gros écarts	53,1	46,9	100,0	(79)
Périphérie	43,1	56,9	100,0	(248)
Centre	39,9	60,1	100,0	(118)
Total { % numérique	43,2 (220)	56,8 (290)	100,0 —	— (510)

(1) On entend par participation primaire les relations sociales dans le cadre des groupes primaires, famille et amis.

Tableau 7
Participation secondaire, selon les zones d'habitation (1)

Zones	Négative	Positive	Total	
			%	Numérique
Ecarts dispersés	87,2	12,8	100,0	(39)
Zones marginales	92,3	7,7	100,0	(26)
Gros écarts	79,7	20,3	100,0	(79)
Périphérie	85,1	14,9	100,0	(248)
Centre	78,8	21,2	100,0	(118)
Total { % numérique	83,3 (425)	16,7 (85)	100,0 —	— (510)

(1) On entend par participation secondaire les relations sociales dans le cadre de groupes plus étendus, tels que les associations.

Tableau 8
Utilisation des moyens d'information de masse,
selon les zones d'habitation

Zones	Aucun	Radio & TV	Presse	Total	
				%	Numérique
Ecarts dispersés	38,5	38,5	23,0	100,0	(39)
Zones marginales	7,7	65,4	26,9	100,0	(26)
Gros écarts	2,5	39,3	58,2	100,0	(79)
Périphérie	2,0	46,4	51,6	100,0	(248)
Centre	2,6	23,7	73,7	100,0	(118)
Total { % numér.	5,3 (27)	40,4 (206)	54,3 (277)	100,0 —	— (510)

Tableau 9
Type de quotidiens préférés,
selon les zones d'habitation

Zones	Aucun	Régional	National	National de gauche	National de droite	Total	
						%	Numérique
Ecarts dispersés	83,3	8,3	2,8	5,6	—	100,0	(36)
Zones marginales	84,0	12,0	—	4,0	—	100,0	(25)
Gros écarts	46,6	42,4	1,4	9,6	—	100,0	(73)
Périphérie	51,0	36,6	3,0	8,5	0,9	100,0	(235)
Centre	32,0	47,0	9,0	10,0	2,0	100,0	(100)
Total { % numér.	50,5 (237)	36,3 (170)	3,8 (18)	8,5 (40)	0,9 (4)	100,0 —	— (469)

Tableau 10

Sources de nouvelles,
selon les zones d'habitation

Zones	Famille et amis	Syndicats & partis	Presse	Radio TV	Autres	Total	
						%	Numé- rique
Écarts dispersés	51,3	—	10,2	28,3	10,2	100,0	(39)
Zones marginales	30,8	3,9	11,5	53,8	—	100,0	(26)
Gros écarts	22,8	2,5	15,2	54,4	5,1	100,0	(79)
Périphérie	16,9	3,6	22,6	55,3	1,6	100,0	(248)
Centre	23,7	3,4	36,4	34,7	1,8	100,0	(118)
Total { % numérique	22,8 (116)	3,1 (16)	23,1 (118)	48,2 (246)	2,8 (14)	100,0 —	— (510)

Tableau 11

Etude plus approfondie des nouvelles reçues,
selon les zones d'habitation

Zones	Aucune	Famille et amis	Syndi- cats & partis	Presse	TV Radio	Autre	Total	
							%	Numé- rique
Écarts dispersés	2,7	62,2	5,4	13,5	8,1	8,1	100,0	(37)
Zones marginales	3,9	46,2	11,5	11,5	19,2	7,7	100,0	(26)
Gros écarts	5,1	39,2	7,6	27,9	13,9	6,3	100,0	(79)
Périphérie	1,2	38,1	13,4	29,1	14,2	4,0	100,0	(247)
Centre	6,8	33,3	21,4	25,7	6,8	6,0	100,0	(117)
Total { % numér.	3,4 (17)	39,3 (199)	13,6 (69)	26,1 (132)	12,3 (62)	5,3 (27)	100,0 —	— (506)

Tableau 12
Choix des amis,
selon les zones d'habitation

Zones	Aucun	Occasion- nels	Imposés (famille et enfance)	Electifs (de travail et politi- que)	Total	
					%	Numérique
Ecarts dispersés	17,9	23,1	43,6	15,4	100,0	(39)
Zones marginales	24,0	12,0	48,0	16,0	100,0	(25)
Gros écarts	7,7	33,3	32,1	26,9	100,0	(78)
Périphérie	10,9	20,5	36,4	32,2	100,0	(239)
Centre	9,6	21,1	32,4	36,9	100,0	(114)
Total { % numérique	11,3 (56)	22,4 (111)	35,9 (178)	30,4 (150)	100,0 —	— (495)

Tableau 13
Attitude politique,
selon les zones d'habitation

Zones	Méfiance	Abstention	Confiance	Total	
				%	Numérique
Ecarts dispersés	59,0	2,6	38,4	100,0	(39)
Zones marginales	69,2	3,9	26,9	100,0	(26)
Gros écarts	39,2	10,1	50,7	100,0	(79)
Périphérie	44,3	9,3	46,4	100,0	(248)
Centre	31,4	9,3	59,3	100,0	(118)
Total { % numér.	43,0 (219)	8,6 (44)	48,4 (247)	100,0 —	— (510)

Tableau 14
Anomie,
selon les zones d'habitation

Zones	Anomiques	Moyenne	Non anomiques	Total	
				%	Numérique
Ecarts dispersés	48,7	41,0	10,3	100,0	(39)
Zones marginales	27,0	61,5	11,5	100,0	(26)
Gros écarts	24,1	48,1	27,8	100,0	(79)
Périphérie	21,7	55,2	23,1	100,0	(248)
Centre	14,4	54,2	31,4	100,0	(118)
Total { % numér.	22,8 (116)	53,1 (271)	24,1 (123)	100,0 —	— (510)

Tableau 15
Définition par les intéressés de leur propre classe sociale,
selon les zones d'habitation

	Définition		Classe ouvrière	Classe bour- geoise	Sans opinion	Total	
	Emotive	Profes- sionnelle				%	Numé- rique
Ecarts dispersés	23,7	28,9	18,4	5,3	23,7	100,0	(38)
Zones marginales	26,9	3,9	53,8	3,9	11,5	100,0	(26)
Gros écarts	16,5	6,3	54,4	10,2	12,6	100,0	(79)
Périphérie	11,0	6,9	56,5	20,3	5,3	100,0	(246)
Centre	3,5	8,6	41,3	31,9	14,7	100,0	(116)
Total { % numérique	11,9 (60)	8,7 (44)	49,7 (251)	19,4 (98)	10,3 (52)	100,0 —	— (505)

Tableau 16
 Traditionalisme et modernisme,
 selon les zones d'habitation

Zones	Traditiona- lisme	Abstention	Modernisme	Total	
				%	Numérique
Ecarts dispersés	59,0	28,2	12,8	100,0	(39)
Zones marginales	69,3	23,1	7,6	100,0	(26)
Gros écarts	51,9	30,4	17,7	100,0	(79)
Périphérie	52,0	26,2	21,8	100,0	(248)
Centre	51,7	28,0	20,3	100,0	(118)
Total { % numér	53,3 (272)	27,3 (139)	19,4 (99)	100,0 —	— (510)

Tableau 17
 Répartition des interviewés
 par type et titre d'utilisation des habitations

Zones	Habita- tion de fortune	Maisons			Titre d'utilisation				Total	
		Indivi- duelle	à 4 familles	Grand immeu- ble	Semi- gratuit	Loca- tion	Pro- priété	Loca- tion - vente	%	Numé- rique
Ecarts dispersés	—	100,0	—	—	12,8	18,0	69,2	—	100,0	(39)
Zones marginales	7,6	30,8	15,4	46,2	38,5	42,3	11,5	7,7	100,0	(26)
Gros écarts	1,3	22,8	31,6	44,3	55,7	36,7	5,1	2,5	100,0	(79)
Périphériques sans services	—	24,2	27,3	48,5	56,0	25,8	16,7	1,5	100,0	(66)
Périphériques avec services	—	16,8	69,8	13,4	45,3	50,8	3,3	0,6	100,0	(181)
Centre	1,7	12,0	39,3	47,0	39,5	46,5	5,2	8,8	100,0	(114)
Total { % numérique	1,0 (5)	24,6 (114)	43,1 (218)	31,3 (158)	44,1 (223)	31,4 (209)	11,3 (57)	3,2 (16)	100,0 —	— (505)

Tableau 18

Titre d'utilisation de l'habitation, selon le revenu familial mensuel

Revenu familial mensuel	Semi-gratuit	Location	Propriété	Location - vente	Total	
					%	Numérique
Aucun revenu fixe	14,3	28,6	57,1	—	100,0	(7)
Moins de L. 50.000	32,5	44,5	22,2	0,8	100,0	(126)
L. 50-70.000	59,9	32,7	5,4	2,0	100,0	(147)
L. 70-100.000	50,7	39,7	5,9	3,7	100,0	(136)
L. 100-150.000	29,6	53,7	9,3	7,4	100,0	(54)
L. 150-200.000	37,5	50,0	12,5	—	100,0	(16)
Plus de L. 200.000	6,7	60,0	13,3	20,0	100,0	(15)
Total	44,3 (222)	41,1 (206)	11,4 (57)	3,2 (16)	100,0 —	— (501)

CHAPITRE III

LE TRAVAIL

*« Le travail est la contribution
que l'homme fournit à la société. »*

(Entretien avec un mineur)

1. L'emploi: secteurs et situation actuelle

La situation dans le domaine du travail depuis la naissance de la ville a été brièvement examinée au chapitre I, étant donné le rapport étroit qui s'est manifesté à Carbonia entre la situation démographique et l'emploi.

Aujourd'hui, on se trouve encore en présence d'une mono-économie, dans laquelle le développement technologique a introduit des réductions progressives et fortes de personnel. Au cours de la longue période — seize ans — qui a vu se dérouler le processus de réorganisation de l'industrie d'extraction, aucune autre initiative de production n'est venue créer de nouvelles sources de travail.

Aussi le principal secteur d'emploi est-il, aujourd'hui encore, celui de l'industrie d'extraction, qui occupe 40,7 % des travailleurs interviewés. Les autres industries sont très faiblement représentées (8,7 %). Les pourcentages les plus élevés, après ceux de l'industrie extractive, vont aux activités tertiaires (15,1 %) et à l'administration publique (21,1 %), qui comprend bon nombre d'enseignants. On peut être surpris de constater que l'agriculture, qui constitue l'occupation de 5,3 % des interviewés, ne représente pas une source de travail plus importante. Il semble, toutefois, ressortir d'autres renseignements recueillis à l'occasion de l'enquête que la population de Carbonia, bien qu'initialement composée en grande partie de personnes venant de l'agriculture et de l'élevage pastoral — même si elles exerçaient ces professions dans d'autres parties de la Sardaigne — a formé avec le temps une communauté exclusivement industrielle,

Répartition des interviewés par secteurs d'activité

Secteurs	Nombre	%
Agriculture	14	5,3
Industrie d'extraction	108	40,7
Autres industries (transformation, bâtiment, eau, gaz, électricité)	23	8,7
Artisanat	23	8,7
Services (commerce, transports, crédit et assurances)	40	15,1
Administration publique	56	21,1
Professions libérales	1	0,4
Total	265	100,0

pendant tout intérêt pour la terre et tout lien direct avec elle et cessant même, dirions-nous, de la percevoir en tant que source de travail.

Les pourcentages de l'emploi recueillis au cours de l'enquête sont très voisins de ceux qu'a fournis le recensement de 1961 pour la commune de Carbonia, à savoir:

Secteurs d'activité	Nombre	%
Agriculture	559	6,5
Industrie (1)	5.494	63,3
Autres activités	2.625	30,2
Total	8.678	100,0

(1) A noter que, dans ce nombre, le recensement englobe aussi les chômeurs inscrits à l'Office du travail, qui, cette année-là, étaient au nombre de plus de 1.000, et une partie des artisans. En 1961, les salariés de la SMCS étaient au nombre de 3.486.

Cette situation d'économie monovalente permet de suivre, à travers les vicissitudes de la S.M.C.S., la situation de l'emploi dans toute la ville (1). La comparaison des deux recensements (2) confirme que la crise de l'emploi s'est manifestée surtout dans le secteur de l'industrie, où le nombre des travailleurs a diminué de moitié. Le secteur des services n'a pas subi d'aussi fortes réductions, la situation de l'emploi s'y est même légèrement améliorée. Toutefois, on ne saurait considérer ce phénomène comme un indice de développement économique — comme ce serait le cas, au contraire, dans

(1) Cf. Diagramme A (page 77) : L'évolution de l'emploi à la S.M.C.S.

(2) Cf. Tableau 1 (page 111) : Situation de l'emploi à Carbonia. Comparaison entre les deux recensements.

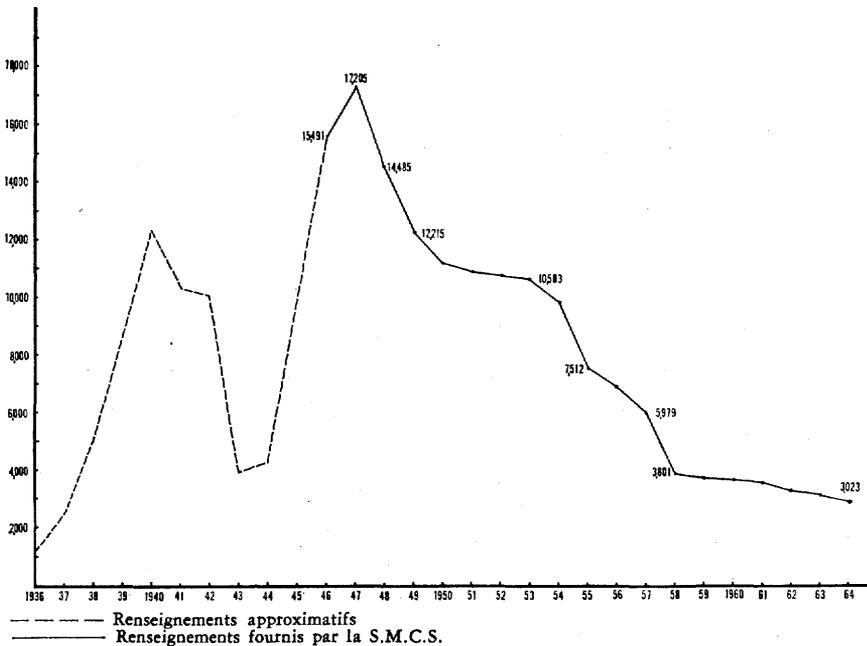
Cf. Tableau 3 (page 112) : Situation de l'emploi à Carbonia, par secteur d'activité économique. Comparaison entre les deux recensements.

des zones fortement industrialisées —, étant donné que la subsistance d'un fort pourcentage de préposés aux services, en présence d'une forte diminution de la population et d'une crise des activités productives, ne peut que signifier l'existence d'activités marginales (petit commerce et artisanat), qui sont un remède au chômage.

L'émigration n'a atténué le sous-emploi qu'en partie: en effet, tandis qu'au cours des années 1951-1961, la population diminue de 21,7 %, la diminution de l'emploi est encore plus importante: 36,3 %. Au recensement de 1961, le pourcentage de la population non active atteint de ce fait un chiffre considérable (63,0 %), supérieur à celui de la Sardaigne toute entière (59,5 %) et de l'Italie (52,6 %) (1).

Une légère mais constante régression des activités économiques et de la situation de l'emploi se poursuit encore aujourd'hui, comme le montrent les renseignements sur les entreprises opérant dans la commune et sur les personnes pourvues d'un emploi (2).

DIAGRAMME A
Evolution de l'emploi à la S.M.C.S.



(1) Cf. Tableau 2 (page 111): Situation de l'emploi à Carbonia, par comparaison avec la Sardaigne et avec l'Italie.

(2) Cf. Tableau 5 (page 113): Entreprises opérant dans la commune de Carbonia, et 6 (page 113): Emploi, par secteur, pour les seuls travailleurs subordonnés.

2. Le revenu

La contraction des activités productives a fortement influé sur les revenus. Carbonia, en effet, est essentiellement une ville de travailleurs: il y manque certaines catégories sociales, comme les propriétaires terriens et les rentiers. Les citadins vivent presque exclusivement du revenu de leur travail, et ce revenu est peu important.

Revenu familial mensuel (1)	Nombre de personnes	%
Aucun revenu fixe	7	1,4
Inférieur à L. 50.000	128	25,4
L. 50-70.000	147	29,2
L. 70-100.000	137	27,2
L. 100-150.000	54	10,7
L. 150-200.000	16	3,1
L. 200-300.000	9	1,8
Supérieur à L. 300.000	6	1,2
Total	504	100,0

(1) Le tableau a été dressé d'après les déclarations des interviewés sur leur propre revenu. La difficulté d'obtenir des réponses sincères dans ce domaine délicat est évidente: l'interviewer posait la question à la fin de l'entretien — c'est-à-dire quand un climat de confiance s'était établi — en soulignant le caractère anonyme des réponses, ainsi que les fins non fiscales, mais scientifiques, de l'enquête. Six seulement des 510 interviewés ont refusé de répondre à ce sujet.

Les revenus moyens s'établissent aux environs de L. 70.000 par mois et permettent donc tout au plus de faire face aux besoins essentiels.

Nous avons signalé la provenance de la majeure partie des citadins de Carbonia: journaliers ou bergers de petits villages de la Sardaigne, ou mineurs du Sulcis, chômeurs de l'après-guerre immédiat: toutes personnes sans fortune et sans possibilité d'en acquérir. 86,5 % des familles déclarent n'avoir d'autre revenu que les salaires; ce pourcentage monte à 94,4 %, si l'on ajoute les rares cas dans lesquels un des membres de la famille touche une retraite, fruit, elle aussi, d'une activité professionnelle. Même les classes ayant un revenu relativement plus élevé — c'est-à-dire supérieur à 150.000 lire, mais constitué pour une faible part seulement par des placements bancaires ou par la propriété d'immeubles — toujours aussi, comme recette principale, le revenu d'un des membres de la famille.

La situation économique est encore aggravée par l'importance des familles, qui est, en moyenne, de 5 membres qui cohabitent.

Revenu et composition des familles

Revenu familial mensuel	Nombre des cohabitants											Total	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	+ de 10	%	Numérique
Pas de revenu fixe	14,3	14,3	14,3	—	14,3	28,5	14,3	—	—	—	—	100,0	(7)
Inférieur à L. 50.000	5,5	16,6	17,3	17,3	13,4	13,4	7,1	4,7	3,9	0,8	—	100,0	(127)
L. 50-70.000	—	5,5	9,6	21,2	22,6	21,2	9,6	4,8	1,4	1,4	2,7	100,0	(146)
L. 70-100.000	0,7	3,7	9,5	17,5	19,0	19,7	9,5	6,6	8,0	2,9	2,9	100,0	(137)
L. 100-150.000	—	3,7	18,5	13,0	18,5	14,8	14,8	5,6	3,7	7,4	—	100,0	(54)
L. 150-200.000	—	—	6,3	31,2	12,5	6,3	6,3	25,0	6,2	—	6,2	100,0	(16)
Supérieur à L. 200.000	—	6,7	6,7	13,2	20,0	20,0	20,0	6,7	—	—	6,7	100,0	(15)
Total { % numér.	1,8 (9)	7,6 (38)	12,3 (62)	18,1 (91)	18,3 (92)	17,7 (89)	9,8 (49)	6,0 (30)	4,2 (21)	2,2 (11)	2,0 (10)	100,0 —	— (502)

Des familles aussi nombreuses représentent une charge notable, qui ne peut être allégée — étant donné les rares possibilités de travail — par l'entrée en activité d'autres membres adultes de la famille. Dans 23,9 % de l'échantillon, plus d'un membre de la famille travaille; mais il s'agit souvent d'activités marginales ou occasionnelles, donc généralement mal rémunérées.

Dans une situation de ce genre — en admettant même des recettes un peu supérieures à celles qu'ont déclarées les interviewés — l'aspiration à des niveaux de revenu plus élevés est inévitable, surtout dans les catégories économiquement les moins favorisées. Ces aspirations ne sont pas cependant dénuées de réalisme, car elles visent pour la plupart la catégorie de revenus allant de L. 100.000 à L. 150.000 (dans 41,2 % des cas), chiffre justifié par les facteurs, mentionnés plus haut, de l'effectif familial et de l'absence d'autres revenus. Ainsi, aucune classe de revenu — sauf la plus élevée, comme il était à prévoir — ne se déclare satisfaite de sa condition; le degré de satisfaction augmente, toutefois, notablement à partir des revenus de L. 100-150.000, que l'on juge nécessaires pour que la famille puisse vivre décemment.

Aspirations au revenu

Revenu mensuel effectif	Revenu désiré						Total		
	Jusqu'à L. 50.000	L. 50- 70.000	L. 70- 100.000	L. 100- 150.000	L. 150- 200.000	Plus de L. 200.000	%	Numé- rique	
	Moins de L. 50.000	4,5	25,4	38,8	24,6	5,2	1,5	100,0	(134)
L. 50-70.000	—	1,4	17,1	59,6	21,9	—	100,0	(146)	
L. 70-100.000	—	—	5,1	51,5	37,5	5,9	100,0	(136)	
L. 100-150.000	—	—	1,8	27,8	42,6	27,8	100,0	(54)	
L. 150-200.000	—	—	—	—	31,3	68,7	100,0	(16)	
Plus de 200.000	—	—	—	7,1	—	92,9	100,0	(14)	
Total {	% numér.	1,2 (6)	7,2 (36)	17,0 (85)	41,2 (206)	23,6 (118)	9,8 (49)	100,0 —	— (500)

3. Les mineurs

La majeure partie des travailleurs occupés dans le secteur industriel est constituée par les salariés de l'industrie d'extraction (selon l'échantillon, 40,7 % de la main-d'œuvre occupée et 82,4 % des travailleurs occupés dans l'industrie). L'unique source de travail est donc, aujourd'hui encore, celle qui a déterminé la naissance de Carbonia: la mine. Les autres activités, représentées par les divers services et par le bâtiment, gravitent encore autour de cette seule industrie de base.

Cette situation de mono-économie, qui a été, jusqu'ici, une constante dans l'histoire de Carbonia, nous amènera plusieurs fois à faire mention de la « Società Mineraria Carbonifera Sarda », de sa situation actuelle et de ses perspectives futures, pour la simple raison que toute analyse qui voudrait passer sous silence les vicissitudes de ladite entreprise serait impossible.

En outre, dans l'exposé sur la population active, il apparaît indispensable de traiter les mineurs à part: il s'agit, en effet, non seulement du groupe de travailleurs le plus nombreux, mais aussi le plus caractéristique.

Les facteurs qui le caractérisent sont de nature en partie objective, en partie psychologique et mentale, en partie sociologique, découlant du rapport particulier qui s'est établi au cours des années entre les ouvriers de la mine

et la population de Carbonia, d'une part, et entre ces ouvriers et les organes politiques, en tant que centres de décision, d'autre part.

Nous utiliserons, à cette fin, aussi bien les renseignements fournis par la direction de l'entreprise que les informations objectives et qualitatives résultant du sondage.

Provenance et revenu

La plupart des mineurs proviennent de divers centres de la Sardaigne (comme il ressort de notre échantillon pour 82,3 % des cas et de 2 enquêtes de la S.M.C.S.

Régions de provenance de la main-d'œuvre S.M.C.S. (1)

Régions	1954	%	1964	%
<i>Sardaigne</i>				
Province de Cagliari	6.318		1.972	
Autres provinces	1.325		371	
Total	7.643	86,3	2.343	90,6
<i>Italie du Nord</i>				
A l'exclusion de la Vénétie	62		7	
Trois Vénéties	84		18	
Total	146	1,7	25	1,0
<i>Italie du Centre</i>				
	226	2,5	49	1,9
<i>Italie du Sud</i>				
Abruzzes & Molise	65		12	
Campanie	92		25	
Pouilles & Basilicate	67		21	
Calabre	25		6	
Sicile	458		73	
Total	707	8,0	137	5,3
<i>Etranger (2)</i>				
	134	1,5	31	1,2
Total général	8.856	100,0	2.585	100,0

(1) Renseignements fournis par la S.M.C.S.

(2) Italiens nés à l'étranger.

Les familles des mineurs sont assez nombreuses (environ cinq membres en moyenne) et, ce qui compte davantage, elles vivent du seul salaire du chef de famille (dans 88 % des cas, plus que dans toute autre catégorie de travailleurs). Les artisans, les préposés aux services et les fonctionnaires publics, au contraire, peuvent, dans 40 % des cas, compter sur un second salaire (1). En outre, dans 94,4 % des cas, la famille des mineurs ne dispose

(1) Cf. Tableau 7 (page 114) : Nombre des personnes qui travaillent, dans la famille, selon l'emploi de l'interviewé.

pas d'autres recettes, si petites soient-elles, qui viennent compléter leur revenu (1).

L'aspiration des mineurs à des niveaux de revenu d'au moins 100.000 liras semble donc raisonnable.

Mobilité professionnelle

La Sardaigne est actuellement encore une zone faiblement industrialisée, et ce sont les activités primaires qui y dominent (2). Le travail industriel y est une expérience plutôt récente. Les salariés de la S.M.C.S., toutefois, en sont déjà, pour un tiers, à la seconde génération de travail industriel: 35 % sont fils de mineurs (3) et plus de la moitié (60,5 %) ont commencé leur vie professionnelle dans des entreprises industrielles, 47,6 % directement dans la mine. Un quart seulement (26,6 %) ont travaillé dans l'agriculture avant de descendre dans la mine (4).

Un autre aspect assez insolite de la Sardaigne, vu le faible dynamisme de son marché du travail, est une certaine mobilité des salariés de la mine; en effet, la moitié d'entre eux (46,9 %) ont travaillé dans d'autres entreprises, pour la plupart de type extractif (5), ce qui corrobore l'hypothèse selon laquelle beaucoup de mineurs de la S.M.C.S. viendraient des autres mines du Sulcis.

Il faut bien se rendre compte que la main-d'œuvre s'est formée en deux fois, au cours de deux périodes distinctes: la première fois entre 1935 et 1940, puis après 1943, lors de la reprise de la production (6). Le premier noyau de mineurs a dû être en grande partie de provenance paysanne (bergers et ouvriers agricoles); dans le second groupe, l'actuel, qui compte aujourd'hui 3.000 personnes après avoir atteint un maximum de 17.000, il y a eu, par contre, un gros apport de main-d'œuvre provenant des mines métalliques du bassin du Sulcis.

(1) Cf. Tableau 8 (page 114) : Recettes en sus des salaires.

(2) Cf. Tableau 4 (page 112) : Population exerçant une profession, par secteurs d'activité économique, d'où il appert que 37,7 % de la population active en Sardaigne se consacre à l'agriculture, contre 31,0 % à l'industrie.

(3) Cf. Tableau 9 (page 115) : Secteur d'emploi du père.

(4)

Secteur où les mineurs ont exercé leur premier emploi

Agri- culture	Industrie d'extrac- tion	Autres industries	Artisanat	Services	Adminis- tration publique	Total
26,6 (33)	47,6 (59)	12,9 (16)	5,7 (7)	4,8 (6)	2,4 (3)	100,0 (124)

(5) Cf. Tableau 11 (page 116) : Nombre des entreprises dans lesquelles l'interviewé a travaillé.

(6) Cf. Chapitre I : *La situation démographique*, par. 1.

D'autre part, une certaine mobilité professionnelle s'est manifestée, du fait que la majorité (76,9 %) a changé de poste une ou plusieurs fois (1). Cette mobilité a été en partie de type promotionnel, car 16,8 % seulement des interviewés s'acquittaient déjà d'un travail spécialisé dans leur premier emploi (2), tandis qu'actuellement, le nombre des ouvriers spécialisés et qualifiés est bien plus élevé (3).

Composition du groupe des travailleurs de l'industrie d'extraction

Catégorie professionnelle	Nombre	%
Manœuvres	47	43,5
Ouvriers qualifiés ou spécialisés	48	44,5
Employés, agents de maîtrise	13	12,0
Total	108	100,0

Ont été, en outre, tirés au sort pour l'échantillon 22 ex-salariés de la S.M.C.S., à savoir 17 retraités et 5 chômeurs, qui n'ont été pris en considération que pour quelques analyses spécifiques.

Toutefois, cette qualification a généralement été obtenue au travail et, au début du moins, d'une manière tout à fait empirique. La formation professionnelle, dans notre échantillon, est pratiquement nulle, le niveau d'instruction de base y est même très bas : plus de la moitié (51,8 %) ne possèdent aucun titre d'études et 11,1 % seulement ont poursuivi leurs études au-delà de l'école primaire (4). La S.M.C.S. a dispensé pendant des années une formation sur le lieu du travail, et ce n'est que tout récemment qu'elle a créé de véritables cours spécialisés, qu'ont suivis 11,1 % de nos interviewés. Cette situation est, du reste, commune à la plupart des entreprises italiennes, dans lesquelles la qualification professionnelle s'obtient en général après la mise au travail.

La propension à la mobilité inter-entreprises — dans le sens d'une aspiration à changer d'entreprise — est très basse. 87,9 % des salariés de la mine n'ont pas l'intention d'abandonner leur travail. En outre, 68,2 % n'ont jamais envisagé la possibilité d'émigrer de Carbonia, bien que la moitié aient vu émigrer des membres de leur famille.

(1) Cf. Tableau 12 (page 116) : Nombre des postes occupés.

(2) Cf. Tableau 10 (page 115) : Qualification dans le premier emploi.

(3) La composition effective du personnel de la S.M.C.S. révèle une présence encore plus forte d'ouvriers de première et de deuxième catégorie (590 ouvriers qualifiés et 1 112 ouvriers spécialisés sur un total de 2.563 ouvriers (soit respectivement 23,0 et 43,4 %). Ce pourcentage élevé est dû à la mécanisation des installations d'extraction.

(4) Cf. Tableau 13 (page 117) : Titre d'études, selon l'emploi.

Cela est encore confirmé par des renseignements émanant de la S.M.C.S. sur le renouvellement du personnel du fait des départs. Si l'on excepte les années 1955-1958, pendant lesquelles la super-liquidation a créé une rotation forcée, les pourcentages sont plutôt bas et les départs sont presque tous en rapport avec la mise à la retraite.

Situation du personnel à la S.M.C.S. (1)

Année	Total salariés	Age moyen	Absentéisme %	Recrutement	Renouvellement (2) par recrutement %	Départs	Renouvellement (2) du fait des départs %	Rotation (2) moyenne %	Rendement par ouvrier au fond charbon lavé Kg/ouvrier
1954	9.810	38,1	18,9	128	1,3	901	9,2	5,2	664
1955	7.512	38,6	18,8	82	1,1	2.380	31,7	16,3	886
1956	6.843	38,7	17,4	272	3,9	941	13,7	8,8	952
1957	5.979	39,2	18,3	115	1,9	979	16,4	9,1	959
1958	3.801	39,3	15,9	79	2,1	2.257	59,4	30,7	1.031
1959	3.689	39,7	18,8	13	0,3	125	3,4	1,9	1.163
1960	3.630	40,8	17,4	10	0,3	69	1,9	1,7	1.346
1961	3.486	41,8	19,5	7	0,2	151	4,3	2,3	1.566
1962	3.280	42,8	18,9	42	1,3	248	7,6	4,4	1.697
1963	3.080	43,5	21,4	10	0,3	210	6,8	3,6	2.041
1964 au 31/7	3.023	44,0	23,5	16	0,5	73	2,4	1,4	2.197

(1) Renseignements fournis par la S.M.C.S.

(2) Elaboration C.R.I.S

Cette stabilité dans le travail n'est pas, en elle-même, un facteur négatif. La tendance à la mobilité de la main-d'œuvre italienne est très inférieure à celle des ressortissants d'autres pays, dont les industries ont dû résoudre d'énormes problèmes d'embauche et de formation, par suite de renouvellements trop rapides du personnel. Ce n'est qu'au cours des années de conjoncture favorable que la rotation de la main-d'œuvre, en Italie, s'est intensifiée. Dans le cas des mineurs, la stabilité semble justifiée au moins par deux facteurs inhérents à la situation: d'une part, le marché local du travail n'offre pratiquement aucune possibilité, ce qui fait que la seule solution de rechange est l'émigration et, d'autre part, l'âge de la majeure partie des mineurs est très élevé — 44 ans en moyenne —, ce qui leur laisse bien peu de chances de se reclasser dans d'autres entreprises.

L'ancienneté dans le travail est très élevée pour tous, l'entreprise n'ayant pratiquement pas recruté de personnel depuis dix ans.

Nous nous trouvons, de ce fait, devant une situation ouvrière peu commune notable et une tradition, quoique plus brève que celle de régions dont l'industrie en milieu sarde: une classe de travailleurs ayant une ancienneté industrielle et une spécialisation a été plus précoce. Il s'agit, en outre, de travailleurs qui ont suivi pendant des années les développements et les régressions de l'entreprise, sans toutefois vouloir ou pouvoir la quitter quand a commencé la longue période de crise.

Attitudes à l'égard du travail à la mine

La Società Carbonifera ne procède que depuis quelques années à la mécanisation des systèmes d'extraction; l'organisation de sa production s'est ressentie, au début, des conditions d'extrême urgence de la période autarcique: il fallait extraire du charbon immédiatement, en exploitant les filons superficiels, mais plus pauvres, où il était impossible d'introduire des machines (ces puits ont, en effet, été abandonnés par la suite), et en utilisant une main-d'œuvre paysanne ou, en tout cas, non exercée.

Pendant longtemps, l'extraction s'est faite à la main, au prix d'une fatigue physique considérable. De cette fatigue et du milieu chaud et humide, imprégné de poussière de charbon et dangereux à cause des éboulements, même les mineurs qui travaillent aujourd'hui dans des conditions plus favorables, grâce à la mécanisation, en gardent un mauvais souvenir. Leurs descriptions du travail dans la mine se ressentent de ces épreuves: quand une nouvelle recrue arrivait, on ne faisait rien pour l'habituer progressivement au milieu ni pour lui dispenser une formation méthodique; voici comment un mineur décrit l'entrée en fonctions des nouveaux venus:

« Certes, la mine fait peur à certaines gens... Nous avons vu des ouvriers prendre la lampe, s'approcher du puits et, ayant aperçu l'énorme trou béant, dire: « Moi, je ne fais pas le rat » et se sauver. Beaucoup de ceux qui descendaient dans la mine, peut-être poussés par la misère qui régnait chez eux, entendant fonctionner le marteau-piqueur ou la machine, disaient: « Mais c'est la guerre ici, on dirait les mitrailleuses, sauvons-nous » et se sauvaient. Quand, pourtant, un ouvrier finit par surmonter toute cette appréhension, alors pendant les premiers jours, on le met avec les ouvriers spécialisés aux travaux légers dans les galeries de niveau; puis tout doucement, au bout de quinze jours, on commence à l'envoyer épauler l'abatteur ou aider le boiseur. Il est facile pour le manœuvre nouveau venu d'aider l'abatteur, parce qu'il est facile de prendre la pelle et de charger le charbon, mais le manœuvre a du mal à apprendre le métier de boiseur, non seulement parce qu'il est difficile, mais qu'il faut y apporter beaucoup d'attention; le boiseur ne doit pas seulement mettre les bois en place,

mais, avant de dégager l'endroit, regarder s'il n'y a pas un bloc sur le point de tomber, pour ne pas rester dessous, faire attention aux dimensions du bois, sinon on lui fait payer chaque morceau qu'il gâche; s'il a affaire à des gens tatillons, ils lui font payer 2.000 lires le morceau! Mais lui (la nouvelle recrue) fait attention aujourd'hui, il fera attention demain; il apprend que, dans le charbon, on doit placer la mine comme ceci; il sait que, dans les autres roches, qui sont des minéraux abâtardis, la mine produit plus difficilement son effet que lorsque le massif est homogène, la mine part bien et la machine fonctionne régulièrement. Mais quand, dans le massif, il y a une couche de charbon, une couche de terre et une de pierre, et qu'il y a aussi des strates horizontales et verticales, alors là, il faut faire bien attention, parce que la mine, là, ne marche pas. Et on ne lui fait pas seulement payer une amende de mille lires, mais encore l'explosif. Il n'est donc pas très facile d'apprendre à faire le mineur. » (1).

La formation sur le tas était probablement rendue plus difficile par le fait que les porions eux-mêmes n'étaient pas préparés à la dispenser, étant pour la plupart sortis des rangs des ouvriers (situation qui, en Italie, ne se limite certes pas à l'industrie extractive). Les rapports entre ouvriers et chefs d'équipe sont souvent tendus: la pression du travail à la tâche, la nécessité d'une discipline et d'un contrôle rigoureux pour éviter les accidents, le fait que le mineur identifie le porion et le surveillant avec la direction, ne facilitent pas ces rapports. En outre, le mineur apprécie son chef d'après sa compétence et son expérience du travail de la mine et il est, selon l'expression d'un cadre, « un juge terrible ». Si le chef d'équipe ne prouve pas qu'il en sait plus que lui, il n'a aucune estime pour lui.

L'ambiance de travail est ingrate: « ... c'est un travail de brute. Je ne sais s'ils ont vu sortir un mineur de la mine et s'ils ont jamais su comment il travaille, parce que les conditions sont lamentables. Nous autres, avant de descendre, nous étions obligés de nous déshabiller pour ne garder sur nous qu'un caleçon, parce qu'en certains points, il règne une chaleur de 40° au-dessus de zéro, et on avait bien du mal à rester assis, on ne pouvait pas résister; aussi, pratiquement, le mineur étouffe, transpire, c'est comme un porc qui tourne dans une mare de boue, on ne voit que ses dents luisantes quand il ouvre la bouche, du reste on ne reconnaît rien. Pour moi, voilà douze ans que je suis mineur et je sais que c'est un sale métier, un métier abrutissant ». Et un syndicaliste commente: « Oui, même si le travail de la mine est revalorisé, le fait

(1) Ces descriptions, ainsi que les autres, ont été recueillies au cours d'entretiens avec des mineurs.

que les mineurs travaillent sous terre et non au soleil, cela personne ne pourra leur enlever. »

Il s'agit, par ailleurs, d'un travail dangereux :

« A partir du moment où il met le pied dans la cage jusqu'au moment où il en sort, il (le mineur) est toujours en danger... Ce treuil qui peut s'emballer, la corde qui peut casser, le crochet qui cède : le danger est toujours sur sa tête. D'un moment à l'autre, même au moment de remonter, il peut trouver la mort. Maintenant, ce n'est plus comme autrefois, maintenant on est plus tranquille, et pourtant... il peut toujours y avoir étourderie, pourquoi pas ? Mais beaucoup ne dépend pas de l'étourderie, mais des mesures de sécurité qui ne suffisent jamais... En tout cas, il faut une surveillance constante, sans arrêt, la surveillance est toujours indispensable. Il suffit d'une imprudence pour que se produise la catastrophe... »

Certes, les mineurs admettent que les choses ont changé depuis quelques années, mais le souvenir de la dure expérience antérieure n'en persiste pas moins. D'autre part, le milieu ne saurait être totalement modifié. L'attitude du mineur envers la mine est ambivalente et ne cesse d'osciller entre une certaine fierté professionnelle et la rancœur causée par la dureté du travail. Il ne voudrait pas que son fils devienne mineur, ni que sa fille en épouse un :

« Parce que j'y suis passé moi-même, et ma fille a vu ma vie ; mais, si c'est le cœur qui lui commande, ni ses parents ni personne n'y pourront rien. Je ne pourrai jamais conseiller à ma fille de prendre un mineur, quand je sais que mon beau-père est mort à 43 ans, mon beau-frère à 48, qu'un autre de mes parents, qui habite à Cagliari et n'a que 45 ans, a la silicose à 65% — comme ils disent, mais il y en a davantage ! — et ne peut plus, à 45 ans, faire 2 kilomètres à pied ; quant à moi, je peux dire que je n'ai que 43 ans et que je ne peux pas faire 100 mètres, tout le monde peut en témoigner. J'ai si mal aux jambes que je me sens mourir et que je tombe par terre. »

La mine use et, surtout, vous prépare une vieille malheureuse :

« Il ne suffit pas de dire que le travail est dur, car on peut en supporter la dureté, mais il faut se rendre compte qu'à mesure que l'on avance en âge, les poumons finissent par ne plus vouloir fonctionner : aussi, quand un mineur prend sa retraite, il a une vie très difficile, parce qu'il devient asthmatique et commence à être une gêne pour sa famille. Oui, il en arrive là parce qu'il ne peut plus dormir et ne laisse pas non plus dormir les autres, parce qu'il veut laisser la fenêtre ouverte, parce que, en somme, toutes sortes de choses l'empêchent de dormir... La retraite, le mineur n'en

jouit pas vraiment, il la touche pendant quelques années péniblement, puis c'est la Sécurité sociale qui est gagnante, parce que lui va finir dans le trou. »

Les relations avec l'entreprise

Les relations avec la société charbonnière ne concernent pas uniquement les mineurs qui en dépendent, mais tous les citoyens; il faut entendre par là non seulement les familles des travailleurs, mais aussi les autres habitants, à de très rares exceptions près (les fonctionnaires de l'Etat qui sont détachés à Carbonia et certains agents de banque ou d'assurances).

En ce qui concerne les travailleurs dans leurs rapports avec l'entreprise, en particulier pour les relations syndicales, il faut tenir compte qu'il s'agit d'une entreprise d'Etat et non privée. Il est probable qu'aucun chef d'entreprise privée n'aurait pu — fût-il soumis à des pressions politiques ou à des restrictions, du reste bien connues des entreprises du Nord, par le blocage des licenciements après la guerre — survivre longtemps dans la dramatique situation économique dans laquelle s'est trouvée la S.M.C.S. et qu'il se serait vu dans l'obligation de faire preuve d'une plus grande rigueur (1).

La direction de l'entreprise n'a jamais eu de conflits importants avec son personnel. On dirait même que les demandes du personnel, là où elles touchaient au grave thème de la survie de l'entreprise, finissaient par coïncider avec celles de la direction elle-même. Bien que de manière non officielle, la direction semble s'être solidarisée à diverses reprises avec les revendications syndicales et avec les grèves réclamant le transfert à l'E.N.E.L. et le réinvestissement sur place des indemnités.

Les rapports entre personnel et direction de la mine n'ont, en conséquence, jamais revêtu nettement le caractère d'un conflit. En l'absence d'un chef d'entreprise privée, l'attitude que le travailleur adopte souvent à l'égard du « patron » capitaliste a, elle aussi, été absente, même parmi les travailleurs fortement politisés (qui semblent constituer la majorité).

D'autre part, la direction a très peu de représentants sur place: ils ne sauraient donc constituer un groupe de pression. Les décisions viennent généralement de l'extérieur de la ville, l'entreprise ayant son siège social et, par conséquent, ses bureaux à Rome.

Rapports avec les compagnons de travail et avec la ville

La longue période de vie en commun et les problèmes collectifs ont contribué à cimenter l'esprit de groupe, en formant parmi les travailleurs un

(1) Au cours d'un débat à la Région, un des conseillers — A. Congiu, du P.C. — a affirmé qu'en 10 ans, l'Etat avait dû fournir à la S.M.C.S. des subventions d'un montant de 26 milliards et demi, représentant le double de sa valeur actuelle.

noyau compact et organisé. Le problème de la conservation de l'emploi ne s'est jamais présenté comme un problème individuel pouvant être résolu dans chaque cas, mais comme une revendication collective, à formuler en commun: d'où la grande importance attribuée à l'action syndicale et la compacité notable de cette action.

Leur faible propension à la mobilité a amené les mineurs à se préoccuper très vivement des problèmes de production de leur entreprise, en identifiant leur avenir avec celui de l'entreprise et celui de la ville; en effet, les appréciations relatives à la situation actuelle de Carbonia et à ses perspectives sont presque identiques à celles concernant le présent et l'avenir de la propre famille des interviewés: pour ce qui est du passé, on vit plus mal aujourd'hui à Carbonia et dans sa propre famille qu'il y a cinq ans; quant à l'avenir immédiat, on manifeste beaucoup d'incertitude, aussi bien pour la ville que pour sa famille, mais bon nombre de réponses témoignent aussi d'une nette tendance à l'espoir.

Appréciation des mineurs sur la situation actuelle par rapport à celle d'il y a cinq ans: aujourd'hui, on est

	Comme il y a 5 ans	Plus mal	Mieux	Sans opinion	Total	
					%	Numérique
A Carbonia	21,5	72,0	6,5	—	100,0	(107)
Dans sa famille	26,8	63,0	9,3	0,9	100,0	(108)

L'avenir auquel s'attendent les mineurs: dans cinq ans, on sera

	Comme aujourd'hui	Plus mal	Mieux	Sans opinion	Total	
					%	Numérique
A Carbonia	5,6	15,7	40,7	38,0	100,0	(108)
Dans sa famille	8,3	14,8	41,7	35,2	100,0	(108)

Il ne s'agit pas tant d'espérances générales que de perspectives spécifiques de solution. Il convient de remarquer que les revendications ouvrières n'ont jamais revêtu le caractère de protestation ou de pression en vue de la conservation de l'emploi, mais qu'elles se sont pratiquement, depuis le début, traduites par une série de suggestions constructives visant à résoudre la crise.

Celle-ci est ressentie par les mineurs non pas tant comme un phénomène limité à Carbonia dans 11,1 % des cas seulement ou au Sulcis (15,7 %), mais comme un problème intéressant toute la Sardaigne (50,9 % des réponses) et réclamant donc des solutions qui affectent simultanément Carbonia et la Sardaigne (41,6 %).

On conçoit que les salariés de la mine, plus que les autres catégories, voient la solution de la crise dans un renforcement de l'industrie houillère, surtout par un emploi du charbon différent de son utilisation traditionnelle (23,1 %); mais, en même temps, la demande de nouvelles industries, de nouveaux emplois, est très forte (54,7 %). Il ne faut pas perdre de vue que les syndicats ont suggéré à diverses reprises la valorisation chimique du charbon et la construction de la supercentrale pour l'utilisation du charbon extrait, et que beaucoup de grèves ont eu comme objectif le transfert des mines à l'E.N.E.L., en vue de l'utilisation du charbon pour la production d'énergie.

Sous certains aspects, il semblerait que la situation des mineurs, du point de vue professionnel, doive les différencier du reste des travailleurs: d'une part, il s'agit du groupe qui jouit de salaires plus élevés et de certaines facilités, telles que la quasi-gratuité des logements et de meilleurs services d'assistance. Il s'agit, par ailleurs, des travailleurs les plus âgés et les moins instruits, par rapport à la moyenne de la population; néanmoins, leurs opinions sur bien des problèmes rapprochent les mineurs des groupes les plus jeunes de la ville, ainsi que des catégories possédant plus d'instruction. Quant à ceux travaillant dans les services, ils semblent réagir bien moins vigoureusement et être moins avancés.

Les salariés de la mine, par exemple, sont parmi ceux qui attribuent le plus d'importance aux professions « nouvelles », technico-scientifiques⁽¹⁾, et aspirent le plus, pour leurs enfants, à des tâches de type technique (52,8 %) généralement à l'échelon d'ouvrier qualifié (25,5 %) ⁽²⁾.

Il n'est pas sans intérêt, par ailleurs, de souligner l'attitude adoptée à l'égard du progrès technologique, qui a été accepté, bien qu'il comportât implicitement le risque d'une réduction des emplois et qu'il contraignît à apprendre de nouvelles méthodes de travail:

« La mécanisation a bouleversé tout le travail de la mine. Alors qu'auparavant, le mineur devait bien connaître la montagne et tout un ensemble de détails, aujourd'hui, avec les systèmes que l'on introduit dans le travail de la mine, on n'y comprend plus rien. Tout est sens dessus dessous. » ⁽³⁾.

(1) Cf. Tableau 14 (page 118): Prestige des emplois, selon l'emploi de l'interviewé.

(2) Cf. Tableau 15 (page 119): Occupation désirée pour l'enfant, selon l'emploi de l'interviewé.

(3) Entretien avec un mineur.

Malgré leur niveau plus bas d'instruction, ce sont les mineurs qui ont le plus recours à la presse comme moyen d'information ⁽¹⁾, en manifestant le plus d'intérêt pour des questions d'actualité, surtout politiques ⁽²⁾ — ils sont, du reste, parmi ceux qui ont le plus confiance dans les possibilités de l'action politique ⁽³⁾, en dépit des nombreuses déceptions subies ces dernières années, du fait des retards apportés à la mise en œuvre d'initiatives — et qui croient, plus que d'autres catégories, devoir prendre une part active à la solution de la crise ⁽⁴⁾.

Les salariés de la mine constituent le groupe de pointe pour les revendications et les attitudes; ils forment, en effet, le noyau numériquement le plus important et le plus à même d'exercer une pression, avec lequel les autres habitants tendent à s'identifier et qui, en fait, représente toute la ville.

Du fait de la situation engendrée par la mono-économie, leurs revendications intéressent aussi les autres travailleurs — que l'on songe à ceux du bâtiment et des services —, qui perdraient leur source de travail si l'on venait à fermer les mines.

D'autre part, les services ont vu affluer vers eux une partie des mineurs qui ont quitté l'entreprise, par exemple après la « super-liquidation ». D'autres travailleurs des services sont fils de mineurs. L'identification des habitants avec les mineurs s'en trouve donc facilitée.

Toutefois, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un groupe qui approche du terme de son activité professionnelle et dont la mise à la retraite réduira de plus en plus le nombre, cependant que les vides ne seront comblés qu'en partie, puisque la mécanisation rendra beaucoup de postes superflus. La situation actuelle du groupe, sa force de pression, se modifieront en l'espace de dix ans, bien que les attitudes et la capacité revendicative puissent probablement demeurer vivaces longtemps.

Toutefois, une partie de cette « culture » a pénétré la population, et elle est vivante dans les jeunes générations qui se présentent aujourd'hui sur le marché du travail. Il est donc probable qu'avec le temps — si de nouveaux projets industriels prennent corps — la fonction de groupe de pression et de porte-parole des revendications collectives, non seulement ouvrières mais citadines, passera à d'autres catégories de travailleurs, la mine perdant de son importance en tant que source de travail devant les nouvelles activités et le groupe actuel d'ouvriers assurant graduellement la relève.

(1) Cf. Tableau 16 (page 120) : Utilisation des moyens d'information de masse.

(2) Cf. Tableau 17 (page 121) : Sujets préférés dans la lecture des quotidiens.

(3) Cf. Tableau 18 (page 122) : Attitude politique, selon l'emploi.

(4) Cf. Tableau 19 (page 123) : Responsabilité personnelle dans la solution de la crise.

En cas d'arrêt des initiatives économiques, on ne peut que prévoir un effectif diminué par le renouvellement naturel et déçu par l'attente, lequel restera, toutefois, l'unique porte-parole de la ville.

4. Caractéristiques de la population en fonction du travail et du développement économique

La faible importance de l'emploi dans les secteurs autres que l'industrie d'extraction prive d'intérêt l'examen de la situation et des attitudes des autres travailleurs de Carbonia, que rien ne rattache à la mine (1).

Tandis que, parmi les mineurs, une certaine mobilité s'est manifestée à l'égard de l'entreprise et surtout de l'emploi, comportant parfois le passage à une catégorie supérieure, les autres travailleurs témoignent d'une plus grande stabilité, les secteurs autres que l'industrie d'extraction offrant encore moins de débouchés.

En revanche, il semble que tous les travailleurs, mineurs compris, aient en commun la tendance à conserver leur emploi actuel, ainsi qu'un manque de formation professionnelle, de type scolaire ou, en tout cas, officiel.

Il importe davantage, semble-t-il, eu égard à une extension de l'emploi par les nouvelles activités économiques prévues dans les programmes d'industrialisation, d'étudier comment la population, même dépourvue d'emploi, considère le travail industriel et de s'arrêter, en particulier, sur la situation des jeunes gens et des jeunes filles, c'est-à-dire de ceux qui constitueront les nouvelles classes du travail.

L'analyse a, toutefois, maintenu dissociées les diverses catégories de citadins, les réunissant donc dans les deux grands groupes occupés et non occupés. Cette distinction, aux fins d'un examen des états d'esprit, est justifiée par la différence psychologique entre les deux groupes. La participation à une activité laborieuse, quelle qu'elle soit, détermine, en effet, non seulement l'état d'esprit à son égard, mais aussi les attitudes et les valeurs relatives à la vie de société.

Nous avons déjà souligné, à ce propos, que le groupe des mineurs est à considérer comme le plus avancé, avec celui des employés et des enseignants; la même caractéristique, beaucoup plus accentuée, distingue le groupe des personnes pourvues d'un emploi, dans leur ensemble, du groupe de celles qui en sont dépourvues.

(1) D'autre part, l'exiguïté des groupes choisis dans l'échantillon, représentative de la situation de l'emploi, ne permet pas d'élaborations statistiques.

Le travail constitue une expérience sociale et quiconque fait partie d'une organisation productive peut y découvrir de nouvelles voies et être incité à renouveler ses idées et à changer son mode de vie.

Cela est encore plus vrai pour Carbonia, située dans une région sous-développée qui commence à peine à sortir de son isolement et de sa stagnation séculaire Carbonia, avec Iglesias et Cagliari, représente la pointe la plus avancée de l'industrialisation en Sardaigne; toutefois, la ville plonge ses racines dans un milieu encore peu évolué et se trouve géographiquement, en raison notamment de la pénurie de moyens de transport, loin du chef-lieu et des rares villes où il existe une vie culturelle; dans le cadre de la ville elle-même, la grande dispersion des habitations et le manque de transports publics rendent les échanges et les relations difficiles.

Dans une telle situation, le travail apparaît comme un dispensateur d'expériences sociales, en mêmes temps qu'il pousse à accueillir de nouvelles idées et à se tenir constamment au courant.

De ce fait, les personnes pourvues d'un travail sont plus réceptives à l'égard des événements extérieurs, ce que démontrent, d'une part, le fait qu'elle ont davantage recours à la presse pour s'informer, d'autre part, la préférence qu'elles manifestent pour les questions d'actualité plutôt que pour les sujets de distraction ⁽¹⁾; on constate aussi chez elles un sens plus aigu de la responsabilité personnelle dans la solution de la crise qui frappe la ville ⁽²⁾, due en partie, mais non exclusivement, aux possibilités effectives plus grandes d'intervention; une foi plus grande dans la possibilité de l'action politique ⁽³⁾ et, enfin, un degré moindre d'« anomie », c'est-à-dire une plus grande confiance dans la société et dans son aptitude à satisfaire les besoins individuels et collectifs ⁽⁴⁾.

Cette situation est plus nette chez les travailleurs dont l'activité s'exerce dans une organisation, moins évidente chez ceux qui exécutent un travail isolé, surtout chez les agriculteurs, qui ont moins de rapports avec la communauté et, jusqu'à un certain point, chez les commerçants également. Cela permet de formuler l'hypothèse selon laquelle ce qui importe probablement plus que le travail lui-même, c'est, d'une part, l'organisation qui lui sert de cadre et, d'autre part, les rapports sociaux et le sens de la collectivité qu'elle contribue à développer.

Le cas extrême est fourni par le contraste des réponses des personnes pourvues d'un emploi avec celles des ménagères, les moins enclines aux rapports

⁽¹⁾ Cf. Tableau 16, cité et tableau 17, *cité* (pp. 120 et 121).

⁽²⁾ Cf. Tableau 19 (page 123) : *cité*.

⁽³⁾ Cf. Tableau 18 (page 122) : *cité*.

⁽⁴⁾ Cf. Tableau 20 (page 124) : Anomie et emploi. Pour la notion d'anomie, cf. chap. IV : *La crise*, par. 4.

sociaux, du fait notamment de la situation traditionnelle de la femme italienne, et davantage encore dans les régions sous-développées, marginales du point de vue de la vie sociale. Ce n'est pas tant le fait d'être relégué à la maison qui détermine une ouverture d'esprit moins grande — en effet, les retraités réagissent d'une manière différente — que le manque d'expériences sociales, qui rend plus conservateur et porte à se replier davantage sur soi. La situation des ménagères se rapproche de celle des agriculteurs dans de très nombreux jugements et attitudes: ce sont là les deux groupes les plus isolés et les moins au fait des problèmes d'une communauté industrielle.

Alors que les travailleurs font un usage notable de la presse (66,1 %), les ménagères sont, avec les agriculteurs, le groupe qui lit le moins les quotidiens (1) (respectivement 36,1 % et 35,7 % seulement); de plus, même quand elles lisent, la préférence des ménagères va aux articles distrayants (2) dans 40,3 % des cas (contre une moyenne de 22,2 % pour les travailleurs). C'est peut-être de ce défaut d'intérêt que provient le manque de confiance dans les possibilités de l'action politique (3); alors que cette confiance existe chez 54,3 % des travailleurs, elle descend à 37,6 % chez les ménagères et à 28,6 % chez les agriculteurs. Cette défiance est aussi manque de confiance en soi; tandis que 47,3 % des travailleurs reconnaissent avoir une responsabilité personnelle dans la solution de la crise, 16,5 % des ménagères et 14,3 % des agriculteurs seulement partagent cette opinion (4). Enfin, le manque de confiance politique et personnelle est aussi manque de confiance à l'égard de la société en général, considérée comme structure et ensemble d'instruments qui devraient réaliser les intérêts des citoyens. 35,7 % des agriculteurs et 29,1 % des ménagères nourrissent des concepts « anoniques » (contre 17 % des personnes pourvues d'un emploi) (5).

Le travail des jeunes

En avril 1964, 419 jeunes de moins de 21 ans, à la recherche d'un premier emploi, étaient inscrits à l'Office du travail. Ni pour eux, ni pour les 754 chômeurs actuels, il n'existe de possibilités d'absorption dans aucun secteur d'activité. Dans ces conditions, le très fort pourcentage de jeunes en attente d'un premier emploi ne saurait étonner (4,3 % de la population âgée de plus de 10 ans), pourcentage supérieur non seulement à celui de la Sardaigne, mais aussi à la moyenne italienne (qui sont tous deux de 1,4%) (6).

Pour les jeunes qui se présentent progressivement sur le marché du travail, la seule perspective est l'émigration.

(1) Cf. Tableau 16 (page 120) : *cité*.

(2) Cf. Tableau 17 (page 121) : *cité*.

(3) Cf. Tableau 18 (page 122) : *cité*.

(4) Cf. Tableau 19 (page 123) : *cité*.

(5) Cf. Tableau 20 (page 124) : *cité*.

(6) Cf. Tableau 2 (page 111) : *cité*.

Travailleurs de 1^o et 2^o classes disponibles à la fin d'avril 1964 (1)

Classe	Agric- ulture	Indus- trie	Com- merce et trans- ports	Em- ployés	Main- d'œuvre générale	Fréquen- tant des cours & des chantiers	Total
1 ^a (2)	—	237	59	33	216	7	552
2 ^a A (3)	—	73	19	17	60	33	202
2 ^a B (4)	—	175	18	44	47	135	419
Total	—	485	96	94	323	175	1.173

(1) Renseignements fournis par l'Office du travail de Carbonia.

(2) La première classe comprend les travailleurs en chômage par suite de la cessation des rapports de travail.

(3) La classe 2 A comprend les jeunes de moins de 21 ans ayant déjà travaillé comme salariés (travail subordonné).

(4) La catégorie 2 B comprend les jeunes de moins de 21 ans en quête d'un premier emploi.

Même le renouvellement partiel de la main-d'œuvre de la S.M.C.S. ne saurait créer de perspectives d'emploi; car s'il est probable qu'il se produira à brève échéance un certain mouvement du fait de la mise à la retraite de beaucoup de vieux mineurs, la mécanisation ne permettra d'en remplacer que quelques-uns. La supercentrale, qui ne va plus tarder à entrer en service, absorbera peu de techniciens, dont plusieurs sont d'ailleurs déjà choisis parmi le personnel de la S.M.C.S. elle-même.

Les chantiers ouverts par le ministère du travail et par la commune, avec l'aide financière de la Région, pour la construction et l'aménagement de routes, les fouilles archéologiques ou le reboisement, ne sauraient être considérés — en raison notamment des bas salaires accordés — comme de véritables occasions de travail, non plus que de formation professionnelle, mais plutôt comme un palliatif destiné à atténuer le chômage. Ces occupations ont donné du travail, ces dernières années, à moins de 150 ouvriers par an au total.

La tendance, que manifestent beaucoup de jeunes de Carbonia, à continuer leurs études secondaires semble un moyen à la fois de tromper l'attente et d'accumuler de plus grandes possibilités personnelles en vue du départ, inévitable dans la situation actuelle, vers Cagliari, sinon vers le continent.

D'autre part, les écoles de Carbonia, tout en offrant une gamme notable de spécialisations, ne se sont pas, jusqu'ici, occupées de la formation industrielle; l'institut qui, actuellement, forme des géomètres et des comptables devrait être flanqué ou même remplacé par des écoles professionnelles.

On a paré jusqu'à un certain point au manque d'instruction professionnel scolaire au moyen de cours organisés par divers organismes (I.N.A.P.L.I., I.N.A.R.P., E.N.A.P.-P.O.A.) mais les responsables de ces cours reconnaissent

qu'ils préparent surtout les jeunes à l'émigration, en les mettant à même de trouver plus facilement du travail ailleurs.

L'unique entreprise qui pourrait permettre d'acquérir une expérience industrielle directe est pratiquement fermée aux jeunes.

L'expérience technique, même si elle existait, ne pourrait de toute manière profiter pour le moment à la ville, mais serait appliquée au dehors, très loin de Carbonia.

Dans l'éventualité, si souhaitable, de l'implantation de nouvelles industries, celles-ci auraient à faire face aux problèmes qui se posent dans les zones critiques, non industrielles: la formation professionnelle des candidats éventuels à un emploi est presque inexistante; d'autre part, il est impensable que l'on puisse prélever un nombre important d'ouvriers sur la S.M.C.S., vu leur âge élevé. Les nouvelles entreprises devraient, en conséquence, organiser d'avance, de manière systématique et méthodique, une vaste action de formation technico-professionnelle, ou en charger des collectivités ou organismes publics, tels que la Région ou la Cassa per il Mezzogiorno (Caisse du Midi). Cela exigerait, plus encore que la mise en œuvre de capitaux considérables, l'établissement préalable de programmes.

Age	Niveaux d'instruction des hommes (échantillon)							
	Anal-phabètes	Sans titre d'études	Certif. études primaires	Premières classes second.	Toutes classes second.	Licence	Total	
							%	Numérique
18 - 25 ans	—	20,5	22,7	38,6	11,4	6,8	100,0	(44)
26 - 35 ans	4,6	16,3	48,9	16,3	7,0	6,9	100,0	(43)
36 - 45 ans	4,5	20,9	44,7	11,9	13,5	4,5	100,0	(67)
46 - 60 ans	21,1	37,6	33,0	3,7	3,7	0,9	100,0	(109)
Total hommes	10,6	27,0	36,9	13,7	8,0	3,8	100,0	(263)

La création d'industries nouvelles une fois décidée, on aurait le temps de préparer la main-d'œuvre nécessaire, à tous les échelons, en bénéficiant, comme point de départ, d'une préparation de base qui est sans précédent dans les zones critiques du Sud de l'Italie.

En effet, chez les jeunes, l'analphabétisme a disparu; 56,8 % d'entre eux ont 8 ans au moins de scolarité. Les résultats du recensement de 1961 confirment même que Carbonia a une moyenne d'instruction supérieure à celle de la Sardaigne, égale à la moyenne italienne (1).

(1) Cf. chap. V : *La structure sociale* par. 2.

Le travail des femmes

Les femmes, comme les jeunes gens, constituent un potentiel de main-d'œuvre, actuellement inexploité.

Comme l'émigration a appauvri la ville de beaucoup d'hommes en âge de travailler, la main-d'œuvre féminine apparaît comme étant, virtuellement, la plus nombreuse sur le marché du travail de Carbonia. Le conseil municipal lui-même a formulé une suggestion, sollicitant l'implantation d'industries de transformation — qui offrent l'avantage d'absorber plus de personnel, en exigeant moins d'investissements — en vue précisément d'utiliser la main-d'œuvre féminine. Cette suggestion ne devrait pas être ignorée, et ce, non seulement en raison de l'émigration masculine, mais aussi parce qu'un second salaire améliorerait la situation matérielle de tant de familles nombreuses qui résident à Carbonia.

Toutefois, le travail des femmes se heurte encore à beaucoup d'obstacles. Ceux-ci sont du reste répandus dans toute l'Italie, ce qui est même en opposition avec la réalité objective, vieille de plus d'un siècle, d'une participation énorme de la femme au travail extra-domestique : en effet, la main-d'œuvre italienne est constituée pour un quart par des femmes.

Certains obstacles sont de nature objective et consistent non seulement dans le manque presque absolu de formation professionnelle chez la femme, mais aussi dans le niveau moins élevé de son instruction de base, qui rend plus long et plus coûteux son entraînement à des tâches spécialisées, dans l'absentéisme et dans le coefficient de remplacement de la main-d'œuvre, plus élevé que chez les hommes.

Plus importants encore, cependant, semblent les obstacles de caractère psychologique, accentués par le fait que le travail des femmes ayant un emploi, en Sardaigne, comme dans la province de Cagliari, représente 14,2 % de la population féminine résidente.

Répartition de la main-d'œuvre féminine active dans les divers secteurs d'activité au recensement de 1961

	Agriculture	Industrie	Services	Total (sur la population active)
Carbonia	3,6	3,4	34,3	12,8
Sardaigne	5,8	5,4	32,9	14,2
Italie	26,6	18,0	44,5	25,1

Le recensement de 1961 enregistre à Carbonia 1.110 femmes exerçant une profession (c'est-à-dire travaillant ou inscrites comme chômeuses aux offices du travail) : ce chiffre ne représente que 12,8 % de la population active.

Il est très bas, surtout quand on le compare à la moyenne italienne, et il est inférieur à la moyenne de la Sardaigne (1).

Les perspectives du travail des femmes dans la ville se sont d'ailleurs toujours limitées, pratiquement, au seul secteur des services (où les femmes représentent actuellement 34,3 % du personnel), tandis que l'agriculture, si faiblement développée dans la commune, n'a jamais représenté, même pour les hommes, une source considérable de travail. La nature même de l'industrie qui domine à Carbonia excluait a priori l'emploi de main-d'œuvre féminine.

L'aversion pour le travail de la femme en dehors de son foyer est plus forte chez les hommes que chez les femmes, et surtout chez les vieux des deux sexes (2).

Les femmes jeunes (de 18 à 25 ans), par contre, forment le groupe qui accepterait le plus volontiers de travailler au dehors. C'est pourquoi il est probable que, s'il s'en présentait l'occasion, les femmes poseraient, elles aussi, leur candidature, soit pour avoir assimilé dans une certaine mesure le travail industriel, soit en raison de l'utilité d'un second salaire, soit, tout au moins dans le cas des plus jeunes, par vocation.

Il leur manque, toutefois, comme aux hommes, une préparation professionnelle. Jusqu'ici, à Carbonia, les rares cours de formation professionnelle ouverts aux femmes ont été des cours de coupe et couture (1961-1962), de tricotage (1962-1963) et des cours formant des secrétaires sténo-dactylographes (1962-1963- et 1963-1964).

Age	Niveaux d'instruction des femmes (échantillon)							Total	
	Anal- phabètes	Sans titre d'études	Certif. études primai- res	Premières classes second.	Toutes classes second.	Univer- sité	Total		
							%	Numé- rique	
18 - 25 ans	1,5	13,6	47,0	16,7	18,2	3,0	100,0	(66)	
26 - 35 ans	9,3	37,5	32,8	7,8	7,8	6,3	100,0	(64)	
36 - 45 ans	9,1	53,0	27,3	4,5	4,5	—	100,0	(66)	
46 - 60 ans	41,2	35,3	21,6	—	—	—	100,0	(51)	
Total femmes	13,8	34,9	32,8	8,1	8,0	2,4	100,0	(247)	

Il semble, d'ailleurs, prématuré de dispenser une préparation spécifique d'un autre genre tant que l'on ne connaîtra pas avec précision les nouvelles possibilités effectives d'emploi.

(1) Cf. Tableau 2 (page 112) : Situation de l'emploi, etc.

(2) Cf. Tableaux 21 et 22 (pp. 125 et 126) : Attitudes à l'égard de la femme.

En tout cas, les femmes jeunes seraient plus faciles à placer sur le marché du travail, étant donné leur niveau élevé d'instruction. En effet, tandis que chez les femmes âgées de 46 à 60 ans, on trouve un pourcentage très élevé d'analphabètes (41,2 %), chez les jeunes de 18 à 25 ans, l'analphabétisme a pratiquement disparu; à 47 % de jeunes femmes possédant le certificat d'études primaires s'ajoutent 37,9 % qui ont poussé jusqu'aux études secondaires. Cette préparation de base permettrait de réduire les périodes de formation professionnelle.

Attitudes à l'égard du travail

L'élément qui distingue le plus les sociétés industrielles des sociétés « traditionnelles », où dominent les activités primaires, n'est peut-être pas seulement la caractéristique particulière du travail, mais plus encore la signification qu'il prend pour l'individu qui l'exécute.

Le travail peut être accepté comme une dure nécessité à laquelle il faut se résigner pour vivre, sans autre signification que celle de pourvoir à la conservation de l'individu et de sa famille; mais il peut aussi être une source de satisfactions personnelles, non matérielles, de caractère professionnel ou découlant des rapports humains qu'il détermine, jusqu'à prendre un sens de participation et de contribution à la vie et au bien-être de la collectivité.

Bien des études ayant pour thème le travail industriel et ses effets psychologiques l'ont souvent défavorablement comparé aux activités primaires — notamment à l'agriculture et à l'artisanat —, en lui reprochant d'être fragmentaire, dénué de sens, d'avoir pour effet d'isoler. En revanche, le travail non industriel, qui maintient l'homme en contact avec le produit de sa peine, dont il est entièrement responsable, qui lui laisse le choix du rythme et une plus grande liberté d'invention, permettrait au travailleur de déployer ses capacités et lui vaudrait de plus grandes satisfactions personnelles.

On pourrait, toutefois, objecter qu'en dehors des rapports avec le produit, il existe d'autres aspects non moins importants: l'artisan et, surtout, le paysan exercent leur activité isolément: leur travail ne les met pas en relations avec d'autres, il ne crée pas de nouveaux rapports sociaux, il les isole même souvent de tous rapports. Quand ceux-ci existent, ils se bornent généralement aux membres de la famille, qui aident le chef de famille.

D'autre part, du fait même que l'artisan fabrique entièrement le produit, en intervenant dans toutes les phases de son élaboration, il n'a pas conscience de l'existence d'autres ouvriers, liés à lui, qui collaborent avec lui au produit final.

Étant donné l'isolement social dans lequel se trouve le paysan — matériellement éloigné d'autres groupes sociaux ou de communautés complexes — il n'est pas témoin de l'utilisation de son produit et tend donc à considérer sa

peine sous l'angle de la seule utilité personnelle, de revenu ou de survie, tandis qu'il a plus de mal à en comprendre le sens de contribution — si petite soit-elle — à la société.

En Italie, le travail industriel n'a pas encore subi le processus de division qui est intervenu dans les entreprises américaines; bien qu'il soit souvent répétitif et moins intéressant que le travail artisanal, il présente des caractéristiques psychologiques et sociales qui ne sont pas toujours nécessairement négatives. Avant tout, il met l'individu en rapports constants avec d'autres, du fait que son activité et sa production doivent s'intégrer à celles d'autres ouvriers; dans le travail par équipes, l'interconnexion est très visible, mais l'ouvrier qui manie le produit semi-ouvré qui lui parvient d'un atelier, pour l'envoyer à d'autres secteurs de la même entreprise, en a certainement conscience, même dans son travail fragmentaire individuel. L'ouvrier ne peut pas ne pas se rendre compte de l'organisation humaine et productive dont il fait partie; de plus, le syndicat lui offre la possibilité de faire partie d'une autre organisation sociale, dans laquelle il peut exercer un rôle actif de participation et de contrôle.

L'activité professionnelle devient ce à quoi on s'adonne avec d'autres individus et pour d'autres individus (c'est-à-dire pour la collectivité). Le produit industriel, si complexe, est le résultat d'une activité intégrée, c'est un produit de groupe. La concentration urbaine, conséquence de l'industrialisation, permet à l'individu de voir comment la collectivité utilise le produit qu'il a contribué à créer, tout en l'incorporant dans une structure sociale complexe.

Il convient d'ajouter à cela le facteur de la fatigue physique moindre et de la rétribution plus élevée, qui fait entrevoir la possibilité de consommer davantage, en jouissant d'une plus grande sécurité. Surtout, la mobilité plus grande de la structure industrielle crée des stimulants et entretient les espoirs d'amélioration individuelle et d'avenir meilleur pour les enfants de l'intéressé, ce qui agit psychologiquement de manière positive.

D'autre part, dans le cas de tâches qualifiées, il reste cette sensation de satisfaction et d'orgueil professionnel, citée à propos des activités artisanales.

On peut donc supposer que, dans les sociétés pré-industrielles, le travail est souvent considéré surtout dans sa signification d'utilité personnelle, de moyen de survie pour l'intéressé et sa famille, comme quelque chose que l'on doit accomplir, non par choix spontané, mais par obligation et qui est souvent usure physique, sacrifice, fatigue terrible.

Cette attitude peut persister même dans les communautés où s'introduit l'industrialisation, surtout si celle-ci représente, plus que l'apparition spontanée d'initiatives, un apport de l'extérieur, comme c'est souvent le cas dans le Sud

de l'Italie. L'individu passera donc de l'activité primaire à l'activité industrielle sans y voir, au début du moins, d'autres sens que celui du gain. Les rapports à l'intérieur de l'entreprise seront un reflet de ceux qui prédominent dans la société agricole locale, dans laquelle l'intérêt familial, le népotisme et un sens accentué de l'autorité l'emportent sur des concepts fonctionnels et coopératifs.

Si, par contre, l'industrialisation est devenue un mode de vie, si elle a pénétré les citadins et non pas seulement les ouvriers, l'attitude à l'égard du travail prendra en considération des valeurs qui ne seront plus seulement matérielles, d'une manière de plus en plus évidente, à mesure que l'on s'éloigne des tâches non spécialisées. Autrement dit, l'ouvrier trouvera à son activité un sens intrinsèque — de satisfaction personnelle ou de contribution à la société — qui viendra s'ajouter à sa signification matérielle, c'est-à-dire à la rétribution.

Pour apprécier l'idée que les habitants de Carbonia se font du travail, nous leur avons demandé de le définir. Dans 40 % des cas, ils en ont donné une appréciation non matérielle et socialement positive. Il y a lieu de juger ce pourcentage très élevé, si l'on songe qu'à Carbonia, c'est l'activité manuelle qui domine, et surtout l'activité dans la mine, où, si la fatigue est aujourd'hui en partie atténuée par les machines, le souvenir d'années de travail pénible

Définition du travail selon le sexe et l'âge des interviewés

Sexe & Age	Jugement restrictif			Jugement positif			Total	
	Néces- saire pour vivre	Fatigue	Total partiel	Valeur pour		Total partiel	%	Numé- rique
				L'indi- vidu	La société			
18 - 25 ans	43,2	4,5	47,7	34,1	18,2	52,3	100,0	(44)
26 - 35 ans	37,2	16,3	53,5	30,2	16,3	46,5	100,0	(43)
36 - 45 ans	39,4	16,7	56,1	30,3	13,6	43,9	100,0	(66)
46 - 60 ans	43,1	17,4	60,5	24,8	14,7	39,5	100,0	(109)
Total hommes	41,2	14,9	56,1	28,6	15,3	43,9	100,0	(262)
18 - 25 ans	62,1	6,1	68,2	22,7	9,1	31,8	100,0	(66)
26 - 35 ans	53,1	4,7	57,8	35,9	6,3	42,2	100,0	(64)
36 - 45 ans	53,8	7,7	61,5	30,8	7,7	38,5	100,0	(65)
46 - 60 ans	64,0	12,0	76,0	20,0	4,0	24,0	100,0	(50)
Total femmes	58,0	7,3	65,3	27,8	6,9	34,7	100,0	(245)
Total { % numér.	49,4 (250)	11,2 (57)	60,6 (307)	28,2 (143)	11,2 (57)	39,4 (200)	100,0 —	— (507)

et dangereux persiste, cependant que le milieu dans lequel il s'exerce ne pourra jamais être confortable (1).

Si l'on songe au travail de la mine ou à celui du journalier agricole, on peut comprendre les définitions « restrictives » de quelques interviewés, qui considèrent le travail comme « fatigue et sueur », « un esclavage », « une fatigue de bête dont on ne saurait se passer », « un sacrifice pour gagner de quoi vivre »; ces jugements sont exprimés surtout par les plus âgés, les moins instruits et les ouvriers non spécialisés.

Il existe, cependant, d'autres définitions qui, tout en tenant compte des raisons économiques, y ajoutent des considérations d'autre nature: ainsi le travail est, certes, « une nécessité » mais « c'est aussi une distraction », « il offre la possibilité de vivre, tant économiquement que moralement ». Quelqu'un qui le considère « comme une nécessité du point de vue financier » ajoute: « du point de vue moral, c'est un devoir, quelque chose qui développe la personnalité ». On cite les aspects non matériels du travail, comme dans les membres de phrase: « c'est le moyen d'acquérir de la conscience », « c'est une compensation, l'équilibre du moi, cela ne fatigue pas », « c'est une chose qui me plaît et me complète », « ce que fait l'homme pour qu'il reste quelque chose de lui », « une mission » et enfin « par le travail, on crée », autant d'expressions qui font nettement abstraction de l'élément fatigue et contrainte pour ne souligner que la valeur spirituelle, précisément « créative » du travail.

Ce groupe de réponses non matérielles a été subdivisé selon que l'accent y est mis sur la valeur individuelle ou sociale.

Autrement dit, on peut considérer le travail comme source de satisfaction et d'accroissement personnel, nécessaire à l'homme, même en faisant abstraction du gain qu'il comporte. Il est « le meilleur moyen d'exploiter ses propres capacités », « de compléter la personnalité de l'individu ». Nombreuses sont les allusions faites au travail en tant que « distraction », « divertissement », « presque un sport ». « C'est le meilleur passe-temps qui soit; sans le travail, on s'ennuierait ». C'est pourquoi « il procure de la satisfaction, même si l'on s'y fatigue beaucoup ». Une artisane déclare: « On ne saurait vivre sans travailler. Même les enfants qui jouent travaillent et se fatiguent. » Et un chômeur âgé: « C'est un passe-temps. Maintenant que je suis sans travail, je me sens mourir. »

Une autre série de réponses souligne la valeur du travail pour la société et pour le bien-être collectif. Nombreux sont ceux qui l'identifient avec le progrès: « Il est indispensable pour le progrès de l'humanité », « c'est une forme de progrès », « source de bien-être pour l'humanité ». C'est pour-

(1) Cf. par 3 du présent chapitre, concernant les attitudes des mineurs à l'égard de leur travail.

quoi il est considéré comme un devoir de l'homme envers ses semblables: parce qu'il « est utile au prochain », « par le travail on peut contribuer au bien-être de la société, et pas seulement subvenir aux besoins de sa famille », « c'est ce que nous devons tous faire pour contribuer au bien de l'humanité ». « C'est le but principal de la vie, avec l'aide duquel nous construisons quelque chose pour l'avenir, pour nous et pour la société. » Voilà pourquoi beaucoup le considèrent comme « une bonne chose » ou tout simplement « comme une belle chose, la plus grande qui puisse exister ».

Ces réponses ne sont pas le propre des seules professions intellectuelles ou même qualifiées, quoiqu'elles se rencontrent plus fréquemment parmi elles. « Le travail est nécessaire pour vivre, et notamment pour ne pas se sentir une nullité. », dit un manœuvre de quatrième catégorie, fils de charbonnier, et un autre mineur y voit « un bien pour la nation ».

Définition du travail, selon l'emploi

Emploi	Jugement restrictif			Jugement positif			Total	
	Nécessaire pour vivre	Fatigue	Total partiel	Valeur pour L'individu	La société	Total partiel	%	Numérique
Manœuvres, journaliers	54,5	21,2	75,7	15,2	9,1	24,3	100,0	(66)
Ouvriers qualifiés ou spécialisés	38,0	23,9	61,9	26,8	11,3	38,1	100,0	(71)
Employés	31,9	8,5	40,4	34,1	25,5	59,6	100,0	(47)
Enseignants	25,0	—	25,0	45,0	30,0	75,0	100,0	(20)
Total numér.	(83)	(35)	(118)	(54)	(32)	(86)	100,0	(204)

Ces jugements sont partagés par la famille, c'est-à-dire par beaucoup d'épouses ou d'enfants de travailleurs. Une ménagère, fille de mineur, dit: « Le travail est une nécessité pour le corps, parce qu'il nous donne la possibilité de nous nourrir et, s'il est digne, c'est une élévation spirituelle. » Et une autre, fille de mineur également, souligne la noblesse du travail: « Tous les arts sont du travail et ce sont des choses sérieuses et dignes. »

Toutefois, comme cela se conçoit, le travail prend un sens plus vaste, non matériel, pour ceux qui exercent une activité spécialisée, fût-elle manuelle, plus fréquemment dans le cas des employés et, naturellement, des enseignants.

Comme, du reste, pour beaucoup d'autres attitudes l'instruction est un facteur qui influe notablement sur le type de réponse. L'augmentation des définitions non matérielles du travail va nettement de pair avec celle de la

scolarité des interviewés, par ailleurs étroitement responsable, pour sa part, du niveau de leur qualification professionnelle (1).

Il est probable qu'un sondage analogue, effectué dans quelques années, donnerait des résultats encore plus positifs, eu égard à la tendance d'une part, à l'accroissement du travail qualifié dans la mine et, d'autre part, à l'élévation du niveau d'instruction des jeunes générations.

Devant les réponses rapportées plus haut, on ne peut que regretter que ce soit précisément une population si réceptive et si disposée à l'égard du travail qui soit si dramatiquement aux prises, depuis des années, avec le problème de l'emploi.

Pour le moment, en effet, le travail prend surtout, pour les habitants de Carbonia, une signification de survie personnelle et de survie de la collectivité tout entière.

Une phrase prononcée par une femme d'âge mûr synthétise le sentiment le plus répandu parmi les citoyens: « Si le travail manque, tout manque. »

Aspirations au travail industriel

Dans son ensemble, du point de vue de l'état d'esprit à l'égard du travail, Carbonia apparaît comme une communauté qui a depuis longtemps tourné le dos aux activités agricoles et, dans un certain sens, également à l'activité industrielle même, à laquelle elle doit l'existence, la mine, et qui aspire à se lancer dans des activités industrielles de type nouveau, fussent-elles comporter un effort de reclassement et d'apprentissage. Cette aspiration, surtout chez les hommes et chez les jeunes, n'est pas générale, mais spécifique et suffisamment nette.

Pour une part, l'industrialisation donne l'impression d'une valeur, du fait qu'elle seule semble permettre à la ville de survivre; pour une autre part, elle constitue le point d'aboutissement et la conséquence logique de toute l'histoire des vingt-six années d'existence de Carbonia.

Cet état d'esprit peut expliquer pourquoi la ville a sollicité à plusieurs reprises, par la voix de ses représentants, l'intervention des pouvoirs publics, non pour en obtenir des subventions, mais pour suggérer des programmes d'industrialisation et pour que le plan de renaissance soit accepté également par la population la moins cultivée, y faisant naître des espoirs et lui donnant la force de persévérer, malgré la crise économique.

L'aspiration à l'industrialisation est encore confirmée par trois attitudes qui ont fait l'objet de sondages au cours de l'enquête: l'évaluation du prestige

(1) Cf. Tableau 24 (page 128): Définition du travail, selon l'instruction.

de certaines professions, choisies parmi les professions traditionnelles et techniques, les aspirations quant au travail des enfants, la définition du travail.

La liste des professions comprenait:

- Professions « traditionnelles »: avocat
 officier de carrière
 curé
- Professions « nouvelles »: ingénieur
 chimiste
 industriel

L'interviewé devait les classer par ordre d'importance, en faisant abstraction du gain; on a ensuite tenu compte des trois premières réponses. Dans tous les groupes d'âge, le choix est tombé nettement sur les professions techniques, chez les hommes plus que chez les femmes (cf. Tableau, page 105).

Prestige des emplois, selon le sexe et l'âge

Sexe & Age	Entière- ment tradi- tionnels	Surtout tradi- tionnels	Total partiel	Surtout moder- nes	Entière- ment moder- nes	Total partiel	Sans opinion	Total	
								%	Numé- rique
18 - 25 ans	4,5	18,2	22,7	43,2	34,1	77,3	—	100,0	(44)
26 - 35 ans	—	18,6	18,6	53,5	25,6	79,1	2,3	100,0	(43)
36 - 45 ans	—	16,5	16,5	58,1	23,9	82,0	1,5	100,0	(67)
46 - 60 ans	—	19,3	19,3	49,5	25,7	75,2	5,5	100,0	(109)
Total hommes	0,8	18,2	19,0	51,4	26,6	78,0	3,0	100,0	(263)
18 - 25 ans	1,5	36,4	37,9	45,5	16,6	62,1	—	100,0	(66)
26 - 35 ans	1,6	26,5	28,1	57,8	14,1	71,9	—	100,0	(64)
36 - 45 ans	1,5	30,5	32,0	55,9	10,6	66,5	1,5	100,0	(66)
46 - 60 ans	2,0	37,1	39,1	43,2	5,9	49,1	11,8	100,0	(51)
Total femmes	1,6	32,4	34,0	51,0	12,2	63,2	2,8	100,0	(247)
Total { % numér.	1,2 (6)	25,1 (128)	26,3 (134)	51,2 (261)	19,6 (100)	70,8 (361)	2,9 (15)	100,0 —	— (510)

L'invitation à indiquer les aspirations concernant les enfants mâles a permis un contrôle supplémentaire quant au prestige des professions choisies.

Il convient de rappeler que, dans le Sud de l'Italie, la profession libérale (représentée ici par l'avocat), l'emploi d'Etat (ici l'officier de carrière), et la vocation religieuse jouissent d'un grand prestige. Le choix des jeunes va encore beaucoup plus souvent vers l'étude des humanités (droit et lettres) que vers les études technico-scientifiques; l'emploi d'Etat, qui pourtant n'est

pas fortement rétribué, est recherché pour sa plus grande stabilité et sécurité, c'est-à-dire pour son risque minimum.

Ces choix traduisent, non seulement les valeurs présentes dans la communauté, surtout dans les classes moyennes, mais encore une réalité de fait, qui explique pourquoi, aujourd'hui encore, dans beaucoup de zones, il est difficile de trouver du travail après avoir choisi une spécialisation de type technique.

Toutefois, même dans les secteurs où un processus d'industrialisation a été amorcé, on constate la persistance de valeurs traditionnelles, ce qui fait que certaines occupations « nouvelles » sont considérées, socialement, comme moins importantes. Aujourd'hui encore, dans beaucoup de localités du Sud, le titre de « doctore » est plus important que celui d'« ingénieur ».

A Carbonia, les professions « nouvelles » citées plus haut sont presque inexistantes dans la réalité: en effet, il n'y a ni chimistes, ni industriels et les ingénieurs sont en très petit nombre (il y en a quelques-uns parmi les cadres de la S.M.C.S.) Toutefois, il semble qu'elles représentent symboliquement le nouveau type de société que les habitants souhaitent voir se développer sur place, et elles correspondent aux industries que réclame la majorité des citadins.

Emploi désiré pour le fils, selon le sexe et l'âge des interviewés

Sexe et Age des interviewés	Emplois traditionnels				Emplois techniques						Total	
	Fonctionnaires (emploi d'Etat, carrière milit., enseignement)	Artisanat, agriculture	Profession libérale	Total partiel	Hautement qualifiés (ingénieur, chimiste)	Au niveau des employés (expert ind. électro-technique)	A un niveau spécialistes (mécanicien, soudeur, électricien)	Ouvrier en général	Total partiel	Autre	%	Numérique
18 - 25 ans	13,6	—	13,6	27,2	31,9	13,6	18,2	2,3	66,0	6,8	100,0	(44)
26 - 35 ans	19,0	2,4	9,5	30,9	42,8	2,4	11,9	—	57,1	12,0	100,0	(42)
36 - 45 ans	30,4	3,0	13,6	47,0	19,7	12,1	18,2	1,5	51,5	1,5	100,0	(66)
46 - 60 ans	33,3	7,4	5,6	46,3	13,0	5,6	25,9	0,9	45,4	8,3	100,0	(108)
Total hommes	26,9	4,3	9,6	40,8	22,7	8,1	20,4	1,1	52,3	6,9	100,0	(260)
18 - 25 ans	32,8	—	20,3	53,1	29,6	7,8	6,3	1,6	45,3	1,6	100,0	(64)
26 - 35 ans	36,5	1,6	19,0	57,1	17,4	4,8	14,3	1,6	38,1	4,8	100,0	(63)
36 - 45 ans	46,8	—	16,1	62,9	9,7	8,1	16,1	—	33,9	3,2	100,0	(62)
46 - 60 ans	34,0	2,0	6,0	42,0	18,0	—	34,0	—	52,0	6,0	100,0	(50)
Total femmes	37,7	0,8	15,9	54,4	18,8	5,4	16,8	0,8	41,8	3,8	100,0	(239)
Total { % numér.	32,1 (160)	2,6 (13)	12,6 (63)	47,3 (236)	20,9 (104)	6,8 (34)	18,6 (93)	1,0 (5)	47,3 (236)	5,4 (27)	100,0 —	— (499)

Cet état d'esprit est encore souligné par les aspirations concernant le travail des enfants mâles. Là aussi apparaissent des différences, dues au sexe et à l'âge. Tandis qu'au total, les réponses se répartissent également entre professions traditionnelles et modernes, les hommes semblent pencher davantage vers les professions techniques, et ce d'autant plus qu'ils sont plus jeunes. Les femmes, par contre, attribuent encore beaucoup d'importance à la carrière d'Etat, plus sûre, et à la profession libérale, tandis que les hommes des deux groupes d'âge jeunes citent de préférence les professions techniques hautement qualifiées, telles qu'ingénieur, chimiste et, aussitôt après, celles également techniques, au niveau de l'ouvrier qualifié comme: mécanicien, électricien, soudeur. Le choix de la profession technique n'est, pratiquement, jamais générique; presque personne ne se borne à énoncer: ouvrier d'usine, mais on spécifie, au contraire, nettement un certain type de spécialisation.

On dirait que, ce faisant, les interviewés, surtout les hommes jeunes, ont toujours eu présents à l'esprit les « nouvelles » professions et les métiers que le développement industriel tant désiré devrait apporter à Carbonia, projetant idéalement dans l'avenir la vision du nouveau marché du travail. Aucun d'eux, en effet, n'a cité le travail à la mine.

5. Problèmes liés à l'industrialisation

Un processus d'industrialisation, tel qu'il est prévu dans les plans, semblerait se heurter à certains obstacles:

1. Le manque de main-d'œuvre masculine, surtout dans le groupe d'âge de 25 à 35 ans;
2. L'absence, chez les jeunes, d'une formation professionnelle de type industriel;
3. La très faible pension à la mobilité chez les travailleurs;
4. L'absence d'esprit d'entreprise local.

Toutefois, on peut rétorquer que ces obstacles ne sont pas insurmontables. Tout au moins dans les perspectives les plus immédiates d'industrialisation, c'est-à-dire dans l'industrie de l'aluminium, des ferro-alliages et dans la raffinerie, le nombre de nouveaux emplois sera plutôt bas (probablement de 1.500 au maximum); il suffira donc, pour les occuper, des jeunes de Carbonia, actuellement sans travail, et de salariés libérés par une nouvelle réorganisation de la S.M.C.S. En effet, la pénurie de travailleurs âgés de 25 à 35 ans se trouve compensée par un nombre élevé de jeunes de 14 à 25 ans — plus de 7.000, selon le recensement de 1961, dont 3.587 garçons — qui représentent une main-d'œuvre immédiatement utilisable. D'autre part, il ne faut pas considérer la

source de main-d'œuvre masculine dans les limites de Carbonia; la ville représente un centre urbain, équipé de manière assez moderne, sur lequel est axée une vaste zone, qui peut à son tour offrir un certain potentiel de main-d'œuvre; cela, même sans tenir compte de la possibilité d'une immigration de retour, dont il est plus malaisé de calculer l'importance.

Nous avons dit que l'on pourrait parer rapidement au manque de formation professionnelle, grâce au bon niveau de préparation scolaire de base; enfin, le peu de goût que les travailleurs de Carbonia manifestent pour la mobilité professionnelle ou sectorielle ne signifie pas nécessairement qu'ils ne soient pas disposés à apprendre de nouvelles techniques ni à se laisser transférer dans des industries nouvelles. La stabilité s'explique logiquement par le manque d'occasions qu'offre un marché du travail demeuré statique depuis des années. Quant au peu de penchant manifesté par les interviewés pour la mobilité géographique, il importe d'y voir une aversion pour l'émigration hors de l'île ou vers des centres sardes très éloignés, et non pour un mouvement pendulaire qui les rattacherait toujours à la ville.

On peut plutôt prévoir une certaine difficulté, non pas tant pour faire accepter et acquérir des notions techniques spécifiques que pour créer les cadres dirigeants des nouvelles industries; il s'agira certainement d'une tâche et d'une expérience nouvelles dans la communauté, moins perceptibles que les emplois à l'échelon ouvrier, puisque, jusqu'ici, les occasions de travail ont été offertes dans des emplois surbordonnés.

D'autre part, il n'est pas certain que les futures grandes industries de base (que l'on songe à l'aluminium) réussissent effectivement, comme prévu dans les plans, à faire naître, en les stimulant par leur présence, d'autres industries, surtout de transformation, si nécessaires en liaison avec les industries de base. Cela parce que l'esprit d'entreprise est peu répandu, tant en Sardaigne qu'à Carbonia.

Toutefois, il est compréhensible que la population locale n'ait pas, jusqu'à maintenant, pris l'initiative de créer des entreprises: Carbonia est essentiellement une ville d'ouvriers et les catégories sociales capables de créer des entreprises lui font défaut. Le capital privé disponible a toujours été des plus faibles, les revenus étant presque entièrement constitués par des salaires. Ce qui frappe plutôt, c'est le fait que l'implantation de petites et moyennes entreprises manufacturières ne soit préconisée que par de rares représentants de la communauté et quelques interviewés, comme une des solutions possibles de la crise.

Cela peut s'expliquer par le fait que, si la collectivité a bien acquis, avec le temps, une mentalité typique des centres industriels, son expérience se borne cependant à un seul type d'industrie, ainsi qu'à l'initiative de l'Etat, et non

privée, en matière d'industrialisation. D'ailleurs, dans toute la Sardaigne, les exemples d'activité d'entreprises privées sont rares et tout récents.

Surtout, on sent moins la possibilité de donner vie à de petites initiatives, dans lesquelles on pourrait concevoir un actionariat local, fût-il partiel. Jusqu'ici, toute la communauté n'a entendu parler que d'énormes investissements: le plus petit, pour l'industrie des ferro-alliages, est de sept milliards (mais l'industrie de l'aluminium en exigera plus de soixante-dix). Or, une communauté qui n'a, pour l'instant, l'expérience que d'un seul type d'industrie à fort investissement, se voit présenter des modèles d'initiative industrielle d'immenses proportions, de nature à enlever même à des personnes pourvues de capitaux le courage de les imiter.

La fonction de chef d'entreprise, ainsi que celle de cadre supérieur, constituent des expériences nouvelles pour la communauté, qui ne possède ni équipes ni traditions de ce genre. Pour toute une série de raisons, ces fonctions devraient être, au début, apportées de l'extérieur. Ce qui importe le plus est le fait que la collectivité s'est révélée accueillante et réceptive à l'égard de nouvelles formes d'industrialisation et serait donc en mesure d'accueillir et d'assimiler de nouveaux comportements.

De nombreuses tentatives d'industrialisation des zones critiques, et pas seulement en Italie, ont été compromises ou ralenties par l'absence de préparation de base de la nouvelle main-d'œuvre et, surtout, davantage encore par des obstacles de caractère psychologique, sinon de structure sociale. Il a souvent été souligné que le passage de travaux agricoles ou artisanaux à l'industrie comporte des difficultés d'adaptation à la discipline plus rigoureuse, aux horaires, au rythme de travail, aux nouveaux rapports d'organisation, plus complexes, qui s'établissent à l'intérieur de l'entreprise. Le rythme de travail et la discipline ne sont pas compris comme une nécessité, mais on tend à les considérer comme une forme d'oppression. Le poste une fois obtenu, il manque à l'ouvrier la volonté de continuer à se perfectionner et il a tendance à juger suffisantes les notions acquises et à surestimer ses capacités professionnelles.

Le revenu moyen, le sous-emploi, le manque de formation professionnelle spécifique, sembleraient assimiler Carbonia à l'un des si nombreux centres frappés de marasme du Sud de l'Italie ou de la Sardaigne elle-même; au contraire, un élément plus important que les aspects économiques et professionnels que l'on peut objectivement remarquer dans les statistiques l'en distingue, à savoir: une mentalité industrielle.

APPENDICE AU CHAPITRE III

- 1 — Situation de l'emploi à Carbonia - Comparaison entre les deux recensements
- 2 — Situation de l'emploi à Carbonia, par comparaison avec la Sardaigne et avec l'Italie
- 3 — Situation de l'emploi à Carbonia, par secteur d'activité économique - Comparaison entre les deux recensements
- 4 — Population exerçant une profession, par secteur d'activité économique, par comparaison avec la Sardaigne et avec l'Italie
- 5 — Entreprises opérant dans la commune de Carbonia
- 6 — Emploi par secteur, limité aux travailleurs subordonnés
- 7 — Nombre des personnes qui travaillent, dans la famille, selon l'emploi de l'interviewé
- 8 — Revenus en sus des salaires, selon l'emploi
- 9 — Secteur d'emploi du père
- 10 — Qualification dans le premier emploi
- 11 — Nombre des entreprises dans lesquelles l'interviewé a travaillé
- 12 — Nombre des tâches auxquelles il a été affecté
- 13 — Titre d'études, selon l'emploi
- 14 — Prestige des professions, selon l'emploi de l'interviewé
- 15 — Emploi souhaité pour le fils, selon l'emploi de l'interviewé
- 16 — Recours aux moyens d'information de masse
- 17 — Sujets préférés dans la lecture des quotidiens
- 18 — Attitude politique, selon l'emploi de l'interviewé
- 19 — Responsabilité personnelle dans la solution de la crise
- 20 — Anomie et emploi
- 21, 22 — Attitude à l'égard du travail de la femme
- 23 — Définition du travail, selon le revenu de l'interviewé
- 24 — Définition du travail, selon l'instruction de l'interviewé

Tableau 1
Situation de l'emploi à Carbonia
Comparaison entre les deux recensements (1)

	Exerçant une profession (2)			En attente du premier emploi (3)			Population non active			Total		
	H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF
	Carbonia 1951	12.253	1.353	13.606	1.345	202	1.547	2.952	13.085	16.037	16.550	14.604
Carbonia 1961	7.568	1.110	8.678	1.004	135	1.139	4.818	11.874	16.692	13.390	13.119	26.509
Variation en pourcenta- ges par rapport à 1951	- 38,3	- 18,0	- 36,3	- 25,4	- 33,2	- 26,4	+ 63,2	- 9,3	+ 4,0	- 19,1	- 10,2	- 15,0

(1) Elaboration d'après les IX^e et X^e recensements généraux de la population.

(2) Outre la population âgée de plus de 10 ans effectivement occupée, cette catégorie comprend aussi les travailleurs en chômage au moment du recensement ou empêchés de travailler (militaires, malades, détenus).

(3) Cette catégorie comprend les plus de 14 ans à la recherche d'un premier emploi. Avec la précédente, cette catégorie forme la population active.

Tableau 2
Situation de l'emploi à Carbonia,
par comparaison avec la Sardaigne et avec l'Italie (1)

	Exerçant une profession			En attente du premier emploi			Population non active			Total		
	H	HF	H	H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF
	Carbonia %	7.568	8.678	1.004	1.139	4.818	16.692	13.390	14.604	26.509	13.390	14.604
Sardaigne %	87,2 (2)	32,7 (3)	88,1	4,3	28,8	63,0	50,5	50,5	100,0	50,5	50,5	100,0
Italie %	375.791	437.980	12.484	15.539	171.495	666.128	559.770	559.770	1.119.647	559.770	559.770	1.119.647
	85,8	39,1	80,3	1,4	25,7	59,5	50,0	50,0	100,0	50,0	50,0	100,0
	14.618.178	19.519.282	404.130	577.411	5.587.357	22.330.452	20.609.665	20.609.665	42.427.145	20.609.665	20.609.665	42.427.145
	74,9	46,0	70,0	1,4	25,0	52,6	48,6	48,6	100,0	48,6	48,6	100,0

(1) Elaboration d'après le X^e recensement général de la population.

(2) Pourcentage des hommes dans la population totale de la catégorie.

(3) Pourcentage de la catégorie dans le total de la population résidente.

Tableau 3

Situation de l'emploi à Carbonia, par secteur d'activité économique
Comparaison entre les deux recensements (1)

	Agriculture			Industrie			Services			Total		
	H	HF	H	H	HF	H	H	HF	H	H	HF	H
Carbonia 1951	783	789	9.869	10.228	1.601	2.589	12.253	13.606				
%	99,2 (2)	5,8 (3)	96,5	75,2	61,8	19,0	90,1	100,0				
Carbonia 1961	539	559	5.305	5.494	1.724	2.625	7.568	8.678				
%	96,4	6,5	96,6	63,3	65,7	30,2	87,2	100,0				
Variation en pourcentages par rapport à 1951	- 31,2	- 29,2	- 46,3	- 46,3	+ 7,6	+ 1,3	- 38,3	- 36,3				

(1) Elaboration d'après les IX^e et X^e recensements généraux de la population.

(2) Pourcentage des hommes dans la population active du secteur.

(3) Pourcentage de la population active du secteur dans le total de la population exerçant une profession.

Tableau 4

Population exerçant une profession, par secteur d'activité économique
Comparaison avec la Sardaigne et avec l'Italie (1)

	Agriculture			Industrie			Services			Total		
	H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF
Carbonia	539	20	559	5.305	189	5.494	1.724	901	2.625	7.568	1.110	8.678
%	96,4 (2)	3,6	6,5 (3)	96,6	3,4	63,3	65,7	34,3	30,2	87,2	12,8	100,0
Sardaigne	155.583	9.664	165.247	128.231	7.376	135.607	91.977	45.149	137.126	375.791	62.189	437.980
%	94,2	5,8	37,7	94,6	5,4	31,0	67,1	32,9	31,3	85,8	14,2	100,0
Italie	4.149.966	1.507.480	5.657.446	6.333.374	1.552.807	7.886.181	4.134.838	1.840.817	5.975.655	14.618.178	4.901.104	19.519.282
%	73,4	26,6	29,0	82,0	18,0	40,4	55,5	44,5	30,6	74,9	25,1	100,0

(1) Elaboration d'après le X^e recensement général de la population.

(2) Pourcentage des hommes dans la population active du secteur.

(3) Pourcentage de la population active du secteur dans le total de la population exerçant une profession.

Tableau 5
Entreprises opérant dans la commune de Carbonia (1)

Entreprises	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Industrielles	20	20	18	16	15	13
Artisanales	310	305	287	273	258	230
Commerciales	990	930	895	851	798	750
Total	1.320	1.255	1.200	1.140	1.071	993

(1) Renseignements fournis par l'Office du travail de Carbonia.

Tableau 6
Emploi, par secteur, limité aux travailleurs subordonnés (1)

Secteurs	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Industrie	4.396	4.190	4.104	3.944	3.677	3.335
Commerce	1.300	1.320	1.180	1.070	1.048	980
Agriculture	214	234	347	397	337	189
Total	5.910	5.744	5.631	5.411	5.062	4.504

(1) Renseignements fournis par l'Office du travail de Carbonia.

Tableau 7

Nombre des personnes qui travaillent, dans la famille, selon l'emploi de l'interviewé

Emploi	1	2	3	+ de 3	Total	
					%	Numérique
Mineurs	88,0	11,1	0,9	—	100,0	(108)
Autres travailleurs	56,5	26,0	8,7	8,8	100,0	(23)
Artisans	47,8	43,4	4,4	4,4	100,0	(23)
Services	42,5	45,0	10,0	2,5	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	48,1	42,6	5,6	3,7	100,0	(54)
Agriculteurs	84,6	—	—	15,4	100,0	(13)
Professions libérales	100,0	—	—	—	100,0	(1)
Total personnes occupées	66,4 (174)	26,3 (69)	4,2 (11)	3,1 (8)	100,0 —	— (262)

Tableau 8

Revenus en sus des salaires, selon l'emploi

Emploi	Aucun	Immeubles	Dépôts bancaires	Retraite	Commerce	Total	
						%	Numérique
Mineurs	94,4	1,9	—	3,7	—	100,0	(108)
Autres travailleurs	74,0	13,0	—	13,0	—	100,0	(23)
Artisans	82,6	4,4	—	13,0	—	100,0	(23)
Services	77,5	5,0	—	7,5	10,0	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	85,1	3,7	1,9	7,4	1,9	100,0	(54)
Agriculteurs	78,6	7,1	—	14,3	—	100,0	(14)
Professions libérales	100,0	—	—	—	—	100,0	(1)
Total personnes occupées	86,3 (227)	4,2 (11)	0,4 (1)	7,2 (19)	1,9 (5)	100,0 —	— (263)

Tableau 9
Secteur d'emploi du père

Emploi de l'interviewé (1)	Agriculture	Industrie d'extraction	Autres industries	Artisanat	Services	Administration publique	Total		
							%	Numérique	
Mineurs	43,3	35,0	4,2	6,7	8,3	2,5	100,0	(120)	
Autres travailleurs	12,0	52,0	20,0	4,0	8,0	4,0	100,0	(25)	
Artisans	5,0	80,0	15,0	—	—	—	100,0	(20)	
Services	20,5	35,9	—	10,2	30,8	2,6	100,0	(39)	
Fonctionnaires publics	24,5	35,8	1,9	13,2	5,7	18,9	100,0	(53)	
Agriculteurs	78,6	21,4	—	—	—	—	100,0	(14)	
Professions libérales	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total personnes occupées	32,4	39,5	5,2	7,4	10,0	5,5	100,0	(271)	
Total général {	% numér.	32,4	(199)	5,1	6,3	8,6	5,7	100,0	—
		(154)	41,9	(24)	(30)	(41)	(27)	—	(475)

(1) Il a été tenu compte également, dans l'analyse, des travailleurs actuellement en chômage ou à la retraite.

Tableau 10
Qualification dans le premier emploi (1)

Emploi	Apprenti	Auxiliaire	Manœuvre	Ouvrier qualifié ou spécialisé	Employé	Enseignant	Artisan ou commerçant	Total		
								%	Numérique	
Mineurs	0,9	1,9	67,3	16,8	5,6	—	7,5	100,0	(107)	
Autres travailleurs	6,9	4,3	33,7	10,2	20,8	10,7	13,4	100,0	(187)	
Total {	% numérique	4,8	3,4	45,9	12,6	15,3	6,8	11,2	100,0	—
		(14)	(10)	(135)	(37)	(45)	(20)	(33)	—	(294)

(1) Dans ce tableau et dans les suivants ont été incluses toutes les personnes ayant exercé un emploi, même si elles sont actuellement en chômage ou à la retraite.

Tableau 11

Nombre des entreprises dans lesquelles l'interviewé a travaillé (1)

Emploi	1	2	3	+ de 3	Total	
					%	Numérique
Mineurs	53,1	23,1	10,0	13,8	100,0	(130)
Autres travailleurs	62,9	18,5	7,3	11,3	100,0	(151)
Total {	58,4 (164)	20,6 (58)	8,5 (24)	12,5 (35)	100,0	—
numérique					—	(281)

(1) Ont été exclus du calcul, outre les chômeurs, les artisans et les commerçants qui n'ont jamais travaillé dans des entreprises ou des organisations d'aucune sorte.

Tableau 12

Nombre des tâches auxquelles l'interviewé a été affecté

Emplois	1	2	3	+ de 3	Total	
					%	Numérique
Mineurs	23,1	53,8	20,8	2,3	100,0	(130)
Autres travailleurs	63,1	26,6	7,5	2,8	100,0	(214)
Total {	48,0 (165)	36,9 (127)	12,5 (43)	2,6 (9)	100,0	—
numérique					—	(344)

Tableau 13
Titre d'études, selon l'emploi

Emploi	Anal- phabètes	Sans titre	Certif. études primaires	Début secon- daires	Fin secon- daires	Univer- sité	Total	
							%	Numé- rique
Mineurs	12,0	39,8	37,1	7,4	3,7	—	100,0	(108)
Autres travailleurs	13,0	17,4	60,9	8,7	—	—	100,0	(23)
Artisans	4,4	21,7	43,5	30,4	—	—	100,0	(23)
Services	—	20,0	47,5	22,5	7,5	2,5	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	1,8	1,8	32,1	17,9	26,8	19,6	100,0	(56)
Agriculteurs	42,8	28,6	28,6	—	—	—	100,0	(14)
Professions libérales	—	—	—	—	—	100,0	100,0	(1)
Total personnes occupées	9,1	24,5	39,6	13,6	7,9	5,3	100,0	(265)
Chômeurs	28,6	42,8	21,5	—	7,1	—	100,0	(14)
Retraités	19,0	47,6	28,6	4,8	—	—	100,0	(21)
Etudiants & Apprentis	—	4,2	4,2	29,1	54,2	8,3	100,0	(24)
Ménagères	16,1	40,9	33,9	5,9	2,7	0,5	100,0	(186)
Total personnes sans emploi	15,5	37,9	29,8	7,8	7,8	1,2	100,0	(245)
Total { % numér.	12,2 (62)	30,9 (158)	35,0 (178)	10,8 (55)	7,8 (40)	3,3 (17)	100,0 —	— (510)

Tableau 14
Prestige des professions, selon l'emploi de l'interviewé

Emploi	Entièrement traditionnelles	Surtout traditionnelles	Surtout modernes	Entièrement modernes	Sans opinion	Total	
						%	Numérique
Mineurs	—	19,4	56,5	20,4	3,7	100,0	(108)
Autres travailleurs	—	17,4	60,9	17,4	4,3	100,0	(23)
Artisans	—	30,4	43,5	26,1	—	100,0	(23)
Services	5,0	22,5	50,0	20,0	2,5	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	1,8	10,7	57,1	30,4	—	100,0	(56)
Agriculteurs	—	14,3	35,7	28,6	21,4	100,0	(14)
Professions libérales	—	—	100,0	—	—	100,0	(1)
Total personnes occupées	1,1	18,5	54,0	23,0	3,4	100,0	(265)
Chômeurs	7,1	14,4	35,7	35,7	7,1	100,0	(14)
Retraités	—	19,0	47,6	28,6	4,8	100,0	(21)
Etudiants	—	33,3	37,5	29,2	—	100,0	(24)
Ménagères	1,1	34,9	50,5	11,3	2,2	100,0	(186)
Total personnes sans emploi	1,2	32,3	48,2	15,9	2,4	100,0	(245)
Total { % numérique	1,2 (6)	25,1 (128)	51,2 (261)	19,6 (100)	2,9 (15)	100,0 —	— (510)

Tableau 15
Emploi souhaité pour le fils, selon l'emploi de l'interviewé

Emploi de l'interviewé	Emplois traditionnels					Emplois techniques					Total	
	Fonctionnaires (emploi d'Etat, carr. militaires, enseignement)	Artisanat Agricul. ture	Professions libérales	Total partiel	Hautement qualifiés (ingénieur, chimiste)	Au niveau employés (expert ind. électro-technique)	Au niveau spécialisés (Mécanicien, soudeur, électric.)	Ouvrier en général	Total partiel	Autre	%	Numérique
Mineurs	32,1	1,9	8,5	42,5	18,9	7,5	25,5	0,9	52,8	4,7	100,0	(106)
Autres travailleurs	22,7	4,6	13,6	40,9	31,8	9,1	13,6	—	54,5	4,6	100,0	(22)
Artisans	26,1	4,3	4,3	34,7	21,7	13,1	26,2	4,3	65,3	—	100,0	(23)
Services	30,8	—	25,6	56,4	15,4	5,1	12,8	—	33,3	10,3	100,0	(39)
Fonctionnaires publics	28,3	1,9	13,2	43,4	20,7	18,9	11,3	—	50,9	5,7	100,0	(53)
Agriculteurs	7,1	14,3	28,6	50,0	14,3	—	7,1	7,1	28,5	21,5	100,0	(14)
Professions libérales	—	—	—	—	100,0	—	—	—	—	—	100,0	(1)
Total personnes occupées	28,3	2,7	13,2	44,2	20,1	9,7	18,6	1,2	49,6	6,2	100,0	(258)
Chômeurs	14,3	—	7,1	21,4	21,4	7,1	43,0	—	71,5	7,1	100,0	(14)
Retraités	33,3	14,4	—	47,7	9,5	—	33,3	—	42,8	9,5	100,0	(21)
Etudiants	20,8	4,2	12,5	37,5	45,8	4,2	8,3	—	58,3	4,2	100,0	(24)
Ménagères	40,1	1,1	13,8	55,0	19,8	3,8	16,5	1,1	41,2	3,8	100,0	(182)
Total personnes sans emploi	36,1	2,5	12,0	50,6	21,6	3,7	18,7	0,8	44,8	4,6	100,0	(241)
Total % numérique	32,1 (160)	2,6 (13)	12,6 (63)	47,3 (236)	20,9 (104)	6,8 (34)	18,6 (93)	1,0 (5)	47,3 (236)	5,4 (27)	100,0	— (499)

Tableau 16
Recours aux moyens d'information de masse

Emploi	Aucun	Radio TV	Presse	Total	
				%	Numérique
Mineurs	2,8	29,6	67,6	100,0	(108)
Autres travailleurs	8,7	39,1	52,2	100,0	(23)
Artisans	—	34,8	65,2	100,0	(23)
Services	2,5	37,5	60,0	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	3,6	16,1	80,3	100,0	(56)
Agriculteurs	28,6	35,7	35,7	100,0	(14)
Professions libérales	—	—	100,0	100,0	(1)
Total personnes occupées	4,5	29,4	66,1	100,0	(265)
Chômeurs	21,4	35,7	42,9	100,0	(14)
Retraités	14,3	38,1	47,6	100,0	(21)
Etudiants	—	20,8	79,2	100,0	(24)
Ménagères	4,8	59,1	36,1	100,0	(186)
Total personnes sans emploi	6,1	52,3	41,6	100,0	(245)
Total { %	5,3	40,4	54,3	100,0	—
numérique	(27)	(206)	(277)	—	(510)

Tableau 17
Sujets préférés dans la lecture des quotidiens

Emploi	Général	Evasion	Culture	Politique	Total	
					%	Numérique
Mineurs	26,3	19,2	6,8	50,7	100,0	(73)
Autres travailleurs	26,1	23,1	—	53,8	100,0	(13)
Artisans	20,0	40,0	—	40,0	100,0	(15)
Services	16,7	45,8	12,5	25,0	100,0	(24)
Fonctionnaires publics	26,7	11,1	6,7	55,5	100,0	(45)
Agriculteurs	40,0	—	20,0	40,0	100,0	(5)
Professions libérales	—	—	—	100,0	100,0	(1)
Total personnes occupées	23,3	22,2	6,8	47,7	100,0	(176)
Chômeurs	—	16,7	33,3	50,0	100,0	(6)
Retraités	30,0	20,0	10,0	40,0	100,0	(10)
Etudiants	10,5	26,3	21,0	42,1	100,0	(19)
Ménagères	32,8	40,3	3,0	23,9	100,0	(67)
Total personnes sans emploi	26,5	34,3	8,8	30,4	100,0	(102)
Total { % numérique	24,5 (68)	26,6 (74)	7,5 (21)	41,4 (115)	100,0 —	— (278)

Tableau 18
Attitude politique, selon l'emploi de l'interviewé

Emploi	Méfiance	Abstention	Confiance	Total	
				%	Numérique
Mineurs	37,0	6,5	56,5	100,0	(108)
Autres travailleurs	34,8	8,7	56,5	100,0	(23)
Artisans	52,2	17,4	30,4	100,0	(23)
Services	37,5	22,5	40,0	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	17,9	5,3	76,8	100,0	(56)
Agriculteurs	64,3	7,1	28,6	100,0	(14)
Professions libérales	—	100,0	—	100,0	(1)
Total personnes occupées	35,5	10,2	54,3	100,0	(265)
Chômeurs	71,4	—	28,6	100,0	(14)
Retraités	28,6	—	71,4	100,0	(21)
Etudiants	41,7	—	58,3	100,0	(24)
Ménagères	53,2	9,2	37,6	100,0	(186)
Total personnes sans emploi	51,1	6,9	42,0	100,0	(245)
Total { % numérique	43,0 (219)	8,6 (44)	48,4 (247)	100,0 —	— (510)

Tableau 19
Responsabilité personnelle dans la solution de la crise

Emploi	D'autrui seulement	Personnelle également	Sans opinion	Total	
				%	Numérique
Mineurs	44,4	51,9	3,7	100,0	(108)
Autres travailleurs	36,4	63,6	—	100,0	(22)
Artisans	56,5	43,5	—	100,0	(23)
Services	77,5	22,5	—	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	39,3	60,7	—	100,0	(56)
Agriculteurs	78,6	14,3	7,1	100,0	(14)
Professions libérales	100,0	—	—	100,0	(1)
Total personnes occupées	50,8	47,3	1,9	100,0	(264)
Chômeurs	76,9	23,1	—	100,0	(13)
Retraités	57,1	42,9	—	100,0	(21)
Etudiants	50,0	50,0	—	100,0	(24)
Ménagères	79,7	16,5	3,8	100,0	(182)
Total personnes sans emploi	74,6	22,5	2,9	100,0	(240)
Total { % numérique	62,1 (313)	35,5 (179)	2,4 (12)	100,0 —	— (504)

Tableau 20
Anomie et emploi

Emploi	Anomiques	Moyenne	Non anomiques	Total	
				%	Numérique
Mineurs	19,5	55,5	25,0	100,0	(108)
Autres travailleurs	21,7	52,2	26,1	100,0	(23)
Artisans	21,8	43,4	34,8	100,0	(23)
Services	17,5	57,5	25,0	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	5,4	50,0	44,6	100,0	(56)
Agriculteurs	35,7	57,1	7,2	100,0	(14)
Professions libérales	—	—	100,0	100,0	(1)
Total personnes occupées	17,0	53,6	29,4	100,0	(265)
Chômeurs	42,9	57,1	—	100,0	(14)
Retraités	33,3	47,6	19,1	100,0	(21)
Etudiants	12,5	62,5	25,0	100,0	(24)
Ménagères	29,1	52,1	18,8	100,0	(186)
Total personnes sans emploi	28,6	53,1	18,3	100,0	(245)
Total { % numérique	22,8 (116)	53,1 (271)	24,1 (123)	100,0 —	— (510)

Tableau 21
Attitude à l'égard du travail de la femme

Réponses à la question: « Vaut-il mieux que la femme qui n'a pas besoin de gagner sa vie reste chez elle ou qu'elle cherche au dehors un travail qui l'intéresse? »

Sexe et Age	Qu'elle reste chez elle	Qu'elle cherche du travail	Sans opinion	Total	
				%	Numérique
18 - 25 ans	68,2	29,5	2,3	100,0	(44)
26 - 35 ans	69,8	30,2	—	100,0	(43)
36 - 45 ans	88,1	11,9	—	100,0	(67)
46 - 60 ans	83,5	16,5	—	100,0	(109)
Total hommes	79,8	19,8	0,4	100,0	(263)
18 - 25 ans	63,6	36,4	—	100,0	(66)
26 - 35 ans	75,0	25,0	—	100,0	(64)
36 - 45 ans	78,8	19,7	1,5	100,0	(66)
46 - 60 ans	75,0	25,0	—	100,0	(51)
Total femmes	74,9	24,7	0,4	100,0	(247)
Total { % numérique	77,4 (395)	22,2 (113)	0,4 (2)	100,0 —	— (510)

Tableau 22
Attitude à l'égard du travail de la femme

L'interviewé approuve-t-il la formule: « Un homme digne de ce nom fera tout pour éviter que sa femme ne travaille »?

Sexe et Age	Oui	Non	Sans opinion	Total	
				%	Numérique
18 - 25 ans	79,5	20,5	—	100,0	(44)
26 - 35 ans	83,7	16,3	—	100,0	(43)
36 - 45 ans	83,6	14,9	1,5	100,0	(67)
46 - 60 ans	89,9	10,1	—	100,0	(109)
Total hommes	85,5	14,1	0,4	100,0	(263)
18 - 25 ans	59,1	40,9	—	100,0	(66)
26 - 35 ans	64,1	32,8	3,1	100,0	(64)
36 - 45 ans	75,8	24,2	—	100,0	(66)
46 - 60 ans	70,6	29,4	—	100,0	(51)
Total femmes	67,2	32,0	0,8	100,0	(247)
Total { % numérique	76,7 (391)	22,7 (116)	0,6 (3)	100,0 —	— (510)

Tableau 23
Définition du travail, selon le revenu de l'interviewé

Revenu mensuel effectif	Jugement restrictif			Jugement positif			Total	
	Nécessité pour vivre	Fatigue	Total partiel	Valeur pour L'individu La société		Total partiel	%	Numérique
Pas de revenu fixe	71,4	—	71,4	28,6	—	28,6	100,0	(7)
Inférieur à L. 50.000	56,3	10,9	67,2	27,3	5,5	32,8	100,0	(128)
L. 50-70.000	50,3	15,2	65,5	26,2	8,3	34,5	100,0	(146)
L. 70-100.000	49,2	11,8	61,0	26,5	12,5	39,0	100,0	(136)
L. 100-150.000	38,9	7,4	46,3	25,9	27,8	53,7	100,0	(54)
L. 150-200.000	37,5	6,3	43,8	37,5	18,7	56,2	100,0	(16)
Supérieur à L. 200.000	33,3	—	33,3	60,0	6,7	66,7	100,0	(15)
Total { % numér.	49,7 (249)	11,4 (57)	61,1 (306)	27,9 (140)	11,0 (55)	38,9 (195)	100,0 —	—

Tableau 24
Définition du travail, selon l'instruction de l'interviewé

Degré d'instruction	Jugement restrictif			Jugement positif			Total	
	Nécessité pour vivre	Fatigue	Total partiel	Valeur pour		Total partiel	%	Numé- rique
				L'indi- vidu	La société			
Analphabètes	67,8	16,1	83,9	12,9	3,2	16,1	100,0	(62)
Sans titre	54,1	15,3	69,4	23,6	7,0	30,6	100,0	(157)
Certificat études primaires	49,4	10,8	60,2	29,0	10,8	39,8	100,0	(176)
Début études secondaires ou préparation professionnelle	43,6	3,6	47,2	36,4	16,4	52,8	100,0	(55)
Etudes secondai- res complètes	19,5	4,9	24,4	43,9	31,7	75,6	100,0	(41)
Licence	25,0	—	25,0	56,3	18,7	75,0	100,0	(16)
Total { % numér.	49,4 (250)	11,2 (57)	60,6 (307)	28,2 (143)	11,2 (57)	39,4 (200)	100,0 —	— (507)

CHAPITRE IV

LA CRISE

*« Le peuple de Carbonia est las de promesses,
il a faim. »*

(De l'entrevue avec une femme de mineur)

1. La ville face à la crise

Si l'on demande à n'importe quel habitant de Carbonia, qu'il soit mineur, étudiant ou dirigeant politico-syndical, de raconter les événements les plus importants pour la ville survenus depuis dix ans, son exposé, plus ou moins détaillé, suit toujours le même fil conducteur. C'est le récit d'années de luttes dont les protagonistes ont été tous les citoyens, qui n'avaient qu'un seul but: se battre pour que Carbonia pût survivre.

Deux éléments importants caractérisent cet engagement: avant tout, le guide a été le mouvement ouvrier, dont l'appel, lancé de la mine, a été recueilli par la population à tous les niveaux politiques et professionnels; en second lieu, depuis le début, le problème de la survie de Carbonia a été posé dans le cadre de l'économie de la zone et, d'une manière plus générale, de l'île tout entière. Les mineurs ne se sont pas battus seulement pour des questions de conventions ou de catégorie, mais aussi pour obtenir des transformations de structure. Ils ont posé le problème de l'industrialisation, et non pas seulement celui de la conservation de leurs emplois.

Si l'on étudie l'effectif théorique de la S.M.C.S., on voit que le nombre des travailleurs, de 17.205 en 1947, tombe à 14.485 en 1948, pour décroître encore jusqu'à 12.215 en 1949, 10.583 en 1953 et 3.801 en 1958.

En 1948, au dire des mineurs, un mouvement d'agitation a eu lieu, qui a duré plus de soixante-dix jours: le motif était économique, mais les ouvriers

commençaient à se rendre compte que l'entreprise allait procéder à une réorganisation de ses effectifs.

Dès cette époque, déclarent les syndicalistes, la défense de Carbonia a été entreprise en fonction de deux ordres de considérations. Tout d'abord, on ne pouvait plus continuer à utiliser le charbon comme combustible, comme cela avait été le cas jusque-là, mais il devait constituer la matière première permettant de créer un nouveau système industriel, fondé sur sa transformation et orienté dans deux directions différentes: vers le secteur électrique et vers le secteur chimique. D'autre part, une utilisation plus rationnelle du charbon du Sulcis pouvait offrir une nouvelle possibilité pour l'industrialisation de la Sardaigne.

La décision, prise par la S.M.C.S. et approuvée par le ministère des participations de l'État, de construire une supercentrale thermo-électrique pour l'utilisation sur le carreau de la mine du charbon extrait, ouvrit de nouvelles perspectives: non seulement en offrant aux mineurs de plus grandes garanties de travail, mais aussi en permettant d'implanter de nouvelles industries dans la zone et dans l'île, grâce à la possibilité de s'assurer un approvisionnement abondant et économique en énergie électrique.

Ces perspectives se sont, au cours d'une deuxième phase, insérées dans le cadre du plan de renaissance sarde, approuvé en 1962.

Plus tard, le transfert à l'E.N.E.L. de la nouvelle centrale et des installations minières connexes fit naître dans la population l'espoir que les indemnités correspondantes favoriseraient le réinvestissement dans la zone pour la création de nouvelles activités industrielles, telles que l'industrie de l'aluminium et celle des ferro-alliages.

En 1963 et 1964, on assiste à une mobilisation de la ville et à une série d'interventions à divers niveaux — politiques et syndicaux, communaux et régionaux — visant à vaincre les résistances politiques et gouvernementales à l'égard du transfert à l'E.N.E.L. Parmi ces interventions, quelques-unes semblent particulièrement significatives, du fait qu'elles traduisent l'unité d'intentions qui a déclenché l'action, unissant en un seul effort ouvriers, entreprise, syndicalistes et hommes politiques.

En décembre 1963, la direction générale de la S.M.C.S., informe les commissions internes (comités d'entreprise) que le transfert n'aura peut-être pas lieu. Aussi décide-t-on de tenir une réunion pour discuter les questions découlant du passage de la Carbosarda à l'E.N.E.L. et celles du développement industriel ultérieur du bassin minier tout entier résultant de l'article 2 de la loi

n° 588, dite plan de renaissance de la Sardaigne (1). Un communiqué des commissions internes en informe.

En janvier 1964, lors d'une visite à Carbonia, l'« *assessoreur régional* » à l'industrie rencontre les commissions internes et se joint à l'initiative des travailleurs.

En février 1964 a lieu la réunion, au cours de laquelle on insiste auprès des autorités politiques et de l'opinion publique sur les revendications de la ville de Carbonia et on obtient des forces politiques un engagement dans ce sens.

Par la suite, le présent de l'E.N.E.L. notifie que le gouvernement refuse d'autoriser le transfert de la S.M.C.S.

Le 27 février, les mineurs occupent les mines. L'occupation durera 12 jours, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils aient obtenu des garanties suffisantes concernant le transfert.

Entre le 25 et le 28 février, le conseil régional engage la « *Giunta* » (exécutif de la Région) à insister auprès du gouvernement et du Parlement pour que le transfert ait lieu le plus rapidement possible, afin de ne pas compromettre les programmes étudiés et approuvés, qui conditionnent dans une large mesure le succès du plan de renaissance. Il décide ensuite d'envoyer à Rome une délégation du conseil, chargée de représenter à la commission de l'industrie de la Chambre des députés la volonté unanime de la population de l'île.

Le 3 mars, la délégation du conseil part pour Rome, accompagnée des maires du Sulcis-Iglesiente. La délégation rentre le 5, disant « avoir rouvert à une solution positive la porte déjà fermée par la majorité gouvernementale. »

Les travailleurs décident néanmoins de continuer l'occupation des mines.

Le 10 mars a lieu une grève générale de tous les mineurs du Sulcis-Iglesiente, tandis que se déroulent les conversations entre les représentants du gouvernement et ceux de la Région sarde.

Le même jour, on annonce le transfert de la S.M.C.S. à l'E.N.E.L. Le communiqué du ministère de l'industrie déclare : « ... à la fin de l'entrevue, il a été décidé de transférer à l'E.N.E.L. les activités de la Carbosarda ayant trait à la production de combustible destiné aux centrales thermo-électriques. Les

(1) L'article 2 de la loi n° 588, du 11 juin 1962, généralement désignée sous le nom de plan de renaissance de la Sardaigne, dispose : « ... conformément aux objectifs fixés dans le plan, le ministère des participations de l'Etat encourage un programme d'intervention des entreprises placées sous sa surveillance, particulièrement orientées vers l'implantation d'industries de base et de transformation ». « *Le leggi sul Piano di rinascita* », Région autonome de la Sardaigne, « Assessorato alla rinascita », par Massimo Annesi, édition S.V.I.M.E.Z., Rome 1963.

limites et les termes du transfert seront fixés par une commission qui sera désignée par le ministère de l'industrie ».

Des mois épuisants d'attente et de tension commencent, qui se terminent par une nouvelle effervescence le 10 octobre, quand, après une entrevue entre représentants des syndicats et du ministère de l'industrie, un communiqué intersyndical annonce aux travailleurs que les accords relatifs aux délais et aux modalités du transfert de la S.M.C.S. à l'E.N.E.L. semblent être remis en question.

Les mineurs entrent de nouveau en agitation: ils occupent les mines, proclament la grève générale à Carbonia, marchent sur Cagliari, leur objectif étant la Région. Le président de la Région promet d'intervenir, mais l'agitation continue jusqu'au 20 octobre, date à laquelle un nouveau communiqué intersyndical annonce qu'à la suite de l'avis favorable exprimé par la commission ministérielle, le transfert à l'E.N.E.L. des installations électriques et de l'ensemble minier destinés à la production d'énergie est décidé.

« Ce résultat, dit le communiqué, met fin à une nouvelle phase importante de la lutte des travailleurs de Carbonia, mais on ne règle pas le problème. Maintenant s'ouvre une autre phase, tout aussi délicate et importante, du fait qu'elle entame l'action visant à assurer le transfert total de la main-d'œuvre et à garantir les rémunérations correspondantes... C'est pourquoi le comité décide de mettre fin à cette agitation dans laquelle tous les salariés de la S.M.C.S. ont été engagés pendant 14 jours et invite les ouvriers à reprendre le travail le mercredi 21 octobre, à 7 heures. »

2. Sensibilisation des habitants à la crise

L'accord des habitants (97 %) sur le fait que Carbonia est en situation de crise était chose évidente. L'enquête, en effet, se proposait de préciser cette donnée fondamentale par quelques éléments, tels que: la manière dont les habitants se représentent la crise, l'idée qu'ils se font de son étendue, les interventions qu'ils suggèrent, son influence sur des états d'esprit déterminés et la manière dont la communauté a réagi.

Un premier examen des renseignements recueillis révèle une conception souvent dramatique de la crise.

« On est très malheureux — dit un jeune soudeur — c'est la faim, la misère, le chômage. Carbonia est oubliée de Dieu et pas seulement par le chef du gouvernement... J'ai connu Carbonia en son âge d'or, maintenant c'est un cimetière... Il arrivera un jour où elle n'existera plus, parce que, d'abord, tout le monde s'en ira, puis elle s'écroulera comme

Longarone. Longarone a disparu, submergée par la boue; Carbonia disparaîtra à cause de la galerie qu'ils ont creusée sous terre. On nous a mangé non seulement la chair, mais aussi les os et l'esprit. Quand j'aurai ma retraite, on me donnera 20.000 liras par mois; si je meurs, on donnera à ma femme 10.000 liras par mois... Depuis quatre jours, je ne mange que des pommes de terre préparées de diverses manières; je n'ai pas une lire en poche et j'ai une fille de quelques jours. Si ma femme ne mange pas bien, ma fille, la toute petite, mourra... Je gagne 260 liras de l'heure... Carbonia n'a même pas les honneurs des communiqués de la radio; on parle de tant de villages de la Sardaigne, mais pas de Carbonia, de la ville où je suis né... »

Un ancien mineur ajoute:

« ... Je ne peux plus travailler dans la mine, ma santé ne me le permet plus. Nous sommes comme enterrés vivants. Nous ne pouvons pas partir d'ici, faute d'en avoir les moyens... »

« ... Carbonia est condamnée à disparaître, parce qu'elle semble maudite. »
 « Je n'ai sous les yeux que la désolation. Les choses vont de mal en pire. »
 « ... Si l'Etat n'intervient pas pour régler le transfert à l'E.N.E.L., Carbonia finira par disparaître, ou bien on fera la révolution... », affirment deux autres mineurs et une infirmière.

A part les expressions dans lesquelles l'émotivité prévaut sur la rationalité, l'élaboration conceptuelle de la crise se développe à travers trois canaux principaux.

1) Avant tout, on en souligne l'aspect le plus évident de crise de l'emploi, qui frappe les travailleurs actuels et menace à plus ou moins brève échéance l'avenir des jeunes.

« Il est impossible d'être plus malheureux; si ça continue comme ça, nous serons tous obligés de nous en aller. » (Un mineur).

« Tout est sombre, il n'y a pas d'espoir: on nous transfère du fond au jour, sans sécurité pour le lendemain. » (Un mineur).

« ... Je ne trouve pas de travail; mon père dit qu'il ne peut pas me nourrir, et je devrai bientôt aller chercher du travail à l'extérieur, car qui ne travaille pas ne mange pas. » (Un jeune chômeur de 18 ans).

« Nous sommes trop malheureux: l'avenir des enfants est affreux: on vit dans l'insécurité la plus absolue. » (Une ménagère).

2) Ensuite, on en fait ressortir la conséquence la plus immédiate, à savoir l'absence de circulation d'argent, qui affecte toute la communauté, fondée sur une source économique unique.

« La crise est une conséquence des ressources de la ville: destinée à être un centre industriel, elle se trouve en situation de crise, du fait qu'il y existe une mono-économie. » (Un chef de service à la S.M.C.S.).
 « Une ville de l'importance de Carbonia ne pouvait vivre du seul travail des mines. » (Une ménagère).

3) Enfin, on énonce les raisons d'ordre politique qui peuvent expliquer le retard d'interventions décisives, à savoir l'absence d'accord à l'échelon local, et la répugnance à prendre les mesures nécessaires, manifestée par le gouvernement central.

« La crise est due aux forces politiques qui ne sont pas d'accord. » (Un manœuvre dans la mine).

« La crise est à attribuer aux moyens déficients mis en œuvre par le gouvernement pour la renaissance de l'île. » (Un étudiant).

« ... C'est le gouvernement actuel qui est cause de cette situation. Nous sommes oubliés de tout le monde... » (Un manœuvre dans la mine).

« Le responsable de la crise est le gouvernement, qui veut abandonner la ville. » (Un chômeur, 30 ans).

La crise, font encore observer les interviewés, a modifié le tissu social de la communauté, en stimulant l'émigration: « S'en sont allés ceux qui ont perdu l'espoir; les jeunes sont partis; on a perdu une excellente main-d'œuvre. »

Ceux qui sont restés ont dû modifier leur propre comportement de consommateur, en réduisant leurs dépenses, non seulement parce qu'ils courent le risque de perdre leur emploi, mais aussi en raison du retard avec lequel les salariés de la S.M.C.S. touchent souvent leurs salaires et appoin-

Perception de l'étendue de la crise

Sexe	Car- bonia	Sulcis	Sardaigne	Italie	Crise interna- tionale	Sans opinion	Total		
							%	Numé- rique	
Hommes	12,3	26,1	39,7	20,4	—	1,5	100,0	(260)	
Femmes	17,6	25,0	29,5	23,4	1,2	3,3	100,0	(244)	
Total	{ % numér.	14,9 (75)	25,6 (129)	34,7 (175)	21,8 (110)	0,6 (3)	2,4 (12)	100,0 —	— (504)

tements — et que l'on songe à la paralysie économique qu'une situation de ce genre provoque, la circulation monétaire de la communauté étant presque exclusivement fondée sur cette unique ressource. D'autre part,

la crainte de ne pas pouvoir subvenir aux besoins essentiels a des effets d'autant plus déprimants que la tendance économique actuelle et les formes de ses manifestations, évidemment introduites à Carbonia également, encouragent à la consommation.

Géographiquement, la crise ne se limite pas à Carbonia: pour la majeure partie des habitants, elle s'étend au Sulcis et à la Sardaigne. Cela dénote, surtout chez les hommes, une capacité de perception réaliste et différenciée, ainsi qu'un jugement assez ouvert.

Comme le montre le schéma ci-dessus, le pourcentage de ceux qui affirment que toute l'Italie subit la crise est relativement élevé. Cette affirmation peut s'expliquer par le fait qu'en 1963 est arrivé à Carbonia un courant migratoire provenant de l'Italie centrale et septentrionale (1). En réalité, il doit s'agir, à notre avis, d'une immigration de retour provoquée par la conjoncture défavorable. C'est probablement pour cette raison que la crise, en fait spéciale au Sulcis et à la Sardaigne, est considérée comme affectant l'ensemble du territoire national.

On peut synthétiser dans les termes ci-après l'opinion des habitants sur la situation actuelle.

La crise que traverse Carbonia s'encadre dans la dépression économique qui frappe la Sardaigne. Dans la communauté, la crise prend la forme d'une réduction progressive des emplois et, en conséquence, d'une stagnation de l'économie locale. La voie de l'émigration a, jusqu'ici, représenté l'unique solution pour une bonne partie de la population et restera aussi la seule solution de rechange pour ceux qui sont restés, tant que l'on n'aura pas introduit de transformations substantielles dans la structure de la production. Les organes politiques locaux et nationaux sont en partie responsables du fait que les interventions qui auraient pu mettre en mouvement le processus de résolution de la crise n'ont pas eu lieu. En tout cas, il ne saurait y avoir de solution valable pour Carbonia que sur la base d'une politique d'interventions programmées et structurelles qui tienne compte des problèmes locaux, sans toutefois les isoler, mais au contraire en les situant dans le contexte économique et social plus vaste dans lequel s'insère la ville.

C'est dans cet esprit, effectivement, qu'ont été formulées les revendications des habitants de Carbonia.

3. L'étendue et les types des interventions réclamées

Ouverture d'esprit, cohérence et aptitude à comprendre les interrelations qui existent aussi bien entre des groupes sociaux qu'entre des zones territoriales

(1) Cf. Diagramme A (page 13) : Immigrés, selon la provenance, au par. 1 du chapitre I : *La situation démographique*.

Sexe	Pour améliorer la situation de la famille de l'interviewé		Total	
	Il faut changer les choses à Carbonia	Il n'est pas nécessaire de changer les choses à Carbonia	%	Numérique
Hommes	87,4	12,6	100,0	(263)
Femmes	88,3	11,7	100,0	(247)
Total { % numér.	87,8 (448)	12,2 (62)	100,0 —	— (510)

différents — tels que, par exemple, famille et communauté, ville et région — sont confirmées par l'idée que se font les interviewés de la portée que devraient avoir les interventions pour modifier la situation actuelle de la communauté et de leurs propres familles.

Cadre	Pour changer la situation à Carbonia			Total	
	Il faut changer les choses	Il n'est pas nécessaire de changer les choses	Sans opinion	%	Numérique
En Sardaigne	76,5	20,9	2,6	100,0	(506)
Dans toute l'Italie	37,7	58,6	3,7	100,0	(509)

La connexion entre le groupe primaire de la famille et le groupe social plus vaste représenté par la communauté est soulignée par la nécessité, bien sentie par la population, de modifier la situation de Carbonia en tant que communauté, afin que des transformations importantes puissent intervenir également à l'intérieur des familles. L'accord substantiel entre hommes et femmes — les femmes sont souvent moins disposées à accepter des valeurs qui sortent des limites du noyau familial — rend cette attitude particulièrement significative.

L'interconnexion entre la ville et la région semble tout aussi évidente: l'étendue des interventions capables de modifier la situation de Carbonia est fixée à l'échelon régional plutôt que national, tout comme la majeure partie de la population était d'accord pour considérer la crise comme se limitant géographiquement à la Sardaigne.

De surcroît, un autre lien entre la perception de l'étendue de la crise et l'étendue des interventions est mis en évidence: la demande de transformations propres à modifier totalement la situation de la Sardaigne coïncide avec la limitation de la crise à la Sardaigne elle-même; inversement, l'extension supposée

de la crise à l'ensemble du territoire national s'accompagne d'une demande de changements structurels à effectuer dans toute l'Italie; enfin, la demande de changements se bornant à Carbonia ou au Sulcis coïncide avec la limitation de la crise à ce secteur.

Étendue des interventions, selon l'étendue de la crise

Etendue des interventions	Etendue de la crise							Total	
	Carbonia	Sulcis	Sardaigne	Italie	Internationale	Sans opinion	%	Numérique	
	Aucun changement	25,0	25,0	20,0	25,0	5,0	—	100,0	(20)
Carbonia	23,5	44,4	13,6	12,3	—	6,2	100,0	(81)	
Sardaigne	13,1	23,3	48,6	13,1	—	1,9	100,0	(214)	
Italie	12,2	20,1	29,6	35,4	1,1	1,6	100,0	(189)	
Total { % numér.	14,9 (75)	25,6 (129)	34,7 (175)	21,8 (110)	0,6 (3)	2,4 (12)	100,0 —	— (504)	

Organismes qui devraient intervenir

Sexe	Gouvernement	Région	Commune	Syndicats & partis	Industries	Organ. publics & priv. non spécifiés	Sans opinion	Total	
								%	Numérique
Hommes	67,6	14,1	1,9	2,3	3,1	9,5	1,5	100,0	(262)
Femmes	59,6	21,6	5,7	3,7	2,9	2,4	4,1	100,0	(245)
Total { % numér.	63,7 (323)	17,8 (90)	3,7 (19)	2,9 (15)	2,9 (15)	6,2 (31)	2,8 (14)	100,0 —	— (507)

L'organisme dont la population attend la réalisation des interventions est le gouvernement central. Sur lui, bien plus que sur la Région ou la commune, est fixée l'attente des habitants (63,7 %). Cette attente ne change ni avec l'étendue géographique des interventions, ni selon que les interviewés ont foi, ou non, dans l'action politique, ni enfin, avec la caractérisation idéologique ou le contenu de leurs lectures, ou selon que les nouvelles dans lesquelles ils puissent, se fondent sur un choix différencié des sources d'information

plutôt que sur l'acceptation sans discrimination des émissions de radio et de télévision.

Le seul élément qui semble influencer sur cette attitude, sans déplacer pour autant les termes généraux, est le titre d'études. On note, en effet, que, si l'on passe du manque d'instruction à l'instruction secondaire et universitaire, cette approbation perd progressivement de sa compacité, tandis que la Région est plus souvent mentionnée. A une plus grande instruction correspondrait donc une reconnaissance plus grande de la valeur politico-administrative d'un organisme capable de servir de médiateur dans les rapports entre le centre et la périphérie de l'Etat.

Titre d'études et organismes qui devraient intervenir

Titre d'études	Gouvernement	Région	Commune	Syndicats & partis	Industries	Organ. publics & priv.	Sans opinion	Total	
								%	Numérique
Analphabètes	75,6	4,9	4,9	4,9	—	4,8	4,9	100,0	(62)
Sans titre	68,8	16,9	2,6	2,6	2,6	3,3	3,2	100,0	(154)
Certificat d'études primaires	62,8	20,2	4,5	1,2	2,8	5,1	3,4	100,0	(178)
Premières classes secondaires	57,1	14,3	3,6	3,6	5,4	16,0	—	100,0	(56)
Etudes secondaires complètes	46,3	29,3	—	7,3	7,3	9,8	—	100,0	(41)
Université	43,7	31,2	12,5	6,3	—	6,3	—	100,0	(16)
Total {	63,7 (323)	17,8 (90)	3,7 (19)	2,9 (15)	2,9 (15)	6,2 (31)	2,8 (14)	100,0 —	— (507)
{ % numér.									

La mention du gouvernement central, bien qu'elle puisse faire penser à une attente passive de décisions d'en haut excluant chez les habitants le sens de la participation, prend, dans le contexte de Carbonia, une signification particulière.

En effet, l'expérience de l'intervention de l'Etat accompagne la ville depuis sa fondation; la seule organisation industrielle qui fonctionne est étroitement liée à l'Etat, tandis que l'on manque d'autres genres de modèles et d'expériences; par ailleurs, c'est précisément le haut degré de politisation de la communauté qui peut conduire à cette confiance dans l'Etat, considéré comme promoteur d'interventions méthodiques et dirigées; enfin, il ne faut pas oublier la place importante qu'occupe l'Etat, par l'intermédiaire du ministère des parti-

ceptions d'Etat, dans les programmes d'industrialisation de la zone fixés dans le plan de renaissance.

Ce qui peut surprendre, c'est que l'on mentionne si rarement l'organisme régional (17,8 %), surtout dans une région où il existe un plan d'intervention. Il est vrai que la population reconnaît au gouvernement une responsabilité à l'égard de la Sardaigne, dans le cadre de la politique intéressant le Midi, et à l'égard de la zone du Sulcis en particulier: maintenant l'Etat est intervenu en partie, par le transfert de la S.M.C.S. à l'E.N.E.L., mais il a fallu, pour y arriver, une longue série de luttes et de protestations.

La population elle-même reconnaît, toutefois, autant de responsabilités à l'organe régional. En réalité, la non-réalisation du plan de renaissance, ou le retard apporté à sa mise en œuvre, peut avoir diminué, dans la population, la confiance dans l'organisme qui, de l'avis des habitants, aurait dû, non seulement agir directement, puisqu'il en avait la faculté, mais aussi se faire l'interprète des besoins de la zone auprès du gouvernement central, en sollicitant tout au moins l'application de la loi concernant le plan de renaissance. Ou bien il aurait pu encourager davantage les petites industries manufacturières considérées comme présentant une importance essentielle pour l'industrialisation de la Région et de la zone de Carbonia, à côté des grandes industries de base.

Par contre, c'est, semble-t-il, faire preuve de réalisme que de ne pas considérer la commune comme un organisme doté des moyens nécessaires pour résoudre la crise, tant en raison de l'insuffisance objective de cet organisme comme tel, qu'en particulier, par suite des possibilités d'action très restreintes de la commune de Carbonia, ce dont les habitants de la ville ont d'ailleurs pleinement conscience.

Qu'attend la population? Que conviendrait-il de faire, de l'avis des habitants de Carbonia, pour surmonter le marasme actuel?

On peut grouper les interventions suggérées en plusieurs catégories.

La plus forte numériquement (49,2 %) réunit les suggestions relatives à la construction de nouvelles installations industrielles, sans que toutefois le type en soit spécifié, et celles qui ont trait au processus d'industrialisation qui aurait dû être mis en route, selon les programmes prévus dans le plan de renaissance: autrement dit, elles suggèrent l'industrialisation en général. Ces suggestions trouvent le plus de partisans parmi ceux qui voient dans le gouvernement central l'organisme qui devrait intervenir et qui ont un niveau d'instruction primaire; leurs partisans diminuent, par contre, à mesure que les

interviewés utilisent la presse plus que les autres moyens d'information de masse ⁽¹⁾.

Si l'on analyse les autres suggestions, on constate que celle qui vise des industries spécifiques et nouvelles dans le contexte de Carbonia, c'est-à-dire indépendantes du charbon, est négligeable. Par ailleurs, on relève que l'intervention dans le secteur minier est suggérée par moins d'un quart des habitants (19,1 %) : l'attente de la population est donc tournée vers l'industrialisation, sans qu'il y ait, toutefois, cristallisation particulière sur l'industrie traditionnelle.

En même temps, il n'est peut-être pas sans intérêt de signaler que la suggestion d'encourager l'activité minière, ou les activités connexes, est plus fréquente chez ceux qui désignent l'industrie comme l'organisme qui devrait intervenir, et plus rare chez qui suggèrent des interventions gouvernementales : donc, si c'est l'industrie qui prend des initiatives, celles-ci doivent se déployer dans le secteur minier. Du gouvernement, en revanche, on attend des réalisations moins spécifiques, mais dans d'autres secteurs également ⁽²⁾.

En tout cas, pour 70 % de la population, la solution de la crise s'identifie avec l'intervention dans le secteur industriel.

Quand il est question d'industrialisation, certains sujets reviennent fréquemment sur le tapis.

Avant tout, l'attente : après les années de bien-être relatif de l'immédiat après-guerre, Carbonia a « vécu de promesses non tenues » ; « de secours qui n'ont pas modifié la situation objective ». Il y a eu des réductions successives de personnel ; les transformations technologiques ont imposé un rajustement des effectifs ; la « super-liquidation » a provoqué une nouvelle poussée d'émigration et soulevé des problèmes techniques — reconversion — et humains — reclassement de ceux qui avaient quitté la mine ⁽³⁾.

Les travailleurs ne sauraient être plus longtemps frustrés dans leur attente : « ...il faut mettre en œuvre le plan de renaissance, parce que, jusqu'à présent, on n'a fait que parler de renaissance, mais on n'a rien vu » — dit un mineur ; « ...il faut que le ministère des participations d'Etat élabore un plan d'industrialisation indépendant de l'industrie d'extraction du charbon » — affirme un enseignant.

Des formules de ce genre se retrouvent chez les habitants de Carbonia, à quelque niveau social qu'ils appartiennent. Aujourd'hui, l'attente a reçu une

⁽¹⁾ Cf. Tableau 1 (page 149) : Interventions suggérées et organismes qui devraient intervenir.

Cf. Tableau 2 (page 150) : Titre d'études et interventions suggérées.

Cf. Tableau 3 (page 150) : Utilisation des moyens d'information de masse et interventions suggérées.

⁽²⁾ Cf. Tableau 1 (page 149) : *cité*.

⁽³⁾ Pour certains éclaircissements concernant la « super-liquidation », cf. chap. I, *La situation démographique*, par. 2.

réponse partielle, mais la seule construction de la centrale et le transfert consécutif de la Carbosarda à l'E.N.E.L. ne résoudre pas le problème. Cela est évident pour la population et constitue un autre thème sans cesse repris. On compte sur le réinvestissement des capitaux résultant du transfert de la S.M.C.S. sur de nouvelles implantations d'industries d'Etat; sur des industries détachées du secteur minier; sur des industries de transformation. D'aucuns disent:

«... l'E.N.E.L. ne résoudra la crise qu'en partie, parce qu'elle occupera ceux qui travaillent déjà. C'est seulement si l'on développe les industries que tous ceux qui meurent de faim trouveront du travail.» (Un chômeur); «... La Carbosarda doit passer à l'E.N.E.L. et il faut développer de nouvelles industries.» (Un mineur); «... il faudrait construire des distilleries, des cimenteries...» (Un carrier);

«... Il faut créer des industries de transformation... la supercentrale à elle seule ne résoud rien; ici, dans le Sulcis, il faut créer une série d'industries, parce que la zone s'y prête.» (Un mineur.) «On devrait créer des emplois surtout pour les filles, faire fonctionner la supercentrale et ouvrir de nouvelles usines.» (Une apprentie couturière); «Il faut espérer qu'à côté de la supercentrale surgiront d'autres industries...» (Une ménagère).

A l'incertitude objective qui accompagne l'attente s'unit parfois la crainte que l'avenir de la ville ne soit compromis aussi par une sorte de prévention politique à l'égard de Carbonia, tant de la part des organes gouvernementaux que des agents de l'économie. «La politique d'implantation industrielle a toujours été contraire à Carbonia», remarque un syndicaliste; «On veut démanteler Carbonia, parce qu'elle est une citadelle rouge», précise un conseiller municipal.

Objectivement, la première de ces affirmations est discutable, du fait que les programmes d'industrialisation englobent la zone de Carbonia. Quant à la seconde, il peut s'agir ou d'une impression, plus ou moins répandue parmi les habitants, exacerbée par le caractère statique de la situation, ou d'une tentative visant à trouver une explication à cette situation statique.

Mais même en admettant qu'il faille attribuer cette crainte à une impression et non à une situation de fait — en réalité la situation, sans être aggravée par une crise spécifique comme dans la zone de Carbonia, n'évolue pas non plus dans d'autres zones de la Sardaigne —, elle persiste chez certains et les amène à croire qu'ils sont, comme la ville, l'objet d'une discrimination.

Mise à part l'intervention dans le secteur industriel, les autres catégories de suggestions se révèlent moins intéressantes, soit par leur contenu — telles,

par exemple, les suggestions qui ne visent pas à résoudre la crise (10,5 %) comme l'augmentation des salaires, ou l'amélioration des services urbains — soit par le petit nombre de ceux qui les formulent — telle, par exemple, l'idée des cours de spécialisation (2,0 %), ou d'arrêter l'émigration (5,5 %). Parmi les suggestions qui ne sont faites que par un petit nombre, il en est deux, toutefois, qui semblent appeler quelques observations (1).

La première vise à stimuler l'agriculture: elle recueille les suffrages de moins de 4 % des habitants, malgré les problèmes propres à ce secteur, aussi bien pour ce qui est de la réorganisation de l'activité agricole que de la réforme agraire, qui ne semble pas avoir toujours produit des résultats satisfaisants. La raison en est, probablement, le petit nombre de personnes qui s'adonnent à l'agriculture dans la zone, 6,5 % de la population active d'après le recensement de 1961, parmi lesquels peu de propriétaires cultivateurs dans les nouvelles exploitations fondées à la suite de la réforme. Mais cette suggestion est certainement influencée par la culture de type industriel propre à la communauté: les bergers et les cultivateurs immigrés à Carbonia considèrent désormais comme irréversible leur transformation en ouvriers.

La deuxième suggestion a trait à la possibilité d'intervenir par une action politico-administrative propre à mettre en œuvre le plan de renaissance: elle n'est formulée que par 6,5 % de la population. Mais il n'est peut-être pas sans intérêt de noter que le pourcentage augmente — c'est-à-dire devient supérieur à la moyenne — chez les personnes ayant reçu une instruction secondaire ou universitaire, et chez celles qui préconisent l'intervention des syndicats et des partis (2). Cette situation correspond, par conséquent, à un type de population « culturellement avancée » par rapport au niveau moyen et ayant foi dans la validité des institutions dont les citoyens disposent pour exercer une action de pression.

4. Les effets de la crise sur la communauté

Les habitants ont été invités à exprimer leur opinion sur la manière dont il « faudrait se comporter si le travail venait à manquer dans une situation hypothétique, sans allusion à la crise: Vaudrait-il mieux rester ou émigrer? Au cas où l'on choisirait de rester, serait-il plus opportun de rechercher des solutions individuelles ou d'exercer une action collective? »

(1) Cf. Tableau 1 (page 149) : *cité*.

(2) Cf. Tableau 1 (page 149) : *cité*.
Cf. Tableau 2 (page 150) : *cité*.

Plus de la moitié ont répondu qu'il vaudrait mieux émigrer. Au cas où l'on resterait, la majorité s'accorde à reconnaître plus d'utilité à l'action individuelle.

Le comportement que les habitants adopteraient devant le manque hypothétique de travail concorde avec la tendance à émigrer exprimée dans d'autres réponses par près de la moitié des interviewés: il est, par contre, partiellement en contradiction avec le comportement adopté devant le danger réel, représenté par la crise. Il est vrai que l'émigration, dans la réalité aussi, a été extrêmement importante; mais ceux qui sont restés ont choisi l'action collective.

La déclaration de défiance envers l'action collective contredit l'aptitude, prouvée par ailleurs, à sortir de la sphère individuelle pour accepter comme valeur la collectivité. On dirait qu'à la capacité collective de protestation ne correspond pas l'aptitude individuelle à isoler la valeur idéologique qui en forme la base. A ce propos, toutefois, il n'est pas sans intérêt de noter que, même dans le comportement hypothétique, la foi dans l'action collective augmente relativement, tout en restant réduite, à mesure qu'augmentent le sens d'une responsabilité personnelle dans la solution de la crise, l'intensité des rapports sociaux extérieurs à la sphère familiale, c'est-à-dire dans une vie sociale plus étendue, et que diminue la participation dans la sphère sociale primaire.

La discordance entre les comportements hypothétique et réel conduit à poser la question de l'influence exercée par la crise sur la communauté.

Du point de vue de la cohésion sociale, la crise n'a pas entraîné la désagrégation que l'on aurait pu en attendre, étant donné la situation objective.

En effet, dès le début, la crise s'est présentée sans espoirs immédiats de solution, avec concomitance de facteurs négatifs: l'ouverture des marchés internationaux et la concurrence des charbons étrangers; la qualité inférieure du charbon du Sulcis pour la combustion; le coût élevé de l'extraction.

La crise a donc eu pour effet de ronger la communauté en diminuant progressivement les postes de travail: en dix ans, la main-d'œuvre est tombée de 17.000 personnes, occupées en 1947, à environ 4.000 en 1958. A partir de cette dernière année, la situation se stabilise: on assiste donc à la lente stillation du renouvellement naturel de la main-d'œuvre. En même temps, les recrutements diminuent et, à partir de 1958, ils se réduisent à un chiffre dérisoire.

L'émigration a privé la communauté de citoyens jeunes, en âge de travailler: de 1951 à 1961, environ 31.000 habitants ont émigré. Par contre, environ 14.000 ont immigré. Il s'est donc produit un fort renouvellement de population. Du point de vue des rapports sociaux, cela pouvait signifier le relâchement,

sinon la rupture, des liens de solidarité qui s'étaient constitués au cours de l'évolution de la communauté. La nouvelle population, d'autre part, pouvait avoir l'impression d'avoir moins part aux problèmes de la ville.

La perspective de l'industrialisation, enfin, a suscité beaucoup d'espoirs, suivis d'autant de déceptions.

La concomitance des éléments sus-indiqués aurait pu créer un sentiment d'impuissance personnelle et un manque de confiance envers la société, en amorçant le processus de désagrégation du tissu social.

Au contraire, la crise semble avoir provoqué dans la communauté une réaction positive, en exaltant ses valeurs collectives et en cimentant sa cohésion.

A la mono-économie de la ville correspond pour elle une raison unique de vivre: la crise de la mine compromet les raisons mêmes d'exister de la communauté. Bien qu'avec une intensité variable, la question intéresse tous les habitants. Carbonia est considérée comme un lieu de séjour stable: des normes et des valeurs sociales s'y sont élaborées: une culture, à la formation de laquelle ont pris part tous les habitants, du fait qu'ils en ont été eux-mêmes les auteurs. Malgré les fluctuations de la population, ces valeurs ont subsisté, évidemment soutenues par le noyau le plus important des citoyens, c'est-à-dire par les mineurs.

Ceux-ci, plus que les autres habitants, subissent les conséquences de la crise. La ville est avec eux et réagit en exerçant la force de pression dont elle dispose: elle s'oppose au démantèlement des puits, on propose des solutions. Les citoyens de Carbonia ne semblent reconnaître d'autre patrie que leur ville.

Le plan de renaissance lie plus étroitement le sort de Carbonia à celui de la Sardaigne: alors commence la longue attente, dans une situation qui oscille de la confiance au pessimisme, entrecoupée par les grèves et par les manifestations de protestation, qui sont à la fois des expressions du désespoir et de l'espoir.

Quand la présente étude a été entreprise, la situation de Carbonia était statique: on attendait le transfert de l'ensemble électrique et minier de la S.M.C.S. à l'E.N.E.L. Tandis qu'il s'effectuait, il y a eu des moments où la situation a paru devoir s'aggraver. Elle était, en tout cas, de nature à faire supposer chez les habitants un sentiment de frustration qui aurait pu provoquer un état d'esprit « anémique ».

Nous entendons ici par « anémie » le manque de confiance et le sentiment d'isolement que l'individu éprouve à l'égard du milieu dans lequel il vit, du fait que ce milieu se révèle incapable de satisfaire ses besoins et ceux

de son groupe. Ce sentiment provoque une crise dans les rapports entre le citadin et la société (1).

La situation de Carbonia fait apparaître deux facteurs qui pourraient engendrer l'anomie: la frustration persistante des besoins primaires, la difficulté pour l'individu et pour la collectivité d'atteindre les centres de pouvoir pour améliorer la situation.

Les facteurs révélateurs d'un état d'anomie pourraient être les suivants:

1. Revenu bas et 2. caractère marginal — éloignement des centres de pouvoir — accentué chez les personnes d'âge avancé et chez les femmes, qui jouent des rôles moins actifs dans la société.

Ses effets pourraient, par contre, être :

1. Utilisation restreinte des moyens d'information de masse, considérés comme instrument de contact avec le monde extérieur, d'où isolement;
2. Manque de confiance dans l'action politique et dans sa fonction représentative.
3. Fatalisme et manque de programmes pour l'avenir;
4. Incapacité de prévoir l'avenir, fût-ce d'une manière pessimiste;
5. Comportement asocial, comme on peut le déduire des infractions au Code pénal et de la fréquence de l'alcoolisme (2).

Nous avons donc étudié la population de Carbonia à tous ces points de vue, pensant trouver chez elle un degré d'anomie supérieur à la moyenne.

Sur l'ensemble de la population, au contraire, la répartition est normale.

(1) Plus que des théories bien connues de Durkheim, cf. *Le suicide*, Alcan, Paris, 1897 et *La division du travail*, Alcan, Paris, 1893, et sur les théories de Merton, cf. *Social Theory and Social Structure*, Free Press, Glencoe, Ill., 1958, nous nous sommes inspirés de R.M. MacIver, cf. *The Ramparts we guard*, New York, 1950 et de D. Riesman, cf. *The lonely crowd*, New Haven, 1950.

Pour la mesure de l'anomie, nous avons utilisé l'échelle de L. Srole, cf. *American Journal of Sociology*, 1956, n° 62, pp. 63-67, centrée sur la perception, par l'individu, de son milieu social et du poste qu'il y occupe personnellement. L'échelle mesure cinq situations révélatrices d'anomie :

1. L'impression que les responsables de la communauté sont indifférents aux besoins de l'individu.
2. L'impression qu'il n'y a rien à faire, la société ayant des réactions imprévisibles et étant vouée au désordre.
3. L'idée que les buts de la vie sont dans une phase de récession plutôt que de réalisation.
4. Le sentiment de précarité.
5. La conviction qu'il est impossible de compter sur personne pour en recevoir un appui moral ou effectif.

(2) La frustration, qui est à la fois empêchement effectif de subvenir à ses propres besoins, et sentiment d'impuissance, peut provoquer des actes d'agression à l'égard soit de la société, soit de l'intéressé lui-même, selon que la cause de la frustration est attribuée au milieu extérieur ou que l'intéressé a le sentiment qu'elle réside en lui-même. En considérant la société comme coupable de ne pas avoir subvenu à ses besoins primaires et sociaux, l'intéressé peut se comporter d'une manière asociale, sans tenir compte des règles existantes, ce qui peut le mener jusqu'au crime.

Si, au contraire, il se juge lui-même, du fait de sa propre incapacité, responsable de la frustration qu'il ressent, son comportement subira une déviation: il cherchera à s'évader d'une réalité désagréable — un moyen fréquemment utilisé à cet effet est l'alcoolisme — ou il se punira tout simplement lui-même, dans un cas extrême par le suicide.

L'anomie est très élevée chez les individus sans revenu fixe — comme les chômeurs — (1) et décroît à mesure qu'augmenté le revenu.

Tendent aussi à être anomiques les personnes qui se trouvent le plus en marge de la société, qui ont le moins de rapports avec elle et peuvent le moins influencer sur elle. Dans ce groupe se situent, outre ceux qui n'ont pas de revenu fixe ou qui le jugent insuffisant pour subvenir à leurs besoins, les personnes âgées, surtout les femmes (2), les personnes peu instruites — les anomiques n'ont pas été au delà de l'école primaire (3) —, les chômeurs et en général les personnes sans emploi (4), celles qui vivent, du point de vue urbanistique dans l'isolement et ont, de ce fait, des rapports sociaux difficiles (5).

Chez les anomiques, les rapports avec la société, même médiats, par l'intermédiaire des moyens d'information de masse, par exemple, sont rares. Ils lisent peu les journaux (6) — chez eux, pauvreté et analphabétisme viennent s'ajouter à l'indifférence — et s'intéressent davantage à des programmes de distraction, tant dans la presse qu'à la radio (7).

La rareté des rapports avec la collectivité est en partie compensée par une plus grande intensité de rapports à l'échelon primaire — famille, amis —, phénomène qui, toutefois, est souvent en raison inverse de la participation à des groupes sociaux plus étendus — la communauté, par exemple.

La sélection d'un groupe de personnes caractérisées par des facteurs tels qu'une instruction rudimentaire, un revenu peu élevé, un âge avancé, l'absence de rapports avec les autres, facteurs qui, chez elles, peuvent justifier l'anomie indépendamment de la crise de la ville, permet d'isoler les individus qui, dans n'importe quel contexte social, tendent à adopter cette attitude anomique.

La plupart des habitants, au contraire, se caractérisent par une assez grande confiance dans la société et dans les possibilités qu'ils ont eux-mêmes d'influer sur la situation, ainsi que par le sentiment d'une responsabilité, qui se traduit par la participation active à la solution de la crise.

C'est dire que l'on ne trouve pas, chez les personnes pourvues d'un emploi — le groupe le plus capable d'exercer une pression — et chez les jeunes des deux sexes — groupe qui prendra de plus en plus d'importance dans l'avenir immédiat — le fatalisme (8), l'incapacité de prévoir l'avenir et le manque de confiance, que justifierait la situation d'incertitude dans laquelle se trouve la ville.

(1) Cf. Tableau 6 (page 152) : Anomie et revenu.

(2) Cf. Tableau 4 (page 151) : Anomie, selon le sexe de l'âge.

(3) Cf. Tableau 5 (page 151) : Anomie et titre d'études.

(4) Cf. Tableau 14 (page 72) : Anomie, selon les zones d'habitation, dans l'appendice au chapitre II : *La ville*.

(5) Cf. Tableau 20 (page 124) : Anomie et emploi, dans l'appendice au chapitre III. *Le travail*.

(6) Cf. Tableau 7 (page 152) : Anomie et recours aux moyens d'information de masse.

(7) Cf. Tableau 8 (page 153) : Anomie et sujets préférés dans la lecture des journaux.

(8) 16,6 % seulement des interviewés ont approuvé la formule « aujourd'hui, il faut vivre au jour le jour, sans se soucier du lendemain ».

Les états d'esprit analysés au moyen de l'enquête se voient encore confirmés par l'analyse du comportement effectif. Nous avons vu qu'un des effets de l'anomie pouvait être l'asocialité, qui peut aller jusqu'à la violation du code. Or, à Carbonia, le comportement asocial n'est pas fréquent, les infractions sont légères et diminuent même en nombre. Il n'y a pas eu de meurtres depuis cinq ans. Les délits commis en 1963 ont été au nombre de 750, ce qui représente 2,2 % du total de la population. Il s'agissait, dans la plupart des cas, d'affaires d'accidents de la route ou de procès au civil, en rapport avec la situation économique difficile — telles que les saisies pour dettes contractées par l'achat de produits alimentaires ou les faillites. De même, l'alcoolisme, qui est cependant fréquent dans certains centres de la Sardaigne, semble presque inexistant.

Carbonia est donc dans la situation opposée à celle que Banfield (1) a décrite dans son analyse d'une communauté de l'Italie méridionale, caractérisée par le « famillisme amoral », où le manque de confiance envers les pouvoirs publics s'accompagne de l'aptitude de tenir compte des intérêts collectifs et à agir en leur faveur, et de la tendance à enfreindre la loi, toutes les fois que l'on ne risque pas de punition.

Malgré la crise qui sévit depuis plus de dix ans et les frustrations qui en résultent pour la plupart des citoyens, malgré les déchirures faites dans le tissu social par l'exode de très nombreux habitants, Carbonia est une collectivité dans l'acception la plus complète du terme, qui conserve compacité, sociabilité et réactions positives.

Même après des années d'incertitude, les habitants ont tendance à envisager l'avenir avec confiance. Si on leur demande comment l'on vit aujourd'hui à Carbonia, plus de la moitié des citoyens s'accordent à répondre que la situation s'est aggravée (2), mais ces mêmes citoyens estiment que la crise actuelle sera surmontée et que, dans un avenir proche, on vivra mieux à Carbonia.

Cette expectative confiante est plus évidente chez les très jeunes et chez les femmes. Les hommes, surtout ceux de 26 à 35 ans, se montrent nettement moins optimistes. Ce sont, en effet, les hommes de cet âge, plus que les jeunes et les femmes, parce qu'ils sont plus nombreux — ou devraient l'être — du fait de leur insertion dans le processus de production, à subir les conséquences de la crise et, par conséquent, à se rendre compte, d'une manière réaliste et par expérience directe, de l'insécurité qui subsiste encore (3).

Pendant, l'indication que nous estimons devoir retenir est que si Carbonia cesse un jour d'être frustrée dans son attente, on pourra encore compter sur cette collectivité pour construire l'avenir de la ville.

(1) Edward C. Banfield; *The moral basis of a backward society*, Free Press, Glencoe, Ill. 1958.

(2) Cf. Tableau 9 (page 153) : Appréciation de la situation actuelle.

(3) Cf. Tableau 10 (page 154) : Ce que l'on attend de l'avenir.

APPENDICE AU CHAPITRE IV

- 1 — Interventions suggérées et organismes qui devraient intervenir.
- 2 — Titre d'études et interventions suggérées.
- 3 — Recours aux moyens d'information de masse et interventions suggérées.
- 4 — Anomie, selon le sexe et l'âge.
- 5 — Anomie et titre d'études.
- 6 — Anomie et revenu
- 7 — Anomie et recours aux moyens d'information de masse
- 8 — Anomie et sujets préférés dans la lecture des journaux.
- 9 — Appréciation de la situation actuelle.
- 10 — Ce que l'on attend de l'avenir.

Tableau 1
Interventions suggérées et organismes qui devraient intervenir

Organismes	Industries			Politico-administratives	Développement de l'agriculture	Cours de spécialisation	Arrêt émigration	Non décisives	Sans opinion	Total	
	Non spécialisés	Connexes au charbon	Indépendantes du charbon							%	Numérique
Gouvernement	53,6	17,3	2,5	3,7	4,3	1,9	7,1	9,0	0,6	100,0	(323)
Région	41,2	24,4	3,3	10,0	1,1	1,1	3,3	15,6	—	100,0	(90)
Commune	47,4	26,3	—	5,3	10,5	—	—	10,5	—	100,0	(19)
Syndicats et Partis	26,7	20,0	6,7	33,3	—	—	—	13,3	—	100,0	(15)
Industrie	46,6	33,3	—	6,7	6,7	6,7	—	—	—	100,0	(15)
Organismes publics & privés	38,7	19,3	—	16,1	—	6,5	6,5	12,9	—	100,0	(31)
Sans opinion	50,0	—	—	—	—	—	—	16,7	33,3	100,0	(12)
Total	49,2 (248)	19,1 (97)	2,2 (11)	6,5 (33)	3,8 (19)	2,0 (10)	5,5 (28)	10,5 (53)	1,2 (6)	100,0	— (505)

Tableau 2
Titre d'études et interventions suggérées

Titre d'études	Industries				Politico-administratives	Développement de l'agriculture	Cours de spécialisation	Arrêt émigration	Non décisives	Sans opinion	Total	
	Non spécifiées	Connexes au charbon	Indépendantes du charbon								%	Numérique
			Connexes au charbon	Indépendantes du charbon								
Analphabètes	51,4	9,8	1,6	1,6	6,6	9,8	1,6	3,2	12,8	3,2	100,0	(62)
Sans titre	55,1	14,8	2,6	2,6	5,1	3,2	0,6	5,1	12,2	1,3	100,0	(156)
Certificat d'études primaires	51,5	21,5	2,2	2,2	4,5	2,8	2,3	5,1	9,0	1,1	100,0	(177)
secondaires	35,7	30,3	1,8	1,8	3,6	1,8	3,6	12,5	10,7	—	100,0	(56)
Etudes secondaires complètes	39,0	24,4	2,4	2,4	17,1	—	4,9	4,9	7,3	—	100,0	(41)
Université	31,3	18,7	—	—	25,0	12,5	—	—	12,5	—	100,0	(16)
Total { % numér.	49,2 (250)	19,1 (97)	2,2 (11)	2,2 (11)	6,5 (33)	3,7 (19)	2,0 (10)	5,5 (28)	10,6 (54)	1,2 (6)	100,0	— (508)

Tableau 3
Recours aux moyens d'information de masse et interventions suggérées

Moyens d'information de masse	Industries				Politico-administratives	Développement de l'agriculture	Cours de spécialisation	Arrêt émigration	Non décisives	Sans opinion	Total	
	Non spécifiées	Connexes au charbon	Indépendantes du charbon								%	Numérique
			Connexes au charbon	Indépendantes du charbon								
Aucun	48,2	7,4	—	—	11,1	7,4	—	7,4	14,8	3,7	100,0	(27)
Radio et TV	53,9	14,7	2,0	2,0	2,4	3,9	2,0	5,9	13,2	2,0	100,0	(204)
Presse	45,8	23,5	2,5	2,5	9,0	3,2	2,2	5,1	8,3	0,4	100,0	(277)
Total { % numér.	49,2 (250)	19,1 (97)	2,2 (11)	2,2 (11)	6,5 (33)	3,7 (19)	2,0 (10)	5,5 (28)	10,6 (54)	1,2 (6)	100,0	— (508)

Tableau 4
Anomie, selon le sexe et l'âge

Sexe et Age	Anomiques	Moyenne	Non anomiques	Total	
				%	Numérique
18 - 25 ans	15,9	63,6	20,5	100,0	(44)
26 - 35 ans	11,6	39,5	48,9	100,0	(43)
36 - 45 ans	6,0	61,1	32,9	100,0	(67)
46 - 60 ans	32,1	51,4	16,5	100,0	(109)
Total Hommes	19,4	54,0	26,6	100,0	(263)
18 - 25 ans	16,6	57,6	25,8	100,0	(66)
26 - 35 ans	26,5	48,4	25,1	100,0	(64)
36 - 45 ans	27,3	57,6	15,1	100,0	(66)
46 - 60 ans	37,3	43,1	19,6	100,0	(51)
Total Femmes	26,2	52,4	21,4	100,0	(247)
Total { % numér.	22,8 (116)	53,1 (271)	24,1 (123)	100,0 —	— (510)

Tableau 5
Anomie et titre d'études

Titre d'études	Anomiques			Moyenne	Non anomiques			Total	
	Anomie totale	Anomie supér. à la moyenne	Total partiel		Anomie inférieure moyenne	Absence totale d'anomie	Total partiel	%	Numérique
Analphabètes	25,9	25,8	25,9	9,2	6,2	3,7	5,7	12,1	(62)
Sans titre	33,3	36,0	35,3	32,1	27,1	11,1	23,6	30,8	(157)
Certificat études primaires	40,8	31,5	33,6	37,7	32,3	22,2	30,1	34,9	(178)
Premières classes secondaires	—	5,6	4,3	9,6	17,7	29,7	20,3	11,0	(56)
Etudes secondaires complètes	—	1,1	0,9	7,7	12,5	25,9	15,4	8,1	(41)
Université	—	—	—	3,7	4,2	7,4	4,9	3,1	(16)
Total { % numér.	100,0 (27)	100,0 (89)	100,0 (116)	100,0 (271)	100,0 (96)	100,0 (27)	100,0 (123)	100,0 —	— (510)

Tableau 6
Anomie et revenu

Revenu familial mensuel	Anomiques	Moyenne	Non anomiques	Total	
				%	Numérique
Pas de revenu fixe	71,4	28,6	—	100,0	(7)
Inférieur à L. 50.000	35,1	51,6	13,3	100,0	(128)
L. 50-70.000	22,5	55,1	22,4	100,0	(147)
L. 70-100.000	15,3	54,0	30,7	100,0	(137)
L. 100-150.000	18,5	50,0	31,5	100,0	(54)
L. 150-200.000	—	50,0	50,0	100,0	(16)
Plus de L. 200.000	6,7	66,6	26,7	100,0	(15)
Total { % numérique	22,9 (115)	53,2 (268)	23,9 (121)	100,0 —	— (504)

Tableau 7
Anomie et recours aux moyens d'information de masse

Anomie	Aucun	Radio TV	Presse	Total	
				%	Numérique
Anomiques	10,4	54,3	35,3	100,0	(116)
Moyenne	4,0	38,4	57,6	100,0	(271)
Non anomiques	3,3	31,7	65,0	100,0	(123)
Total { % numérique	5,3 (27)	40,4 (206)	54,3 (277)	100,0 —	— (510)

Tableau 8
Anomie et sujets préférés dans la lecture des journaux

Anomie	Aucune lecture	Evasion	Culture	Actualité (politique)	Total	
					%	Numérique
Maximum	31,7	31,7	4,9	31,7	100,0	(41)
Moyenne	24,2	27,4	9,6	38,8	100,0	(157)
Minimum	21,2	22,5	5,0	51,3	100,0	(80)
Total { % numérique	24,5 (68)	26,6 (74)	7,5 (21)	41,4 (115)	100,0 —	— (278)

Tableau 9
Appréciation de la situation actuelle

A Carbonia, on est aujourd'hui :

Sexe et Age	Comme il y a cinq ans	Mieux	Plus mal	Sans opinion	Total	
					%	Numérique
18 - 25 ans	6,8	15,9	77,3	—	100,0	(44)
26 - 35 ans	20,9	7,0	67,4	4,7	100,0	(43)
36 - 45 ans	18,2	13,6	66,7	1,5	100,0	(66)
46 - 60 ans	22,9	7,4	68,8	0,9	100,0	(109)
Total hommes	18,7	10,3	69,5	1,5	100,0	(262)
18 - 25 ans	15,2	19,7	62,1	3,0	100,0	(66)
26 - 35 ans	21,9	12,5	59,4	6,2	100,0	(64)
36 - 45 ans	22,7	13,7	63,6	—	100,0	(66)
46 - 60 ans	11,8	23,5	64,7	—	100,0	(51)
Total femmes	18,2	17,0	62,4	2,4	100,0	(247)
Total { % numérique	18,5 (94)	13,5 (69)	66,0 (336)	2,0 (10)	100,0 —	— (509)

Tableau 10
Ce que l'on attend de l'avenir

A Carbonia, dans cinq ans, on sera :

Sexe et Age	Comme aujourd'hui	Mieux	Plus mal	Sans opinion	Total	
					%	Numérique
18 - 25 ans	9,1	61,4	15,9	13,6	100,0	(44)
26 - 35 ans	2,3	37,2	20,9	39,6	100,0	(43)
36 - 45 ans	6,0	40,3	16,4	37,3	100,0	(67)
46 - 60 ans	10,1	36,7	22,0	31,2	100,0	(109)
Total hommes	7,6	41,8	19,4	31,2	100,0	(263)
18 - 25 ans	13,6	60,6	10,6	15,2	100,0	(66)
26 - 35 ans	6,2	59,4	17,2	17,2	100,0	(64)
36 - 45 ans	6,1	50,0	21,2	22,7	100,0	(66)
46 - 60 ans	17,6	37,3	21,6	23,5	100,0	(51)
Total femmes	10,5	52,6	17,4	19,5	100,0	(247)
Total { % numérique	9,0 (46)	47,1 (240)	18,4 (94)	25,5 (130)	100,0 —	— (510)

CHAPITRE V

LA STRUCTURE SOCIALE

1. Aspects culturels

La « culture » de la ville présente des aspects particuliers: tout d'abord, elle est plus dégagée d'influences traditionnelles, ce qui la distingue de celle des autres centres de la Sardaigne. Elle s'est formée en même temps que la ville, en adoptant une partie du patrimoine de valeurs que les nouveaux citadins apportaient avec eux de leurs centres d'origine, et en élaborant pour le reste ses propres valeurs.

Les habitants de Carbonia ont été dès le début, en très forte majorité, des Sardes, mais originaires d'une multitude de villages, sans qu'ait prévalu un moyen spécifique qui pût imposer sa tradition particulière. La population a été pratiquement constituée par deux grands groupes: des agriculteurs et des mineurs de la zone.

Le berger ou le journalier sarde, passé à une nouvelle activité dans l'industrie d'extraction, n'a pas conservé la culture de son lieu d'origine, non seulement faute de substrats de soutien, mais aussi et surtout parce que la culture traditionnelle, typiquement agricole, s'adaptait mal à une communauté toute centrée sur le travail industriel, fût-il d'un type unique.

S'il fallait porter un jugement sur la valeur du passé et de la tradition, en optant pour un comportement, il est probable que le nouveau venu jugeait plus valable la culture qui s'élaborait dans la nouvelle ville.

La ville apparut à ses nouveaux habitants comme capable de subvenir à leurs besoins primaires, et même au-delà, beaucoup plus que leurs lieux d'origine. En effet, les meilleures conditions étaient réunies pour que les nouveaux habitants puissent s'identifier étroitement avec la nouvelle communauté et accepter des transformations culturelles: salaires élevés (les payes des mineurs ont toujours été parmi les meilleures, en Italie), sécurité de l'emploi, habitations relati-

vement plus confortables, services pour les travailleurs et leur famille, toutes choses qu'ils n'envisageaient même pas auparavant.

Si une culture a prévalu, elle a probablement été apportée par le groupe qui avait déjà pratiqué un travail industriel, toujours dans le secteur minier, surtout pendant le second grand courant d'immigration. Ce groupe avait une mentalité fort différente de celle du berger et du journalier et certainement plus adaptée à la situation de la nouvelle collectivité qui surgissait et dont les activités étaient toutes axées sur l'existence de l'industrie.

Contrairement à ce qui advient d'ordinaire dans les lieux d'immigration, comme il n'existait pas, dans la ville, de population déjà installée avant le développement, il n'y eut pas possibilité de conflit au sein de la population, mais tous purent se sentir citoyens à part égale, tous contribuant à la formation d'une collectivité et d'une nouvelle culture.

Le bien-être de la ville, son extrême caractérisation par rapport aux autres localités voisines, l'activité syndicale et politique qui s'y est fortement développée après la guerre, peuvent aussi avoir contribué à des degrés divers à cimenter le sentiment de cohésion de la communauté.

2. Carbonia, communauté industrielle

L'instruction

La nouvelle « culture » élaborée sur place avec le concours de tous les citoyens, a pénétré profondément la collectivité, au point de subsister aujourd'hui encore, alors que la crise de l'emploi et le bas niveau de vie ont depuis longtemps fait disparaître les plus importantes caractéristiques de nature économique qui distinguaient autrefois la ville des autres centres de l'île. Retournée au niveau économique moyen de la Sardaigne, Carbonia continue à être fortement caractérisée par rapport au reste de la région, et notamment aux centres agricoles, par des facteurs de type social et psychologique, issus du fort développement industriel du passé. Les valeurs présentes dans la collectivité sont caractéristiques de zones où l'industrialisation a pénétré depuis des années.

En effet, outre l'expansion de la consommation et le mode de vie, un autre aspect saillant distingue la société industrialisée des sociétés agricoles ou, en tout cas, pré-industrielles, à savoir: les degrés d'instruction.

Souvent, en parlant de sociétés évoluées, on met en relief le train de vie élevé et la diffusion des biens de consommation. Le degré d'instruction représente un indice statistique tout aussi important, sinon davantage, que le ren-

seignement d'ordre économique, parce qu'il implique la présence d'une valeur particulière attribuée à la scolarité.

L'extension de l'instruction, sur une base plus large pour la dispenser à toutes les classes sociales, et dans le temps par la prolongation des études, n'est pas seulement une nécessité pour que se conservent et s'améliorent les connaissances techniques nécessaires au développement de la société: l'instruction devient aussi une valeur, tant à l'échelon de la collectivité — qui la soutient par des lois, des investissements et qui en contrôle la mise en œuvre — qu'aux yeux de l'individu.

Dans les communautés agricoles, l'instruction des enfants n'a pas de sens aux yeux des classes pauvres; elle ne comporte pas, même à longue échéance, d'effets économiques positifs; d'où la tendance à épargner aux enfants l'obligation scolaire et à l'abréger, afin de les mettre plus tôt au travail. Aux yeux des classes possédantes, l'instruction est un symbole supplémentaire de distinction sociale, qui, cependant, ne se traduit pas nécessairement par des activités sociales ou productives, ni ne facilite par lui-même l'acquisition de biens matériels — que, du reste, l'on possède par héritage et que l'on conserve par l'exercice du pouvoir politique ou social.

Dans les sociétés industrielles, il arrive encore souvent que les classes les plus déshéritées ne se rendent pas compte de la valeur économique, non plus que psychologique, de l'instruction; mais cette valeur est, en revanche, reconnue dans les classes laborieuses et les ouvriers qualifiés surtout en ont pleinement conscience.

Du point de vue économique, Carbonia est une communauté frappée de marasme: il y a peu de travail, le revenu y est faible, la consommation peu importante. Par contraste, les niveaux d'instruction sont très élevés, tant par rapport à la région que dans le cadre de la situation de l'Italie méridionale.

Il convient de rappeler que, contrairement à tant de centres du Sud, qui sont dans un état de stagnation séculaire, Carbonia a le souvenir récent d'un développement rapide et du bien-être matériel; cette expérience semble avoir conditionné en profondeur la mentalité et les attitudes des habitants; l'instruction des enfants a été acceptée comme valeur, à tel point qu'au cours des dix dernières années, tandis que l'emploi, et par contrecoup le revenu de la population, diminuaient dangereusement, les niveaux d'instruction se sont notablement élevés et continuent aujourd'hui encore à accuser une tendance nettement ascendante.

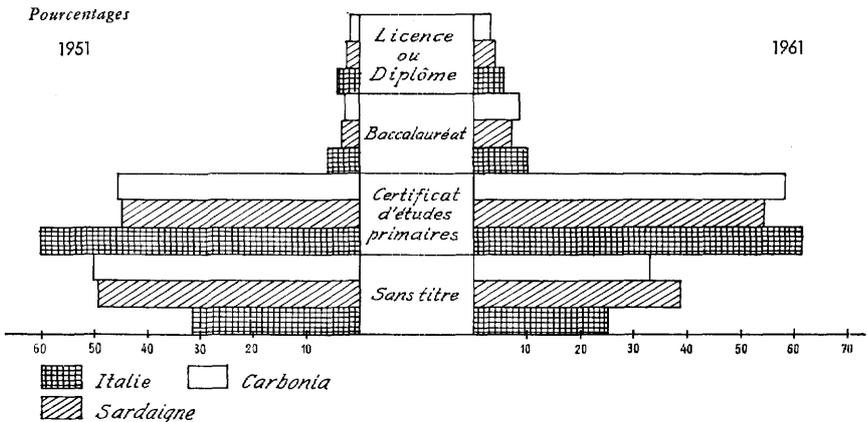
Au début, la majorité des premiers habitants de Carbonia ne devait pas s'écarter des niveaux d'instruction moyens, très bas, de la région: une preuve en est le notable pourcentage d'analphabètes relevé dans notre échantillon parmi

les vieux, et notamment parmi les femmes; dans les groupes d'âge de 46 à 60 ans, 58,7 % des hommes et 76,5 % des femmes n'ont pas achevé leurs études primaires. Encore au recensement de 1951, la situation de Carbonia était pire que celle de toute la Sardaigne et de l'ensemble de l'Italie (1). Aujourd'hui, la population scolaire de Carbonia représente un tiers de la population totale (10.000 élèves environ sur 30.372 habitants âgés de plus de 6 ans) et parmi les nouvelles générations, il n'existe pratiquement plus d'analphabètes.

Les personnes pourvues d'un titre d'études représentent aujourd'hui 68 % de la population âgée de plus de 6 ans, contre 64,2 % pour la Sardaigne et 61,9 % pour le Sud de l'Italie (2).

DIAGRAMME A

Niveaux d'instruction à Carbonia, en Sardaigne, en Italie
Elaboration d'après les IX^e et X^e recensements de la population.



Un autre aspect particulier a trait à la population féminine. Dans toute l'Italie, les femmes accusent des niveaux plus bas d'instruction. Ainsi qu'il a déjà été dit, à Carbonia le degré d'instruction des femmes était, au début, nettement déficitaire; lors du recensement de 1951, 23,7 % des femmes étaient encore analphabètes, 55,5 % ne possédaient aucun titre d'études, tandis que

(1) Cf. Diagramme A : Niveaux d'instruction à Carbonia, en Sardaigne et en Italie, d'où il ressort que, quoique avec de légères différences, les personnes pourvues d'un titre d'études (49,2 %) étaient moins nombreuses que dans toute la Sardaigne (50,7 %) et dans toute l'Italie du Sud (51,6 %). En 1951, la moyenne nationale était de 69,2 %.

(2) En termes absolus, on peut dire que si, en 1951, plus de la moitié des citadins de Carbonia ne possédaient aucun titre d'études, en 1961 moins d'un tiers de la population était encore dans la même situation. Le pourcentage des citadins pourvus d'une licence ou d'un diplôme a presque doublé au cours des dix ans qui séparent les deux recensements et celui des personnes pourvues du baccalauréat est monté de 2,9 à 8 %. Le pourcentage des citadins qui ont obtenu le certificat d'études primaires est passé de 49,2 à 57,2 %.

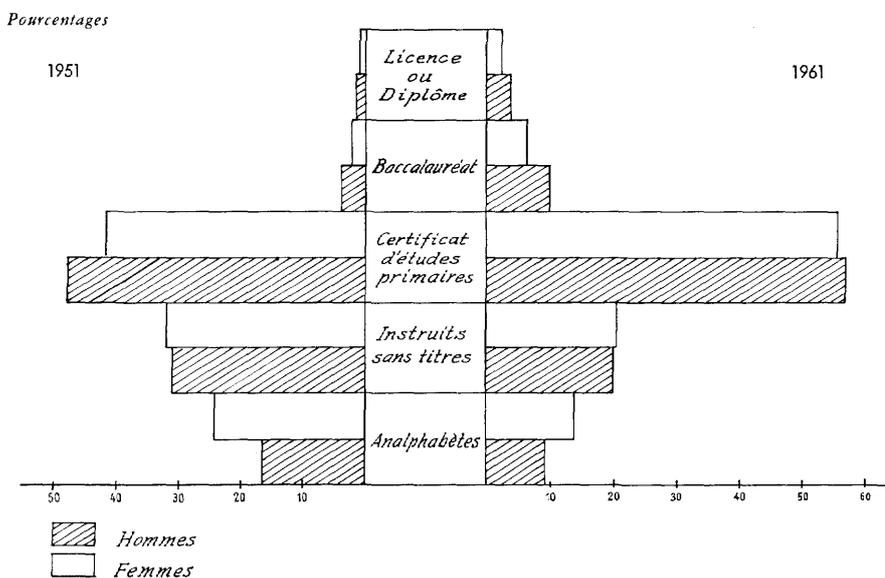
3,1 % seulement étaient titulaires d'un diplôme supérieur au certificat d'études primaires. Dix ans plus tard, au recensement de 1961, les femmes avaient presque atteint le niveau d'instruction des hommes (1).

Il est vrai que le recensement de 1961 a révélé un sensible progrès de l'instruction, notamment pour l'Italie du Sud. Ce qui s'est passé à Carbonia, cependant, dénote un rythme d'accroissement bien supérieur, tant en termes absolus que par comparaison avec l'Italie méridionale, bien qu'à l'amélioration des conditions de vie que l'on constate dans le Sud depuis dix ans s'oppose, à Carbonia, une nette aggravation de la situation économique des individus et de la collectivité.

DIAGRAMME B

Niveaux d'instruction à Carbonia, selon le sexe

Elaboration d'après les IX^e et X^e recensements de la population.



Depuis le recensement de 1961, on ne possède pas de renseignements officiels plus récents sur l'instruction. Toutefois, on peut l'affirmer, la tendance que révèle la comparaison des recensements se poursuit par une courbe ascen-

(1) Cf. Diagramme B: Niveaux d'instruction à Carbonia, selon le sexe. Les femmes titulaires du certificat d'études primaires représentent 56,5 % (contre 57,8 % pour les hommes), tandis que celles qui possèdent un titre d'études supérieur au certificat d'études sont passées de 3,1 % à 8,8 %.

dante: comme preuve — outre les résultats de l'enquête sur l'échantillon prélevé —, on peut citer l'énorme afflux d'élèves à l'école obligatoire; cet afflux est sans autre exemple en Italie, et il est directement responsable de l'augmentation des indices de scolarisation: nous avons vu qu'un citadin sur trois fréquente une école (1). L'évasion scolaire est pratiquement inexistante: le taux de fréquentation de l'école obligatoire est très élevé, égal à celui de régions économiquement et culturellement plus évoluées, telles que le Piémont et la Ligurie: il est de 92,7 % pour les écoles primaires, tandis qu'en moyenne, l'obligation n'est respectée en Sardaigne qu'à 52,4 %; pour les premières classes secondaires, il est de 83,8 %, contre une moyenne régionale de 62 % et nationale de 68 % (2).

Il est évident que, pour obtenir le respect maximum de l'obligation scolaire prévue dans la Constitution, l'on ne saurait recourir au seul contrôle inquisitorial: il faut plutôt que l'instruction prenne un sens aux yeux de ceux qui doivent en bénéficier et des familles; si elle représente une valeur dans la communauté, elle sera aussi considérée comme telle par les familles et par les élèves: sinon, elle fera figure d'imposition dénuée de sens, à laquelle on trouvera facilement moyen de se soustraire.

L'état d'esprit positif à l'égard de l'instruction est encore confirmé par la tendance des élèves à poursuivre des études secondaires, après s'être conformés à l'obligation de fréquenter l'école pendant huit ans. La fréquentation des classes supérieures des lycées est très forte: elles comptent 1.189 élèves, sur une population de 4.458 jeunes âgés de 14 à 19 ans. Cela représente 26 %, contre la moyenne de 18,3 % pour la Sardaigne et de 21,1 % pour l'Italie. La fréquentation est même probablement supérieure à ce pourcentage, du fait que certains jeunes fréquentent l'école normale et les écoles professionnelles, qui n'existent pas dans la commune. La poursuite des études secondaires vient encore confirmer les renseignements déjà cités et surtout l'état d'esprit extrêmement positif de la population à l'égard de l'instruction; il apparaît d'autant plus positif si l'on songe à la charge considérable (en taxes scolaires et en manuels) que comporte la poursuite des études au-delà de l'école obligatoire — gratuite — pour des familles d'ouvriers ou, en tout cas, à revenu faible.

En revanche, l'université est peu fréquentée, du fait qu'au coût encore plus élevé des études universitaires — auquel ne suffisent pas à parer les rares bourses d'études —, coût auquel la plupart des citadins d'une communauté pauvre ne peuvent faire face, vient s'ajouter la difficulté de se rendre à

(1) Sur une population résidente, âgée de plus de 6 ans, de 30.372 personnes, 8.433 ont été inscrites en 1964 aux écoles publiques de jour. Il convient d'y ajouter les élèves des cours du soir, tous les étudiants, et les élèves des instituts techniques industriels de Cagliari et de l'école normale d'Iglesias, qui ne sont pas compris dans les renseignements ayant trait à la commune.

(2) Cf. Annexe 1: Situation scolaire, par. 1.

Cagliari, siège de l'université — Carbonia est mal desservie par les moyens de communication avec le chef-lieu — et les frais de transport.

La bibliothèque

La conception de l'instruction comme valeur, et non comme obligation limitée dans le temps à la seule fréquentation scolaire, est mise en évidence par la fréquentation de la bibliothèque municipale et par le type de lecture préféré. La bibliothèque n'a encore que deux années d'existence, mais elle a rapidement trouvé place dans la vie de la ville, favorisée d'ailleurs par le fait qu'elle est située sur la place principale, dans l'hôtel de ville même. Organisée d'une façon moderne, avec les livres placés en vue, elle abrite des initiatives culturelles, telles que la projection hebdomadaire de films, des conférences et des débats. Soixante personnes en moyenne la fréquentent quotidiennement, et 2.000 y sont inscrites au service des prêts de livres.

Il convient de souligner que les 6.000 volumes de la bibliothèque ont été choisis avec beaucoup de rigueur; il y a pas mal de livres de sciences, d'histoire, de littérature classique et moderne, tandis que les livres de distraction pure (policiers, romans roses, etc.) sont totalement absents.

Le caractère d'acte volontaire qu'a la fréquentation de la bibliothèque, et la qualité des volumes qu'elle renferme, permettent de mieux analyser la tendance à l'information culturelle et l'importance accordée à la culture, en dehors non seulement de toute contrainte, mais aussi de l'intérêt pratique immédiat. L'échantillon extrait à dessein pour l'analyse ⁽¹⁾ fournit quelques renseignements qui confirment ce qui a été dit plus haut.

L'âge et le sexe permettent de classer nettement les lecteurs en groupes, tant par leurs lectures plus ou moins fréquentes que par la préférence particulière accordée à telle ou telle matière.

Les lectrices sont en minorité (37 %); il s'agit surtout de femmes, presque toutes jeunes (16 à 35 ans; la classe d'âge supérieur ne comprend que deux lectrices), qui lisent presque exclusivement des romans ⁽²⁾.

Les lecteurs, pour leur part, sont bien plus sélectifs, et leurs goûts varient selon leur âge et leur profession. Le plus grand nombre de lecteurs et de livres lus par tête se trouve parmi les très jeunes, pour la plupart étudiants. Cela ne s'explique pas seulement par le fait qu'ils disposent de plus de loisirs,

(1) Nous avons extrait au hasard un échantillon de 100 fiches sur les 2.000 du service des prêts, en en excluant les enfants de moins de 15 ans. Nous avons ensuite tenu compte de quelques variables concernant les lecteurs, telles que le sexe, l'âge et la profession, d'autres concernant le type de lecture, en distinguant 5 catégories: *romans* (les œuvres narratives des deux derniers siècles); *culture complémentaire* (classiques de la littérature, histoire et philosophie, qui complètent la culture scolaire); *problèmes contemporains* (histoire contemporaine, politique, économie); *science, technique et informations pratiques*.

(2) Cf. Tableaux 1 et 2 (page 189): Livres préférés, selon le sexe et l'âge des lecteurs.

leur temps n'étant pas encore entièrement absorbé par le travail ou par la famille, et par l'habitude de la lecture, résultant de la fréquentation scolaire, mais aussi par le degré d'instruction plus élevé des jeunes.

Abstraction faite de ce que les romans constituent la majeure partie ⁽¹⁾ des livres lus, il importe de souligner le nombre considérable de volumes de science, de technique et d'actualité que choisissent les lecteurs de Carbonia. Tandis que le roman constitue la presque totalité des choix des lectrices, surtout s'il s'agit de ménagères, les autres sujets, plus sérieux, attirent les hommes dans la même mesure que les romans et l'emportent même nettement à mesure que l'âge des lecteurs augmente. A l'âge mûr, ensuite, les choix vont à des problèmes plus concrets (comme les questions techniques) et plus voisins et actuels (comme l'histoire contemporaine et l'économie).

La littérature « d'évasion » constituée par les romans alterne continuellement, chez les hommes, avec des livres plus sérieux. Il est particulièrement intéressant de s'arrêter un instant sur la situation des ouvriers ⁽²⁾; tout d'abord, ils représentent 23 % des lecteurs, soit un nombre assez considérable; après les romans, ils choisissent de préférence des sujets d'actualité (histoire et économie), des ouvrages de culture classique et d'information technique. 45,8 % des livres techniques lus ont été empruntés par des ouvriers. Cela permet une fois de plus de souligner le grand intérêt manifesté pour les problèmes industriels et qui persiste même en dehors du milieu de travail.

Livres préférés, selon la profession du lecteur
Classement par sujets

Professions	Romans	Culture complémentaire	Problèmes actuels	Sciences	Technique	Information pratique	Total livres lus		
							%	Numérique	
Etudiants	67,9	14,4	7,1	4,3	3,5	2,8	100,0	(632)	
Employés	58,6	16,4	11,1	6,8	4,3	2,8	100,0	(396)	
Ouvriers	55,4	12,6	13,0	3,7	12,3	3,0	100,0	(269)	
Ménagères	97,3	0,9	0,9	—	—	0,9	100,0	(113)	
Total	{ % numér.	65,3 (920)	13,5 (191)	8,9 (125)	4,5 (64)	5,1 (72)	2,7 (38)	100,0 —	— (1.410)

Dans un milieu périphérique et isolé, tel que Carbonia, la lecture devient un moyen essentiel pour rester en contact avec le monde extérieur, et c'est la source la plus sûre et la plus objective permettant de se tenir au courant. La fonction du livre, comme celle du journal, revêt une importance encore plus

(1) On peut dire que, dans toutes les bibliothèques, les œuvres narratives représentent au moins la moitié des livres lus.

(2) Cf. aussi Tableau 3 (page 190) : Livres préférés, selon la profession.

fondamentale que celle qu'elle aurait dans une ville pourvue de facilités culturelles plus grandes — théâtres, salles de conférence — voisine de grands centres de culture, tels que, par exemple, Milan et Rome, et où il existe des milieux intellectuels qui permettent une circulation plus intense d'idées.

Le recours à d'autres lectures que celle des livres distrayants révèle avant tout un effort culturel très positif; d'autre part, le pourcentage des livres technico-scientifiques ou historico-politiques, égal à celui des livres de culture classique (1), trahit, d'une part, la tendance à acquérir, non pas tant une culture comme finalité en elle-même que des renseignements et des notions sur le monde actuel et, d'autre part, un effort constant pour se tenir au courant. Cela révèle un certain degré de modernisme, tout au moins dans les couches les plus jeunes de la population, puisque la science, la technique, la politique, l'histoire contemporaine et l'économie sont les secteurs fondamentaux sur lesquels repose la vie moderne, plus encore que la littérature et la poésie.

L'information

Malgré la situation périphérique de Carbonia, tant sur le plan culturel que du point de vue géographique, ses habitants cherchent à sortir de leur isolement par les voyages et l'utilisation des moyens d'information de masse.

C'est, naturellement, Cagliari qui constitue le but de voyage le plus fréquent pour plus de 70 % de la population. 20 % environ s'y rendent souvent, surtout afin d'utiliser des services dont Carbonia est dépourvue et pour des raisons de travail. Moins fréquents sont, par contre, les voyages vers des centres comme Nuoro ou Sassari; en effet, la moitié de la population n'y est jamais restée plus d'un jour. Au contraire, les rapports avec le continent sont assez importants: 60% des habitants y sont allés. Il faut, toutefois, distinguer les hommes des femmes: tandis que pour ces dernières, en effet, les voyages sur le continent sont aussi fréquents que les déplacements à Nuoro et Sassari — c'est-à-dire qu'ils intéressent moins de la moitié de la population féminine — pour les premiers, ils sont beaucoup plus fréquents. Cela est dû au fait que beaucoup d'hommes font leur service militaire sur le continent. Des déplacements de ce genre n'impliquent pas un choix de la part de l'individu, mais ils ont néanmoins une certaine valeur car ils permettent de faire connaissance avec des formes de vie différentes de celles de la communauté dans laquelle on vit d'ordinaire (2).

Une indication sur l'état d'esprit réceptif de la communauté est fournie par les voies par lesquelles se propagent les nouvelles. En effet, ces voies ne se

(1) Cf. aussi Tableau 4 (page 190): Nombre moyen des livres lus, selon le sujet du livre et la profession du lecteur.

(2) Cf. Tableau 5 (page 190): Fréquence des voyages à Cagliari, et Tableau 6 (page 191): Fréquence des voyages à Cagliari et motif du voyage.

bornent pas à la sphère sociale plus restreinte, c'est-à-dire aux milieux familial et amical à travers lesquels les nouvelles circulent oralement, donc d'une manière conceptuellement moins élaborée. Comme première source d'information, les hommes utilisent la radio et la télévision et, en second lieu, la presse. L'étude plus approfondie des nouvelles ainsi reçues se fait à l'aide d'autres organes de presse et par le canal de la famille; toutefois, on utilise aussi d'autres sources de contrôle, telles que les organisations syndicales et politiques, c'est-à-dire des institutions plus complexes que la famille. Le comportement des femmes à cet égard témoigne d'une moindre ouverture d'esprit et d'une tendance plus marquée à recourir à des sources orales: elles utilisent surtout les canaux primaires, ainsi que la radio et la télévision.

Sources de nouvelles

Sexe	Aucune	Famille & amis	Syndicats & partis	Radio TV	Presse	Autre	Total	
							%	Numérique
Hommes	—	14,8	6,1	47,5	29,3	2,3	100,0	(263)
Femmes	0,4	31,2	—	49,0	16,6	2,8	100,0	(247)
Total	0,2 (1)	22,8 (116)	3,1 (16)	48,2 (246)	23,1 (118)	2,6 (13)	100,0 —	— (510)

Etude plus approfondie des nouvelles reçues

Sexe	Aucune	Famille & amis	Syndicats & partis	Radio TV	Presse	Autre	Total	
							%	Numérique
Hommes	3,1	25,3	23,9	8,5	33,9	5,3	100,0	(260)
Femmes	3,7	54,1	2,8	16,2	17,9	5,3	100,0	(246)
Total	3,4 (17)	39,3 (199)	13,6 (69)	12,3 (62)	26,1 (132)	5,3 (27)	100,0 —	— (506)

Toutefois, sur l'ensemble de la population, la presse est plus utilisée que la radio et la télévision, cependant que la différence entre hommes et femmes persiste. Plus de la moitié de la population féminine n'a pas l'habitude de lire les journaux, alors que le pourcentage des hommes qui ne lisent pas est bien inférieur. Parmi les femmes de plus de 45 ans, notamment, le manque de propension à la lecture des journaux s'étend à plus de 80 % d'entre elles.

Utilisation des moyens d'information de masse

Sexe et Age	Aucun	Radio TV	Presse	Total	
				%	Numérique
18 - 25 ans	2,3	27,3	70,4	100,0	(44)
26 - 35 ans	9,3	11,6	79,1	100,0	(43)
36 - 45 ans	3,0	20,9	76,1	100,0	(67)
46 - 60 ans	7,3	33,0	59,7	100,0	(109)
Total hommes	5,7	25,5	68,8	100,0	(263)
18 - 25 ans	3,0	57,6	39,4	100,0	(66)
26 - 35 ans	3,1	45,3	51,6	100,0	(64)
36 - 45 ans	4,6	54,5	40,9	100,0	(66)
46 - 60 ans	9,8	70,6	19,6	100,0	(51)
Total femmes	4,9	56,3	38,8	100,0	(247)
Total { % numérique	5,3 (27)	40,4 (206)	54,3 (277)	100,0 —	— (510)

Simultanément, dans ce groupe, l'utilisation de la radio et de la télévision monte à 70 %. C'est parmi les femmes âgées, en effet, que l'on trouve le plus grand nombre d'analphabètes. Quand il y a tendance à recourir à la presse en tant que moyen d'information, elle est plus développée parmi les personnes âgées de 26 à 35 ans, tant chez les hommes que chez les femmes.

Sujets préférés dans la lecture des journaux

Sexe	Général	Distraction	Information culturelle	Information politique	Total	
					%	Numérique
Hommes	20,3	20,9	9,3	49,5	100,0	(182)
Femmes	32,3	37,5	4,2	26,0	100,0	(96)
Total { % numérique	24,5 (68)	26,6 (74)	7,5 (21)	41,4 (115)	100,0 —	— (278)

On relève aussi, entre les deux groupes, des différences qualitatives quant au contenu des informations: les hommes étendent la sphère de leur intérêt jusqu'au niveau national et manifestent une préférence pour l'information politique. Les femmes, par contre, se bornent à ce qui intéresse la région et aux possibilités de distraction.

Enfin, il existe un rapport entre l'augmentation de l'utilisation de la presse et celle des niveaux de revenu et d'instruction. D'autre part, l'utilisation de la presse, par rapport aux autres moyens d'information, est en relation avec l'élargissement de la sphère de l'intérêt social à la nation et avec l'augmentation du sens de la responsabilité personnelle dans la solution de la crise où se débat actuellement la communauté (1).

Utilisation des moyens d'information de masse et sens de la responsabilité dans la solution de la crise

Moyens d'information de masse	Responsabilité d'autrui	Responsabilité personnelle	Sans opinion	Total	
				%	Numérique
Aucun	80,8	15,4	3,8	100,0	(26)
Radio, TV	75,9	20,2	3,9	100,0	(203)
Presse	50,2	48,7	1,1	100,0	(275)
Total { % numérique	62,1 (313)	35,5 (179)	2,4 (12)	100,0 —	— (504)

Utilisation des moyens d'information de masse et sphère de l'intérêt social

Moyens d'information de masse	Intérêt social			Sans opinion	Total	
	Limité à la famille	Etendu à la			%	Numérique
		Ville	Nation			
Aucun	40,7	7,4	48,2	3,7	100,0	(27)
Radio, TV	36,4	16,5	46,1	1,0	100,0	(206)
Presse	24,2	6,9	68,6	0,3	100,0	(277)
Total { % numérique	30,0 (153)	10,8 (55)	58,4 (298)	0,8 (4)	100,0 —	— (510)

Le modernisme

La pénétration de valeurs et de modes de vie caractéristiques de communautés industrielles est encore confirmée par l'observation de l'édifice social,

(1) Cf. Tableau 9 (page 192) : Utilisation des moyens d'information de masse, selon le revenu familial. et Tableau 10 (page 192) : Utilisation des moyens d'information de masse, selon le titre d'études.

comme en témoigne le fait que la famille de type conjugal l'emporte sur la famille patriarcale, caractéristique des zones agricoles (1).

La migration a aidé les habitants à se détacher de leurs familles d'origine et à reconstruire, après l'immigration à Carbonia, des familles conjugales uniquement: en même temps, les liens avec les familles d'origine se sont relâchés, ce qui a renforcé l'importance de la famille de base.

L'éloignement, bien que non excessif, du lieu d'origine peut expliquer en partie que près de la moitié des habitants n'entretiennent pas de rapports avec leur parenté. Cela est plus apparent dans le groupe des hommes, qui sont moins sensibles à ce genre de liens et moins disposés à se déplacer, en raison des obligations que leur impose leur travail.

Visites faites à des parents au cours d'un mois

Sexe	Aucune	Une ou deux	Plus de deux	Total	
				%	Numérique
Hommes	50,7	18,5	30,8	100,0	(260)
Femmes	35,1	23,3	41,6	100,0	(245)
Total	43,2 (218)	20,8 (105)	36,0 (182)	100,0 —	— (505)

Les voyages à Cagliari, par exemple, pour rendre visite à des parents, sont plus fréquents chez les femmes de tout âge (26,3 %, contre 16,3 % chez les hommes).

Un autre facteur peut avoir contribué à raréfier les rapports: l'émigration en masse a rompu bien des liens familiaux (54,2 % des interviewés ont des parents émigrés).

Une autre attitude, que l'on rencontre moins dans les sociétés agricoles, plus fermées, est la grande tolérance manifestée à l'égard de groupes d'autres régions, notamment des « continentaux », ou de personnes différentes — par la classe sociale, la profession, le mode de vie, etc. —, ainsi qu'à l'égard des lieux où les modes de vie sont différents.

(1) Pour sonder l'importance attribuée aux rapports avec la famille d'origine, compte tenu de la famille « acquise », nous avons imaginé une série de cinq questions. Le résultat est des plus nets: 94,3 % des réponses révèlent un sentiment moderne de la famille, qui situe le centre affectif et le maximum d'identification dans la famille conjugale.

Le schéma ci-après synthétise les résultats du sondage de ces attitudes, groupées en un indice :

Indice de tolérance

Sexe	Intolérance	Abstention	Tolérance	Total	
				%	Numérique
Hommes	6,5	0,8	92,7	100,0	(263)
Femmes	23,9	0,8	75,3	100,0	(247)
Total	14,9 (76)	0,8 (4)	84,3 (430)	100,0 —	— (510)

Cette ouverture d'esprit, remarquable dans un centre en fait plutôt isolé, situé dans une région qui commence à peine à entrer en relations avec l'extérieur, peut être rapportée au dynamisme notable dont la population a fait preuve à tous les moments de sa brève histoire. Au début, pendant dix ans, il y a eu un afflux continu de nouveaux groupes dans la ville; la population conserve encore l'impression que Carbonia a été formée par un ensemble de groupes régionaux des plus disparates; la fin de la guerre a entraîné, en l'espace de quelques mois, un renouvellement presque total des citoyens. Une fois la crise amorcée, la ville a vu partir beaucoup de ses habitants, départ cependant compensé par la persistance d'un mouvement d'immigration, peut-être dû en partie à une immigration de retour, en partie à des arrivées en provenance des centres les plus atteints par le marasme, pour lesquels Carbonia pouvait encore constituer un pôle d'attraction. Par suite de très fortes migrations, la population de la ville n'a donc cessé de se renouveler.

La structure de cette population a par conséquent toujours subi les effets d'un dynamisme très accentué; les citoyens se sont habitués à l'arrivée d'éléments nouveaux, qui se sont facilement assimilés, surtout en raison du facteur de cohésion que représente la persistance, pour la ville, d'une seule raison de vivre.

Enfin, les indices les plus nets d'ouverture d'esprit et de modernisme sont le grand intérêt que la population manifeste pour les problèmes collectifs et le fait que les interviewés considèrent leur propre sphère sociale comme débordant largement le cadre de la famille et de la collectivité locale elle-même, ce qui se traduit, dans la pratique, par un sentiment de solidarité avec la nation et de responsabilité envers elle. Selon la majorité des interviewés, l'intérêt de l'homme moderne doit aller au-delà de la famille et s'axer sur la collectivité, au sens le plus large du terme.

Sphère de l'intérêt social

Sexe	Qu'est-ce qui importe le plus pour l'homme moderne? Que les choses aillent bien dans :				Total	
	La famille	La ville	La nation	Sans opinion	%	Numérique
Hommes	24,7	5,3	70,0	—	100,0	(263)
Femmes	35,6	16,6	46,2	1,6	100,0	(247)
Total {	30,0 (153)	10,8 (55)	58,4 (298)	0,8 (4)	100,0 —	— (510)

Cette ouverture d'esprit peut s'expliquer en partie par la nature du travail industriel, qui met les individus en rapports les uns avec les autres dans une organisation complexe, et par l'existence, due à l'industrialisation, d'un fort noyau urbain, où les activités sont étroitement interdépendantes et les rapports extra-familiaux plus nombreux et plus complexes: cette situation d'interdépendance et d'intégration a été accentuée par la mono-économie, qui a donné l'impression qu'il n'y avait qu'une seule raison commune de vivre à Carbonia.

L'intérêt ressenti pour la collectivité la plus vaste, dans le cas présent: la nation toute entière, se manifeste d'une manière active, par le sens d'une responsabilité directe dans la solution des problèmes collectifs: par exemple, pour la solution de la crise de Carbonia, certains ont conscience, non seulement que les organismes d'Etat et régionaux se doivent d'intervenir, mais aussi qu'eux-mêmes doivent participer personnellement à la recherche de cette solution.

Le sens de la responsabilité personnelle est nettement plus marqué chez les hommes, en particulier chez ceux de 25 à 35 ans (66,7 %), et descend à des

Responsabilité dans la solution de la crise

Sexe	Respon- sabilité d'autrui	Respon- sabilité personnelle	Sans opinion	Total	
				%	Numérique
Hommes	46,7	51,4	1,9	100,0	(261)
Femmes	78,6	18,5	2,9	100,0	(243)
Total {	62,1 (313)	35,5 (179)	2,4 (12)	100,0 —	— (504)

niveaux très bas chez les personnes habituées à jouer dans la société un rôle passif et marginal: les femmes âgées (4,0). Comme pour la sphère sociale, l'instruction, qui caractérise surtout les jeunes, est étroitement liée à cet état d'esprit ⁽¹⁾.

Mais, en même temps, il semble que persistent même chez les jeunes, des valeurs traditionnelles, caractéristiques des communautés agricoles dont provenait, à l'origine, une partie des habitants. L'indice le plus saillant en est peut-être le rôle attribué à la femme, que l'on situe encore dans la sphère domestique et que l'on ne tient pas à voir travailler au dehors ⁽²⁾.

Le phénomène de la coexistence — sans conflits apparents — de valeurs traditionnelles et modernes est assez particulier et place Carbonia à mi-chemin entre les communautés industrielles du Nord de l'Italie et la région même dont elle fait partie.

Titre d'études	Traditionnalisme	Abstention	Modernisme	Total	
				%	Numérique
Analphabètes	56,4	32,3	11,3	100,0	(62)
Sans titre	66,2	21,0	12,8	100,0	(157)
Certificat études primaires	52,8	30,9	16,3	100,0	(178)
Premières classes secondaires	39,3	32,1	28,6	100,0	(56)
Etudes secondaires complètes	41,5	26,8	31,7	100,0	(41)
Université	—	18,7	81,3	100,0	(16)
Total { % numérique	53,3 (272)	27,3 (139)	19,4 (99)	100,0 —	— (510)

Il convient de rappeler que le détachement par rapport au milieu d'origine s'est effectué sans traumatisme: plus que d'un déracinement, avec tous les traumatismes qu'il implique, il s'est agi d'un détachement progressif par rapport à des centres pour la plupart voisins de la nouvelle ville et avec lesquels il a été possible de maintenir des relations fréquentes au début tout au moins.

La migration n'a pas eu, comme contrepartie de l'amélioration économique, les problèmes d'adaptation dont on a tant parlé à propos des migrations, même internes. Le caractère restreint du déplacement a permis un changement culturel progressif, qui pourrait expliquer que l'on enregistre à Carbonia une situation assez insolite: l'acceptation sans réserves de l'industrialisation et la persistance de valeurs traditionnelles, surtout dans le milieu familial.

⁽¹⁾ Cf. Tableau 11 (page 193): Responsabilité dans la solution de la crise, selon le titre d'études.

⁽²⁾ Cf. Appendice au chap. III: *Le travail*, tableaux 21 et 22 (pp. 125 et 126): Comportement à l'égard du travail de la femme.

Carbonia apparaît ainsi comme une communauté où l'importance prépondérante, reconnue par tous les citoyens, du travail industriel en tant que type d'activité économique n'a pas bouleversé les valeurs traditionnelles, notamment pour ce qui touche la famille. La ville semble ouverte au progrès technique et réceptive à l'égard de nouveaux modes de vie, mais traditionnelle quant à la vie affective. Un équilibre semble s'être établi entre l'ancien et le moderne; la séparation entre les générations n'est pas trop nette, c'est-à-dire de nature à faire supposer l'existence d'un conflit de mentalités. Au contraire, les personnes âgées de 26 à 45 ans, qui sont les protagonistes sur la scène économique, mûries par l'expérience qu'elles ont du travail et exerçant un rôle social plus actif, témoignent d'une mentalité plus ouverte et plus moderne que les très jeunes.

Comme bon nombre des valeurs sus-indiquées ont un rapport étroit avec l'instruction, on peut prévoir que le degré d'ouverture d'esprit et de modernisme augmentera encore dans la population, à mesure que les nouvelles générations, plus cultivées, entreront dans la vie sociale.

3. Groupes sociaux, sociabilité et attitude politico-syndicale

Carbonia est donc une communauté où s'est développée une culture de type industriel, caractérisée par un état d'esprit ouvert à l'égard des intérêts propres au monde moderne, par la tendance à s'informer, par l'acceptation de l'instruction en tant que valeur. D'autre part, nous l'avons vu, il s'agit d'une communauté douée d'une grande sensibilité politique et largement acquise au syndicalisme.

Voyons maintenant par quel processus la communauté a élaboré son patrimoine culturel et social.

On peut définir Carbonia comme une ville ouvrière en ce sens que sa configuration sociale a été marquée par la présence en nombre de la classe ouvrière, tandis que les autres classes sociales n'y étaient que faiblement représentées. D'autre part, il n'y a pas coïncidence entre les centres de pouvoir et de décision et lesdites classes: les décisions essentielles pour la communauté dépendent, en effet, de la ligne politique, qui est fixée à l'échelon gouvernemental, en dehors de la communauté, et sur laquelle celle-ci n'a pas le pouvoir d'intervenir directement.

D'une part, cette situation, propre à la structure sociale de Carbonia, a entraîné le développement de la solidarité communautaire en fonction du groupe qui représente toute la communauté, c'est-à-dire de la classe ouvrière, en même temps que l'absence d'importants conflits de classe; d'autre part, elle a amené cette solidarité à se concrétiser en une action de pression sur les centres de pouvoirs, en dehors de la communauté.

Le fait que la solidarité communautaire soit fonction de la classe ouvrière a déterminé une autre caractéristique particulière de la structure sociale de Carbonia. De même que la cohésion sociale se fonde sur les travailleurs, la participation sociale se manifeste de la manière la plus consistante au niveau de l'organisation de la production. En fait, c'est la mine qui constitue le ciment des relations sociales: c'est par la mine que s'établit la communication sociale.

Cela semble d'autant plus remarquable que c'est peu commun. Dans toute communauté, en effet, il existe généralement des formes de vie sociale, qui se sont constituées spontanément, qui ont leur vie propre, détachée de la vie sociale prédéterminée par des institutions sociales non choisies par les individus, mais dans lesquelles les individus se trouvent insérés, comme l'organisation familiale et l'organisation productive. A Carbonia, non seulement cela ne s'est pas produit, si ce n'est dans une mesure absolument insignifiante, mais, au contraire, la forme de participation sociale la plus développée dans la communauté s'exerce par le canal de l'organisation sociale la plus directement liée à l'organisation productive, à savoir l'association syndicale. Il n'existe pas d'autres formes d'association intermédiaires entre la sphère individuelle et la sphère collective: la communauté n'a pas éprouvé le besoin d'en élaborer; elle a, en revanche, développé celle qui répondait le mieux à sa structure sociale.

Les éléments mêmes qui constituent les traits fondamentaux de sa structure sociale sortent d'un seul moule commun, fourni par la présence en masse de la classe ouvrière: c'est par elle que s'est cimentée la cohésion sociale et que s'est développée l'expression la plus efficace de participation sociale; c'est d'elle que découle le « leadership » politico-syndical.

Les formes culturelles et les valeurs sociales élaborées à Carbonia sont les produits d'une génération spontanée répondant aux besoins du corps social: elles représentent, en outre, une production nouvelle en ce sens que la communauté ne disposait pas de schémas de référence transmis par la tradition et que ceux propres au milieu dont elle est issue, appartenant à un type archaïque de culture, se révélaient impropres ou dépassés.

Carbonia, fondée sur une mono-économie, qui représente aussi sa seule raison de vivre, a, dans un certain sens, élaboré une « mono-culture »: c'est à elle que se réfèrent les valeurs présentes dans la communauté. Sa structure sociale compacte s'est développée dans une seule direction: c'est en elle qu'elle a concentré ses forces.

Une structure sociale de ce genre ne présente pas une articulation complexe: les expressions sociales et culturelles qu'elle a élaborées témoignent, toutefois, de son extraordinaire vitalité.

Nous avons cherché à synthétiser quelques-uns des aspects les plus significatifs de la structure sociale de la communauté; dans les pages qui suivent, leur étude se poursuit, mais d'une manière plus spécifique.

Les classes sociales

A Carbonia, la stratification sociale reflète quelques caractéristiques propres à la ville, telles que: sa création récente; une source unique de travail industriel, qui n'est pas propriété privée; une organisation de la production qui exige une main-d'œuvre très nombreuse par rapport à l'effectif des techniciens et des cadres.

C'est pourquoi il manque à Carbonia certaines catégories sociales, résidu de structures traditionnelles, mais que l'on rencontrerait, par exemple, dans un centre, même petit, du Sud, comme les nobles et les propriétaires terriens. La bourgeoisie des chefs d'entreprise et des dirigeants n'y est pas représentée, car l'industrie est propriété de l'Etat et la haute direction n'a pas son siège dans la communauté. Tout aussi faiblement représentée est la couche supérieure de la bourgeoisie moyenne, qui comprend les techniciens, le petit nombre des cadres industriels et les professions libérales. En revanche, la classe ouvrière, constituée par les mineurs et, dans une moindre proportion, par les travailleurs du secteur tertiaire, y est très fortement représentée.

En réalité, bien que certaines autres catégories de l'économie et de l'emploi — telles que les catégories propres au secteur tertiaire — tendent à prendre de l'importance, on peut, encore aujourd'hui, définir Carbonia comme une ville ouvrière. C'est ce qu'elle a été, sans aucun doute, depuis sa fondation jusqu'aux années où l'emploi, dans les mines, a atteint son niveau maximum. L'évolution du tissu social se fera probablement en fonction du processus d'industrialisation et d'urbanisation de la ville. Le tableau ci-après indique l'ordonnance des classes sociales qui composent la communauté, selon les réponses des habitants concernant le nombre de classes existant, à leur avis, à Carbonia.

On peut constater que plus de 20 % des réponses traduisent une perception moniste, c'est-à-dire l'idée qu'il n'existe qu'une seule classe sociale. Dans une société marquée par la présence d'une classe unique, il est difficile de passer d'une classe à une autre: le phénomène de la mobilité sociale est, en effet, lié à la situation de classe. Carbonia est une communauté où l'on enregistre la présence d'une classe unique fort nombreuse et où la situation de l'économie et de l'emploi ne favorise pas la mobilité sociale.

Aux indications qui précèdent s'ajoutent celles qui ont trait à l'existence de plus de trois classes. Elles représentent, en effet, un pourcentage minime. Dans une société caractérisée par la présence de nombreuses classes sociales,

Nombre de classes sociales, tel qu'il apparaît aux habitants

Sexe	Ordonnance			Une classe	Sans opinion	Total	
	2 classes	3 classes	Plus de 3 classes			%	Numérique
Hommes	33,9	36,3	9,7	19,7	0,4	100,0	(248)
Femmes	27,7	34,6	14,7	22,1	0,9	100,0	(231)
Total	30,8 (148)	35,5 (170)	12,2 (58)	20,9 (100)	0,6 (3)	100,0 —	— (479)

une plus grande mobilité sociale est possible, contrairement à la situation exposée plus haut.

Assez nombreux sont ceux qui se représentent le corps social comme composé de deux classes antagonistes. Toutefois, tout aussi nombreux sont ceux qui estiment qu'il y a trois classes dans la ville, et qui leur font donc contre-poids.

La distinction dichotomique — « les riches et les pauvres », « les exploités et les exploités », « les travailleurs et les cadres » — opposant deux classes seulement, en souligne les différences de niveau social. Il se peut que la crise ait accentué cet écart, produisant de ce fait une perception dichotomique plus forte; toutefois, on n'a jamais enregistré de manifestations de protestations contre un groupe jugé privilégié. La protestation s'est plutôt élevée contre les organismes jugés responsables de la persistance de la crise et a trouvé unanimes des groupes sociaux différents.

La société à trois classes introduit l'idée d'un contraste moins accentué entre les classes que celui que comporte la société à deux classes, du fait de la présence de la classe moyenne. Le nombre de ses partisans augmente, en même temps que diminue celui des tenants de la société à deux classes, parmi les personnes ayant un degré d'instruction supérieur à l'instruction primaire et un état d'esprit plus moderniste (1).

La définition de la classe à laquelle les interviewés ont le sentiment d'appartenir est indiqué par le tableau ci-après (2):

(1) Cf. Tableau 12 (page 193): Classes sociales, selon le titre d'études.

Cf. Tableau 13 (page 194): Classes sociales, selon traditionalisme - modernisme.

(2) La catégorie *définition professionnelle* groupe les définitions identifiant la classe à laquelle croit appartenir l'interviewé avec l'activité professionnelle qu'il exerce.

La catégorie *définition émotive* englobe, par contre, les définitions suggérées par une réaction émotive, plutôt que par une élaboration conceptuelle: par exemple, « les honnêtes gens, les braves gens, les malheureux, ceux qui meurent de faim ».

Définition par les interviewés de leur propre classe sociale

Sexe	Classe ouvrière	Classe bourgeoise	Définition		Sans opinion	Total	
			Professionnelle	Emotive		%	Numérique
Hommes	53,9	18,6	8,9	8,5	10,1	100,0	(258)
Femmes	45,4	20,3	8,5	15,3	10,5	100,0	(247)
Total { % numérique	49,7 (251)	19,4 (98)	8,7 (44)	11,9 (60)	10,3 (52)	100,0 —	— (505)

Bien entendu, l'identification avec la classe ouvrière atteint ses valeurs maxima parmi les ouvriers et les manœuvres. Ce sont surtout les employés et les étudiants qui ont le sentiment d'appartenir à la bourgeoisie. Ce sentiment s'accroît avec l'instruction. C'est en général parmi les chômeurs et les retraités que l'on enregistre les définitions émotives. Leur nombre est supérieur à la moyenne parmi les analphabètes et les personnes n'ayant pas leur certificat d'études primaires.

Définition par les interviewés de leur propre classe sociale, selon leur emploi

Emploi	Classe ouvrière	Classe bourgeoise	Définition		Sans opinion	Total	
			Professionnelle	Emotive		%	Numérique
Chômeurs	21,4	7,1	—	57,2	14,3	100,0	(14)
Etudiants	27,6	48,3	10,3	6,9	6,9	100,0	(29)
Retraités	30,0	10,0	15,0	30,0	15,0	100,0	(20)
Ménagères	53,8	13,4	5,9	17,8	9,1	100,0	(186)
Manœuvres	63,9	2,8	8,3	5,6	19,4	100,0	(72)
Ouvriers spécialisés	76,5	11,8	2,9	4,4	4,4	100,0	(68)
Employés	22,1	51,5	13,2	2,9	10,3	100,0	(68)
Indépendants	42,9	26,2	19,0	2,4	9,5	100,0	(42)
Total { % numérique	49,7 (248)	19,7 (98)	8,4 (42)	11,8 (59)	10,4 (52)	100,0 —	— (499)

Définition par les interviewés de leur propre classe sociale, selon leur titre d'études

Titre d'études	Classe ouvrière	Classe bourgeoise	Définition		Sans opinion	Total	
			professionnelle	émotive		%	Numérique
Analphabètes	43,3	1,7	10,0	36,7	8,3	100,0	(60)
Sans titre	60,7	3,9	9,0	14,8	11,6	100,0	(155)
Certificat d'études primaires	57,1	20,3	6,2	6,8	9,6	100,0	(177)
Premières classes secondaires	37,5	37,5	8,9	3,6	12,5	100,0	(56)
Etudes secondaires complètes	17,1	58,5	14,6	2,5	7,3	100,0	(41)
Université	12,5	62,5	12,5	—	12,5	100,0	(16)
Total { % numérique	49,7 (251)	19,4 (98)	8,7 (44)	11,9 (60)	10,3 (52)	100,0 —	— (505)

Le critère le plus souvent retenu pour établir les différences entre les classes est constitué par les ressources. Par contre, on accorde beaucoup moins d'importance aux critères de « status » (situation sociale), élaborés selon le degré de prestige dont certaines personnes ou certains groupes jouissent auprès des autres et, par conséquent, selon les privilèges et les comportements correspondants. La différenciation s'opère d'après des critères objectifs d'évaluation, plus fréquents dans les sociétés modernes que dans les sociétés traditionalistes, où dominant, au contraire, des rapports et des comportements modelés sur la situation sociale.

Critères de différenciation des classes

Sexe	Fortune	Instruc-tion	Compor-tement	Privi-lège	Absence de diffé-rences	Sans opinion	Total	
							%	Numé-rique
Hommes	58,4	11,4	8,3	8,2	5,0	8,7	100,0	(219)
Femmes	50,5	18,1	7,4	9,8	2,9	11,3	100,0	(204)
Total { % numér.	54,6 (231)	14,7 (62)	7,8 (33)	9,0 (38)	4,0 (17)	9,9 (42)	100,0 —	— (423)

Carbonia est donc une ville essentiellement ouvrière et c'est ainsi qu'elle apparaît à ses habitants: c'est avec la classe ouvrière, en effet, que la majeure partie de la population s'identifie. La stratification sociale de la communauté

est plutôt atypique, non seulement parce que, du fait de ses dimensions et de sa fonction principale, le corps social ne peut être très articulé, mais aussi parce qu'il s'agit d'une ville nouvelle, où l'on ne trouve pas trace de structures sociales préexistantes.

Les critères de différenciation entre les classes ne semblent pas souligner la présence de groupes privilégiés en matière de pouvoir et d'autorité. Pour la plupart des citoyens, les différences sociales consistent dans des différences de revenus. A ce sujet, il convient toutefois de signaler que la gêne financière qui est le lot de la majeure partie de la population incite les interviewés à souligner des différences souvent peu importantes. En réalité, mis à part un très petit nombre d'habitants, il n'y a pas, objectivement, de différences considérables entre les niveaux de revenu.

Certains habitants déplorent l'absence de relations entre les diverses classes ou les divers groupes sociaux. En fait, ce qui apparaît aux habitants comme un manque de relations entre les classes doit être attribué, à notre avis, à une absence plus générale de rapports sociaux entre personnes ou petits groupes de personnes, sans qu'il y ait lieu d'insister particulièrement sur l'absence de relations entre les diverses couches sociales.

La participation sociale

A Carbonia, il semble que soient peu développés les rapports sociaux qui, par le canal de petits groupes, permettent d'établir des relations entre le groupe social restreint, représenté par la famille, et le groupe social élargi, identifiable avec la communauté. En revanche, le « sens du collectif », c'est-à-dire l'aptitude des habitants à s'identifier avec la communauté elle-même, y est très développé. Comme nous l'avons déjà signalé, la situation est ici particulière, car, en général, les communautés créent des formes d'association qui ne coïncident ni avec la famille, ni avec l'organisation de la production, et qui permettent à l'individu d'entretenir des rapports sociaux divers et moins spécialisés. Il s'agit donc d'élucider comment les habitants de Carbonia passent de la sphère individuelle à la sphère collective.

Le fait qu'à Carbonia, les rapports sociaux entre les personnes sont rares est confirmé par certains renseignements. L'indice de participation sociale, en dehors de la sphère familiale, est négatif pour plus de 80 % de la population. La participation à des associations, de quelque type qu'elles soient, y compris celles d'inspiration politique et religieuse, n'atteint pas 20 % (25 %

pour les hommes; 12 % pour les femmes) (1). La moitié de la population n'entretient pas de rapports de voisinage: pour l'autre moitié, la fréquence de ces contacts oscille entre une et deux ou plusieurs fois par mois. D'autre part, les relations avec les amis ne sont guère plus fréquentes non plus.

Ce comportement peut s'expliquer par diverses raisons. Tout d'abord, l'urbanisme de Carbonia ne facilite pas les rapports sociaux. La ville s'étale d'une façon discontinue: il n'existe pas « d'espaces clos » pouvant faire office de centres d'attraction pour les habitants. L'unique « espace social » est constitué par la place centrale, mais pour y parvenir il faut, nous l'avons vu, effectuer un trajet assez long. En effet, la ville est étendue. En outre, les transports publics font défaut, les rues ne sont pas faciles à parcourir, et une bonne partie de la ville est dépourvue d'éclairage.

En second lieu, il n'y a pas de locaux utilisables à des fins sociales, en dehors de la bibliothèque et du centre social (2). Même l'entreprise, qui, pourtant, garantit à la ville certaines formes d'assistance, n'est pas intervenue dans ce secteur (3). En fait, les associations de type classique font défaut; il n'y a pas trace non plus de groupements relevant de l'associationnisme philanthropique du XIX^e siècle, Carbonia étant une ville nouvelle.

D'autre part, la ville a subi des fluctuations de population. Le renouvellement des habitants qui en est résulté peut avoir influé négativement sur la formation des groupes spontanés, ceux-ci ne se fondant pas seulement sur l'intimité des rapports, mais aussi sur la permanence des composants.

Il y a, ensuite, des raisons qui ont un rapport avec la situation économique des habitants et avec leur travail. Parmi elles, les disponibilités financières limitées, le peu de temps disponible, un travail pénible pour une bonne partie de la population. Ces raisons conditionnent les activités de loisir, au moyen desquelles la sociabilité peut se développer par petits groupes. L'utilisation des loisirs, d'autre part, augmente en fonction du niveau d'industrialisation et de bien-être de la société, c'est-à-dire quand des besoins plus essentiels ont été satisfaits. Or, la situation actuelle de Carbonia n'est pas de nature à le permettre.

Le manque d'esprit d'association pourrait, enfin, être dû à la persistance de certaines valeurs traditionnelles, qui retiendraient l'individu dans la sphère

(1) Dans la communauté de R. — étudiée par Alessandro Pizzorno, cf. *Comunità e Razionalizzazione*, Einaudi, Turin, 1960 — la participation aux 10 associations existantes, à l'exclusion, d'une part, de celles qui faisaient partie de l'ensemble paroisse-œuvres paroissiales — action catholique et, d'autre part, des partis politiques, oscillait entre 20 et 25 %, soit environ 35 % des hommes et 12% des femmes.

(2) Pour l'activité exercée dans la sphère de la bibliothèque et du centre social, cf. Annexe 2: *Équipements d'assistance et équipements sociaux*.

(3) Nous ne voulons pas discuter ici les buts, ni la valeur, des interventions de l'entreprise dans ce secteur. Toutefois, acceptant la présence des entreprises dans la sphère de ces activités comme une coutume, nous nous bornons à signaler que tel n'est pas le cas à Carbonia. Du reste, les ouvriers ont souvent repoussé les initiatives de ce genre émanant d'entreprises.

familiale. Mais les éléments recueillis au cours de l'enquête ne suffisent pas, semble-t-il, pour donner un relief particulier à ce rapport.

L'analyse des formes d'association présentes dans la communauté semble conduire à cette double conclusion que la participation sociale la plus active se manifeste au niveau de l'organisation de la production et qu'en conséquence, l'organisation associative la plus développée dans la communauté est l'organisation syndicale.

Cela est particulièrement important, non seulement parce qu'il s'agit, en l'espèce, d'un des aspects les plus saillants de la structure sociale de Carbonia, mais aussi parce que c'est un élément-clé pour qui veut comprendre l'attitude des habitants devant les problèmes de la ville et les comportements qui en résultent.

Certains renseignements recueillis au cours de l'enquête corroborent la relation entre l'activité professionnelle et la participation sociale. S'il y a participation, elle atteint les valeurs maxima chez les habitants qui prennent part directement au processus de production. Elle augmente parallèlement à l'instruction; elle est plus grande chez les hommes que chez les femmes, dans la population active que dans la population non occupée, en particulier parmi

Participation sociale

Sexe	Participation négative	Participation positive	Total	
			%	Numérique
Hommes	76,4	23,6	100,0	(263)
Femmes	90,7	9,3	100,0	(247)
Total { % numérique	83,3 (425)	16,7 (85)	100,0 —	— (510)

Participation sociale et sphère de l'intérêt social

Participation sociale	Famille	Ville	Nation	Sans opinion	Total	
					%	Numérique
Négative	31,1	11,8	56,2	0,9	100,0	(425)
Positive	24,7	5,9	69,4	—	100,0	(85)
Total { % numérique	30,0 (153)	10,8 (55)	58,4 (298)	0,8 (4)	100,0 —	— (510)

les mineurs. S'il y a participation, on choisit, en outre, plus fréquemment ses amis parmi ses compagnons de travail et ses camarades politiques que dans d'autres groupes. Enfin, l'intérêt pour les problèmes collectifs s'accroît avec la participation sociale (1).

C'est le mouvement syndical, plus que d'autres formes d'association, qui a constitué à Carbonia le lien entre les individus et la collectivité. C'est dans cette sphère que s'est déployée la participation sociale des habitants. Toute société crée les institutions les plus conformes à sa structure et qui répondent le mieux à ses besoins. Le syndicalisme s'est développé à Carbonia, dans un premier temps, en se fondant sur le groupe d'habitants qui, à la rigueur, pouvait représenter toute la ville — que l'on songe à la force que constitue, dans une communauté ayant les dimensions de Carbonia, la présence d'environ 17.000 ouvriers! Par la suite, c'est le mouvement syndical qui a conféré à la communauté la cohésion nécessaire pour défendre sa continuité.

Le fait que la sociabilité se manifeste dans la sphère ouvrière et syndicale exclut la participation directe d'une partie de la population, notamment des femmes. Celles-ci, surtout si elles sont âgées, représentent, par certains aspects, le groupe qui prend le moins part à la vie de la communauté. Il est probable que l'évolution de l'économie et du travail de la communauté, en introduisant les femmes dans l'activité productive, apportera des modifications à cet égard.

Le mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier a pour base l'idéologie héritée de l'antifascisme; on l'a défini comme une prise de position à l'égard du problème économique, par le moyen des discussions d'usine; il a affronté les problèmes provoqués par la crise minière. La crise a précisé l'état d'esprit des ouvriers: en discutant de leur travail, ils se sont placés dans un contexte plus vaste, non seulement économique, mais aussi idéologique.

L'activité syndicale commença immédiatement après la guerre et s'intensifia en 1948, parce qu'il fallait garantir la stabilité de l'emploi. Dès cette époque, les syndicats posèrent la question de la reconversion de l'industrie minière, en cherchant à faire comprendre aux ouvriers qu'ils devaient placer leurs problèmes dans la perspective de l'industrialisation de l'île. Cette prise de conscience s'est opérée par la lutte. Le premier mouvement, en 1948, conduisit à soixante-douze jours d'agitation. Le débat syndical et politique fut mené sur les lieux mêmes du travail, dans des réunions et des meetings.

(1) Cf. Tableau 14 (page 194) : Participation sociale, selon le titre d'études.
Cf. Tableau 15 (page 195) : Participation sociale, selon l'emploi.
Cf. Tableau 16 (page 195) : Choix des amis, selon la participation sociale.

En cette occasion déjà, les mineurs bénéficièrent de la solidarité de la population et furent soutenus notamment par leurs familles. Voici ce qu'ils racontent :

« A cette époque, nos familles nous ont toujours encouragés à lutter, allant jusqu'à prendre part aux manifestations qui avaient lieu sur les places et dans les rues de Carbonia, et quand se formaient les cortèges de mineurs et d'autres catégories de citoyens. Plusieurs fois, en des occasions de ce genre, nos familles elles-mêmes se sont rendues dans les chantiers par solidarité avec les travailleurs. De ce côté, nous avons toujours été compris par nos familles, qui, comme nous, supportent les sacrifices ou profitent des avantages, quand il y en a, si peu que ce soit. »

La lutte a toujours été très dure, du fait, non pas tant de l'attitude de l'entreprise, que de l'intervention des forces de l'ordre. Les rapports avec l'entreprise n'ont pas été caractérisés par des tensions particulières, car comme il s'agit d'une entreprise d'Etat, le « patronat » est constitué par un organisme lointain et abstrait, et l'action syndicale a visé à influencer les décisions du gouvernement plutôt que de l'entreprise (1).

Aujourd'hui l'attitude des forces de l'ordre a changé, elle aussi, mais les mineurs ont gardé le souvenir des situations passées :

« ...Quand on tenait un meeting syndical ou politique, Carbonia ne connaissait pas la tranquillité d'aujourd'hui, mais les chars d'assaut... Ils venaient entourer la place avec les camions, mitrailleuses pointées vers l'orateur et vers la foule qui écoutait, et la plupart du temps ils ne nous laissaient pas finir le meeting et nous chargeaient furieusement. Je me rappelle certains détails... des gars aux côtes brisées et au crâne défoncé, et certains gosses arrangés de telle manière qu'ils faisaient pitié à voir. »

Les luttes, disent les syndicalistes, n'ont jamais eu pour mobile des situations spécifiques de l'entreprise, mais ont plutôt été caractérisées par une vision politique de la situation, dans l'acception la plus large du terme, et non dans le sens de politique de parti. A cet égard, on peut dire que les ouvriers « ont une extraordinaire sensibilité politique » (2). Cette vision politique dont l'action syndicale ne s'est pas départie paraît donc reposer sur une base idéologique et non sur une attitude purement revendicative ou protestataire. D'autre part, les problèmes inhérents à la profession ont eu du mal à s'affirmer, vu la nécessité « de se retrancher sur des positions défensives » (3).

« Il était difficile de se battre sur deux fronts à la fois, dans le double but de conserver les emplois et d'obtenir de meilleurs salaires. Mais, dans

(1) A ce sujet, cf. chap. III : *Le travail*, par. 3.

(2) De l'entretien avec un représentant syndical.

(3) Idem.

la mesure du possible, les syndicats ont toujours accouplé la défense des niveaux d'emploi et la critique de la politique de l'entreprise. » (1).

A l'égard de politiques déterminées de l'entreprise, les syndicats ont adopté la position la plus réaliste, selon les nécessités de la situation. Tel est le cas, par exemple, pour leur attitude favorable à l'égard de la mécanisation des mines.

Par le caractère même qu'a pris le mouvement ouvrier, Carbonia a constitué une force de choc dont les actes pouvaient se répercuter dans toute l'île. C'est Carbonia qui a formé les cadres pour toute la Sardaigne: jusqu'à 1952-1953, il n'y avait pas de mouvement organisé dans les autres zones.

C'est pourquoi le mouvement syndical n'a pas seulement eu une grande importance; il a constitué aussi, pour la communauté, la base de formation d'une coutume. L'action syndicale a réussi à sensibiliser toute la population.

Les ouvriers adhèrent au syndicat en plus grand nombre que les employés, mais c'est là un comportement que l'on peut étendre à toute l'Italie, et même au-delà. Tout aussi généralisable est le fait qu'il n'y a pas correspondance entre la participation active et l'inscription au syndicat: le pourcentage des inscrits est, en effet, plutôt bas, tandis que la participation, non seulement aux manifestations de protestation, mais aussi à des réunions ou à des débats, dépasse, au dire des syndicalistes, 70 %.

Plus grand qu'ailleurs est, en revanche, l'accord dans l'action qui unit les deux principales organisations syndicales, la *Confederazione Generale Italiana del Lavoro* (C.G.I.L.) Confédération générale italienne du travail et la *Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori* (C.I.S.L.) Confédération italienne des syndicats de travailleurs. L'action menée par les syndicats à Carbonia ne s'est pas fondée sur des politiques partisans; elle n'a pas non plus visé à affirmer leur force, mais à défendre toute la communauté.

Résultats des élections aux « commissions internes » pour les années où l'on a pu recueillir les renseignements, en pourcentage des votes exprimés

Organisations syndicales	1949	1951	1952	1953	1955	1957	1959	1966
C.G.I.L.	85,1	74,6	77,5	77,0	70,6	73,0	65,5	62,5
C.I.S.L.	14,9	18,4	21,3	17,8	25,7	16,5	24,7	16,6
U.I.L.	—	2,2	1,2	2,3	—	4,6	—	13,6
C.I.S.N.A.L.	—	4,8	—	2,9	3,7	5,9	9,8	7,4

En fait, la C.G.I.L. est le syndicat qui groupe la majorité des ouvriers, sans avoir cependant gardé sa position forte de l'après-guerre.

(1) De l'entretien avec un représentant syndical.

Depuis des années, les élections aux « commissions internes » (comités d'entreprise) n'apportent pas de changements importants à la composition de celles-ci. Pour certains membres, il s'agit de la confirmation d'une charge déjà décennale. Cela est dû, sans aucun doute, au prestige dont ils jouissent auprès des ouvriers, mais, en même temps, cela semble révéler que le personnel ne se renouvelle pas, ce qui pourrait affaiblir le dynamisme dans les positions adoptées.

C'est pourquoi une question se pose quant aux perspectives du mouvement ouvrier. Si l'équilibre des forces ouvrières présentes dans la communauté devait être compromis à nouveau par la persistance de la crise, des inconnues pourraient se présenter. Avant tout pour une raison objective: la diminution, le défaut de renouvellement et le vieillissement de la main-d'œuvre pourraient à la longue en détériorer les forces. En second lieu pour une raison psychologique: si un état de tension aiguë par de nouvelles déceptions venait à se prolonger, cela pourrait finir par provoquer le découragement, ou le déchaînement incontrôlable de la protestation.

De nouveaux retards dans les interventions pourraient se traduire par l'avitilissement du patrimoine humain de la communauté et par le risque de mettre en œuvre dans les conditions les plus négatives les initiatives projetées.

L'attitude politique

C'est à la présence de syndicats très actifs qu'est dû le haut degré de politisation de la communauté. Au cours de l'enquête, nous avons cherché à mesurer la confiance dans l'action politique.

Comme il ressort du schéma ci-après, ce sont surtout les hommes qui ont le plus conscience de la validité de l'action politique.

Attitude politique

Sexe	Manque de confiance	Abstention	Confiance	Total	
				%	Numérique
Hommes	37,6	6,5	55,9	100,0	(263)
Femmes	48,6	10,9	40,5	100,0	(247)
Total	43,0 (219)	8,6 (44)	48,4 (247)	100,0 —	— (510)

La confiance augmente dans la population laborieuse et en même temps que l'instruction. Elle se développe à mesure que s'améliore l'information et qu'augmente le sens de la responsabilité personnelle dans la solution de la crise.

Titre d'études et attitude politique

Titre d'études	Manque de confiance	Abstention	Confiance	Total	
				%	Numérique
Analphabètes et sans titre	47,9	10,1	42,0	100,0	(219)
Certificat études primaires	42,1	8,9	49,0	100,0	(178)
Début études secondaires	37,5	3,6	58,9	100,0	(56)
Etudes secondaires complètes et Université	31,6	7,0	61,4	100,0	(57)
Total { % numérique	43,0 (219)	8,6 (44)	48,4 (247)	100,0 —	— (510)

Utilisation des moyens d'information de masse et attitude politique

Moyens d'information de masse	Manque de confiance	Abstention	Confiance	Total	
				%	Numérique
Aucun	5,5	4,5	5,3	5,3	(27)
Radio, TV	47,0	52,3	32,4	40,4	(206)
Presse	47,5	43,2	62,3	54,3	(277)
Total { % numérique	100,0 (219)	100,0 (44)	100,0 (247)	100,0 —	— (510)

Attitude politique et sens de responsabilité personnelle dans la solution de la crise

Attitude politique	Responsabilité d'autrui	Responsabilité personnelle	Sans opinion	Total	
				%	Numérique
Manque de confiance	71,2	27,9	0,9	100,0	(215)
Abstention	65,9	25,0	9,1	100,0	(44)
Confiance	53,5	44,1	2,4	100,0	(245)
Total { % numérique	62,1 (313)	35,5 (179)	2,4 (12)	100,0 —	— (504)

L'administration communale de la ville est dirigée par le parti communiste. Depuis la chute du fascisme, ce sont les partis de gauche qui ont la majorité, suivis par ceux du centre. Les partis de droite — libéraux, monarchistes et néo-fascistes — représentent très peu de chose (1).

Pourcentage de votes, selon les partis, aux élections administratives de l'après-guerre

Partis	1946	1952	1956	1960	1964
Front du peuple (P.C.I.+P.S.I.)	58,8	—	—	—	—
Parti communiste italien (P.C.I.)	—	58,1	41,3	34,9	36,0
Parti socialiste italien (P.S.I.)	—	18,7	14,0	20,7	9,7
Parti socialiste d'unité prolétarienne (P.S.I.U.P.)	—	—	—	—	8,0
Total partis de gauche	58,8	76,8	55,3	55,6	53,7
Parti d'action sarde (P.S.D.A.)	14,6	7,2	6,3	8,9	7,2
Parti socialiste démocratique italien (P.S.D.I.)	—	—	1,6	—	—
Démocratie chrétienne (D.C.)	26,6	16,0	29,8	29,2	34,6
Total partis du centre	41,2	23,2	37,7	38,1	41,8
Mouvement social italien (M.S.I.)	—	—	7,0	6,3	4,5

Source: Commune de Carbonia.

(1) La formation sur le plan national du gouvernement de centre-gauche et la scission consécutive intervenue au sein du Parti socialiste italien — qui a donné lieu à la création du Parti socialiste d'unité prolétarienne (P.S.I.U.P.) — ont provoqué une crise dans l'administration communale de la ville. En effet, l'union du Parti socialiste (P.S.I.), avec les partis du centre pour la formation d'une administration de centre gauche a égalisé le nombre des conseillers municipaux des deux groupes de partis. Il en est résulté une paralysie de l'administration communale. La situation ne s'est pas résolue non plus après les dernières élections administratives, qui ont eu lieu en novembre 1964. En effet, à la date de la rédaction de la présente étude, on n'est pas encore parvenu à se mettre d'accord pour la formation d'une administration de centre-gauche.

Pourcentage de votes, selon les partis, aux élections politiques à la Chambre des députés, depuis la fin de la guerre

Partis	1948	1953	1958	1963
Front du peuple (P.C.I.+P.S.I.)	55,8	—	—	—
Parti communiste italien (P.C.I.)	—	45,4	38,1	35,3
Parti socialiste italien (P.S.I.)	—	15,1	17,4	16,3
U.S.	1,8	—	—	—
Total partis de gauche	57,6	60,5	55,5	51,6
Parti socialiste démocratique italien (P.S.I.D.I.)	—	1,7	0,7	2,2
Parti d'action sarde (P.S.D.A.)	7,3	3,0	4,8	—
Parti républicain italien (P.R.I.)	0,4	0,3	0,2	5,5
Démocratie chrétienne (D.C.)	23,5	18,2	29,9	51,6
Total partis du centre	31,2	23,2	35,6	39,3
Parti libéral italien (P.L.I.)	—	0,9	0,9	1,9
Partis monarchistes (P.N.M.-P.M.P.)	1,2	2,8	1,2	1,6
Mouvement social italien (M.S.I.)	3,4	12,3	6,7	5,1
Total partis de droite	4,6	16,0	8,8	8,6
Votes dispersés	6,6	0,3	0,1	0,5

Source: Commune de Carbonia.

Il y a une correspondance entre le choix politique et l'adhésion accordée au syndicat majoritaire. C'est cette correspondance qui permet de constater la force que ce syndicat représente dans la communauté, sans infirmer par là la valeur et l'importance, aux fins communautaires, de l'action exercée en commun par les organisations syndicales.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire observer, la situation de crise et la nécessité, qui en résulte, de prendre d'urgence des dispositions adéquates ont encore renforcé la position des syndicats. C'est par l'intermédiaire des syndicats que la population a organisé la défense de la communauté. On peut identifier dans l'organisation syndicale la structure qui s'est constituée comme groupe de pression, en prenant position et en formulant les revendications qui répondaient à la nécessité, pour la communauté, de survivre. La structure sociale même de la ville semble avoir été déterminante dans ce sens, par suite de la convergence d'une série d'éléments.

Les centres de décision dont dépend essentiellement le sort de Carbonia se trouvent en dehors de la communauté. Ce sont des organismes po-

litiques à l'échelon national. Il ne semble pas qu'il existe dans la ville aucune force disposant du pouvoir d'intervenir directement.

Le centre du pouvoir économique, c'est-à-dire l'entreprise, nous l'avons vu, dépend lui-même de décisions prises à l'échelon politique gouvernemental. La direction générale n'a pas son siège à Carbonia.

La commune n'a aucun pouvoir économique et se trouve isolée du point de vue politique, du fait qu'elle est gérée par un parti qui, à l'échelon national, représente l'opposition.

Il manque, d'autre part, certaines couches sociales d'où les sociétés traditionnelles tirent leur propres dirigeants et qui peuvent agir comme groupes de pression. En même temps, étant donné la structure de l'organisation de la production, il y manque aussi certains groupes dominants, caractéristiques d'une société industrielle. La bourgeoisie ne constitue pas, elle non plus, un groupe suffisamment influent. En outre, à Carbonia, elle est assimilable, à part quelques rares personnes, à la classe ouvrière plus qu'à la classe bourgeoise au sens classique, propre aux grands centres industriels.

Il existe, par contre, une couche ouvrière solide, fortement politisée et douée d'une conscience de classe très marquée. Les dirigeants issus de cette couche, d'autre part, jouent souvent le double rôle de syndicaliste et de politicien.

Dans ce contexte, il semble compréhensible que le syndicat dût se révéler comme le groupe le plus apte à prendre les initiatives nécessaires en vue d'influer sur les décisions des centres de pouvoir effectif. C'est en lui que convergeaient les intérêts directs des travailleurs; mais l'action qu'il encourageait tendait à des fins plus vastes, qui coïncidaient avec les intérêts de toute la communauté. Aussi toute la ville, sans distinction de couleur politique ou de niveau économique et social, a-t-elle soutenu l'action des organisations syndicales.

APPENDICE AU CHAPITRE V

- 1 et 2 — Bibliothèque: Livres préférés, selon le sexe et l'âge des lecteurs
- 3 — Bibliothèque: Livres préférés, selon la profession du lecteur
- 4 — Bibliothèque: Nombre moyen des livres lus, selon leur sujet et la profession du lecteur
- 5 — Fréquence des voyages à Cagliari
- 6 — Fréquence des voyages à Cagliari et motif du voyage
- 7 — Motif des voyages sur le continent
- 8 — Portée des nouvelles lues dans les journaux
- 9 — Utilisation des moyens d'information de masse, selon le revenu familial
- 10 — Utilisation des moyens d'information de masse, selon le titre d'études
- 11 — Responsabilité dans la solution de la crise, selon le titre d'études
- 12 — Classes sociales, de l'avis de l'interviewé, selon son titre d'études
- 13 — Classes sociales, selon traditionalisme et modernisme
- 14 — Participation sociale, selon le titre d'études
- 15 — Participation sociale, selon l'emploi
- 16 — Choix des amis, selon la participation sociale

Tableau 1
Bibliothèque: Livres préférés, selon le sexe et l'âge des lecteurs
Répartition d'après le sujet

Sexe et Age		Romans	Complément de culture	Problèmes d'actualité	Science	Technique	Renseignements d'ordre pratique	Total livres lus	
								%	Numérique
15 - 25 ans	H	54,9	18,8	12,9	5,5	5,0	2,9	100,0	(621)
	F	87,4	6,9	1,9	1,4	0,5	1,9	100,0	(422)
26 - 35 ans	H	40,6	24,1	7,5	13,5	7,5	6,8	100,0	(133)
	F	94,8	2,1	1,0	1,1	—	1,0	100,0	(96)
36 - 60 ans	H	28,4	10,8	25,5	4,9	28,4	2,0	100,0	(102)
	F	100,0	—	—	—	—	—	100,0	(36)
Total	H	49,5	18,7	13,5	6,7	8,2	3,4	100,0	(856)
	F	89,5	5,6	1,6	1,3	0,4	1,6	100,0	(554)
Total livres lus	%	65,3	13,5	8,9	4,5	5,1	2,7	100,0	—
	numér.	(920)	(191)	(125)	(64)	(72)	(38)	—	(1.410)

Tableau 2
Bibliothèque: Livres préférés, selon le sexe et l'âge des lecteurs
Répartition d'après l'âge

Sexe et Age		Romans	Complément de culture	Problèmes d'actualité	Science	Technique	Renseignements d'ordre pratique	Total livres lus	
								%	Numérique
15 - 25 ans	H	37,1	61,2	64,0	53,1	43,0	47,4	44,1	(621)
	F	40,1	15,2	6,4	9,4	2,8	21,0	29,9	(422)
26 - 35 ans	H	5,9	16,7	8,0	28,1	13,9	23,7	9,4	(133)
	F	9,9	1,1	0,8	1,6	—	2,6	6,8	(96)
36 - 60 ans	H	3,1	5,8	20,8	7,8	40,3	5,3	7,2	(102)
	F	3,9	—	—	—	—	—	2,6	(36)
Total	H	46,1	83,7	92,8	89,0	97,2	76,4	60,7	(856)
	F	53,9	16,3	7,2	11,0	2,8	23,6	39,3	(554)
Total livres lus	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	—
	numér.	(920)	(191)	(125)	(64)	(72)	(38)	—	(1.410)

Tableau 3
Bibliothèque: Livres préférés, selon la profession du lecteur

Profession	% du groupe sur le total	Romans	Complément de culture	Problèmes d'actualité	Science	Technique	Renseignements d'ordre pratique	Total livres lus		
								%	Numérique	
Etudiants	41,0	46,6	47,6	36,0	42,2	30,6	47,4	44,8	(632)	
Employés	29,0	25,2	34,0	35,2	42,2	23,6	28,9	28,1	(396)	
Ouvriers	23,0	16,2	17,8	28,0	15,6	45,8	21,1	19,1	(269)	
Ménagères	7,0	12,0	0,6	0,8	—	—	2,6	8,0	(115)	
Total {	% numér.	100,0 (100)	100,0 (920)	100,0 (191)	100,0 (125)	100,0 (64)	100,0 (72)	100,0 (38)	100,0 —	— (1.410)

Tableau 4
Bibliothèque: Nombre moyen de livres lus, selon leur sujet et la profession du lecteur, au cours de la période examinée

Profession	Romans	Complément de culture	Problèmes d'actualité	Science	Technique	Renseignements d'ordre pratique	Total livres par tête
Etudiants	10,48	2,21	1,09	0,65	0,53	0,43	15,39
Employés	8,00	2,24	1,52	0,93	0,58	0,37	13,63
Ouvriers	6,47	1,47	1,52	0,43	1,43	0,34	11,67
Ménagères	15,71	0,14	0,14	—	—	0,14	16,10
Moyenne sur le total des lecteurs	9,20	1,25	0,64	1,91	0,72	0,38	14,10

Tableau 5
Fréquence des voyages à Cagliari

Sexe	Jamais	Souvent	Parfois	Total		
				%	Numérique	
Hommes	23,2	23,6	53,2	100,0	(263)	
Femmes	28,9	15,8	55,3	100,0	(246)	
Total {	% numérique	25,9 (132)	19,9 (101)	54,2 (276)	100,0 —	— (509)

Tableau 6
Fréquence des voyages à Cagliari et motif du voyage

Fréquence	Travail et affaires	Utilisation des services	Distraction	Autre	Total	
					%	Numérique
Souvent	39,6	30,7	26,7	3,0	100,0	(101)
Parfois	17,5	46,5	28,7	7,3	100,0	(277)
Total { % numérique	23,3 (88)	42,6 (161)	28,0 (106)	6,1 (23)	100,0 —	— (378) (1)

(1) 132 personnes ne se rendent jamais à Cagliari.

Tableau 7
Motif des voyages sur le continent

Sexe	Aucun voyage	Service militaire	Travail	Visites à des parents	Autre	Y est né	Total	
							%	Numérique
Hommes	21,9	34,5	17,2	18,0	2,7	5,7	100,0	(261)
Femmes	58,9	—	6,5	26,0	4,5	4,1	100,0	(246)
Total { % numér.	39,8 (202)	17,8 (90)	12,0 (61)	21,9 (111)	3,6 (18)	4,9 (25)	100,0 —	— (507)

Tableau 8
Portée des nouvelles lues dans les journaux

Sexe	Générale	Régionale	Nationale	Internationale	Total	
					%	Numérique
Hommes	26,0	21,5	34,8	17,7	100,0	(181)
Femmes	29,2	38,5	20,8	11,5	100,0	(96)
Total { % numérique	27,1 (75)	27,5 (76)	29,9 (83)	15,5 (43)	100,0 —	— (277) (1)

(1) 233 personnes déclarent ne pas lire de journaux.

Tableau 9

Utilisation des moyens d'information de masse, selon le revenu familial

Revenu familial mensuel	Aucun	Radio TV	Presse	Total	
				%	Numérique
Pas de revenu fixe	28,6	57,1	14,3	100,0	(7)
Inférieur à L. 50.000	14,1	53,9	32,0	100,0	(128)
L. 50-70.000	2,0	44,9	53,1	100,0	(147)
L. 70-100.000	1,5	32,8	65,7	100,0	(137)
L. 100-150.000	—	33,3	66,7	100,0	(54)
L. 150-200.000	—	12,5	87,5	100,0	(16)
Plus de L. 200.000	--	—	100,0	100,0	(15)
Total { % numérique	4,9 (25)	40,5 (204)	54,6 (275)	100,0 —	— (504)

Tableau 10

Utilisation des moyens d'information de masse, selon le titre d'études

Titre d'études	Aucun	Radio, TV	Presse	Total	
				%	Numérique
Analphabètes	20,9	69,4	9,7	100,0	(62)
Sans titre	5,1	55,5	39,4	100,0	(157)
Certificat d'études primaires	2,2	33,2	64,6	100,0	(178)
Début études secondaires	1,8	23,2	75,0	100,0	(56)
Etudes secondaires complètes	2,4	7,3	90,3	100,0	(41)
Université	—	6,2	93,8	100,0	(16)
Total { % numérique	5,3 (27)	40,4 (206)	54,3 (277)	100,0 —	— (510)

Tableau 11

Responsabilité dans la solution de la crise, selon le titre d'études

Titre d'études	Responsabilité		Sans opinion	Total	
	D'autrui	Personnelle également		%	Numérique
Analphabètes	83,3	11,7	5,0	100,0	(61)
Sans titre	68,6	27,6	3,8	100,0	(156)
Certificat études primaires	41,5	56,8	1,7	100,0	(176)
Début études secondaires	54,5	45,5	—	100,0	(55)
Etudes secondaires complètes	48,8	51,2	—	100,0	(41)
Université	37,5	62,5	—	100,0	(16)
Total { % numérique	62,1 (313)	35,5 (179)	2,4 (12)	100,0 —	— (504)

Tableau 12

Classes sociales, de l'avis de l'interviewé, selon son titre d'études

Titres d'études	Ordonnance			Une seule classe	Sans opinion	Total	
	2 classes	3 classes	Plus de 3 classes			%	Numérique
Analphabètes	35,2	35,2	7,4	22,2	—	100,0	(54)
Sans titre	30,6	34,0	11,8	22,2	1,4	100,0	(144)
Certificat d'études primaires	37,2	28,5	10,5	23,8	—	100,0	(172)
Début études secondaires	18,2	47,3	16,3	18,2	—	100,0	(55)
Etudes secondaires complètes	20,5	43,6	20,5	12,8	2,6	100,0	(39)
Université	20,0	66,7	13,3	—	—	100,0	(15)
Total { % numérique	30,9 (148)	35,5 (170)	12,1 (58)	20,9 (100)	0,6	100,0 —	— (479)

Tableau 13
Classes sociales, selon traditionalisme et modernisme

Traditionalisme et modernisme	Ordonnance			Une seule classe	Sans opinion	Total	
	2 classes	3 classes	Plus de 3 classes			%	Numé- rique
Traditionalisme	33,2	34,4	9,6	22,4	0,4	100,0	(250)
Abstention	33,6	35,1	11,1	18,7	1,5	100,0	(134)
Modernisme	21,1	38,9	20,0	20,0	—	100,0	(95)
Total { % numérique	30,9 (148)	35,5 (170)	12,1 (58)	20,9 (100)	0,6 (3)	100,0 —	— (479)

Tableau 14
Participation sociale, selon le titre d'études

Titre d'études	Négative	Positive	Total	
			%	Numérique
Analphabètes et sans titre	87,2	12,8	100,0	(219)
Certificat d'études primaires	83,7	16,3	100,0	(178)
Début études secondaires	82,1	17,9	100,0	(56)
Etudes secondaires et Université	68,4	31,6	100,0	(57)
Total { % numérique	83,3 (425)	16,7 (85)	100,0 —	— (510)

Tableau 15
Participation sociale, selon l'emploi

Emploi	Négative	Positive	Total	
			%	Numérique
Mineurs	68,5	31,5	100,0	(108)
Autres travailleurs	82,6	17,4	100,0	(23)
Artisans	87,0	13,0	100,0	(23)
Services	90,0	10,0	100,0	(40)
Fonctionnaires publics	80,4	19,6	100,0	(56)
Agriculteurs	85,7	14,3	100,0	(14)
Professions libérales	100,0	—	100,0	(1)
Total pourvus d'emploi	78,1	21,9	100,0	(265)
Chômeurs	85,7	14,3	100,0	(14)
Retraités	76,2	23,8	100,0	(21)
Etudiants	75,0	25,0	100,0	(24)
Ménagères	92,5	7,5	100,0	(186)
Total sans emploi	89,0	11,0	100,0	(245)
Total { % numérique	83,3 (425)	16,7 (85)	100,0 —	— (510)

Tableau 16
Choix des amis, selon la participation sociale

Participation sociale	Type d'amis					Total	
	Famille	D'enfance	Occasion- nels	Politiques & de travail	Aucun	%	Numé- rique
Négative	23,4	13,4	23,4	26,4	13,4	100,0	(410)
Positive	16,5	15,3	17,6	49,4	1,2	100,0	(85)
Total { % numérique	22,2 (110)	13,7 (68)	22,4 (111)	30,4 (150)	11,3 (56)	100,0 —	— (495)

CONCLUSIONS

« C'est un délit moral, et non pas seulement civil, que de faire mourir une ville. »
(De l'entretien avec une fille de mineur)

Situation actuelle

L'analyse de la situation actuelle de Carbonia révèle, non seulement une crise de l'emploi, mais l'amenuisement progressif des débouchés; on ne saurait non plus espérer un renversement de la tendance sous l'effet de facteurs inhérents à l'économie de la ville.

On se trouve, aujourd'hui encore, en présence d'une mono-économie autour de laquelle gravitent les rares autres activités industrielles, comme le bâtiment, et les services. La source de travail que représente la mine n'est pas susceptible d'accroissement; au contraire, la politique de mécanisation des systèmes d'extraction, nécessaire pour la survie de l'entreprise, entraînera une nouvelle diminution, quoique moins sensible, des effectifs.

Du point de vue du travail, la situation actuelle n'offre une sécurité relative du travail qu'à ceux qui sont déjà occupés, et l'on n'entrevoit pratiquement aucun débouché pour les jeunes en quête de leur premier emploi.

Caractéristiques de la population

La pénurie d'offres d'emploi est d'autant plus grave que l'analyse démographique a révélé une structure fort jeune de la population: au groupe des travailleurs de la mine, caractérisé par un âge moyen et de bas niveaux d'instruction, s'oppose une main-d'œuvre en puissance, constituée par les générations

montantes, dont la caractéristique la plus importante, aux fins de l'emploi, est fournie par un niveau d'instruction très élevé, supérieur à la moyenne nationale. L'absence de formation professionnelle spécifique, due au manque d'écoles industrielles, pourrait donc être rapidement corrigée, grâce à la préparation de base satisfaisante.

D'autre part, il convient de ne pas perdre de vue le potentiel constitué par les femmes, surtout celles des jeunes générations, dont le degré d'instruction est tout aussi satisfaisant que celui des groupes masculins.

Un autre élément positif est constitué par la nette aspiration au travail industriel, qui existe, on peut le dire, dans toute la population et qui contraste avec le déclin industriel. Si du point de vue de la crise de l'économie et de l'emploi, on peut rapprocher Carbonia de bien des centres du Sud, elle s'en distingue par sa tradition de ville industrielle et par son aspiration tenace à ce type de développement.

Le fait que les travailleurs ne se soient pas opposés à l'introduction de changements technologiques qui comportaient, et même à brève échéance, une réduction de la main-d'œuvre, est un exemple d'acceptation consciente de l'industrialisation et révèle la maturité dont les ouvriers de Carbonia ont fait preuve dans l'action collective.

Souvent, celui qui prend des initiatives industrielles dans des zones critiques range au nombre des éléments positifs l'absence d'esprit syndical, oubliant que le syndicalisme est une conséquence du développement industriel et que l'immaturité sur le plan des rapports d'organisation peut provoquer des conflits difficiles à apaiser.

A Carbonia, le mouvement syndical est inséparable de la situation extrêmement pénible et dramatique vécue par les travailleurs de la mine: voilà seize ans que dure la crise, et les mineurs ont vu leur effectif tomber de plus de 17.000 à moins de 3.000 unités. La lutte syndicale, toutefois, n'a jamais été l'expression d'une protestation en tant que fin en elle-même, ni n'a jamais provoqué de manifestations désordonnées, qui pourtant eussent été compréhensibles sur le plan humain.

Les mineurs n'ont pas réagi en faisant grève, même à la gêne très grave que leur infligeait le retard dans le paiement des salaires; ils ont bougé, en revanche, pour défendre des intérêts vitaux, qui coïncidaient avec ceux de toute la population et qui réclamaient, en fait, la mise en œuvre des programmes de développement. Les revendications syndicales ont souvent coïncidé avec les politiques à long terme de l'entreprise, la lutte visant plutôt les attermoissements en ce qui concerne la mise en œuvre des nouveaux projets.

Carbonia peut donc offrir une main-d'œuvre nombreuse, pourvue d'un bon degré d'instruction; la présence d'une forte tradition syndicale dans la classe ouvrière, loin de constituer un facteur négatif, est à considérer objectivement comme un des aspects du processus d'industrialisation déjà amorcé dans la zone.

Caractéristiques structurales

Un autre élément positif est la situation géographique de la ville: celle-ci se trouve dans une zone d'accès facile, reliée par des routes et des voies ferrées aux autres centres sardes, à brève distance de la mer et d'un port industriel déjà équipé et susceptible d'agrandissement.

Ensuite, la ville de Carbonia représente un ensemble de structures urbaines immédiatement utilisables. Même s'il y a lieu de les adapter davantage aux besoins de la population, elles constituent un patrimoine non négligeable qui offre encore plus de valeur si on le considère par rapport au contexte sarde.

Enfin, Carbonia, en tant que peuplement humain, constitue une organisation moderne. Sans avoir les caractéristiques complexes des grands centres urbains, elle n'en forme pas moins une structure dans laquelle de nouvelles activités économiques et sociales peuvent trouver un substrat fécond, capable de les soutenir et de les encourager; c'est une collectivité intégrée, qui reflète la capacité de collaboration indispensable au développement industriel; c'est, enfin, une société ouverte et réceptive, c'est-à-dire disposée à s'adapter et à se transformer, à répondre d'une manière positive à de nouveaux stimulants.

Il ne faut pas négliger l'importance de ces caractéristiques, surtout par comparaison avec d'autres secteurs du Midi, récemment industrialisés. Souvent, en effet, l'industrie a dû opérer dans des contextes sociaux où, en introduisant des schémas culturels tout à fait nouveaux, plus adaptés aux rapports de production, elle déterminait une rupture avec la culture et les mentalités propres au milieu. La population se voyait contrainte de s'adapter rapidement aux valeurs propres à une culture urbaine et industrielle, alors qu'y étaient, au contraire, profondément enracinés des types de culture archaïque et la transition a souvent provoqué des tensions et des conflits.

L'industrie trouverait à Carbonia un terrain réunissant toutes les conditions préalables qui lui sont indispensables et ne constituerait pas un phénomène nouveau, mais donnerait une nouvelle impulsion à l'enrichissement du tissu social de la ville, compromis par la crise.

Facteurs d'industrialisation

L'expérience de la Caisse du Midi dans le domaine du développement industriel a depuis longtemps conseillé de concentrer investissements et efforts de production dans les zones déjà pourvues des services et des infrastructures de base et où il existe un tissu d'activités industrielles, si modestes soient-elles; c'est-à-dire que, pour la réussite des programmes de développement, à côté d'éléments objectifs, on a reconnu l'importance d'un facteur qualitatif: il faut que la population ait l'expérience de l'industrie ou de l'entreprise et l'état d'esprit correspondant.

Ces aspects — implantation géographique, infrastructures, main-d'œuvre et tradition industrielle — se retrouvent dans le bassin du Sulcis et le font apparaître comme une des zones sardes les plus propres à l'industrialisation.

Cette vocation de Carbonia ne suffit pas, toutefois, pour donner vie à un processus d'industrialisation autonome.

De nouvelles activités productrices exigent des capitaux, des connaissances techniques spécialisées et des capacités d'organisation, qui n'existent pratiquement pas dans la ville, étant donné sa composition. Par son histoire, qui est celle d'une mono-industrie d'État, Carbonia est essentiellement une ville de salariés; elle est donc dépourvue des catégories les plus propres à produire les fondateurs d'entreprises. L'incitation à poursuivre le développement industriel doit donc venir de l'extérieur, et c'est d'ailleurs dans ce sens que se sont orientés les programmes de la Caisse du Midi, et en particulier le plan de renaissance ⁽¹⁾, qui prévoient une série de mesures visant à encourager et à financer les nouvelles activités industrielles. A cette politique ressortit la construction de la supercentrale de Porto Vesme, destinée à faire face aux besoins futurs en énergie.

Le voisinage de la supercentrale et la décision concernant un projet d'industrie de base (aluminium) ont accentué la vocation industrielle de la zone de Carbonia, qui peut espérer aujourd'hui voir surgir de nouvelles activités de transformation dans le sillage des premières grandes réalisations.

Nécessité d'une action opportune

En regard de cet ensemble de facteurs positifs, que l'on trouve rarement réunis, il existe un élément négatif, du reste lié à la situation actuelle de

(1) Cf. Région autonome de la Sardaigne, *Plan de renaissance économique et sociale de la Sardaigne*, Document A, schéma général de développement et plan extraordinaire, Cagliari, avril 1963. On trouvera notamment aux pages 283/84 et 301 des indications sur les perspectives de développement de la zone homogène n° 11, dont fait partie Carbonia.

l'économie et de l'emploi: la tendance constante à l'émigration. Si l'émigration a pu servir, dans un premier temps, à compenser en partie les déséquilibres causés dans la communauté par un développement trop rapide et par la méconnaissance de la réalité économique dans le temps, elle peut, en se poursuivant, provoquer de graves altérations dans la structure de la population.

Aujourd'hui, la ville dispose encore d'une main-d'œuvre en puissance, constituée par les jeunes couches de la population. Le flux migratoire appauvrirait inévitablement ces dernières, frustrées dans leur légitime espoir de trouver un emploi dans les activités productrices.

D'autre part, comme il advient d'ordinaire, les premiers à quitter la ville seraient les éléments les plus instruits et ayant le plus d'esprit d'initiative. L'appauvrissement de la population serait, en conséquence, non seulement quantitatif, mais aussi qualitatif.

Le succès des plans de développement est donc conditionné par des interventions effectuées au moment opportun, ce qui est d'autant plus nécessaire que l'on ne comprend pas les raisons qui ont conduit à un certain isolement de la ville.

Certes, Carbonia représente un fait atypique dans l'histoire et dans la culture de la Sardaigne, du fait de ses origines récentes, de sa création décidée d'en haut, de sa fonction univoque en matière de production, de son caractère industriel dans une région essentiellement agricole. Mais aujourd'hui ces raisons ne sont plus valables.

L'isolement dans lequel la communauté s'est trouvée jusqu'ici et qui se traduisait chez les habitants par une sensation d'abandon injustifié, commence à s'atténuer dans la perspective de voir la ville réintégrée dans une économie différenciée et associée au contexte général de l'île. La construction de la super-centrale semble être le symbole de la nouvelle fonction motrice de Carbonia dans le processus de développement économique et, du même coup, des liens qui l'uniront plus intimement au reste de la Sardaigne.

NOTE SUR LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

L'étude ici présentée se fonde sur les renseignements ci-après:

- 1) *Renseignements de base et renseignements démographiques*, d'après les recensements et les registres de l'état civil;
- 2) *Renseignements sur la situation de la communauté*, en ce qui concerne, d'une part, les opinions et les attitudes des habitants — obtenus à l'aide d'un sondage effectué sur un échantillon de population, ainsi que par des interviews libres ou des entretiens avec les divers agents sociaux — d'autre part, les principaux équipements urbains et sociaux existants — tirés de documents ou d'entretiens avec les responsables des divers secteurs intéressant l'étude.

1. Renseignements de base et renseignements démographiques

Pour étudier les transformations intervenues dans la structure de la population — selon le sexe et les classes d'âge—, dans les secteurs d'emploi et dans les niveaux d'instruction, on a procédé à des comparaisons entre les recensements de 1951 et de 1961. Dans ces comparaisons, il a été tenu compte, tant de l'évolution de la situation intervenue à Carbonia que de la situation de Carbonia par rapport à la Sardaigne et, quand cela a été possible, de l'Italie.

L'analyse des travailleurs non recensés a été complétée par les renseignements recueillis auprès de la « Società Mineraria Carbonifera Sarda ».

Les tableaux et les diagrammes ayant trait à cette partie sont insérés dans le texte.

Ces renseignements de base ayant été jugés insuffisants, on a procédé à une étude plus approfondie de la structure démographique de la communauté.

Pour relever les caractéristiques démographiques, on s'est concentré sur les mouvements migratoires. L'analyse de la structure de ces mouvements et la construction des séries historiques, relatives aux principaux aspects de cette

dernière, nous ont contraints à relever le phénomène à l'aide de la technique de l'échantillon. A cette fin, nous avons établi, pour chaque année, de 1938 à aujourd'hui, deux échantillons: l'un d'immigrés, l'autre d'émigrés d'après les renseignements d'état civil dont disposait la commune de Carbonia. Nous avons calculé la dimension de l'échantillon en fixant une erreur d'échantillonnage tout au plus égale à 10 %.

Les variables prises en considération dans l'établissement des deux échantillons sont: l'âge, le sexe, la profession, l'état civil, le nombre des membres de la famille, les lieux de provenance et de destination.

Les renseignements ayant trait aux deux échantillons ont été exploités mécanographiquement, puis traduits en diagrammes. Ils sont rassemblés dans le chapitre I: *Situation démographique*, et dans son Appendice. Ces renseignements ont fourni le cadre nécessaire pour la mise en route de l'enquête.

2. Renseignements sur la situation de la communauté

Avant l'enquête sur le terrain et pendant qu'elle se déroulait, les enquêteurs du C.R.I.S. ont séjourné dans la communauté. Le sondage a été précédé de deux phases préliminaires. La première phase, d'exploration, a été consacrée aux contacts avec les agents sociaux locaux, afin de dégager, au cours d'entretiens, les aspects les plus caractéristiques de la communauté et de procéder à un choix de thèmes qui serviraient de base aux hypothèses de travail. Ces hypothèses devaient être utilisées dans la rédaction du questionnaire en vue du sondage. Les thèmes apparaissent de temps à autre dans le cours de l'exposé de l'enquête. Certains d'entre eux nous ont paru présenter un intérêt particulier, comme par exemple: la capacité de cohésion sociale devant la crise; la formation d'une culture propre à la communauté, de type industriel; l'acceptation de l'instruction en tant que valeur sociale; la participation à l'activité politico-syndicale.

Pendant la seconde phase, nous avons procédé à la mise au point du questionnaire et à l'entraînement des enquêteurs. Ces derniers ont été pris parmi des étudiants et des enseignants locaux: leur préparation s'est fondée essentiellement sur le « role-playing ». Ils se sont révélés efficaces et intéressés par l'enquête. Au total, le séjour de deux enquêteurs du C.R.I.S., simultanément présents dans la communauté, a duré environ trois mois.

Le champ d'observation choisi en vue du sondage est constitué par la population résidant actuellement dans la commune de Carbonia et âgée de 18 à 60 ans. Par cette limitation, nous avons voulu isoler la population

potentiellement active, directement aux prises avec les problèmes de la communauté qui font l'objet de l'enquête.

Nous avons choisi un échantillon fortuit systématique, que nous avons obtenu en extrayant des registres de l'état civil de la commune un nom tous les 50 inscrits, jusqu'à concurrence de 700 noms. Si nous avons extrait ce nombre — supérieur à la quantité désirée, qui était de 510 unités effectives —, c'est parce que nous prévoyions — ce qui s'est par la suite révélé exact — qu'il serait impossible de retrouver tous les inscrits, par suite de transferts ou d'émigrations non signalés à la commune.

Si l'on tient compte du fait qu'au recensement de 1961, la population se montait à 37.327 personnes et qu'en pratique, en excluant les vieux et les tout jeunes, on n'atteint pas 20.000 personnes, l'échantillon de 510 personnes garantit à 95 % la probabilité de ne pas commettre d'erreurs dépassant 4,4 %. Son degré de représentativité est donc satisfaisant.

Répartition des interviewés, par sexe et classe d'âge

Classes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
18 - 25 ans	44	8,6	66	12,9	110	21,5
26 - 35 ans	43	8,4	64	12,5	107	21,0
36 - 45 ans	67	13,2	66	12,9	133	26,1
46 - 60 ans	109	21,4	51	10,0	160	31,4
Total	263	51,6	247	48,4	510	100,0

Répartition selon l'état civil

Etat civil	Nombre	%
Célibataires	135	26,5
Mariés	363	71,2
Veufs	12	2,3
Total	510	100,0

Rôle familial des interviewés

	Nombre	%
Chef de famille	221	43,5
Epouse	170	33,5
Fils	45	8,8
Fille	67	13,2
Parent, hôte	5	1,0
Total	508	100,0

Répartition des interviewés par zones d'habitation

Zones d'habitation	Nombre des interviewés	%
Ecartés dispersés	39	7,6
Zones marginales	26	5,0
Gros écarts	79	15,5
Périphériques sans services	66	13,0
Périphériques avec services	182	35,7
Centre	118	23,2
Total	510	100,0

Le sondage s'est appuyé sur un questionnaire comprenant 120 questions. A l'aide du questionnaire, nous avons recueilli les enseignements ci-après:

Renseignements de base

- Sexe, âge et état civil;
- Rôle familial et nombre de cohabitants;
- Situation de travail et mobilité professionnelle;
- Classe de revenu;
- Emplacement dans la ville.

Attitudes et comportements

- Conscience de la crise et réactions qu'elle suscite;
- Attitude à l'égard de l'émigration;
- Modernisme — Traditionalisme;
- Tolérance du pluralisme culturel;
- Attitude à l'égard de la participation à l'activité politique;
- Aspirations quant au revenu et quant à l'avenir des enfants;
- Participation à la vie sociale.

Jugement sur la situation

- Définition de la situation dans laquelle se trouve la ville, selon des points de vue différents: économique, social, culturel, urbanistique;
- Prévision de l'évolution de la situation dans le temps, selon le niveau (individuel, familial, collectif), la sphère et la méthode d'intervention.

Les renseignements recueillis à l'aide du sondage ont été complétés par une série d'entrevues libres avec les agents sociaux, dont certains avaient déjà

été interviewés au cours de la phase d'exploration. Ces interviews ont été effectuées par les enquêteurs du C.R.I.S. et se sont adressées en particulier aux représentants des secteurs ci-après :

Politico-administratif, au niveau local: chefs de groupe des diverses formations politiques — P.C.I., P.S.I., P.S.I.U.P., D.C., P.S.D.A., M.S.I — adjoints communaux, représentants de parti; au niveau régional: commissaires responsables des secteurs d'activité intéressant plus directement l'enquête.

Productif: représentants de l'entreprise principale, représentants syndicaux et membres du comité d'entreprise.

Scolaire: directeurs d'écoles primaires; proviseurs et enseignants.

Culturel: organisateurs de la vie culturelle de la ville.

Ces interviews ou colloques devaient permettre d'étudier d'une manière plus approfondie quelques aspects de la ville, surtout pour ce qui était de la crise, des niveaux et des méthodes d'intervention, de la situation, des problèmes et des perspectives spécifiques du secteur représenté par chaque agent social interviewé.

Parallèlement, il a été procédé à quelques interviews de groupe, notamment de jeunes et de mineurs.

Parmi les équipements existants, on a pris en considération les écoles, ainsi que les équipements culturels, sociaux et d'assistance.

En ce qui concerne l'école, en dehors de l'aspect qualitatif étudié à l'aide des interviews libres, on a procédé, dans toutes les institutions existant à Carbonia et dans ses écarts, à des enquêtes sur les sujets ci-après :

- composition de la population scolaire;
- composition du corps enseignant;
- équipement scolaire;
- équipement et matériel didactique;
- roulements et horaires des cours;
- formes éventuelles d'assistance scolaire.

Pour ce qui est de la vie culturelle, l'attention s'est concentrée sur l'activité de la bibliothèque et du centre social. En ce qui concerne, en particulier, la bibliothèque, on a relevé les renseignements relatifs à un échantillon de 100 fiches personnelles de lecteurs sur les 2.000 existantes, pour analyser les types et la fréquence de lecture en fonction de l'âge, du sexe et de la profession des lecteurs.

En ce qui concerne les services d'assistance sociale, on a procédé à des relevés auprès des organisations compétentes, en vue d'apprécier leur fonctionnement et la manière dont elles répondent aux besoins de la population.

Enfin, on a étudié la situation sanitaire au moyen d'une série de colloques avec les médecins — de la commune, de mutualité, des hôpitaux, des écoles, de la mine — visant à dégager certains aspects principaux de l'état de santé de la population en général et des travailleurs en particulier.

Les informations recueillies à l'aide des questionnaires ont été exploitées mécanographiquement. On a exploité de même les renseignements relatifs à certains indices, que l'on a établis en combinant des questions du questionnaire utilisées comme indicatrices. Les indices ont fourni d'autres indications sur des attitudes déterminées, telles que la participation sociale, la confiance dans l'action politique, la tolérance culturelle. On a eu recours, dans d'autres cas, à des échelles de mesure: en pareil cas, l'indication correspondante figure dans le texte.

Ces informations ont été traitées sur cartes perforées, 1.530 sélectionnées et mises en corrélation pour un total d'environ 700 tables. On a ensuite procédé à l'exploitation statistique de ces tables, convenablement traduites en pourcentages. Elles ont permis d'établir les connexions possibles entre les variables considérées. Comme prévu, certaines d'entre elles ne se sont pas révélées significatives. Les résultats jugés significatifs, de même que les résultats obtenus par l'exploitation — mécanographique également — de l'échantillon des lecteurs fréquentant la bibliothèque, sont reproduits dans les appendices aux chapitres II: *La ville*; III: *Le travail*; IV: *La crise*; V: *La structure sociale*, ainsi que dans le texte.

Dans les tableaux, les résultats sont fournis en pourcentages, calculés sur les réponses effectives, c'est-à-dire compte non tenu des „non répondu", que l'on peut, cependant toujours retrouver. Dans les tableaux utilisés à plusieurs reprises, on a parfois effectué des groupes différents, suivant ce que l'on jugeait opportun de faire ressortir.

On a ensuite interprété les résultats indicatifs, d'après l'analyse statistique, et on les a insérés dans les renseignements de base, démographiques et de type qualitatif, extraits des colloques et de l'observation directe. Le résultat constitue le corps de l'étude: chap. I: *La situation démographique*; II: *La ville*; III: *Le travail*; IV: *La crise*; V: *La structure sociale*. Enfin, l'exploitation quantitative et qualitative des renseignements relatifs à l'école, aux services sociaux et à l'état de santé de la population, a été rassemblée dans les annexes: 1: *Situation scolaire*; 2: *Equipements sociaux et d'assistance*; 3: *Situation sanitaire*.

Pendant l'enquête, la population s'est montrée parfaitement disposée à collaborer. Non seulement, presque personne ne s'est refusé à l'interview, mais les enquêteurs se sont vus aidés de toutes les manières possibles — surtout par les agents sociaux — et ont été à même de recueillir tous renseignements.

Comme il arrive toujours, surtout quand la situation objective est incertaine comme celle de Carbonia, une enquête sociologique fait naître des espoirs. Nous croyons, toutefois, devoir souligner que les habitants de Carbonia, dans l'ensemble, se sont montrés disposés à collaborer, non seulement dans l'espoir que l'enquête contribuerait à accélérer des interventions actives, mais aussi parce qu'ils souhaitent participer activement au déroulement de l'enquête elle-même. L'enquête a suscité consentement et intérêt: maintes fois et de divers côtés, on a exprimé le désir de pouvoir en connaître les résultats.

SITUATION SCOLAIRE

(1) Rédigé par Gigi Guastamacchia.

TABLE DES MATIERES

	Page
1. <i>La fréquentation scolaire</i>	213
L'école primaire obligatoire	213
L'obligation dans la « scuola media inferiore »	214
La « scuola media superiore »	215
2. <i>La population scolaire</i>	216
L'école primaire	216
La « scuola inferiore »	218
La « scuola superiore »	218
3. <i>Les équipements scolaires</i>	219
L'école obligatoire	219
La « scuola media superiore »	221
4. <i>Les enseignants</i>	222
Les instituteurs	222
Les professeurs	223

SITUATION SCOLAIRE

1. La fréquentation scolaire

L'école obligatoire comporte deux cycles: l'école primaire, d'une durée de cinq ans, et la « scuola media inferiore » (correspondant plus ou moins au collège français d'enseignement général), d'une durée de 3 ans.

L'école primaire obligatoire

Sont assujettis à l'obligation de fréquenter l'école primaire tous les citoyens âgés de six à onze ans, et ceux qui, âgés de onze à quatorze ans, n'ont pas encore obtenu le certificat d'études primaires.

Pour calculer le taux d'accomplissement de l'obligation, on a établi une proportion entre la population âgée de six à onze ans et le nombre des élèves inscrits dans les écoles primaires de la commune, diminué d'un pourcentage fixe correspondant aux élèves inscrits ayant dépassé l'âge de onze ans (13 %, correspondant à la moyenne nationale arrondie par excès) ⁽¹⁾.

En 1964, la population des écoles primaires de Carbonia était de 4.739 élèves. Si l'on en soustrait 616 (c'est-à-dire 13 %), on obtient, pour le nombre d'élèves des écoles primaires âgés de six à onze ans, 4.123. La population d'âge à être assujettie à l'obligation, calculée en excès, est de 4.446 ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Les renseignements les plus récents dont on dispose sur le plan national, et qui ont trait à 1962, signalent 11,44 % de redoublants. Nous l'avons arrondi à 13 %, tout d'abord parce que, ces dernières années, ce pourcentage a accusé une tendance à augmenter, ensuite pour pouvoir y inclure aussi les enfants qui se trouvent retardés, sans pourtant avoir jamais redoublé de classe, à savoir: ceux qui ont perdu des années scolaires pour cause de maladie ou qui ont commencé leurs études en retard.

Pour Carbonia, on a fait usage du pourcentage national de redoublants et non de celui de la Sardaigne (15,7), parce que la situation de Carbonia — comme il appert, du reste, des renseignements qui font l'objet de l'étude — est beaucoup plus comparable à la situation de l'Italie continentale qu'à celle de l'île.

⁽²⁾ Le calcul de la population assujettie à l'obligation scolaire a été fait d'après le recensement de 1961. Il n'a donc pas été possible de tenir compte des émigrations intervenues entre 1961 et 1964. D'autre part, le recensement n'indique pas la population selon l'âge, année par année, mais divisée en groupes. C'est pourquoi on a calculé par extrapolation, en partant des renseignements fournis par le recensement, la population âgée de trois à huit ans (qui, en 1964, avait donc entre six et onze ans), et ce, de la manière ci-après:

De la première classe de population (entre 0 et 6 ans), on a pris les 3/6 (2.497).

De la seconde classe de population (entre 6 et 14 ans), on a pris les 2/8 (1.949).

Le total (4.446) constitue donc une donnée approximative, qui ne tient pas compte des décès, des émigrations ni des immigrations.

La somme des deux premiers éléments est, certes, supérieure au tiers et la donnée doit donc être considérée comme calculée par excès.

Le pourcentage d'accomplissement de l'obligation est très élevé: 92,7 %, égal à celui du Piémont et de la Ligurie (1). En Sardaigne, on se conforme à l'obligation à raison de 52,41 %.

L'obligation dans la « scuola media inferiore »

Sont assujettis à l'obligation de fréquenter la « scuola media inferiore » tous les citoyens ayant obtenu le certificat d'études primaires et n'ayant pas encore quatorze ans révolus. Sont également visés par cette obligation ceux qui, bien qu'ayant 14 ans révolus, n'ont pas entièrement accompli huit années d'école.

C'est pourquoi il est difficile de déterminer le nombre des assujettis sans disposer du registre scolaire de la commune. En effet, il faut soustraire du nombre des jeunes faisant partie de cette classe d'âge ceux qui se sont attardés à l'école primaire; du nombre des élèves inscrits dans les « scuole medie », il faut déduire ceux qui redoublent et qui ont 14 ans révolus.

Il y a, dans la commune de Carbonia, 3.000 (2) enfants âgés de 11 à 14 ans. Les élèves inscrits dans les « scuole medie » sont au nombre de 2.515.

Si l'on prend pour hypothèse que le nombre d'élèves attardés dans les écoles primaires et dans les « scuole medie » est identique, c'est-à-dire qu'il y a autant d'élèves de plus de 11 ans inscrits dans les écoles primaires qu'il y a d'élèves de plus de 14 ans (3) inscrits dans les « scuole medie », on obtient, pour le respect de l'obligation, un indice de 83,8 %.

Il s'agit là d'un taux de fréquentation exceptionnel qui, comparé aux taux de fréquentation régional (62 %) et national (68 %), calculés à l'aide du même système qu'ici, est extrêmement significatif, même dans son approximation.

(1) Ce pourcentage (92,7 %) a été obtenu sur la base du nombre d'élèves inscrits indiqué par l'Inspection académique de Cagliari. Si, au contraire, on prend en considération la donnée résultant de la somme des populations des diverses écoles, relevées à l'aide du questionnaire utilisé au cours de l'enquête, le respect de l'obligation atteint 96,7 %. Si l'on considère la troisième donnée dont on disposait, concernant la fréquentation (évidemment plus basse que celle concernant les inscriptions), le pourcentage d'accomplissement de l'obligation descend à 92,7 %. Comparée aux chiffres de toute la région (52,41 %) et de toute l'Italie (69,28 %), cela n'en représente pas moins une différence importante.

(2) C'est-à-dire les 2/8 de la classe d'âge de 6-14 ans du recensement de 1961. Dans ce cas particulier, bien que trois ans se soient écoulés depuis le recensement, les enfants visés par l'obligation sont toujours compris dans la classe d'âge de 6 à 14 ans, du fait qu'en 1961, ils figuraient dans celle de 8 à 11 ans. Cf. à ce sujet la note 2 de la page précédente.

(3) Cette hypothèse tient compte du fait que la durée plus grande du cours primaire, et par conséquent le nombre plus grand des risques de recalage, est compensée par la plus grande sévérité d'appréciation dans les « scuole medie ». Les chiffres ayant trait au nombre de redoublants, pour la Sardaigne, accusent des différences minimes entre les écoles primaires et les « scuole medie ». Pour l'année 1960-61, la différence était de 0,70 %.

Population des « scuole medie inferiori » et population dans la classe
d'âge assujettie à l'obligation

Lieu	Population 11-14 ans	Elèves	%
Italie (1962-1963)	2.350.939	1.594.967	67,8
Sardaigne (1962-1963)	89.376	55.567	62,1
Cagliari (province) (1961-1962)	48.808	23.274	47,7
Carbonia (1963-1964)	3.000	2.515	83,8

La « scuola media superiore »

A Carbonia, la « scuola media superiore » (lycée) est fréquentée par 26 % de la population comprise dans la classe d'âge de quatorze à dix-neuf ans. Il s'agit donc de 1.189 élèves sur une population de cette classe d'âge de 4.458 jeunes gens.

Le taux moyen de fréquentation est de 18,3 % pour la Sardaigne; il est de 21,1 % pour l'Italie.

Même considérée par rapport à la population totale, la population des « scuole superiori » est très nombreuse à Carbonia.

Dans une étude sur la population scolaire, la S.V.I.M.E.Z. proposait, comme objectif à réaliser d'ici 1975, un rapport de 40 élèves des « scuole superiori » par millier d'habitants (1).

Pour diverses raisons d'ordre démographique, ce rapport a paru excessivement élevé et irréalisable; c'est pourquoi il a été ramené à 30 ou 35 élèves par millier d'habitants (2).

Pour Carbonia, en 1964, le rapport est de 33 pour 1.000, c'est-à-dire très voisin de l'objectif proposé par la S.V.I.M.E.Z. et d'autant plus significatif, si l'on considère que Carbonia ne possède pas tous les types de « scuole superiori » et qu'en conséquence, certains jeunes gens fréquentent l'école normale d'Iglesias ou les écoles professionnelles d'autres communes.

(1) Cf. S.V.I.M.E.Z. : *Mutamenti della struttura professionale e ruolo della scuola* (Changements de la structure professionnelle et rôle de l'école), Rome, pp. 14 et 68.

(2) A ce sujet, cf. C.R.I.S. : *Scuole e problemi dell'istruzione nel Comune di Parma* (Ecoles et problèmes de l'instruction dans la commune de Parme), Turin, 1964, p. 195, ronéoté.

Population des « scuole medie superiori » et population dans la classe
d'âge de fréquentation scolaire ⁽¹⁾

Lieu	Population 14-19 ans	Elèves	%
Italie (1962-1963)	4.199.993	885.340	21,1
Sardaigne (1962-1963)	140.552	25.745	18,3
Cagliari (province) (1961-1962)	68.211	13.840	20,3
Carbonia (1963-1964)	4.458	1.189	26,7

2. La population scolaire

L'école primaire

Pendant l'année scolaire 1963-1964, dix seulement des 27 écoles primaires fonctionnant dans la commune de Carbonia avaient au moins un cours complet de cinq classes, toutes les autres étant formées surtout de classes plures.

Presque toutes les écoles à classes plures sont situées dans les écarts dispersés. Dans le corps de la ville et dans les gros écarts, en revanche, fonctionnent des écoles de type normal, mais surpeuplées, et de ce fait assujetties à des roulements ⁽²⁾.

Carbonia ville (corps urbain)

Trois des six écoles de la ville accueillent, à elles seules, plus de la moitié des enfants de toutes les écoles primaires de la commune. Il s'agit, en l'espèce,

⁽¹⁾ Le rapport entre les élèves âgés de 14 à 19 ans et les élèves inscrits dans les « scuole medie superiori » n'a pas la rigueur du rapport entre la population assujettie à l'obligation scolaire et celle qui fréquente les écoles obligatoires. En effet, tous les élèves des cours du soir et tous ceux qui récupèrent des années ou qui étudient de manière irrégulière échappent à ce calcul. Ce phénomène est beaucoup plus important dans les « scuole superiori » que dans les écoles obligatoires. Dans ce calcul, on n'a pas tenu compte des redoublants, c'est-à-dire des inscrits ayant dépassé l'âge de 19 ans, car il fallait confronter les renseignements sur Carbonia avec ceux qu'ont élaborés les bureaux de la Région, qui n'ont pas pris les redoublants en considération : cf. Région autonome de la Sardaigne : *l'Istruzione scolastica ed extra-scolastica in Sardegna*, Cagliari 1964, pp. 28-35.

⁽²⁾ On entend par classe plure une classe composée de plusieurs classes d'ordre différent. Par exemple, une classe unique groupant les élèves des classes de 1^{re} année, 2^e année, 3^e année, et ainsi de suite.

Les classes plures sont, matériellement, installées dans une salle de classe unique. En outre, chacune d'elles est dirigée par un seul maître, qui s'occupe simultanément des élèves appartenant aux diverses classes qui la composent. On entend par roulement l'alternance de plusieurs classes dans une même salle. Le roulement le plus fréquent comporte l'alternance hebdomadaire ou mensuelle de deux classes, l'une le matin, l'autre l'après-midi. Cette situation n'est pas particulière à la commune de Carbonia, mais se rencontre dans une grande partie du territoire national. Les classes plures sont très négatives, car elles contraignent l'élève à cohabiter avec des condisciples d'âge et de formation différents et, d'autre part, elles maintiennent toute la classe au niveau le plus bas.

Les roulements sont tout aussi négatifs, car ils réduisent le rendement scolaire de l'élève, en l'obligeant périodiquement à étudier à des heures inopportunes et en variant son rythme de travail.

de la G. Deledda, de l'école de la rue Mazzini et de la Ciusa. Ce sont des écoles de grandes dimensions, semblables à celles que l'on trouve dans les grands centres urbains. Elles abritent au total 116 classes, avec une moyenne de 26 élèves par classe. Sur ces 116 classes, 53 sont dans l'obligation de faire un roulement entre deux ou trois classes.

Les trois autres écoles de la ville sont plus petites: l'une comporte même une seule classe plurale (via Nazionale), tandis que celles de la via Sanzio et de la via Lubiana font un roulement entre deux et trois classes, tout en n'ayant que cinq classes chacune. Cela signifie qu'elles disposent d'un nombre limité de salles de classe. Dans la pratique, la moyenne d'élèves par classe, dans le corps urbain, n'est pas élevée (25,7), mais celle des élèves qui passent à tour de rôle dans la même salle est très élevée (41,9 %) (1).

Écarts dispersés

Sur les dix-sept écoles primaires que possèdent ces écarts, une seule (celle de Is Gannaus) a le cours complet de cinq classes. Les seize autres sont formées d'une classe (c'est le cas dans douze écarts) et de deux classes (dans quatre écarts). La moyenne d'élèves par classe et par salle est très basse. Les classes qui font le roulement à deux sont au nombre de deux seulement (à Is Gannaus). Toutefois, le chiffre significatif est le nombre de classes réel qu'abritent les classes plurales, c'est-à-dire le nombre de classes qui devraient avoir une vie autonome et ne pas cohabiter avec d'autres. Les 20 classes plurales de ces zones contiennent 72 classes réelles.

Gros écarts

Dans les gros écarts, on retrouve le problème du corps urbain. Il s'y trouve 45 classes, 21 salles de classe, 23 classes assujetties à des roulements entre 2 ou 3 classes.

L'école de Barbusi est peut-être la seule, sur tout le territoire communal, qui accuse un rapport classe-élèves-salles constamment positif: 86 élèves, 5 classes, 5 salles. A Cortoghiana, la situation est très grave: 22 classes pour 10 salles. Elle est encore plus grave à Bacu Abis: 13 classes pour 4 salles, et un rapport élèves-salle de plus de 84. En pratique, dans la situation actuelle, une seule

(1) On entend par nombre d'élèves par classe le nombre moyen des élèves qui forment une classe, c'est-à-dire un cours, et qui sont confiés à un maître.

Par nombre d'élèves par salle, au contraire, on entend le nombre des élèves qui se servent d'une même salle, bien qu'appartenant à des classes différentes, du fait qu'ils pratiquent des horaires différents.

Ce renseignement est très important du fait que, pour des raisons d'hygiène et de propreté, les salles de classe ne devraient servir qu'à une seule classe.

Il convient de considérer comme acceptable une situation dans laquelle le pourcentage d'élèves par classe et par salle serait de 25. Dans une situation idéale, toutefois, le nombre d'élèves par salle devrait être inférieur au nombre d'élèves par classe, car il devrait y avoir aussi des salles spéciales de travail, etc., en sus des salles de classe.

école échappe à l'alternative classes plures - roulement, solutions toutes deux contraires aux principes didactiques (1).

La « scuola media inferiore »

A Carbonia, les « scuole medie inferiori » sont au nombre de cinq, dont deux se partagent un même bâtiment (la n° 1 et la n° 2).

Trois de ces écoles sont situées dans le corps urbain, tandis les deux autres sont situées dans les deux écarts de Cortoghiana et de Bacu Abis.

Les trois écoles du corps urbain ont une population totale de 2.104 élèves, répartis sur 83 classes, avec une moyenne légèrement supérieure à 25 élèves par classe.

Le rapport élèves-classe est donc satisfaisant, n'étant pas de nature à compromettre les possibilités d'étude des élèves. Toutefois, ce rapport est obtenu par le roulement de l'après-midi pour 36 classes.

La « scuola media » n° 2, en effet, fonctionne l'après-midi dans les locaux de la « media » n° 1. La « media » n° 3 fait les roulements pour 9 classes.

Les élèves qui fréquentent les « scuole medie » des écarts sont au nombre de 411, répartis sur 18 classes, pour 8 desquelles on a recours au roulement de l'après-midi (2).

La « scuola media superiore »

Les jeunes gens qui entendent poursuivre leurs études après avoir obtenu le diplôme de fin d'études de la « media inferiore », disposent à Carbonia d'un « ginnasio-liceo » (lycée classique) auquel est annexée une section de lycée scientifique, et d'un institut technico-commercial qui forme des experts-comptables et des géomètres.

Pendant l'année scolaire 1963-1964, l'institut technico-commercial avait 26 classes et 726 élèves. Le rapport élèves-classe était donc d'environ 28.

Les élèves du lycée, quant à eux, étaient au nombre de 463, dont 85 pour la section scientifique. Si l'on divise les études selon le titre d'études qu'ils obtiennent, on constate que les groupes les plus nombreux sont ceux des candidats au titre d'expert-comptable et au baccalauréat classique. Viennent ensuite les géomètres et ceux qui briguent le baccalauréat scientifique. Le lycée scientifique, toutefois, n'en est qu'à ses débuts nous l'avons dit.

Plus de 60 % des étudiants fréquentant les « scuole medie superiori » de Carbonia (1.189) obtiennent un diplôme qui ne confère pas de débouchés sur le territoire de la commune. Les autres ont la possibilité d'obtenir un diplôme qui leur donne accès à l'université.

(1) Cf. Tableau 1 (page 224) : Elèves et enseignants dans les écoles primaires.

(2) Cf. Tableau 2 (page 225) : Elèves et enseignants dans les « scuole medie inferiori »

Si le programme d'industrialisation de Carbonia se réalise, les premières possibilités de travail seront offertes aux techniciens de l'industrie et aux ouvriers qualifiés. Cependant que, pour les techniciens commerciaux qui sortent des « scuole medie » actuelles de Carbonia, les possibilités d'emploi exigent une communauté économiquement beaucoup plus articulée que ne l'est la ville actuellement et qu'elle ne peut le devenir dans un futur immédiat ⁽¹⁾.

Répartition des élèves des « scuole medie inferiori » et « superiori », selon le type d'école (en %)

Type d'école ⁽¹⁾	Italie (1962-1963)	Sardaigne (1962-1963)	Cagliari (1960-1961)	Carbonia (1963-1964)
Ecoles techniques et professionnelles	17	9	8,7	—
Instituts techniques et féminins	44	43	41,1	61,1
Ecoles normales	13	19	19,2	—
Lycées scientifiques	8	7	5,9	7,1
Lycées classiques	18	22	25,1	31,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

⁽¹⁾ Carbonia ne possède ni écoles techniques ou professionnelles, ni école normale.

3. Les équipements scolaires ⁽²⁾

L'école obligatoire

Pour ce qui est de l'école primaire, on constate une pénurie de salles de classe dans les zones les plus habitées, c'est-à-dire dans la ville proprement dite et dans les gros écarts, malgré les efforts déployés par l'administration communale en matière de constructions dans ce secteur.

En effet, sur les 78 salles de classe situées dans le corps urbain, 73 ont été construites en 1962. On estime, toutefois, qu'il faudrait doubler le nombre des salles pour faire face aux besoins actuels.

La situation est plus grave dans les gros écarts, où ce développement de la construction n'a pas encore eu lieu.

⁽¹⁾ Cf. Tableau 3 (page 225) : Elèves et enseignants dans les « scuole medie superiori ».

⁽²⁾ Cf. Tableau 4 (page 226) : Situation de la construction scolaire.

Parmi les écoles primaires des gros écarts, seule celle de Cortoghiana est de construction récente. Les autres sont installées dans des bâtiments qui n'appartiennent pas à la commune, et que l'on a aménagés à cette fin. A Barbusi et à Serbariu, notamment, il s'agit de constructions rurales remises en état.

Dans les écarts dispersés, on constate une prolifération de petites ou très petites écoles rurales, de construction toute récente. Ces écoles, ainsi qu'il a déjà été dit, sont contraires aux principes d'enseignement, du fait qu'elles renforcent la solution des classes plurales.

Toujours sur le plan des écoles primaires, on peut, pour ce qui est du matériel d'enseignement, formuler des observations différentes, selon que l'on examine les équipements d'un point de vue traditionnel ou plus moderne.

Dans le premier cas, en effet, la situation est très satisfaisante. Les tables sont pour la plupart d'un modèle nouveau. Les chaires, les tableaux et tout le matériel essentiel sont en excellent état.

La situation est différente si l'on abandonne l'idée du caractère essentiel de l'enseignement des notions. Du point de vue des nouvelles méthodes actives, les aides audio-visuelles font défaut: presque toutes les écoles signalent l'absence de matériel cartographique, de projecteurs, de diapositives, de films; en outre, les disques disponibles sont peu nombreux; enfin, les instruments scientifiques sont rares.

Pour ce qui est des bibliothèques scolaires, seules de rares écoles de grandes dimensions sont dotées de livres pour les élèves. Les petites écoles en sont généralement dépourvues.

Au total, les écoles primaires de la commune possèdent, selon les renseignements que chaque école a fournis dans le questionnaire, 1.041 livres pour près de 5.000 élèves.

Pour ce qui est de la « scuola media inferiore », la pénurie de locaux porte non seulement sur les salles de classe, mais aussi sur les bâtiments.

Dans le corps urbain, les écoles n° 1 et n° 2 se partagent, nous l'avons vu, — l'une le matin, l'autre l'après-midi — un même bâtiment, en assez mauvais état. Il s'agit, en effet, d'un ancien hôtel pour les ouvriers, qui a été aménagé, il y a peu de salles de classe et pas de couloirs intérieurs.

L'école n° 3 a 14 salles pour 27 classes. C'est pourquoi 9 classes font le roulement de l'après-midi, tandis que les 4 autres sont installées dans des salles de fortune.

Dans les gros écarts, la « scuola media » de Cortoghiana, elle aussi ancien hôtel pour ouvriers adapté, héberge 12 classes dans 6 salles. Elle comprend trois corps de bâtiments différents, dont deux abritent des salles de classe, la troisième, des bureaux. Chaque bâtiment comprend trois locaux plus

les dépendances. Ils sont en assez bon état. La superficie construite totale est de 360 m², dont 240 sont à la disposition des élèves. Cela représente moins de 1 m² pour chacun, ce qui est insuffisant.

Encore plus de mal en point est la « scuola media » de Bacu Abis, installée dans des magasins transformés en salles de classe. Les dépendances sont à l'extérieur et en très mauvais état. Il y a quatre salles pour six classes. L'espace est limité: la superficie construite est, en effet, de 120 m² pour 4 salles, 2 bureaux, une salle des maîtres et 1 corridor.

Pour ce qui est des *équipements*, la situation quant aux tables peut se définir à l'aide de quelques chiffres: les 2.515 élèves des *scuole medie* de la commune disposent au total de 773 bancs (soit 1.546 places), dont 648 sont, selon les déclarations des responsables du secteur, en mauvais état. Cela n'a rien d'étonnant, puisqu'ils sont généralement utilisés plus de 10 heures par jour.

Au total, les bibliothèques des cinq « scuole medie » disposent de 1.400 livres de lecture, soit guère plus d'un livre pour deux élèves.

En revanche, la situation quant au matériel audio-visuel est très satisfaisante: 4 écoles possèdent la radio, 3 un tourne-disques (l'une d'elles en possède même 3), toutes les 5 sont dotées d'un magnétophone et d'un projecteur fixe; 4 disposent d'un projecteur cinématographique. Un équipement de ce genre est même supérieur à celui de beaucoup de « scuole medie » de zones plus riches.

La « scuola media superiore »

L'institut technique qui forme des experts-comptables et des géomètres est installé dans des bâtiments construits lors de la fondation de Carbonia. Il s'agit d'un ancien hôtel pour ouvriers et d'une ancienne cantine.

Au cours de l'année scolaire 1963-1964, le nombre des salles de classe (26) correspondait à celui des classes. Le rapport entre les élèves et la superficie, sans être satisfaisant, n'est pas pire que dans le reste du pays (2 m² de surface bâtie par élève; 8,3 m² de superficie totale par élève). Toutefois, on ne croit pas que ces écoles, déjà adaptées à des bâtiments construits à des fins différentes, soient à même de faire face à une augmentation de la population scolaire.

Le lycée classique, qui se dresse sur un très vaste terrain, est jugé en bon état par l'administration communale et en mauvais état par le personnel scolaire. Pour l'instant, il est à même d'accueillir tant ses propres classes que celles du lycée scientifique naissant.

Pour ce qui est du *matériel d'enseignement*, la situation est bonne. L'institut technique commercial possède un laboratoire de physique et de chimie neuf, une salle de projections et l'équipement nécessaire pour la dactylographie. Il est également doté d'un projecteur, de tourne-disques, de matériel cartographique et topographique.

Le lycée classique et le lycée scientifique n'ont pas de laboratoire de physique et de chimie. Ils disposent, en revanche, d'équipements audio-visuels.

Chacune des deux écoles principales est dotée d'une bibliothèque de plus de 700 volumes. Il existe, en outre, au lycée classique, une bibliothèque pour les enseignants, de 1.250 volumes.

4. Les enseignants

Les instituteurs

La situation idéale pour l'école, d'ailleurs difficilement réalisable même dans le reste de l'Italie, consisterait en un effectif complet d'instituteurs, non seulement habilités à enseigner, mais titulaires d'un poste après avoir réussi le concours correspondant.

Dans l'état actuel des choses, cela est irréalisable, car le nombre d'instituteurs nommés en titre est toujours inférieur à celui des postes.

La situation spécifique de Carbonia est aggravée par le fait que la ville est située à la périphérie du territoire national, ce qui, probablement, en fait une résidence peu appréciée par rapport à des villes plus grandes et moins excentriques.

L'absence d'école normale réduit fortement le nombre des instituteurs nés dans la commune, qui pourraient, plus que d'autres, aspirer à un poste en titre dans la commune même.

C'est pourquoi on enregistre, non seulement un très petit nombre de nominations dans la commune, mais aussi beaucoup d'affectations provisoires ou à un autre poste.

Sur un effectif total de 198 instituteurs, titulaires ou suppléants, 43 titulaires sont en disponibilité ou détachés ailleurs. Beaucoup d'entre eux sont donc remplacés par d'autres titulaires d'écoles extérieures à la commune, provisoirement affectés à Carbonia ⁽¹⁾.

Tout cela conduit à des changements fréquents d'enseignants, à la discontinuité de l'enseignement, à l'instabilité de la situation générale. Il arrive, de

(1) Il peut aussi se faire que des instituteurs titulaires dans une des écoles de Carbonia aient demandé, pour diverses raisons, une affectation provisoire à une autre école, toujours à Carbonia.

surcroît, que les postes restés vacants soient occupés par des débutants ou par des étudiants.

A l'époque de l'enquête, toutefois, la situation n'était pas pire à Carbonia que dans d'autres communes d'Italie. Sur 198 instituteurs, 149 l'étaient en titre, soit titulaires de leur poste, soit affectés provisoirement et titulaires d'autres postes, 28 étaient des auxiliaires, 21 des suppléants. Situation, somme toute, acceptable, dans le panorama de l'école primaire italienne.

Les professeurs

La situation périphérique de Carbonia se fait le plus sentir lorsqu'il s'agit de trouver des professeurs pour les « scuole medie inferiori e superiori ». En effet, le nombre des diplômés habilités à enseigner, natifs de la zone, est très réduit; il est, en tout cas, inférieur à celui des postes disponibles dans les « scuole medie ». Le nombre des enseignants désireux d'être transférés d'autres zones à Carbonia est probablement faible également.

D'autre part, la pénurie d'enseignants est commune à tout le territoire national, et chaque enseignant trouve un poste dans sa région d'origine ou de résidence.

La situation de Carbonia est donc problématique, surtout pour la « scuola media inferiore ». En effet, 2.515 élèves sont confiés à 204 enseignants: il y a donc un enseignant pour 12,3 élèves, tandis que la moyenne idéale serait d'un enseignant pour 11 élèves. En outre, plus de 60 % du corps enseignant (135) sont constitués par des suppléants temporaires, qui pour la plupart n'ont pas la licence; tandis que les chargés de cours, licenciés, mais pas toujours habilités à enseigner (60), représentent environ 30 %. D'autre part, les enseignants en titre sont au nombre de 9, ce qui représente environ 5 % des professeurs qui enseignent dans les « scuole medie inferiori » de Carbonia.

Dans les « scuole medie superiori », la situation est encore plus déplorable. La moyenne des élèves par enseignant monte à 13,7. En outre, sur les 87 enseignants, 70 % environ sont des suppléants (63) et plus de 25 %, des chargés de cours (20). Les professeurs en titre représentent donc, pour cette catégorie d'écoles aussi, environ 5 %.

Il y a donc, au total, 13 professeurs en titre et 80 chargés de cours pour 3.704 élèves des « scuole medie superiori ». Les suppléants temporaires sont au nombre de 198.

Face à l'enthousiasme et à la ferveur avec lesquels les enfants de Carbonia vont à l'école, le personnel enseignant est souvent dépourvu des titres professionnels nécessaires, et les professeurs peuvent quitter leur poste d'un moment à l'autre, privant ainsi l'enseignement de la continuité nécessaire.

Tableau 1
Elèves et enseignants dans les écoles primaires (1)

Ecoles	Elèves	Classes normales	Classes pluri-ales	Classes dans les classes pluri-ales	Total	Instituteurs				Salles de classe	Classes à double ou triple roulement
						En titre	Auxiliaires	Suppléants	Total		
<i>Corps urbain</i>											
G. Deledda	1.187	49	—	—	49	38	3	9	50	25	24 (T)
rue Mazzini	1.057	39	—	—	39	40	1	—	41	23	20
rue Lubiana	115	5	—	—	5	3	2	—	5	3	2
rue Nazionale	23	—	1	5	1	—	1	—	1	1	—
rue Sanzio	112	5	—	—	5	3	2	—	5	2	2
Ciusa	772	28	—	—	28	20	3	4	27	24	9
Total	3.266	126	1	5	127	104	12	13	129	78	57
<i>Gros écarts</i>											
Serbariu	94	5	—	—	5	4	1	—	5	2	2
Barbusi	86	5	—	—	5	3	1	1	5	5	—
Cortoghiana	544	22	—	—	22	17	3	2	22	10	12 (T)
Bacu Abis	332	13	—	—	13	12	—	—	12	4	9 (T)
Total	1.056	45	—	—	45	36	5	3	44	21	23
<i>Écarts dispersés</i>											
Is Gannaus	73	5	—	—	5	2	2	1	5	2	2
Medadeddu	29	—	1	5	1	1	—	—	1	1	—
Medau Su Conti	10	—	1	4	1	—	1	—	1	1	—
Musteddinu	17	—	1	5	1	—	—	1	1	1	—
Barega	24	—	1	5	1	—	1	—	1	2	—
Caput Acquis	38	—	2	5	2	2	—	—	2	2	—
Corongiu	23	—	1	5	1	—	1	—	1	1	—
Flumentepido	22	—	2	5	2	—	2	—	2	2	—
Genna Corriga	20	—	1	3	1	—	—	1	1	1	—
Is Perdas	26	—	2	5	2	—	2	—	2	2	—
Piolanas	13	—	1	3	1	—	1	—	1	1	—
Seddargia	21	—	1	2	1	1	—	—	1	1	—
Sirai	13	—	1	5	1	1	—	—	1	1	—
Sirri Nuova	17	—	1	5	1	—	—	1	1	1	—
S'Ommu Beccia	21	—	1	5	1	—	—	1	1	1	—
Genna Gonnese	16	—	1	5	1	1	—	—	1	1	—
Medau Desogus	34	—	2	5	2	1	1	—	2	2	—
Total	417	5	20	72	25	9	11	5	25	23	2
Total écoles primaires	4.739	176	21	77	197	149	28	21	198	122	82

(1) Source: Inspection académique (Provveditorato agli studi) et renseignements recueillis par questionnaire au cours de l'enquête.

Tableau 2

Elèves et enseignants dans les « scuole medie inferiori » (1)

« Scuole medie inferiori »	Elèves	Classes	Elèves par classe	Enseignants				Salles de classe	Roulements à deux	Elèves par enseignant
				En titre	Chargés de cours auxiliaires	Suppléants	Total			
Media n° 1	727	29	25,0	1	12	41	54	29	—	13,5
Media n° 2	680	27	25,1	—	7	47	54	—	27	12,6
Media n° 3	697	27	25,8	6	17	32	55	14	9	12,7
Cortoghiana	301	12	25,1	1	22	—	23	6	6	13,1
Bacu Abis	110	6	18,3	1	2	15	18	4	2	18,3
Total	2.515	101	24,9	9	60	135	204	53	44	12,3

(1) Source: Provveditorato agli studi de Cagliari et renseignements recueillis par questionnaire au cours de l'enquête.

Tableau 3

Elèves et enseignants dans les « scuole medie superiori » (1)

« Scuole medie superiori »	Elèves	Classes	Elèves par classe	Enseignants				Salles de classe	Roulements à deux	Elèves par enseignant
				En titre	Chargés de cours auxiliaires	Suppléants	Total			
Institut technique (exp. comptable)	393	14	28,0	1	17	35	53	14	—	13,7
Institut technique (géomètres)	333	12	27,7					3	3	
Lycée classique	378	16	23,6	3	3	28	16			—
Lycée scientifique	85	4	21,3				4	20	63	4
Total	1.189	46	25,8	4	20	63				87

(1) Source: Provveditorato agli studi de Cagliari et renseignements recueillis par questionnaire au cours de l'enquête.

Tableau 4
Situation de la construction scolaire (1)

Ecoles	Construction	Etat	Propriété	Adaptation	Superficie totale (m ²)	Superficie couverte (m ²)	Chauffage
G. Deledda	1962	excellent	Commune	—	4.200	1.580	Central
Rue Mazzini	1962	bon	Commune	—	6.500	1.580	—
Rue Lubiana	1940	bon	Commune	ex-abattoir	—	70	rad. électr.
Rue Nazionale	1963	bon	Commune	—	110	93	rad. gaz
Rue Sanzio	1940	médiocre	Ist.C.Pop.	ex-magasins	—	64	rad. électr.
Ciusa	1963	bon	Commune	—	4.800	1.222	rad. électr.
Serbariu	—	médiocre	privée	rural	—	32	rad. gaz
Barbusi	—	médiocre	privée	rural	—	80	rad. gaz
Cortoghiana	1958	bon	Commune	—	4.800	650	rad. électr.
Bacu Abis	1940	bon	S.M.C.S.	ex-bureaux	726	620	rad. électr.
Is Gannaus	1963	bon	Commune	—	120	93	rad. gaz
Medadeddu	1963	bon	Commune	—	120	93	rad. gaz
Medau Su Conti	—	médiocre	privée	rural	—	40	rad. gaz
Musteddinu	—	médiocre	privée	rural	—	20	rad. gaz
Barega	1963	bon	E.T.F.A.S.	rural	—	56	rad. gaz
Caput Acquas	1954	bon	S.M.C.S.	—	—	90	rad. gaz
Corongiu	—	médiocre	privée	rural	—	36	rad. gaz
Flumentepido	1963	bon	Commune	—	110	93	rad. gaz
Genna Corrìga	1963	bon	Commune	—	110	93	rad. gaz
Is Perdas	1963	bon	Commune	—	110	93	rad. gaz
Piolas	1963	bon	Commune	—	80	54	rad. gaz
Seddargia	—	bon	privée	rural	—	22	rad. gaz
Sirri Nuova	1954	bon	Commune	—	—	40	rad. gaz
S'Ommu Beccia	1963	bon	Commune	—	80	54	rad. gaz
Genna Gonnesa	—	médiocre	privée	rural	—	60	rad. gaz
Medau Desogus	—	médiocre	privée	rural	—	72	rad. gaz
Media n° 1	1940	bon	Ist.C.Pop.	ex-hôt.ouv.	5.248	1.660	rad. électr.
Media n° 3	1940	bon	Commune	—	10.200	1.476	Central
Cortoghiana	1960	médiocre	Ist.C.Pop.	ex-hôt.ouv.	1.134	360	rad. électr.
Bacu Abis	1940	médiocre	S.M.C.S.	ex-magasins	—	120	rad. gaz
Lycée	1940	bon	Commune	—	9.600	1.420	Central
Inst. pr géomètres	1940	excellent	Province	ex-hôt.ouv.	3.280	1.058	rad. électr.
Inst. pr exp. comptables	1940	bon	Ist.C.Pop.	ex-cantine	2.747	550	rad. électr.

(1) Source: Renseignements fournis par la commune de Carbonia.

EQUIPEMENTS SOCIAUX ET D ASSISTANCE

(1) Rédigée par Emma Moriu.

TABLE DES MATIERES

	Page
1. L'assistance à l'enfance	229
L'assistance aux enfants âgés de 0 à 3 ans	229
L'âge pré-scolaire: 3-6 ans	230
L'âge scolaire: 6-14 ans	231
Le service médical scolaire	231
Le repas scolaire	232
Autres formes d'assistance	233
2. L'assistance aux indigents	234
La commune	234
Le bureau communal d'assistance	234
Les paroisses	235
3. Les institutions de bienfaisance	235
4. L'équipement médical	235
5. La Prévoyance sociale	237
Institut national d'assurance maladie	237
Institut national de la prévoyance sociale	238
Institut national d'assurance contre les accidents	238
6. Les services culturels et récréatifs	238
Bibliothèque municipale	238
Centre social	239
Autres activités	239
7. Observations	240

EQUIPEMENTS SOCIAUX ET D'ASSISTANCE (1)

L'analyse des services sociaux est effectuée sur la base de la division ci-après:

- 1^o L'assistance aux enfants, subdivisée en trois classes d'âge: 0 - 3 ans; 3 - 6 ans; 6 - 14 ans.
- 2^o L'assistance aux indigents.
- 3^o Les institutions de bienfaisance.
- 4^o L'équipement sanitaire.
- 5^o La prévoyance sociale.
- 6^o Les services culturels et récréatifs.

1. L'assistance à l'enfance

L'assistance aux enfants de 0 à 3 ans

L'œuvre nationale de la maternité et de l'enfance (O.N.M.I.), à laquelle sont demandés les services sociaux en faveur de l'enfance et des mères, est représentée par:

- un centre de consultations pré et postnatales et un centre de consultations pédiatriques, qui fonctionnent, à jours fixes, trois fois par semaine.
- une école maternelle permanente.

Il existait un réfectoire pour les mères, qui a été fermé en 1963.

Le fonctionnement des centres de consultations ne semble pas satisfaisant ni proportionné aux besoins de la population, pour les motifs ci-après:

L'horaire de fonctionnement, excessivement restreint, ne permet pas l'assistance continue et systématique qui serait nécessaire avant et après la naissance et qui permettrait de « favoriser la diffusion des règles et des méthodes scientifiques d'hygiène prénatale et infantile », selon les objets fixés à l'O.N.M.I..

Pour les consultations pré et postnatales, les femmes s'adressent, à défaut de l'O.N.M.I., à l'hôpital et aux dispensaires.

Pour ce qui est des soins au premier âge, le vide persiste et se fait sentir pour cette raison aussi que, de l'avis des médecins, les femmes auraient grand besoin de conseils sur l'alimentation infantile, surtout au moment du sevrage.

En outre, il ressort des interviews (1) que le besoin d'une crèche pendant la journée se fait fortement sentir.

Si, comme le soulignent les médecins locaux, la carence relative de l'O.N.M.I. à Carbonia est due à la crise que traverse l'organisme sur le plan national, le problème n'en subsiste pas moins et affecte un secteur de la population qui a particulièrement besoin de soins.

L'âge pré-scolaire; 3-6 ans

Les besoins spécifiques de cet âge sont: la garde des enfants, particulièrement importante si la mère de famille est occupée au dehors, et la préparation à l'école.

Dans ce domaine, l'équipement de Carbonia consiste en huit écoles maternelles, dont six en ville et deux dans des écarts (Cortoghiana et Bacu Abis).

Les enfants qui les fréquentent sont au nombre d'environ 1.300.

Les écoles maternelles sont gérées par trois organismes: l'E.S.M.A.S. (Ente per le Scuole Materne della Sardegna — Organisme pour les Écoles Maternelles de la Sardaigne) en gère trois, la commune deux, le C.I.F. (Centro italiano femminile = Centre féminin italien) un; la S.M.C.S. en finance directement deux (celui qui est combiné avec l'orphelinat et celui de Cortoghiana).

Au total, les dépenses de fonctionnement des écoles maternelles se montent à 11 millions de liras environ, ce qui correspond à 8.000 liras par enfant. Les salaires versés au personnel enseignant et au personnel d'entretien constituent la majeure partie des frais.

(1) Sur 1.530 choix effectués pour la désignation des équipements à améliorer, 173 sont allés à la crèche. Ils sont répartis de la manière suivante, selon les zones d'habitation des interviewés:

— Ecartés dispersés	13
— Zones marginales	11
— Gros écarts	19
— Zones périphériques sans services	24
— Zones périphériques avec services	65
— Centre	41

Total 173

Dans le choix, la crèche vient au quatrième rang (après les écoles, les hôpitaux, les transports publics) et représente 11,30 %. A ce propos, cf, chap. II - *La ville*, par. 2.

Cinq écoles maternelles fonctionnent dans des bâtiments de la S.M.C.S. construits en 1938. L'état d'entretien et l'équipement, même dans les cas où les locaux ont été adaptés ultérieurement à leurs fins actuelles, sont jugés satisfaisants. Les aides pédagogiques sont, par contre, jugées insuffisantes.

Pour ce qui est de leur fonctionnement, toutes les écoles maternelles sont confiées à l'ordre religieux des sœurs Ursulines de Saint-Jérôme. Les mêmes sœurs, pourvues du diplôme de jardinières d'enfant, constituent le personnel enseignant.

L'âge scolaire: 6-14 ans

Environ 20 % de la population de Carbonia entrent dans ce groupe d'âge. Il s'agit, pour la quasi totalité, d'élèves de l'école obligatoire (1), pour lesquels les principales formes d'assistance sont celles généralement définies comme scolaires, en tant qu'elles s'exercent dans le cadre de l'école.

Pour l'instant, ces activités se limitent aux élèves des écoles primaires. Elles comprennent: le service médical, le repas, la distribution de vêtements, de chaussures et de fournitures scolaires, l'étude après les classes et, pendant la période des vacances d'été, les colonies.

Voici comment sont réparties, à Carbonia, l'organisation et la gestion de ces formes d'assistance: la commune prend à sa charge le service médical scolaire; l'institution de bienfaisance se charge du repas scolaire, de la distribution des vêtements et des fournitures, de l'étude après les classes et — pour un nombre limité de cas — des colonies de vacances; la P.O.A. (Pontificia opera di assistenza = Oeuvre pontificale d'assistance) s'occupe en général des colonies.

Le service médical est le seul dont puissent bénéficier tous les élèves. Pour toutes les autres formes d'assistance, on opère un choix, sur l'indication des enseignants, qui se fondent sur le critère général des « besoins » de l'élève.

Le service médical scolaire

Le service a été confié par la commune à un seul médecin et consiste pratiquement dans les vaccinations obligatoires et dans un examen ophtalmologique (visant à diagnostiquer à temps le trachome).

Selon les directeurs d'école, « les enfants auraient besoin de plus de soins mais, le service étant confié à un seul médecin pour toutes les écoles, on ne saurait faire davantage ». Le médecin qui assure le service partage lui-même cette opinion.

(1) Elèves des écoles primaires: 4.739; élèves des « scuole medie »: 2.515.

Le repas scolaire

Il s'agit d'un repas chaud, consommé à l'école, et préparé à l'aide de vivres fournis par l'A.A.I. (Administration pour les activités d'assistance italiennes et internationales), avec l'appoint de denrées fraîches (fruits et légumes) achetées par l'œuvre de bienfaisance scolaire.

Depuis 1963-1964, ce service a été étendu à toutes les écoles primaires, y compris les plus petites des écarts dispersés.

Au total, les élèves assistés sont au nombre de 1.660, soit environ un tiers de la population des écoles primaires, répartis comme suit par rapport à l'emplacement des écoles:

	Nombre total des élèves	Nombre d'élèves assistés	% d'élèves assistés
Ecoles du centre (6)	3.266	1.040	30
Ecoles des écarts dispersés (17)	417	300	72
Ecoles des gros écarts (4)	1.056	320	30
Total	4.739	1.660	30

Proportionnellement, les plus assistés sont les élèves des écarts dispersés, évidemment jugés plus « nécessaires » que les autres.

L'équipement est, dans l'ensemble, insuffisant. Sur 27 écoles, 4 seulement (dont trois situées dans le corps urbain et une dans les écarts dispersés) ont réfectoire et cuisine, tandis que toutes les autres utilisent à ces fins des locaux de fortune.

Le personnel préposé à ce service est constitué par 34 cuisinières, rétribuées par l'institution de bienfaisance. Il semble que la surveillance, normalement confiée aux enseignants, laisse beaucoup à désirer.

La dépense pour cette assistance est de L. 6.500.000 (soit 57 % des frais supportés par l'institution de bienfaisance pour toutes les activités), ce qui équivaut à 3.900 liras par élève assisté (1).

(1) Pour l'année 1963-1964, le budget de l'institution de bienfaisance scolaire a été le suivant:

Recettes L. 11.743.000

Dépenses L. 11.341.000, réparties comme suit:

Complément alimentaire et rétribution des cuisinières (34 × 12.000)	L. 6.500.000
Vêtements	L. 3.750.000
Equipement	L. 548.000
Fournitures de classe	L. 500.000
Lunettes	L. 43.000

Total L. 11.341.000

*Autres formes d'assistance**Distribution de vêtements et de fournitures de classe*

Le même nombre d'élèves, 1.660, est assisté sous cette forme, ce qui représente une dépense de 4.250.000 liras, c'est-à-dire de 2.650 liras par enfant assisté.

Etude après les classes

Selon le jugement des directeurs d'école, il serait fort utile que l'étude après les classes soit mise en œuvre pour tous les élèves, alors qu'il appert qu'une seule école primaire, dans les écarts dispersés, l'a réalisée en 1963-1964.

Les difficultés sont dues au manque ou à l'insuffisance de locaux, étant donné le nombre des salles de classe occupées l'après-midi par suite des systèmes de roulement, à la pénurie d'enseignants libres, disposés et capables d'assumer cette tâche, et à l'insuffisance du budget de l'institution de bienfaisance qui ne permet pas de rétribuer comme il se doit les enseignants.

Colonies de vacances

En 1963, 610 enfants, soit 12 % des élèves des écoles primaires, ont été envoyés en colonie de vacances. 580 d'entre eux ont été admis dans les colonies organisées par la P.O.A. — la dépense correspondante a été entièrement assumée par la SMCS —, et 30, choisis par l'institution de bienfaisance scolaire, dans les colonies organisées par le Groupement provincial des œuvres de bienfaisance.

L'assistance aux enfants se trouvant dans une situation particulière

Les enfants se trouvant dans une situation particulière d'abandon, enfants illégitimes, orphelins de père et de mère ou de l'un des deux, enfants de détenus, peuvent être hébergés à Carbonia dans deux institutions différentes.

Crèche permanente

Cette institution assiste des enfants provenant même d'autres communes de la province de Cagliari.

Installée dans un bâtiment construit à cette intention, elle est en bon état et convenablement équipée.

L'âge des enfants va de un à six ans. Actuellement, les enfants assistés sont au nombre de 56.

L'assistance est confiée à une assistante surveillante, deux maîtresses de crèche, cinq femmes de service. Une fois par semaine, les enfants sont visités par le pédiatre ou par l'assistante médicale.

Orphelinat de S. Barbara

Il s'agit d'une institution privée, installée dans les locaux appartenant à la SMCS, qui en finance presque entièrement la gestion, confiée aux Ursulines.

50 enfants, âgés de 3 à 11 ans, y sont hébergés.

2. L'assistance aux indigents

La commune

La commune assiste les indigents au moyen de deux services: l'assistance médicale et l'assistance hospitalière.

Ne peuvent être admises à ces formes d'assistance que les personnes inscrites sur la « liste des indigents » (1).

L'assistance médicale comprend des consultations au dispensaire, des visites médicales à domicile, l'attribution gratuite de médicaments, des allocations pour l'achat d'appareils de prothèse; elle est assurée par deux médecins communaux et deux sages-femmes communales, rétribués par la commune.

L'assistance hospitalière consiste dans la prise en charge des frais d'hospitalisation (2).

L'Ente comunale di assistenza (E.C.A. = Bureau communal d'assistance)

L'E.C.A. est un organisme autonome, dont les attributions sont fixées par la loi. Ses fonctions consistent notamment à dispenser l'assistance générale, immédiate et temporaire, aux individus et aux familles particulièrement nécessiteux, par l'octroi de secours en espèces, d'aliments, de vêtements; à pourvoir au versement, pour le compte de l'État, de secours réguliers et aux distributions extraordinaires prévues en faveur de catégories déterminées d'indigents (augmentation des prestations d'assistance, distribution des fonds de secours hivernal, etc.).

Le choix des personnes à assister se fait, à Carbonia, d'après la liste des indigents. En 1963-1964, l'E.C.A. a assisté 671 familles comprenant 2.125 personnes. Sur ce nombre, 1.829 ont bénéficié d'une assistance régulière et

(1) Pour être porté sur la liste des indigents, il faut être pauvre et résider dans la commune. L'inscription a lieu à la demande de l'intéressé et après vérification par le bureau communal, qui révisé la liste chaque année. L'inscription effectuée, le bureau communal délivre la carte d'indigent. En règle générale, l'inscription se fait pour toute la famille du demandeur, mais elle peut aussi être accordée pour certains de ses membres seulement.

(2) On ne connaît pas le nombre des personnes assistées par la commune, ni le montant des sommes dépensées à ce titre.

496 d'une assistance extraordinaire. Les dépenses se sont montées à plus de 21 millions (1).

Les paroisses

Pour ce qui est de l'assistance dispensée par les paroisses, il y a lieu de noter que la S.M.C.S. verse régulièrement une contribution à ce titre. En 1963, 6 millions ont été distribués à quatre paroisses (deux à Carbonia-ville, une à Cortoghiana et une à Bacu Abis).

3. Les institutions de bienfaisance

Les œuvres de bienfaisance sont assurées à Carbonia par l'A.C.L.I. (Associazione cattolica lavoratori italiani = Association catholique des travailleurs italiens) et par l'O.N.A.R.M.O. (Opera nazionale assistenza religiosa morale operai = Œuvre nationale d'assistance religieuse et morale aux ouvriers).

L'assistance dans ce domaine est demandée surtout en cas d'accidents du travail et de pensions de divers types (invalidité, vieillesse, réversion).

À côté de l'œuvre de bienfaisance, les deux organismes en question exercent encore d'autres activités. L'A.C.L.I. organise des cours d'été pour préparer les étudiants aux examens de repêchage, des cours de coupe et couture pour les femmes et des causeries sur des sujets concernant surtout l'éducation civique. L'O.N.A.R.M.O. tient un « réfectoire du pauvre », pourvoit à la distribution de vêtements et de vivres à domicile, assure le fonctionnement d'un dispensaire (où ont été données, en 1963, 1.400 consultations médicales) et organise des colonies de vacances pour les enfants.

4. L'équipement médical

La population de Carbonia dispose de l'équipement ci-après: un hôpital, un centre de consultations polyvalent I.N.A.M., deux centres de consultations

(1) Voici le budget détaillé de l'exercice 1963-1964 :

Recettes: L. 21.026.383

Dépenses: L. 21.427.383, dont la ventilation est la suivante :

Assistance ordinaire	L. 7.566.658
Secours extraordinaires	L. 1.139.800
Hospice pour indigents	L. 869.899
Chantiers de travail	L. 2.433.000
Secours extraordinaires, bons de voyages	L. 313.078
Assistance hivernale, chantiers de travail	L. 2.784.376
Rations vivres ordinaires. Nombre de bons: 2.684	L. 3.297.337
Bons extraordinaires de lait	L. 123.635
Hospices, rations vivres extraordinaires, bons de lait (nombre 1.500)	L. 1.899.600

Total L. 21.427.383

communaux, un dispensaire antituberculeux, un dispensaire anti-trachomateux, trois dispensaires-infirmières près des mines.

Hôpital

Il est géré par la commune, avec un budget qui va de l'équilibre à l'excédent, la majeure partie des hospitalisations étant à la charge des mutuelles. Il dessert également d'autres communes de la province de Cagliari.

Construit selon des critères modernes, il dispose d'un équipement approprié et d'environ 260 lits.

Les médecins locaux ont signalé comme insatisfaisants, en raison de l'insuffisance du nombre des lits et de l'équipement: les services gynécologique, traumatologique et pédiatrique (pour lequel un projet d'agrandissement et d'amélioration est en cours).

Centre de consultation polyvalent

Ce centre, géré par l'I.N.A.M. (Istituto nazionale assicurazione contro le malattie = Institut national d'assurance contre les maladies), fonctionne depuis 1959. Il est doté de tous les services spécialisés et peut assurer tous les examens diagnostiques.

Centres de consultation communaux

Les deux centres communaux, où exercent les deux médecins communaux, sont équipés en postes de premiers secours et remplissent surtout une fonction administrative d'orientation vers les divers spécialistes du centre polyvalent.

Dispensaire antituberculeux

Le service assuré par le dispensaire antituberculeux est jugé satisfaisant par les médecins; mais ceux-ci déplorent l'insuffisance de l'équipement, qui serait à compléter par un laboratoire.

Dispensaire antitrachomateux

Le dispensaire antitrachomateux n'exerce qu'une activité réduite, étant donné le nombre désormais limité de cas de trachome et le contrôle exercé par le médecin scolaire sur les enfants qui fréquentent l'école.

Dispensaires de la mine

La supercentrale, la mine de Seruci et celle de Nuraxi Figus disposent chacune d'une infirmerie et d'un dispensaire.

Auprès de la supercentrale fonctionne aussi un cabinet radiologique pour les examens annuels auxquels tous les mineurs sont astreints.

Chaque infirmerie est dirigée par un médecin d'usine, qui dispense les premiers secours et vérifie périodiquement l'état de santé des ouvriers.

Personnel médical

Le personnel médical au service de la commune est constitué par: un médecin de l'administration sanitaire, deux médecins communaux, deux sages-femmes communales et un médecin des écoles.

La profession libérale est exercée par 22 médecins omnipraticiens et 4 dentistes.

On évalue à 1.500 environ le nombre des clients de chaque médecin mutua-
liste.

5. La prévoyance sociale

I.N.A.M. - Istituto nazionale assicurazione malattie (assurance-maladie)

Les habitants de Carbonia inscrits à l'I.N.A.M. sont au nombre de 29.063 (dont 8.372 travailleurs et 20.691 membres de leurs familles).

Inscrits à l'I.N.A.M., par zones de résidence et par secteurs d'activité

Secteur d'activité	Carbonia-ville			Bacu Abis, Cortoghiana, Gonnese			Total général
	Travail- leurs	Membres des familles	Total	Travail- leurs	Membres des familles	Total	
Agriculture	98	260	358	64	192	256	614
Commerce	269	370	639	45	62	107	746
Crédit & Assurances	19	31	50	3	10	13	63
Industrie	3.675	11.554	15.229	1.394	4.806	6.200	21.429
Domestiques	112	—	112	28	—	28	140
Régimes spéciaux	88	241	329	12	39	51	380
Retraités	1.747	2.252	3.999	818	874	1.692	5.691
Total	6.008	14.708	20.716	2.364	5.983	8.347	29.063

L'inscription à l'I.N.A.M. donne droit aux prestations ci-après: assistance médicale générale, pharmaceutique, spécialisée-consultations, hospitalière, obstétrique; prestations complémentaires ordinaires (telles que prothèses dentaires, cures thermales, appareils acoustiques, etc.) et extraordinaires (prolongation maladies, envoi en colonies pour les enfants d'assurés, secours extraordinaires).

I.N.P.S. — Istituto nazionale della previdenza sociale

Les principales formes d'assistance auxquelles donne droit l'inscription à l'I.N.P.S. sont: allocations familiales, pensions, assurance contre le chômage.

Pour 1963, les renseignements recueillis sur ces diverses formes d'assistance sont les suivants:

— Pensionnés pour invalidité	750
— Pensionnés pour vieillesse	500
— Pensionnés par réversion	405

pour un montant total de 450 millions de livres.

Les chefs de famille, salariés de la SMCS, qui perçoivent des allocations familiales sont au nombre de 3.000, pour un montant total de 800 millions de livres. Le montant des allocations familiales versées aux travailleurs agricoles est de 14 millions.

Les personnes qui ont touché l'allocation de chômage sont au nombre de 170, pour une dépense totale de 10.500.000 Lires.

I.N.A.I.L. — Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni (Institut national pour l'assurance contre les accidents)

Les renseignements fournis par l'I.N.A.I.L. ont trait aux prestations versées aux grands invalides qui, pour la période 1958-1963, se montent, au total, à 14.164.955 livres (dont 5.642.150 au titre d'assistances diverses et 9.522.805 au titre de l'assistance maladie).

Ces prestations ont été versées pour 82 cas de maladies professionnelles, 10 cas d'accidents (dont 3 nécessitant une assistance personnelle continue).

A Iglesias, l'I.N.A.I.L. dispose d'un centre traumatologique moderne et bien équipé, sur lequel sont dirigés les accidentés de Carbonia.

6. Les services culturels et récréatifs

Bibliothèque municipale

Créée en 1960, elle n'est, toutefois, ouverte au public comme service régulier de consultation et de prêt que depuis 1962.

La dépense supportée par la commune pour son fonctionnement est de trois millions de livres par an.

Le fonds est constitué par 6.000 volumes. Elle est très fréquentée, surtout par des jeunes et des écoliers, ces derniers pour se documenter. La moyenne journalière de fréquentation est d'environ 60 personnes.

Sur l'initiative de la bibliothécaire et d'un comité formé en grande partie de jeunes — ouvriers, syndicalistes, étudiants de l'université —, on organise des activités telles que des projections de films, suivies d'une discussion, ainsi que des cercles de lecture pour la présentation de livres (1).

Centre social

En 1958, l'I.S.C.A.L. (Istituto case per lavorati = Institut pour les maisons ouvrières) a ouvert un centre social dans le quartier construit par ses soins.

A l'origine, ce centre n'était chargé que des activités récréatives pour les enfants du quartier, mais depuis deux ans, il a changé d'orientation, en développant ses propres activités et en cherchant à s'insérer le plus possible dans la vie de la cité.

Outre le travail d'information et de consultation pour les bénéficiaires de l'Institut, le centre exerce certaines activités en collaboration avec d'autres organismes: avec la bibliothèque municipale, d'une part pour la réalisation d'activités culturelles en commun (projection de films, etc.), d'autre part pour que le centre, qui bénéficie d'une attribution régulière de 30 livres par mois, puisse fonctionner comme bureau de prêt avec l'I.N.A.P.L.I. (Istituto nazionale per l'addestramento professionale dei lavoratori italiani = Institut national pour la formation professionnelle des travailleurs italiens), en vue d'orienter les enfants vers une préparation professionnelle.

Le centre est fréquenté surtout par des jeunes, organisés en différents groupes: conseil de jeunes, groupe culturel, groupe sportif. Il s'agit, toutefois, d'activités encore à peine amorcées.

Par l'élargissement de ses activités et par la collaboration avec d'autres organismes, le centre tend à passer du rang d'institution de quartier à celui d'institution urbaine.

Le travail du centre est confié à une assistante sociale, qui dépend de l'I.S.C.A.L.

Autres activités

On organise chaque année des cours d'enseignement populaire, c'est-à-dire des cours pour analphabètes ou personnes dépourvues de titre d'études; ils sont financés par le ministère de l'instruction publique.

En 1963, il en a été tenu 12, qui ont été fréquentés par 170 personnes au total.

(1) Pour des informations plus détaillées sur la bibliothèque, cf. chap. V - *La structure sociale*, par. 2.

On a essayé d'organiser des cours d'adultes, mais on s'est heurté à des difficultés, en raison surtout du manque de professeurs préparés à ce genre d'activité.

Sur l'initiative d'un groupe de jeunes, on publie à Carbonia la revue « *Richiamo* », qui traite de sujets d'actualité et de politique locale.

Il semble qu'aucun type de sport ne soit pratiqué régulièrement.

La seule équipe sportive est l'équipe locale de football, qui — pendant un certain temps — a été financée par la Carbosarda.

7. Observations

Compte tenu de la situation actuelle, toute nouvelle mesure devrait tendre à réduire, sinon à supprimer, le caractère fragmentaire des interventions en matière d'assistance. Il faut souligner, d'ailleurs, que ce caractère fragmentaire n'est pas particulier à Carbonia, mais s'étend à tout le territoire national. On peut généraliser tout aussi bien beaucoup d'observations concernant les principes dont s'inspire l'activité sociale et d'assistance.

On ne peut penser que l'assistance sociale parvienne à corriger certains défauts, et encore moins à prévenir les déficiences, tant que les diverses formes qu'elle revêt seront déterminées par la présence d'organismes et par la politique particulière de chacun d'eux, plutôt que par les besoins à satisfaire.

Du reste, les habitants de Carbonia eux-mêmes s'en rendent bien compte, ainsi qu'il ressort des critiques formulées par des personnes autorisées des divers services.

Comme l'assistance à l'enfance a, et aura toujours, un poids considérable, il n'est pas sans intérêt de s'arrêter à certains aspects de l'assistance scolaire, en partant des observations formulées par le secrétaire de l'institution de bienfaisance scolaire.

« L'assistance scolaire n'est plus adaptée à l'époque. Le repas scolaire est inutile, d'une part parce que tous les enfants, surtout à Carbonia-ville, peuvent avoir une assiettée de soupe; d'autre part parce qu'il n'est pas possible d'atteindre un résultat sur le plan éducatif, du fait que les locaux et les équipements sont insuffisants; les enfants doivent donc manger à la hâte leur assiettée de soupe, prendre leur petit pain et s'en aller aussitôt. Les enseignants s'abstiennent de toute participation: au réfectoire, les enfants ne sont surveillés que par les serveuses et les concierges. »

À s'en tenir à cette description, on en vient à se demander quels peuvent être les fins que l'on se propose en donnant un repas chaud à l'école aux enfants de Carbonia. Est-ce pour donner une « assiettée de soupe » à des enfants qui

sans doute ne l'auraient pas autrement? Est-ce pour assurer un régime alimentaire équilibré à toute la population scolaire et faire en même temps, de l'assistance un instrument éducatif qui, par les enfants, atteigne les familles?

Telles pourraient être en effet les fins auxquelles doit répondre le repas (1), mais les observations du secrétaire de l'instruction donnent l'impression que l'on n'a pas fait de choix, et qu'au contraire, le programme a été mis en œuvre sans que l'on sût bien ce que l'on voulait obtenir. Ainsi, une fois lancé, on cherche à faire un peu de tout, on trouve que les moyens sont insuffisants, on ne réussit pas à réaliser un programme satisfaisant et l'on aboutit à la conclusion que c'est « inutile ».

Ce n'est évidemment pas le service qui est inutile, mais c'est la manière dont il est mis en œuvre qui ne permet pas d'en comprendre l'utilité.

Dans la perspective d'une réorganisation des services d'assistance, compte tenu des indications fournies par de nombreux médecins quant à la nécessité d'envisager un programme d'éducation alimentaire (2), le repas scolaire pourrait être utilisé à cette fin. Il peut être un moyen utile car, tout en servant la population scolaire, il offre en même temps un exemple concret à partir duquel on peut développer une œuvre d'éducation à l'adresse de toute la population.

Dans ce cas, il faudrait revoir tout le programme et l'établir de telle manière que, d'activité de bienfaisance et d'assistance, il puisse devenir un fait qui intéresse et rassemble toute la collectivité.

On pourrait en faire un service bien équipé, qui fonctionne, à la disposition de la communauté. Il pourrait alors aussi être avantageux d'envisager

(1) Le repas scolaire peut remplir trois fonctions différentes, à savoir :

- a) Compléter quantitativement le régime alimentaire de l'élève, quand son alimentation est trop pauvre en calories et en principes nutritifs;
 - b) Equilibrer son régime alimentaire habituel, quand l'alimentation de la famille est suffisante en quantité, mais trop pauvre en certains principes nutritifs, ce qui se traduit par des déséquilibres entre les divers composants du régime alimentaire.
 - c) Être un service à la disposition de la communauté, quand des causes particulières (travail de la mère, distances considérables, etc.) obligent l'élève à prendre le repas de midi à l'école; dans ce cas, le repas scolaire — qui, dans les deux premières situations, est limité aux enfants des familles nécessiteuses et dispensé gratuitement — prend le caractère d'un service à la disposition de tous les élèves, qui en bénéficient gratuitement, s'ils sont dans le dénuement, ou moyennant paiement dans les autres cas. Quelle que soit la fonction que remplit le repas scolaire, l'action d'éducation alimentaire qu'il permet d'exercer est essentielle ». *La refezione scolastica in Italia*, A.A.I. Rome, 1963, page 13.
- (2) On trouvera ci-après les opinions exprimées à ce sujet par quelques médecins de Carbonia. Les médecins de l'I.N.A.M. ont fait remarquer que, dans la mentalité de la population, le réconstituant devrait obvier à la sous-alimentation ou à l'alimentation erronée. « Cette mauvaise alimentation — ont-ils ajouté — dépend, certes, d'un fait économique essentiel, mais aussi d'une très mauvaise éducation: ici, on donne du vin au déjeuner au nouveau-né, parce que le vin „soutient“... »

Une remarque analogue a été faite par le pédiatre, au dire de qui les enfants sont soutenus par des médicaments et des reconstituants, à l'aide desquels les mères tendent à les nourrir, pour parer à l'insuffisance de l'alimentation. Le médecin des écoles a dit: « Il y a indubitablement sous-alimentation. L'appareil dentaire en souffre... ». Le médecin communal a dit: « Les enfants de 7 à 8 ans sont souvent atteints d'adénopathies hilaires ou d'états pré-tuberculeux. La responsabilité en incombe essentiellement aux facteurs *alimentation* et *habitation*. Il y a beaucoup d'intoxications intestinales chez les nouveau-nés; il est absolument impossible de les nourrir convenablement ». A ce propos, cf. annexe 3: *Situation sanitaire*, par. 2 et 3.

une installation de cuisine centrale, d'où le repas serait transporté par des moyens appropriés jusqu'aux diverses écoles (1).

Il s'agirait, évidemment, de frais d'installation non négligeables, mais les frais de gestion seraient réduits, probablement même par rapport aux frais actuels. Aujourd'hui, même la plus petite école des écarts de Carbonia, pour 12 ou 13 élèves, doit pourvoir à la préparation du repas, et le seul salaire de la cuisinière correspond à une dépense mensuelle d'environ mille liras par élève assisté.

L'exemple du repas pourrait être appliqué, pour ce qui est de la réorganisation des activités, aux divers secteurs de l'assistance.

Toujours dans le domaine de l'enfance, il y aurait lieu de réviser et de réadapter le programme de l'assistance à la mère et à l'enfant (O.N.M.I.) et le service médical scolaire.

Si l'on veut passer d'une série plus ou moins ordonnée d'activités, fondées sur une vision de philanthropie et de bienfaisance, à un système d'assistance répondant aux besoins réels, c'est beaucoup plus la qualité que la quantité des interventions qui compte.

Pour nous en tenir aux observations formulées par les responsables de ce secteur, il est intéressant de noter qu'ils ont fait ressortir la pénurie de personnel qualifié: assistantes sociales, éducateurs des adultes, assistantes médicales. Ce personnel pourrait, d'une part, faciliter la mise en œuvre ou la refonte de programmes dans les divers secteurs et, d'autre part, en assurer la réalisation d'une manière éducative.

Tant que les services d'assistance de Carbonia continueront à « octroyer » des secours, des vêtements, des médicaments, sans que celui qui les reçoit se rende compte s'il s'agit d'un cadeau, d'une œuvre de bienfaisance ou d'un droit, les moyens ne suffiront jamais, et il y aura toujours des mécontents, tant parmi ceux qui assistent que parmi ceux qui sont assistés.

Ce n'est qu'en faisant aussi de l'acte d'assistance un acte éducatif, c'est-à-dire en faisant appel au sens des responsabilités de l'assisté, que l'on pourra, avec le temps, passer du remède à la prévention, c'est-à-dire à la possibilité de mettre fin à des déséquilibres qui portent préjudice non seulement à l'individu directement atteint, mais à la collectivité tout entière.

S'il est évident que des mesures déjà adoptées dans le passé, comme la réduction massive de la main-d'œuvre, provoquent des déséquilibres économiques et sociaux, il n'est peut-être pas aussi évident qu'une assistance discutable tend, à longue échéance, à perpétuer ces déséquilibres plutôt qu'à les supprimer. C'est pourquoi il vaut la peine, en pensant à l'avenir de Carbonia, de songer aussi à l'assistance sociale.

(1) Ce système a déjà été adopté dans quelques villes.

SITUATION SANITAIRE

TABLE DES MATIERES

	Page
1. Morbidité chez les mineurs	245
2. Morbidité dans la communauté	247
3. Jugement sur l'état de santé	250
4. Attitudes de la population	252

SITUATION SANITAIRE (1)

1. Morbidité chez les mineurs

Selon l'opinion des médecins de la mine et des médecins mutualistes, les formes morbides les plus graves et les plus fréquentes sont :

- la bronchite chronique spasmodique et asthmatique;
- l'asthme bronchique;
- l'arthrose rhumatismale;
- les pneumoconioses — anthracoses et silicoses.

Les bronchites chroniques et asthmatiques, bien que n'entrant pas dans la catégorie des maladies professionnelles, c'est-à-dire indemnisées par l'organisme assureur, sont à considérer comme des maladies du travail, du fait qu'elles sont dues à l'activité exercée dans la mine. On peut en dire autant de l'*arthrose rhumatismale*; toutefois, contrairement à ce qu'il pourrait sembler de prime abord, à savoir qu'elle résulte de la température chaude et humide de la mine, il semble plus vraisemblable que cette forme entre dans les maladies « de posture ». Elle serait due, en effet, à la torsion subie par la colonne vertébrale pendant le travail.

Pour ce qui est des maladies reconnues par l'organisme assureur, à savoir les *pneumoconioses*, dues à l'inhalation de poussières, la forme caractéristique chez les mineurs de charbon est l'anthracose. Cette maladie est à ranger dans la catégorie des pneumoconioses non sclérosantes, c'est-à-dire ne provoquant pas, dans le « parenchyme » pulmonaire, les scléroses confluentes, du type silicose. L'anthracose est donc une pneumoconiose qui entraîne difficilement l'inaptitude au travail, bien qu'elle donne des images radiographiques présentant de grandes opacités. Différent est le cas de la silicose, maladie sclérosante d'allure maligne, qui conduit plus ou moins rapidement à l'incapacité de travailler, par suite d'insuffisance cardio-respiratoire.

(1) A l'exception des tableaux insérés à la fin du texte, les renseignements rapportés ici sont tirés d'entretiens avec les médecins de Carbonia, et non de données statistiques, d'ailleurs inexistantes sous une forme aussi détaillée. A cette fin, on a interviewé dix médecins, sur les trente environ qui exercent leur activité dans la ville, de manière que fussent représentés tous les secteurs médicaux. Pour quelques renseignements sur l'équipement sanitaire de la communauté, cf. annexe 2 : *Equipements sociaux et d'assistance*, par. 4.

Pour ce qui est de la silicose, on a pu recueillir les renseignements ci-après. Sur environ 2.500 mineurs, il doit y en avoir actuellement 400 à 500 qui sont atteints de silicose, mais dans 90 % des cas, il s'agit de formes contractées dans d'autres mines, et non à Carbonia. Ceux qui contractent la silicose dans les mines de charbon sont les « traversabanchi », c'est-à-dire les mineurs qui rencontrent des couches rocheuses contenant de la silice: c'est ce qui est advenu à Carbonia pour certains mineurs qui ont travaillé à Serusi, lors du forage des nouveaux puits. Normalement, au dire des médecins, « le risque est négligeable ».

Toutefois, il est impossible de connaître exactement la situation de Carbonia, du fait que les mineurs viennent en majorité d'autres mines, où la silicose est répandue — par exemple, des mines de métaux. On ne dispose donc pas de données pures, faute de mineurs ayant fait toute leur carrière — de 18 à 55 ans — dans les mines de Carbonia. Une bonne part des mineurs de 18 à 40 ans environ ont, notamment, émigré au cours des dix dernières années.

Les images radiographiques sont « impressionnantes », mais il n'existe *pas toujours* une insuffisance cardio-respiratoire correspondante: si tel était le cas, les trois quarts des mineurs devraient abandonner le travail. De l'avis de certains médecins, cependant, l'examen radiographique sur lequel se basent les visites de contrôle ne suffit pas. Il faudrait procéder par la suite à de nouvelles appréciations ⁽¹⁾. D'autre part, les mineurs eux-mêmes, par crainte de perdre leur travail, n'aiment guère les diagnostics ⁽²⁾.

La mécanisation des mines introduira sans aucun doute des améliorations, mais toujours selon certains médecins, peu considérables: il semble, en effet, que la mécanisation puisse éliminer les éléments nocifs les plus grossiers, mais non les plus fins qui ont une incidence sur les maladies.

Parmi les maladies professionnelles, enfin, il semble que la silico-tuberculose soit très rare.

Quant aux absences de courte durée, leur nombre a diminué à la suite de la réduction de la semaine de travail. Elles sont provoquées par les affections des voies respiratoires supérieures et, surtout pendant les mois d'été, par les gastro-entérites.

Les médecins rangent actuellement aussi au nombre des maladies du travail les syndromes dystoniques et neurotiques que l'on rencontre chez les mineurs, alors qu'autrefois les femmes surtout y étaient sujettes. Ils attribuent aux transformations technologiques introduites par la mécanisation, ainsi

⁽¹⁾ Quelques médecins ont signalé la nécessité de « rationaliser la médecine du travail ».

⁽²⁾ Actuellement, quiconque se trouve dans un état de santé qui lui interdit de travailler en sous-sol peut être dirigé sur les cours de spécialisation, pour être ensuite affecté à un travail à l'extérieur.

qu'à la situation objective négative, propre à provoquer des états anxieux; situation qui, d'ailleurs, affecte toute la population.

2. Morbidité dans la communauté (1)

Certaines maladies peuvent être considérées comme caractéristiques de la ville, car elles reviennent avec une fréquence particulière. Il y a lieu de ranger parmi elles les formes bronchiques, rhumatismales et arthritiques, qui constituent, au dire des médecins, « les maladies de la ville », ainsi que les intoxications alimentaires, surtout dans l'enfance.

Pour ce qui est des *formes bronchiques*, y sont sujets non seulement les mineurs, mais aussi les jeunes enfants et les femmes: cette tendance est probablement due soit à l'humidité de la zone, soit à l'air infecté par la présence de scories et de décharges. Chez les mineurs, les bronchites prennent une forme asthmatique: de fait, la majeure partie des mises à la retraite est due à l'asthme et aux arthroses.

Les *formes rhumatismales* prennent une allure chronique. L'*arthritisme*, nous l'avons déjà dit, est une des maladies les plus fréquentes parmi les mineurs. Toutefois, ni les jeunes gens ni les femmes n'en sont exempts. C'est pourquoi, tandis que certains médecins les définissent, avec les formes bronchitiques, comme l'« apanage de la mine », d'autres le contestent en soulignant que, si la population en est atteinte dans une proportion importante, la mine ne saurait en être la seule cause. Les arthroses de la colonne vertébrale, par exemple, se rencontrent dans les deux sexes — chez les mineurs, toutefois, on peut les attribuer à des traumatismes, ou encore à la position prise pendant le travail.

Un autre groupe de maladies très répandues est représenté par les *intoxications alimentaires* et par les *parasitoses* — pour ces dernières, la situation est cependant meilleure à Carbonia que dans d'autres centres du Sulcis —, qui affectent surtout les nouveau-nés et les enfants en bas âge.

A défaut de lait maternel, on administre aux nouveau-nés du lait de vache au lieu des farines lactées; cela est dû avant tout à une raison d'ordre financier. Les farines sont très coûteuses et ne sont pas allouées par la mutuelle, car ce ne sont pas des médicaments (2).

(1) Tableau 1 (page 253) : Naissances par millier d'habitants, de 1953 à 1962.

Cf. Tableau 2 (page 253) : Décès par millier d'habitants, de 1953 à 1962.

Cf. Tableau 4 (page 254) : Causes de décès en 1961.

Cf. Tableau 6 (page 255) : Causes de décès dans la commune de Carbonia, pour la population âgée de plus d'un an, période 1954-1963.

(2) Le pédiatre soutient qu'il faut réviser sur le plan national l'activité de l'O.N.M.I. pour porter remède à des situations de ce genre. Pour ce qui est de l'O.N.M.I., cf. annexe 2: *Équipements sociaux et d'assistance*, par. 4.

Les intoxications alimentaires sont répandues tant en ville que dans les écarts: en ville, les mères ont davantage recours au médecin. Celui-ci, toutefois, n'est pas toujours à même d'écarter la maladie, car il prescrit le régime alimentaire nécessaire au nouveau-né, mais la mère ne peut pas le suivre, ne disposant pas des moyens nécessaires pour acheter les farines lactées. On constate néanmoins des améliorations: les mères, dans la mesure de leurs moyens, cherchent à suivre les conseils qui leur sont donnés au centre de consultation de l'O.N.M.I.; les nouveau-nés atteints d'intoxication alimentaire, d'autre part, sont largement hospitalisés.

Il y a ensuite des maladies répandues, mais dont la nature n'a rien qui puisse les faire considérer comme caractéristiques de la ville. Parmi elles, il faut citer d'abord les *adénopathies biliaires* des petits enfants. Elles sont bien soignées: les enfants sont dirigés sur les centres spécialisés et guérissent, en général, parfaitement. Selon le médecin des écoles, les manifestations apparaissent vers le deuxième âge.

Il y a lieu de ranger parmi les manifestations lymphatiques les *amygdalites*, fréquentes chez les petits enfants de toutes les couches sociales de la population. En liaison avec les manifestations tonsillaires, il convient de considérer les cas de *néphropathies*, hospitalisés et contrôlés. Les médecins s'accordent, en outre, à signaler un assez grand nombre de cas de *maladie de Cooley*, tandis que l'on n'enregistre pas, semble-t-il, depuis des années de cas de favisme.

Très fréquentes sont aussi, dans toutes les couches de la population et dans les deux sexes, les *dystonies neuro-végétatives*. Il a déjà été fait mention des syndromes dystoniques chez les mineurs. Chez les femmes, il s'y ajoute des états dépressifs, qui favorisent les dystonies, et qui sont déterminés par des grossesses fréquentes et rapprochées. Les dystonies, provoquant des troubles fonctionnels et non organiques, ne sont pas comprises par les malades, qui vont d'un médecin à l'autre, en se plaignant de ce que l'« on ne réussisse pas à trouver le mal ». Comportement qui n'est d'ailleurs pas spécifique des malades de Carbonia.

Il y a, enfin, des maladies qui ont pratiquement disparu, d'autres qui sont en forte régression, d'autres presque inconnues, ou conformes au tableau national.

Parmi les maladies qui ont disparu ou tendent à disparaître, il y a lieu de ranger avant tout le *paludisme* — il n'en existe actuellement aucun cas —, en second lieu le *trachome*. Pour ce dernier, il s'agit d'un petit nombre de cas chroniques, chez des vieillards. Le dispensaire anti-trachomateux fonctionne, en pratique, uniquement pour ces cas. Le médecin des écoles affirme qu'à

l'âge scolaire, le trachome a encore diminué depuis la création du service médical scolaire (1). Désormais les cas sont contrôlés, isolés et traités: en 1963, sur 1.131 petits enfants, visités à l'école, on en a décelé 9 cas, mais qui étaient déjà sous contrôle. Il n'y avait que deux cas nouveaux et il s'agissait d'enfants des premières classes primaires, qui n'avaient pas bénéficié antérieurement du service médical scolaire.

Au nombre des maladies en régression, il y a lieu de ranger avant tout la tuberculose: il n'y a rien, en effet, qui soit spécial à Carbonia; la situation est conforme à la moyenne nationale, compte tenu, évidemment, du marasme de la zone. Vers 1945-1947, le nombre des manifestations tuberculeuses infantiles était « effrayant ». Depuis lors, elles ne cessent de diminuer, à l'exception des adénopathies hilaires mentionnées plus haut. L'évolution est due à une alimentation meilleure que par le passé, à la possibilité de diagnostics précoces, à l'hospitalisation rapide et aux thérapies modernes.

En régression également est la *typhoïde*, qui en tout cas ne se manifeste pas sous une forme épidémique. Il doit y avoir un millier de cas par an (le chiffre est donné à titre indicatif) de typhoïdes et de paratyphoïdes B.

Dans les maladies à considérer comme inexistantes, vu le très petit nombre des cas, ou tout simplement inconnues, doivent être compris: le *rhumatisme polyarticulaire aigu*, dont on relève quelques cas sporadiques, en tout cas très rares sous la forme classique; le *rachitisme*, très rare lui aussi, en dépit de l'alimentation défectueuse — les médecins supposent que cela provient de la quantité importante de vitamines que les mères administrent aux enfants — les *maladies mentales*, l'*arriération mentale*, l'*épilepsie*; le *crétinisme endémiques* est inconnu — il n'y a d'ailleurs pas d'alcooliques —; en outre, les cas de *démence sénile* sont très rares.

Quant à la *poliomyélite*, elle rentre dans le tableau national. Actuellement, la situation est très bonne, bien qu'il y ait eu un foyer d'épidémie à Carbonia, il y a environ deux ans. Mais depuis lors, on se fait volontiers vacciner. A ce propos, les médecins soulignent qu'étant donné l'attitude réceptive de la population, Carbonia est peut-être une des villes italiennes où « l'on vaccine le plus ».

Enfin on peut comprendre dans le tableau national des maladies comme les *tumeurs malignes* ou les *kystes d'échinocoque* — rares à Carbonia, mais assez répandus dans le reste de l'île, au point d'amener les autorités médicales à procéder au traitement spécifique des chiens, porteurs de ces germes.

(1) Cf. annexe 2: *Equipements sociaux et d'assistance*, par. 1.

3. Jugement sur l'état de santé

De l'avis des médecins, l'état de santé des habitants de Carbonia peut, dans l'ensemble, être considéré comme satisfaisant. Du point de vue de l'adiposité, des muscles et du squelette, la constitution des habitants est assez bonne. En revanche, la situation est plus négative quant à l'appareil dentaire. Mais cela n'est pas spécial à la ville: à Carbonia, la situation est aggravée par le fait que la population ne se soumet pas à des examens préventifs et tend à se faire arracher les dents plutôt qu'à se les faire soigner. Cette attitude ne résulte pas, cependant, d'un préjugé ou de la négligence: en réalité, les soins dentaires sont remboursés par les mutuelles dans des proportions fort inférieures aux autres soins; il y a donc, à la base, plutôt un motif d'ordre économique. Le facteur qui a les incidences les plus négatives sur la santé et sur l'état général — mises à part les maladies professionnelles — n'est pas dû tellement à des faits endémiques ou constitutionnels qu'à l'alimentation. Celle-ci est pauvre en protéines et en vitamines, tandis qu'elle abonde en hydrates de carbone. Les motifs qui conditionnent l'alimentation sont, avant tout, d'ordre économique et ressortissent, en second lieu, à une mauvaise éducation alimentaire.

Pour ce qui est des motifs économiques, en raison de ses embarras financiers, la population se nourrit essentiellement de pain, de pâtes, de conserves et de saucissons. L'achat de ces denrées est lié au système de paiement. La majeure partie des habitants — en pratique les travailleurs — n'achète pas au comptant, mais paie périodiquement, par le système « des carnets », sur lesquels les commerçants notent au fur et à mesure le montant de la dépense. Les commerçants vendent, en conséquence, des produits alimentaires peu coûteux qui, ne risquant pas de s'avaries, permettent de constituer des stocks sans avancer beaucoup d'argent. Les légumes et les fruits, vendus au marché, où les produits alimentaires doivent être payés comptant, sont achetés en très petites quantités; on peut en dire autant de la viande qui, en outre, est la denrée la plus chère.

Pour ce qui est de la mauvaise éducation en matière d'alimentation, ce sont les nouveau-nés qui en supportent les conséquences; mais les adultes ne sont pas épargnés, car le genre de cuisine pratiqué comporte fritures et condiments. Aussi l'alimentation se ressent-elle, d'une part, de la standardisation et des restrictions imposées par le manque d'argent, d'autre part, du manque d'hygiène, même quand la situation financière permet un plus grand choix. Le fait fondamental est, en tout cas, l'alimentation déficiente. Les médecins affirment que la majeure partie de la population est actuellement « sous-alimentée ».

Quelques maladies sont à inscrire tout particulièrement dans ce tableau. Parmi elles, les *maladies hépatiques*, qui prennent à Carbonia la forme d'*hépatites*, dues à l'alimentation inadéquate, ou de *cirrhoses atrophiques*, dues à la sous-alimentation, ainsi que le *diabète*. Pour ce dernier, on enregistre quelques cas d'hospitalisation en état de coma: dans les cas de diabète, en effet, la difficulté de se soigner dépend étroitement de l'alimentation.

Les restrictions alimentaires et la fatigue physique se traduisent, chez les femmes, par une fréquente insuffisance de lait pour les nouveau-nés. Il y a encore un autre facteur important dont il faut tenir compte, à propos de ce groupe de population, à savoir: l'hygiène sexuelle. En effet, les troubles gynécologiques, dus au manque d'hygiène, sont fréquents; ils sont, toutefois, en diminution par rapport au passé, de même que les infections vénériennes, imputables à la même cause. En régression également sont les avortements, très fréquents il y a quelques années encore. Il faut tenir compte du fait que beaucoup de femmes jeunes ont émigré; en tout cas, la moyenne actuelle des avortements, selon le gynécologue, est égale à 10 % (chiffre donné à titre indicatif) des grossesses menées à terme. Dans l'ensemble, le gynécologue souligne que l'état de santé des femmes s'est amélioré depuis quinze ans. La preuve en est, notamment, l'augmentation du poids moyen des nouveau-nés; les femmes observent aussi un régime alimentaire plus approprié à la gestation; enfin, elles sont en meilleur état, tant du point de vue du trophisme, que de celui de l'hygiène personnelle.

Depuis 1964, l'année où le pédiatre actuel est entré en fonctions à Carbonia, la mortalité infantile a beaucoup baissé tout en se maintenant à des chiffres élevés (1). Les enfants sont, cependant, « sous-alimentés ». L'âge le plus critique est l'âge scolaire; après cet âge, les enfants se remettent parfaitement et se développent tout aussi bien. On observe, en effet, que les adolescents ont l'air plus robuste que les enfants: selon les médecins, le fait que les adolescents se ressentent moins que les enfants de l'alimentation « erronée » présente une grande importance. On dirait que l'on en souffre surtout pendant la première enfance; quand on grandit, comme on peut manger de tout sans dommage, le développement se fait mieux. De toute façon, même pour la population scolaire, on ne peut parler d'une morbidité spécifique; le développement psycho-physique est, au contraire, satisfaisant: on n'a dû établir, dans toute la commune, que deux classes différentes — une première et une deuxième.

(1) Cf. Tableau 3 (page 253) : Mortalité infantile, de 1953 à 1962.

Cf. Tableau 5 (page 254) : Natalité, mortalité et mortalité infantile dans la commune de Carbonia: 1954-1963.

Cf. Tableau 7 (page 255) : Causes de décès dans la commune de Carbonia, pour les nourrissons de moins d'un an — 1954-1963.

Quoique l'état de santé de la population soit bon dans l'ensemble, les habitants de Carbonia paraissent, après 35-40 ans, plus âgés qu'ils ne le sont en réalité. Pour ce qui est des hommes, cela résulte essentiellement de leur genre de travail, dans la mine, l'alimentation n'étant pas toujours appropriée. Les médecins en général, et ceux de la mine surtout, soulignent que la population doit être « riche en facteurs de récupération et en facteurs constitutionnels très positifs », car malgré l'alimentation insuffisante et standardisée, les travailleurs sont forts et résistants.

4. Attitudes de la population

Pour ce qui est de l'attitude de la population en matière sanitaire, il faut distinguer son attitude à l'égard de la thérapeutique et son attitude à l'égard de la prophylaxie.

Pour ce qui est de la thérapeutique, les gens se soignent « même trop », au dire de certains médecins, et on cherche à former une conscience sanitaire, c'est-à-dire à habituer la population à « ne pas abuser » du médecin. A l'égard des traitements, on relève aussi une attitude presque revendicative: les habitants « doivent » avoir tout gratuitement; ils se soignent, mais ils « doivent être sûrs de n'avoir rien à payer ». On relève, d'autre part, selon l'expression d'un médecin qui semble résumer l'opinion de ses collègues, « une confiance fétichiste dans les reconstituants, que la population ingurgite en très grandes quantités parce qu'elle ne mange pas à sa faim et croit y suppléer par les pilules ».

Certains médecins soulignent que la population est encline à aller consulter le médecin spontanément, même quand c'est à des fins préventives — c'est le cas, par exemple, du gynécologue, qui a signalé ce comportement pour les consultations en vue de diagnostics précoces des tumeurs. Dans l'attitude en matière de prophylaxie, en revanche, on constate moins de progrès. Tous les médecins s'accordent, en tout cas, pour mettre en lumière la relation entre la disposition à l'hygiène et à la prophylaxie et la situation objective des habitants. Autrement dit, les principes hygiéniques et prophylactiques sont mieux observés dans les couches sociales et économiques les plus élevées. Elles sont négligées dans les écarts, parmi les habitants des zones marginales, parmi ceux qui gagnent très peu et qui habitent des maisons qui sont, par elles-mêmes, antihygiéniques.

Les médecins s'accordent pour faire remarquer que, de ce point de vue, l'enseignement de base est négligé: une éducation sanitaire serait des plus utiles et donnerait certainement d'excellents résultats car, soulignent-ils, la population est extraordinairement réceptive. Enfin, elle fait preuve, à l'égard des médecins,

d'une attitude ouverte et confiante. Cette remarque s'applique à toute la population, à tous les niveaux sociaux, et on peut l'étendre aux rapports entre mineurs et médecin de la mine, celui-ci étant considéré, selon les déclarations des médecins eux-mêmes, comme « un ami et un confident ».

Tableau 1

Naissances par millier d'habitants, de 1953 à 1962

Lieu	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Carbonia	33,5	30,9	30,9	28,6	28,9	24,9	22,0	23,9	23,6	21,0
Cagliari	26,8	26,7	25,8	25,6	25,7	24,6	24,2	23,9	24,7	24,0
Sardaigne	24,9	25,3	24,2	24,1	24,1	23,3	23,0	22,8	23,4	23,0
Italie	17,4	17,9	17,7	17,7	17,7	17,4	17,9	18,1	18,4	18,4

Source: I.S.T.A.T. et médecin de l'administration sanitaire de Carbonia.

Tableau 2

Décès par millier d'habitants, de 1953 à 1962

Lieu	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Carbonia	6,7	6,2	6,1	6,1	6,6	6,6	5,6	6,3	6,8	5,9
Cagliari	8,3	8,2	7,9	8,1	8,1	7,6	7,5	7,6	7,8	8,0
Sardaigne	8,4	8,1	8,0	8,4	8,3	7,8	7,4	7,6	7,7	8,1
Italie	9,8	9,1	9,1	10,1	9,7	9,1	9,0	9,4	9,3	10,0

Source: I.S.T.A.T. et médecin de l'administration sanitaire de Carbonia.

Tableau 3

Mortalité infantile, de 1953 à 1962

(Décès à moins d'un an par millier d'enfants nés vivants)

Lieu	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Carbonia	78,4	99,3	92,3	80,6	81,6	88,4	72,5	67,0	72,7	74,8
Sardaigne	58,5	56,2	53,5	49,4	53,5	48,6	49,2	44,1	41,0	— ⁽¹⁾
Italie	58,5	52,9	50,9	48,8	50,0	48,2	45,4	43,9	40,7	40,8

⁽¹⁾ Ce renseignement n'est pas encore disponible.

Source: I.S.T.A.T. et médecin de l'administration sanitaire de Carbonia.

Tableau 4
Causes de décès en 1961

Lieu	Maladies infectieuses	Tumeurs	Système circulatoire	Appareil respiratoire	Appareil digestif	Autres	Total
Carbonia	1,6	9,3	30,4	15,4	11,7	31,6	100,0
Cagliari	3,6	12,5	25,8	7,8	6,9	43,4	100,0
Sardaigne	3,3	13,4	26,0	7,9	6,8	42,6	100,0
Italie	2,8	16,7	30,5	7,8	6,3	35,9	100,0

Source : I.S.T.A.T. et médecin de l'administration sanitaire de Carbonia.

Tableau 5
Natalité, mortalité et mortalité infantile dans la commune de Carbonia: 1954-1963

Années	Résidents	Décès	Mortalité par 1000 habitants	Naissances	Natalité par 1000 habitants	Décès à moins d'un an	Mortalité infantile par 1000 naissances
1954	47.268	292	6,17	1.460	30,88	145	99,31
1955	45.255	277	6,12	1.398	30,89	129	92,27
1956	44.686	274	6,13	1.277	28,57	103	80,65
1957	44.815	298	6,64	1.298	28,96	106	81,66
1958	40.854	269	6,58	1.018	24,91	90	88,40
1959	39.691	222	5,59	875	22,04	63	72,49
1960	39.847	252	6,32	955	23,96	64	67,01
1961	35.990	247	6,86	852	23,67	62	72,76
1962	35.872	211	5,88	775	21,04	58	74,80
1963	34.679	233	6,70	731	21,08	61	83,40

Source : Médecin de l'administration sanitaire de Carbonia.

Tableau 6
Causes de décès dans la commune de Carbonia
pour la population âgée de plus d'un an, période 1954-1963

Années	Maladies infectieuses	Tumeurs	Système circulatoire	Appareil respiratoire	Appareil digestif	Autres	Total	
							%	Numérique
1954	4,1	10,9	33,3	6,8	7,5	37,4	100,0	(147)
1955	1,3	12,2	28,4	11,5	5,4	41,2	100,0	(148)
1956	4,1	13,4	30,4	9,9	4,7	37,5	100,0	(171)
1957	3,6	12,5	34,9	9,9	5,2	33,8	100,0	(192)
1958	2,8	12,3	34,6	11,8	3,9	34,6	100,0	(179)
1959	3,2	12,6	37,1	9,4	5,0	32,7	100,0	(159)
1960	1,6	11,7	36,7	9,6	2,1	38,3	100,0	(188)
1961	1,6	12,4	39,5	10,3	1,1	35,1	100,0	(185)
1962	1,3	17,0	37,9	11,8	1,3	30,7	100,0	(153)
1963	1,2	18,0	47,7	4,7	—	28,6	100,0	(172)

Source: Médecin de l'administration sanitaire de Carbonia.

Tableau 7
Causes de décès dans la commune de Carbonia,
pour la population âgée de moins d'un an,
période 1954-1963

Années	Maladies infectieuses	Tumeurs	Système circulatoire	Appareil respiratoire	Appareil digestif	Autres	Total	
							%	Numérique
1954	1,4	1,4	2,1	27,6	43,4	24,1	100,0	(145)
1955	1,7	0,8	1,7	28,7	34,1	33,4	100,0	(129)
1956	—	—	4,8	34,0	31,1	30,1	100,0	(103)
1957	4,7	—	2,8	35,9	39,6	17,0	100,0	(106)
1958	1,1	—	2,2	34,5	38,9	23,3	100,0	(90)
1959	—	—	3,2	39,7	33,3	23,8	100,0	(63)
1960	—	—	3,1	43,8	29,7	23,4	100,0	(64)
1961	1,6	—	3,2	30,6	43,6	21,0	100,0	(62)
1962	—	1,7	3,5	29,3	43,1	22,4	100,0	(58)
1963	—	—	1,6	39,4	24,6	34,4	100,0	(61)

Source: Médecin de l'administration sanitaire de Carbonia.

COLLECTION D'ECONOMIE ET POLITIQUE REGIONALE

2. Programmes de développement et de conversion

- I. Etude du développement économique des régions de Charleroi, du Centre et du Borinage (Belgique) *paru en 1962*
- II. Etude sur la zone de Piombino (Italie) *paru en 1963*
- III. La reconversion de la mine de Champagnac (Cantal, France) *paru en 1964*
- IV. Développement industriel de la région de Montceau-les-Mines (France) *paru en 1963*
- V. Etude régionale sur l'Ombrie (Italie) *paru en 1965*
- VI. **Etude sur la zone de Carbonia (Italie)**
- VII. La région d'Amberg (R.F. d'Allemagne) *en préparation*
- VIII. Incidences de l'implantation d'une aciérie sur la région Gand-Zelzate *en préparation*

FF 15,— FB 150,— DM 12,— Lire 1.870 Fl. 11,—

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

3710/2/65/1